

Arrêté du **14 DEC. 2011**

Délégation Territoriale de la Gironde

*Portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 en
faveur du Service de Soins Infirmiers à Domicile Bassin
d'Arcachon Sud à Arcachon*

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté préfectoral du 27/11/2008 autorisant le fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile Bassin d'Arcachon Sud pour une capacité totale de 125 places,

VU la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

VU les propositions budgétaires pour 2011 transmises par le service,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile Bassin d'Arcachon Sud n° FINESS 330791344 sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	190 713,57		1 382 453,17
	Dont CNR	23 000		
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 167 570,90		
	Dont CNR	36 500		
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 168,70		
	Dont CNR			
	Déficit	0		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 372 003,17		1 382 453,17
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	10 450		
	Excédent	0		

ARTICLE 2 – Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **1 372 003,17** euros, dont **59 500** euros de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **114 333,59** euros

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **1 372 003,17** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **30,07** euros.

ARTICLE 3 – Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à **1 312 503,17** euros.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **109 375,26** euros

La part de cette dotation affectée aux personnes âgées est de **1 312 503,17** euros. Le montant du prix de journée (cf. article R-314-112-CASF) s'élève à **28,76** euros.

ARTICLE 4 – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 5 – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 6 - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 DEC. 2011



La Directrice Générale de l'ARS D'Aquitaine
Nicole KLEIN

Arrêté du 15/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD DU C.H.U. DE BORDEAUX - PESSAC

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2008

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de EHPAD DU C.H.U. DE BORDEAUX - PESSAC (N°Finess 330793175) est fixée à :

- 3 276 416,99 € pour l'hébergement permanent,
dont 907 169,66 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 273 034,75 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables pour le site de Lormont sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	75,77 €
GIR 3-4 :	65,95 €
GIR 5-6 :	56,12 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

Les tarifs journaliers de soins applicables pour le site de l'Alouette sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	56,83 €
GIR 3-4 :	43,83 €
GIR 5-6 :	30,83 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 2 369 247,33 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 197 437,28 € pour l'hébergement permanent,
- 43,83 € pour l'accueil de jour,
- 30,83 € pour l'hébergement temporaire.

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -

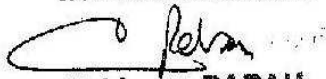
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 15/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice de la Santé Publique
et de l'Offre Médico-Sociale,


Fabienne RABAU

Arrêté du 15/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

Le Moulin de Jeanne à Saint Loubès

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 29/06/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
80 places, dont 74 places en HP, 6 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de
dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes âgées et handicapées,

Considérant la visite de conformité effectuée le 28/09/2011

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Le Moulin de Jeanne à Saint Loubès (N°Finess 330020819) est fixée à :

- 209 289,00 € pour l'hébergement permanent,
dont 42 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 15 900,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire est égale pour 3 mois à :

- 17 440,75 € pour l'hébergement permanent,
- 1 325,00 € pour l'hébergement temporaire.

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 167 289,00 € pour l'hébergement permanent,
- 15 900,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 13 940,75 € pour l'hébergement permanent,
- 1 325,00 € pour l'hébergement temporaire.

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 15/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice de la Santé Publique
et de l'Offre Médico-Sociale,

Fabienne RABAU

Arrêté du 15/12/2011

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD DU C.H.U. DE BORDEAUX - PESSAC

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2008

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de EHPAD DU C.H.U. DE BORDEAUX - PESSAC (N°Finess 330793175) est fixée à :

- 3 276 416,99 € pour l'hébergement permanent,
dont 907 169,66 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 273 034,75 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables pour le site de Lormont sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	75,77 €
GIR 3-4 :	65,95 €
GIR 5-6 :	56,12 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

Les tarifs journaliers de soins applicables pour le site de l'Alouette sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	56,83 €
GIR 3-4 :	43,83 €
GIR 5-6 :	30,83 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 2 369 247,33 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 197 437,28 € pour l'hébergement permanent,
- 43,83 € pour l'accueil de jour,
- 30,83 € pour l'hébergement temporaire.

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 15/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice de la Santé Publique
et de l'Offre Médico-Sociale,


Fabienne RABAU

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 15 DEC. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance
maladie dû au au centre hospitalier de BLAYE
N° Finess 330781220 au titre de l'activité du mois
d' octobre 2011

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier Blaye, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 8 décembre 2011, par le centre hospitalier de Blaye,

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 755 590,48 €** soit :

- . **1 723 932,76 €** au titre de l'activité,
- . **25 005,53 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **6 652,19 €** au titre des produits et prestations (DMI),

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Blaye et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **15 DEC. 2011**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement
C. H. SAINT NICOLAS DE BLAYE(330781220)
Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre
 Cet exercice est validé par la région
Date de validation par l'établissement : jeudi 08/12/2011, 19:55
Date de validation par la région : vendredi 09/12/2011, 11:32
Date de récupération : vendredi 09/12/2011, 11:35

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n. 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (1 - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 987 318,25	14 987 318,25	13 446 733,43	1 550 584,81	1 550 584,81
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 814,95	26 814,95	25 582,66	1 232,30	1 232,30
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 494,05	103 494,05	96 841,86	6 652,19	6 652,19
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	259 477,65	259 477,65	234 472,11	25 005,53	25 005,53
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	209 733,16	209 733,16	187 680,91	22 052,25	22 052,25
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 177,89	20 177,89	17 951,12	2 226,78	2 226,78
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 478 753,11	1 478 753,11	1 330 916,49	147 836,62	147 836,62
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 095 769,06	17 095 769,06	15 340 178,58	1 755 590,48	1 755 590,48

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	1 551 817,11
Activité externe y compris ATU,	172 115,65
FFM, SE et Molécules onéreuses	25 005,53
Médicaments séjours	6 652,19
Total	1 755 590,48

Arrêté du **15 DEC. 2011**

Fixant le montant des ressources d'assurance
maladie dû au centre hospitalier d'ARCACHON N°
Finess 330781204 au titre du mois d'octobre 2011

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier d'Arcachon, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 12 décembre 2011, par le centre hospitalier d'Arcachon,

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 293 743,49 €** soit :

- . **2 233 402,01 €** au titre de l'activité,
- . **34 927,27 €** au titre des spécialités pharmaceutiques, .
- . **25 414,21 €** au titre des produits et prestations (DMI).

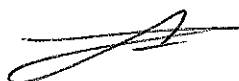
Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier d'Arcachon et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **15 DEC. 2011**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,



Anne BARON Le KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement
CENTRE HOSPITALIER D'ARCACHON(330781204)
Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre
 Cet exercice est validé par la région
Date de validation par l'établissement : lundi 12/12/2011, 11:14
Date de validation par la région : mardi 13/12/2011, 11:34
Date de récupération : mardi 13/12/2011, 11:41

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n- 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulé depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	19 686,64	0,00	19 686,64	0,00	0,00	19 074 237,69	19 083 924,33	17 130 326,58	1 963 597,75	1 963 597,75
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 531,86	83 531,86	76 658,15	6 873,70	6 873,70
DML	0,00	20 456,94	0,00	20 456,94	0,00	0,00	296 894,84	317 351,77	291 937,57	25 414,21	25 414,21
Mon patient	0,00	15 161,85	0,00	15 161,85	0,00	0,00	381 235,42	376 397,27	341 470,00	34 927,27	34 927,27
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	403 568,11	403 568,11	365 428,17	38 139,94	38 139,94
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 775,28	12 775,28	11 768,66	1 006,62	1 006,62
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 427 554,23	2 427 554,23	2 203 770,22	223 784,01	223 784,01
DML ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	55 305,43	0,00	55 305,43	0,00	0,00	22 659 797,42	22 715 102,84	20 421 359,36	2 293 743,49	2 293 743,49

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	1 970 477,45
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	262 930,58
Médicaments séjours	34 927,27
DML	25 414,21
Total	2 293 743,49

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du **15 DEC. 2011**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MSP BAGATELLE N° Finess 330000340 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la MSP Bagatelle au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 12 décembre 2011 par la MSP Bagatelle ;

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **4 903 853,10 €** soit :

- . **4 671 358,26 €** au titre de l'activité (y compris l'HAD),
- . **102 085,53 €** au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD),
- . **130 409,31 €** au titre des produits et prestations (DMI).

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié à la MSP Bagatelle et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **15 DEC. 2011**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement
M.S.P.B. BAGATELLE(330000340)
Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre
 Cet exercice est validé par la région
Date de validation par l'établissement : lundi 12/12/2011, 08:42
Date de validation par la région : mardi 13/12/2011, 08:24
Date de récupération : mardi 13/12/2011, 08:39

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	95 084,67	0,00	0,00	0,00	28 345 150,09	28 345 150,09	25 159 598,58	3 185 551,51	3 185 551,51
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	-383,32	0,00	0,00	0,00	95 405,38	95 405,38	84 088,38	11 337,00	11 337,00
DML	0,00	0,00	35 391,83	0,00	0,00	0,00	1 216 387,82	1 216 387,82	1 085 978,51	130 409,31	130 409,31
Mon patient	0,00	0,00	3 260,88	0,00	0,00	0,00	952 000,06	952 000,06	857 385,67	94 614,39	94 614,39
All dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 797,30	32 797,30	28 975,03	3 822,27	3 822,27
DML ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 452 208,42	3 452 208,42	2 962 864,97	489 343,45	489 343,45
Total	0,00	0,00	133 354,06	0,00	0,00	0,00	34 093 949,06	34 093 949,06	30 178 871,14	3 915 077,92	3 915 077,93

P : Montant de l'activité

Activité d'hospitalisation	3 196 868,52
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	483 165,71
Médicaments séjours	94 614,39
DML	130 409,31
Total	3 915 077,93

MAT2A HAD DGF : Éléments de l'arrêté de versement
M.S.P.B. BAGATELLE(330000340)
 Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre
 Cet exercice est validé par la région
 Date de validation par l'établissement : lundi 12/12/2011, 08:43
 Date de validation par la région : mardi 13/12/2011, 08:46
 Date de récupération : mardi 13/12/2011, 08:49

	B : Montant LAMDA (n-2) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009	C : Dernier montant LAMDA (n-2) renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Montant de l'activité LAMDA (n-2) pris en compte (C si B=0, B sinon)	E : Montant LAMDA (n-1) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	F : Dernier montant LAMDA (n-1) renseigné au titre de l'année 2010	G : Montant de l'activité LAMDA (n-1) pris en compte (F si E=0, E sinon)	H : Montant calculé de l'activité MAT2A 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total pour cette période (H + G + D)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I-J)	L : Montant de l'activité notifié
GHT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 294 240,67	9 294 240,67	8 312 936,63	981 304,03	981 304,03
Molécules onéreuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 327,34	114 327,34	108 856,20	7 471,14	7 471,14
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 408 568,00	9 408 568,00	8 419 792,84	988 775,17	988 775,17

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du **15 DEC. 2011**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance
maladie dû au centre hospitalier de BAZAS N°
Finess 330781212 au titre de l'activité du mois d'
octobre 2011

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Bazas, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 30 novembre 2011, par le centre hospitalier de Bazas,

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **162 218,78 €** soit :

. **162 218,78 €** au titre de l'activité.

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

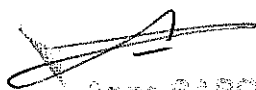
Article 3 - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Bazas et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **15 DEC. 2011**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par déléation,
La Directrice Générale Adjointe,



Nicole KLEIN

Anns BARON

MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement
HOPITAL DE BAZAS(330781212)
Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre
Cet exercice est validé par la région
Date de validation par l'établissement : mercredi 30/11/2011, 10:36
Date de validation par la région : jeudi 08/12/2011, 16:44
Date de récupération : jeudi 08/12/2011, 16:49

	B : Montant LAMDA renseigné au mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (Colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	13 632,98	0,00	13 632,98	0,00	0,00	1 531 888,39	1 545 521,37	1 385 786,87	159 724,50	159 724,51
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	13 632,98	0,00	13 632,98	0,00	0,00	23 012,11	23 012,11	20 517,84	2 494,27	2 494,27
								1 554 900,50	1 406 314,70	162 218,78	162 218,78

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	159 724,51
Activité externe y compris ATU,	
FFM, SE et Molécules onéreuses	2 494,27
Médicaments séjours	0,00
DMI	0,00
Total	162 218,78

Arrêté du **15 DEC. 2011**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CRLCC Institut BERGONIE N° Finess 330000662 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du CRLCC Bergonié, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 9 décembre 2011, par le CRLCC Bergonié,

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **5 017 018,79 €** soit :

- . **4 029 261,94 €** au titre de l'activité,
- . **961 137,17 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **26 619,68 €** au titre des produits et prestations (DMI).

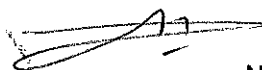
Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au CRLCC Bergonié et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **15 DEC. 2011**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,



Anne BARON Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement
INSTITUT BERGONIE(330000662)
 Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre
 Cet exercice est validé par la région
 Date de validation par l'établissement : vendredi 09/12/2011, 15:17
 Date de validation par la région : mardi 13/12/2011, 14:00
 Date de récupération : mardi 13/12/2011, 14:35

	B : Montant LAMD renseigné au mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMD n° 2)	C : Dernier montant LAMD renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMD renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMD d0 au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMD d0 au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMD renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulé depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMD des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié calculé (I - J)
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 999 593,32	29 431 038,87	3 568 556,45	3 568 556,45
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Non patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	196 772,83	170 153,15	26 619,68	26 619,68
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 277 842,15	9 316 704,97	961 137,17	961 137,17
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 334,24	36 606,95	3 727,29	3 727,29
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 967 257,88	4 510 279,68	456 978,20	456 978,20
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 481 800,42	48 481 800,42	43 464 781,62	5 017 018,79	5 017 018,79
P : Montant de l'activité	3 568 556,45										
Activité d'hospitalisation	460 706,49										
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	961 137,17										
Médicaments séjours	26 619,68										
DMI	0,00										
Total	5 017 018,79										

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 15 DEC. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'hôpital suburbain du BOUSCAT N° Finess 330000332 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de l'hôpital suburbain du Bouscat au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 6 décembre 2011 par l'hôpital suburbain du Bouscat ;

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 077 653,62 €** soit :

- . **1 022 360,14 €** au titre de l'activité (y compris l'HAD),
- . **53 537,26 €** au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD),
- . **1 756,22 €** au titre des produits et prestations (DMI).

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié à l'hôpital suburbain du Bouscat et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **15 DEC. 2011**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale
de l'ARS
Par déléguée
La Directrice Générale Adjointe,

Nicole KLEIN

Anne BARON

MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement
HOPITAL SUBURBAIN(330000332)
Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre
 Cet exercice est validé par la région
Date de validation par l'établissement : mardi 06/12/2011, 14:44
Date de validation par la région : mercredi 07/12/2011, 11:28
Date de récupération : mercredi 07/12/2011, 11:33

	B : Montant LAMD renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMD n 2)	C : Dernier montant LAMD renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMD renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMD dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMD dû au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMD renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMD des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 712 135,19	6 712 135,19	6 003 387,26	708 747,93	708 747,93
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DML	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 566,79	33 566,79	31 810,57	1 756,22	1 756,22
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	423 681,33	423 681,33	372 630,33	51 051,00	51 051,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 592,70	1 592,70	1 395,72	196,98	196,98
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 871,32	6 871,32	6 211,32	660,00	660,00
DML ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330 687,07	330 687,07	292 719,19	37 967,88	37 967,88
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 508 534,39	7 508 534,39	6 708 154,39	800 380,01	800 380,01

	P : Montant de l'activité
--	------------------------------

Activité d'hospitalisation	708 747,93
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules orales	38 824,86
Médicaments séjours	51 051,00
DML	1 756,22
Total	800 380,01

MAT2A HAD DGF : Eléments de l'arrêté de versement
HOPITAL SUBURBAIN(330000332)
Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre
Cet exercice est validé par la région
Date de validation par l'établissement : mardi 06/12/2011, 14:44
Date de validation par la région : mercredi 07/12/2011, 14:15
Date de récupération : mercredi 07/12/2011, 14:16

	B : Montant LAMDA (n-2) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009	C : Dernier montant LAMDA (n-2) renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Montant de l'activité LAMDA (n-2) pris en compte (C si B=0, B sinon)	E : Montant LAMDA (n-1) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	F : Dernier montant LAMDA (n-1) renseigné au titre de l'année 2010	G : Montant de l'activité LAMDA (n-1) pris en compte (F si E=0, E sinon)	H : Montant calculé de l'activité MAT2A 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total pour cette période (H + G + D)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I-J)	L : Montant de l'activité notifié
GH	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 507 535,09	2 507 535,09	2 232 747,74	274 787,35	274 787,35
Molécules onéreuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 561,55	12 561,55	10 075,29	2 486,26	2 486,26
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520 096,64	2 520 096,64	2 242 823,03	277 273,61	277 273,61

**ARRETE PORTANT RETRAIT D'AGREMENT
DE LA SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE
ou SELARL dénommée "S.E.L. DE DIRECTEURS DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE
MEDICALE G. DENNERY - J.F.CROCKETT"**

**Le Préfet de la Région Aquitaine
Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique et notamment les articles R. 6212-72 à R. 6212-92 ;
- VU** la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** l'ordonnance N° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires ;
- VU** le décret n°92-545 du 17 juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1997 modifié portant agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée "S.E.L. DE DIRECTEURS DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE G.DENNERY - J.F. CROCKETT" sise 27 rue Emile Zola au BOUSCAT (33110) ;
- VU** Les documents transmis le 18 octobre 2011 par Maître GIRAULT de la Société d'avocats GIRAULT CHEVALIER & ASSOCIES concernant une modification du laboratoire de biologie médicale multi sites "EXALAB" exploité par la SELCA "EXALAB" domicilié 208 avenue Pasteur à PESSAC (33600) qui absorbe ladite SELARL ;

ARRETE

Article 1^{er} : A compter du 2 janvier 2012, la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée "S.E.L. DE DIRECTEURS DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE G.DENNERY - J.F. CROCKETT" sise 27 rue Emile Zola au BOUSCAT (33110) est radiée de la liste préfectorale des Sociétés d'Exercice Libéral de la Gironde.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication ;

Article 3 : La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 15 décembre 2011
P/ LE PREFET,
la Secrétaire générale

Signé : Isabelle DILHAC

**Arrêté du
portant modification d'agrément de la Société d'Exercice Libéral
en Commandite par Actions ou SELCA
dénommée « EXALAB »**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique et notamment les articles R. 6212-72 à R. 6212-92 ;
- VU** la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n°92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 16 février 2006 modifié portant l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions ou SELCA dénommée « EXALAB » dont le siège est situé au 208 avenue Pasteur à PESSAC (33600) ;
- VU** l'arrêté de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 6 août 2010 modifié portant autorisation du laboratoire multi sites «EXALAB» situé au 208 avenue Pasteur à PESSAC (33600) ;
- VU** les documents transmis le 21 octobre 2011 par Maître GIRAULT de la Société d'Avocats GIRAULT CHEVALIER & ASSOCIES concernant une modification du laboratoire de biologie médicale multi sites dénommé "EXALAB" exploité par la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions dénommée "EXALAB" ;

ARRETE

Article 1^{er} : A compter du 2 janvier 2012, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 modifié portant l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions ou SELCA dénommée «EXALAB» sont remplacées par les dispositions suivantes :

La Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions ou SELCA dénommée «EXALAB» dont le siège social est situé au 208 avenue Pasteur à PESSAC (33600) exploite le laboratoire de biologie médicale multi sites dénommé «EXALAB» ;

Ce laboratoire de biologie médicale multi sites «EXALAB» dont le siège social se trouve à PESSAC (33600) - 208 avenue Pasteur est implanté sur les sites ci-dessous :

- 208 avenue Pasteur à PESSAC (33600)
- 114 avenue d'Arès à BORDEAUX (33000)
- 61 rue Dantagnan à SAINT ANDRE DE CUBZAC (33240)
- 14/15 place Pey Berland à BORDEAUX (33000)
- 1 avenue du Truc à MERIGNAC (33700)
- avenue Maryse Bastié à BRUGES (33520)
- 221 cours du Général de Gaulle à GRADIGNAN (33170)
- 51 avenue du Général Leclerc à PESSAC (33600)
- 2 allée Montaigne à GUJAN-MESTRAS (33470)
- 56 rue du 14 juillet à BISCAROSSE (40600)
- 51 avenue de la Côte d'Argent à BIGANOS (33380)
- 10-12 avenue du Maréchal Galliéni à MERIGNAC (33700)
- 504 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à BORDEAUX (33200)
- 64 avenue des Pyrénées à VILLENAVE DORNON (33140)
- 75 rue de la Morandière au HAILLAN (33185)
- 4 bis rue Jacques Beaumont à MONTENDRE (17136)
- 93 avenue de Paris à CAVIGNAC (33620)
- 42 route de Léognan à VILLENAVE d'ORNON (33140)
- 57 avenue Thiers à BORDEAUX (33000)
- 118 rue de l'Hôpital à BLAYE (33390)
- 16 avenue du Baron Haussmann à CESTAS (33610).
- 27 rue Emile Zola au BOUSCAT (33110)
- 50 avenue Jean Jaurès à BASSENS (33530)
- 25 route de Créon à LANGOIRAN (33550).

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 : La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 15 décembre 2011

P/ LE PREFET,

la Secrétaire Générale,

signé : Isabelle DILHAC

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Direction de l'Offre de Soins
Mission Pharmaceutique et Biologique

**ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AGREMENT DE LA
SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL dénommée
"GERYLAB"**

Le Préfet de la Région Aquitaine
Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique et notamment les articles R. 6212-72 à R. 6212-92 ;
- VU** la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société de professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoire d'analyses de biologie médicale ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 7 février 1985 modifié portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis centre commercial de Saint-Géry à GRADIGNAN (33170) ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 2010 portant agrément d'une Société d'Exercice Libérale sise Centre commercial Saint-Géry à GRADIGNAN (33170) ;
- VU** la demande réceptionnée le 21 novembre 2011 (complétée le 23 novembre 2011) à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction de l'Offre de Soins), formulée par M. SARTHOU, pharmacien biologiste sollicitant la transformation de Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée en une Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ;
- VU** les statuts de la SELAS établis en date du 1er novembre 2011
- VUI** le procès verbal de l'Assemblée Générale Mixte du 1er novembre 2011

ARRETE

Article 1^{er} :

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS dénommée "GERYLAB" dont le siège social est fixé au centre commercial Saint-Géry à GRADIGNAN (33170) et est enregistrée au répertoire FINESS sous le numéro 33 000 723 8 (catégorie 610) ;

Cette SELARL exploite le laboratoire de biologie médicale situé Centre commercial Saint-Géry à GRADIGNAN (33170), inscrit sous le n°33-113 sur la liste préfectorale des laboratoires de la Gironde et enregistré au répertoire FINESS sous le numéro 33 079 599 8 (catégorie 610).

Ce laboratoire a pour biologistes :

M. Eric BERGER biologiste coresponsable, Président de la SELAS, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;

M. Jean-Pierre SARTHOU biologiste coresponsable, Directeur Général de la SELAS, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;

Mme Murielle TIETARD, biologiste médicale, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens.

Article 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

Article 3 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 15 décembre 2011

P/ LE PREFET,

la Secrétaire générale

Signé : Isabelle DILHAC

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Direction de l'Offre de Soins
Mission Pharmaceutique et Biologique

**ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AGREMENT DE LA
SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL
"BIOBASSIN"**

Le Préfet de la Région Aquitaine
Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique et notamment les articles R. 6212-72 à R. 6212-92 ;
- VU** la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société de professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoire d'analyses de biologie médicale ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 23 mai 1989 relatif à l'agrément de la société d'exercice libéral dénommée "BIOBASSIN" sise à ARCACHON (33120) - 7 boulevard Deganne ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 août 2000 modifié par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis 7 boulevard Deganne à ARCACHON (33120) ;
- VU** le courrier réceptionné le 24 octobre 2011 à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine concernant une demande de Monsieur MARTIN sollicitant la transformation de ladite Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée en Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ;
- VU** les statuts de la SELAS établis en date du 6 octobre 2011 ;
- VU** le procès verbal de l'assemblée générale mixte en date du 6 octobre 2011 ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS dénommée "BIOBASSIN" dont le siège social se trouve à ARCACHON (33120) -7 boulevard Deganne, est enregistrée au répertoire FINESS sous le numéro 33 005 349 7 (catégorie 610) ;

Elle exploite le laboratoire de biologie médicale domicilié au 7 boulevard Deganne à ARCACHON (33120), inscrit sous le n° 33-129 sur la liste préfectorale des laboratoires de la Gironde et enregistré au répertoire FINESS sous le numéro 33 005 350 5 (catégorie 610).

Ce laboratoire a pour biologistes :

M. Didier MARTIN biologiste coresponsable, Président du directoire de la SELAS, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens ;

Mme Véronique BARRE biologiste coresponsable, Directeur Général et membre du directoire, de la SEL, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens.

Article 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

Article 3 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 15 décembre 2011

P/ LE PREFET,

la Secrétaire générale

Signé : Isabelle DILHAC

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Direction de l'Offre de Soins
Mission Pharmaceutique et Biologique

**ARRETE PORTANT AGREMENT DE LA SOCIETE
D'EXERCICE LIBERAL PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
"LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE
DES HAUTS DE GARONNE"**

Le Préfet de la Région Aquitaine
Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique et notamment les articles R. 6212-72 à R. 6212-92 ;
- VU** la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société de professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoire d'analyses de biologie médicale
- VU** l'arrêté préfectoral du 7 mai 1980 modifié par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis 38 avenue Hubert Dubedout à CENON (33150) ;
- VU** la demande réceptionnée le 24 octobre 2011 à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine formulée par M.LABORDE sollicitant la transformation de la Société à Responsabilité Limitée qui exploite ledit laboratoire de biologie médicale en Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ;
- VU** les statuts de la SELAS établis en date du 18 octobre 2011
- VU** le procès verbal de l'assemblée générale mixte du 18 octobre 2011

ARRETE

Article 1^{er} :

A compter du présent arrêté, est agréée la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS dénommée "LABORATOIRE D' ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE DES HAUTS DE GARONNE " dont le siège social est fixé à CENON (33150) 38 avenue Hubert Dubedout et enregistrée au répertoire FINESS sous le numéro 33 000 704 8 (catégorie 610).

Cette SELAS exploite le laboratoire de biologie médicale situé au 38 avenue Hubert Dubedout à CENON (33150) inscrit sous le n°33-094 sur la liste préfectorale des laboratoires de la Gironde et enregistré au répertoire FINESS sous le numéro 33 079 580 8(catégorie 610).

Ce laboratoire a pour biologiste :

M. Jean-François LABORDE biologiste responsable, Président du Directoire de la SELAS, pharmacien biologiste, inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens.

Article 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

Article 3 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 15 décembre 2011

P/Le Préfet,
La Secrétaire Générale :

signé : Isabelle DILHAC

Décision du 15 décembre 2011

Confirmation d'autorisation accordée au
Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
suite à cession de l'autorisation détenue par la
Croix Rouge Française pour le fonctionnement du
lactarium Raymond Fourcade à Marmande (47)

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département de l'Offre de Soins Hospitalière

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-3 et R. 6122-35, L2323-1 et L5311-1 (8°),

VU le décret 2010-805 du 13 juillet 2010 relatif aux missions, à l'autorisation et aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des lactariums publié au journal officiel de la République Française du 16 juillet 2010,

VU l'instruction n° DOS/R3/2010/459 du 27 décembre 2010 relative à l'autorisation et à l'organisation des lactariums,

VU la décision de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 juin 2011 délivrée à la Croix Rouge Française pour le fonctionnement du lactarium Raymond Fourcade à Marmande,

VU la demande présentée par le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux en vue d'obtenir la confirmation de l'autorisation détenue par la Croix Rouge Française pour le fonctionnement du lactarium Raymond Fourcade à Marmande,

VU le dossier transmis à l'appui de cette demande,

CONSIDERANT que la demande de confirmation de l'autorisation présentée par le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux ne comporte aucune modification de nature à justifier un refus et qu'elle est compatible avec le respect des conditions et engagements auxquels avait été subordonnée l'autorisation cédée,

D E C I D E

ARTICLE PREMIER - L'autorisation prévue à l'article L 2323-1 et à l'article D 23 23-1 du code de la santé publique de faire fonctionner le Lactarium à usage interne « Raymond Fourcade » à Marmande initialement détenue par la Croix Rouge Française, **est confirmée** à titre temporaire au profit du Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux sous réserve de produire dans les deux mois un dossier complet de la demande d'autorisation permettant d'assurer la mise en conformité de l'établissement.

N° FINESS de l'entité juridique : n° 33 078 119 6

ARTICLE 2 - L'autorisation prend effet à compter du 1^{er} janvier 2012.

ARTICLE 3 - Conformément à l'article D. 2323-15 du code de la santé publique, la structure doit se mettre en conformité avec les règles prévues aux articles D. 2323-1 à D. 2323-15 dans un délai qui ne peut excéder deux ans à compter de la publication du décret n° 2010- 805 susvisé. La mise en conformité sera vérifiée dans le cadre des compétences et Articulation conjointe entre l' ARS et l' AFSSAPS.

ARTICLE 4 - L'ensemble des engagements relatifs à cette activité de soins pris antérieurement par la Croix Rouge Française sont désormais opposables au Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux.

ARTICLE 5 - La durée de validité de l'autorisation initiale n'est pas modifiée.

ARTICLE 6 - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

ARTICLE 7 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde, sont chargés chacun en ce qui les concernent de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 15 décembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

MISSION PHARMACEUTIQUE ET BIOLOGIQUE

Arrêté du 16 décembre 2011

portant autorisation de regroupement de laboratoires de biologie médicale en un laboratoire multi sites dénommé "LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE BIOPOLE 33"

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le livre II de la sixième partie du code santé publique et notamment les articles R.6212-72 à R 6212-92 ;
- VU** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** l'Ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
- VU** le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU** les arrêtés préfectoraux modifiés d'autorisation de fonctionnement de chacun des trois laboratoires de biologie médicale concernés se transformant en sites d'un laboratoire de biologie médicale multi sites ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 12 mai 1993 modifié portant agrément d'une Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée sise 20 rue Armand Lamarque à BORDEAUX (33800) ;
- VU** la demande des représentants légaux de la SEL réceptionnée le 4 novembre 2011 à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine – Direction de l'Offre de Soins en vue de regrouper plusieurs laboratoires en un laboratoire multi sites ;

Considérant que le laboratoire de biologie médicale sis 20 rue Armand Lamarque à BORDEAUX (33800) résulte de la transformation de trois (3) laboratoires existants et autorisés préalablement à la publication de l'Ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée.

ARRETE

Article 1^{er} :

A compter du 31 décembre 2011, sont regroupés en un laboratoire de biologie médicale multi sites dénommé «LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE BIOPOLE 33» implanté au 20 rue Armand Larmarque à BORDEAUX (33800) les laboratoires de biologie médicale suivants :

- Le Laboratoire de biologie médicale situé 20 rue Armand Larmarque à BORDEAUX (33800) inscrit sous le N°33-101 sur la liste préfectorale des laboratoires de la Gironde et ayant pour numéro FINESS ET 610 : 33 079 587 3 ;
- Le Laboratoire de biologie médicale situé 4 rue Max Dormoy à VILLENAVE D'ORNON (33140) inscrit sous le n°33-107 sur la liste préfectorale des laboratoires de la Gironde et ayant pour numéro FINESS ET 610 : 33 079 593 1 ;
- Le laboratoire de biologie médicale situé 106 cours Gambetta à TALENCE (33400) inscrit sous le n°33-019 sur la liste préfectorale des laboratoires de la Gironde et ayant pour numéro FINESS ET 610 : 33 079 549 3.

Article 2 :

A compter du présent arrêté, sont retirés :

- les autorisations préfectorales des laboratoires inscrits sous les numéros 33-101, 33-107 et 33-019
- les numéros FINESS ET catégorie 610 : 33 079 587 3, 33 079 593 1 et 33 079 549 3

délivrés antérieurement à la publication de l'Ordonnance du 13 janvier 2010, aux laboratoires de biologie médicale sus cités

Article 3 :

Le laboratoire multi sites «LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE BIOPOLE 33» est composé de trois sites ouverts au public dont les adresses et les numéros FINESS catégorie 611 sont les suivants :

1. 20 rue Armand Lamarque 33800 BORDEAUX
numéro FINESS ET 611 : 33 004 283 9
2. 4 rue Max Dormoy 33140 VILLENAVE D'ORNON
numéro FINESS ET 611 : 33 004 288 8
3. 106 cours Gambetta 33400 TALENCE
numéro FINESS ET 611 : 33 004 293 8.

Article 4 :

Le laboratoire multi sites est exploité par la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée "LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE BIOPOLE 33 " dont le siège social est fixé au 20 rue Armand Lamarque à BORDEAUX (33800),

Cette société est inscrite au répertoire FINESS catégorie 611 sous le numéro EJ 33 004 278 9.

Article 5 :

Les biologistes exerçant au sein du laboratoire de biologie médicale multi sites «LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE BIOPOLE 33» sont :

- M Jean-Charles PAGES biologiste coresponsable, associé professionnel et cogérant de la SELARL, médecin biologiste inscrit à l'Ordre des Médecins de la Gironde sous le numéro 33/9198 ;
- Mme Marie-Hélène FAULON-BELUD biologiste coresponsable, associée professionnelle et cogérante de la SELARL, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 96017/G ;
- M. Mathieu ALBERT, biologiste coresponsable, associé professionnel et cogérant de la SELARL, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 12653/G ;
- M Florimond MOULONGUET biologiste coresponsable, associé professionnel et cogérant de la SELARL, médecin biologiste inscrit à l'Ordre des Médecins de la Gironde sous le numéro 33/13743 ;
- Mme Anne-Marie LE FLOHIC biologiste médicale, pharmacien biologiste inscrite à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens sous le numéro 83121/G.

Article 6 :

Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet dans le délai prévu par voie réglementaire, d'une déclaration à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, Direction de l'Offre de soins et d'une modification du présent arrêté.

Article 7 :

Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Président de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de la Gironde,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde,
- Mme la Directrice de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde,
- M. le Directeur du Régime Social des Indépendants d'Aquitaine,
- M. PAGES, biologiste coresponsable,
- Mme FAULON-BELUD, biologiste coresponsable
- M. ALBERT, biologiste coresponsable
- M. MOULONGUET, biologiste coresponsable
- Mme LE FLOHIC, biologiste médicale

Article 9 :

La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 16 décembre 2011
P/La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine et par délégation
la Directrice Générale Adjointe

Anne BARON

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du **19 DEC. 2011**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance
maladie dû au centre hospitalier de LIBOURNE N°
Finess 330781253 au titre de l'activité du mois d'
octobre 2011

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Libourne, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 13 décembre 2011, par le centre hospitalier de Libourne,

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **9 370 471,07 €** soit :

- . **8 538 671,68 €** au titre de l'activité,
- . **586 704,78 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **245 094.61 €** au titre des produits et prestations (DMI).

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Libourne et à la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **19 DEC. 2011**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

**Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,**


Anne BARON Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement
CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE(330781253)
Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre
 Cet exercice est validé par la région
Date de validation par l'établissement : mardi 13/12/2011, 10:47
Date de validation par la région : vendredi 16/12/2011, 10:25
Date de récupération : vendredi 16/12/2011, 10:27

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA d0 au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA d0 au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 044 098,51	74 044 098,51	66 409 307,66	7 634 790,84	7 634 790,84
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 010,95	115 010,95	105 209,80	9 801,15	9 801,15
DML	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 045 674,02	2 045 674,02	1 800 579,41	245 094,61	245 094,61
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 111 396,53	6 111 396,53	5 524 891,75	586 704,78	586 704,78
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	799 631,26	799 631,26	717 788,10	81 843,16	81 843,16
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 153,81	106 153,81	95 760,38	10 393,44	10 393,44
ACE	0,00	0,00	48 562,63	0,00	0,00	0,00	6 932 950,14	6 932 950,14	6 131 127,05	801 823,09	801 823,09
DML ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	0,00	48 562,63	0,00	0,00	0,00	90 154 915,22	90 154 915,22	80 784 444,15	9 370 471,07	9 370 471,07

B : Montant de l'activité	7 644 591,99
Activité d'hospitalisation	894 079,69
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	586 704,78
Médicaments séjours	245 094,61
DML	
Total	9 370 471,07

Arrêté du **19 DEC. 2011**

Délégation Territoriale de la Gironde

*Portant modification de la fixation de la dotation globale
de soins pour l'année 2011 applicable au logement
foyer Plein Ciel à Bordeaux*

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté du 14 avril 2008 fixant les modalités de calcul du forfait global de soins et les objectifs minimaux à atteindre par les établissements mentionnés au 6° du I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles n'ayant pas souscrit la convention pluriannuelle prévue à l'article L.313-12,

VU l'arrêté de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 6 juillet 2011 portant fixation du forfait global de soins pour l'année 2011 applicable au logement foyer Plein Ciel à Bordeaux,

VU la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – Pour l'exercice budgétaire 2011, le forfait global de soins du logement foyer Plein Ciel à Bordeaux, n° FINESS 330782665, est modifié et fixé à **124 356 €**.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-111 du code de l'action sociale et des familles, au douzième du forfait global de soins est égale à **10 363 €**.

ARTICLE 2 – Ce forfait couvre les charges prévues aux articles R.314-161, R.314-164 et R.314-167 du code de l'action sociale et des familles, notamment :

- les rémunérations et charges sociales et fiscales du médecin coordonnateur et des médecins salariés,
- les rémunérations et charges sociales et fiscales des infirmiers et des autres auxiliaires médicaux salariés,
- les rémunérations et charges sociales et fiscales des aides-soignants et des aides-médicaux-psychologiques salariés,
- les charges correspondant aux infirmiers libéraux intervenant dans l'établissement,
- les dispositifs médicaux, dont la liste a été publiée par l'arrêté du 30 mai 2008.

ARTICLE 3 – L'établissement est tenu de mettre en place :

- le règlement de fonctionnement prévu à l'article L.311-7 du code de l'action sociale et des familles,
- le livret d'accueil et le contrat de séjour prévus à l'article L.311-4 du même code,
- un conseil de la vie sociale dans les conditions fixées par les articles L.311-6, D.311-3 à D.311-5 et D.311-27 du même code.

ARTICLE 4 – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 5 – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 6 - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le **19 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Arrêté du 20/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD Les doyennés à Langon

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 02/03/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
83 places, dont 81 places en HP, 2 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de
dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes âgées et handicapées,

Considérant la visite de conformité effectuée le 08/09/2011

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de EHPAD Les doyennés à Langon (N°Finess 330020629) est fixée à :

- 259 200,00 € pour l'hébergement permanent,
- 7 066,67 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire est égale pour 4 mois à :

- 64 800,00 € pour l'hébergement permanent,
- 1 766,67 € pour l'hébergement temporaire.

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 259 200,00 € pour l'hébergement permanent,
- 7 066,67 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 21 600,00 € pour l'hébergement permanent,
- 1 766,67 € pour l'hébergement temporaire.

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

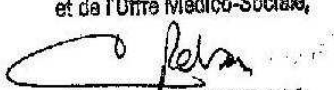
ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice de la Santé Publique
et de l'Offre Médico-Sociale,

Fabienne RABAU

Arrêté du 20/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

Saint Michel à Saint Loubès

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 30/10/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
20 places, dont 20 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de
dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes âgées et handicapées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2008

Considérant la fermeture de l'établissement au 1er octobre 2011,

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Saint Michel à Saint Loubès (N°Finess 330799438) est fixée à :

- 178 664,41 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire est égale pour 9 mois à :

- 19 851,60 € pour l'hébergement permanent,

ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,

Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique
et de l'Offre Médico-Sociale,



Fabienne RABAU

Arrêté du 20/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

Les Sablons à Saint Loubès

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 30/10/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
18 places, dont 18 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de
dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes âgées et handicapées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2008

Considérant la fermeture de l'établissement au 1er octobre 2011,

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Les Sablons à Saint Loubès (N°Finess 330009978) est fixée à :

- 140 534,33 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire est égale pour 9 mois à :

- 15 614,93 € pour l'hébergement permanent,

ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,

Par délégation,

La Directrice de la Santé Publique
et de l'Offre Médico-Sociale,



Fabienne RABAU

Arrêté du 20/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

Les MAGNOLIAS BIGANOS

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 31/10/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
60 places, dont 60 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de
dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes âgées et handicapées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2008

Considérant la fermeture de l'établissement au 1er novembre 2011,

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Les MAGNOLIAS BIGANOS (N°Finess 330797960) est fixée à :

- 477 080,45 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire est égale pour 10 mois à :

- 47 708,05 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	31,54 €
GIR 3-4 :	25,33 €
GIR 5-6 :	19,12 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

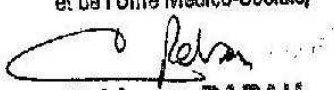
ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice de la Santé Publique
et de l'Offre Médico-Sociale,

Fabienne RABAU

***Arrêté portant modification de la tarification pour l'exercice
2011 du service de soins infirmiers à domicile
du centre hospitalier de SAINTE FOY LA GRANDE***

LA DIRECTRICE GENERALE
DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,
- VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,
- VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2004 autorisant le fonctionnement du SSIAD du centre hospitalier de Sainte Foy la Grande pour une capacité totale de 45 places,
- VU l'arrêté de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 5 septembre 2011 portant fixation de la tarification pour l'exercice 2011 du service de soins infirmiers à domicile du centre hospitalier de Sainte Foy la Grande,
- VU l'arrêté de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 10 octobre 2011 portant autorisation d'extension de 5 places du service de soins infirmiers à domicile du centre hospitalier de Sainte Foy la Grande,
- VU la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L. 314-3-III du code de l'action sociale et des familles,
- VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et des personnes handicapées,
- VU les propositions budgétaires pour 2011 transmises par l'établissement,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Pour l'exercice budgétaire 2011, les dépenses et les recettes prévisionnelles du service de soins infirmiers à domicile du centre hospitalier de Sainte Foy la Grande, n° FINESS 33 005 592 2, sont autorisées comme suit :

GROUPES FONCTIONNELS		MONTANTS		TOTAL
		Personnes âgées	Personnes handicapées	
Dépenses	Groupe I			597 213,00
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	47 343,00	0,00	
	Dont CNR			
	Groupe II			
	Dépenses afférentes au personnel	519 675,00	0,00	
	Dont CNR	20 000,00		
	Groupe III			
	Dépenses afférentes à la structure	30 195,00	0,00	
	Dont CNR			
	Déficit			
Recettes	Groupe I			597 213,00
	Produits de la tarification	597 213,00	0,00	
	Groupe II			
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	0,00	
	Groupe III			
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00	0,00	
	Excédent			

ARTICLE 2 - Pour l'exercice budgétaire 2011, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est porté à 597 213,00 € dont 20 000 € en crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R. 314-111 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 49 767,75 €.

Le montant du prix de journée s'élève à 39,73 €.

ARTICLE 3 - Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, le montant de la dotation globale annuelle de soins applicable au service est fixé à 577 213 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 48 101,08 €.

Le montant du prix de journée s'élève à 39,26 €.

ARTICLE 4 - Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine, situé Espace Rodesse – 103 bis rue Belleville - B.P. 952 - 33063 BORDEAUX CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

ARTICLE 5 - Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur de la délégation territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **20 DEC. 2011**

La directrice générale de l'agence
régionale de santé d'Aquitaine,
Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE

Mission Nationale de Contrôle et d'Audit
Des Organismes de sécurité sociale

ARRÊTÉ

Portant modification de la composition du conseil d'administration
De l'Union de Recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'Allocations Familiales de la Gironde

Le Préfet de la Région d'Aquitaine
Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 213-2 et D.231-2 à D.231-5 du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'URSSAF de la Gironde ;

Vu la proposition de la Confédération Générale du Travail ;

Sur proposition du Chef de l'antenne interrégionale de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale de Bordeaux,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le tableau annexé à l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2011 susvisé est complété par la désignation en tant que membre suppléant, au titre de la Confédération Générale du Travail (C.G.T.), de Mme Annie VALLEJO.

Article 2

La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales, le Préfet de la Gironde, le Chef de l'Antenne Interrégionale de la Mission Nationale de Contrôle et d'Audit des Organismes de Sécurité Sociale de Bordeaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Aquitaine et du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 DEC. 2011

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales

Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC

PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE

Mission Nationale de Contrôle et d'Audit
Des Organismes de sécurité sociale

ARRÊTÉ

Portant modification de la composition du conseil d'administration
De l'Union de Recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'Allocations Familiales de la Gironde

Le Préfet de la Région d'Aquitaine
Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 213-2 et D.231-2 à D.231-5 du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'URSSAF de la Gironde ;

Vu la proposition de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;

Sur proposition du Chef de l'antenne interrégionale de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale de Bordeaux,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le tableau annexé à l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2011 susvisé est complété par la désignation en tant que membre suppléant, au titre de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC), de Monsieur Xavier DEPECH.

Article 2

La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales, le Préfet de la Gironde, le Chef de l'Antenne Interrégionale de la Mission Nationale de Contrôle et d'Audit des Organismes de Sécurité Sociale de Bordeaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Aquitaine et du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 DEC. 2011

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales



Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC

PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE

Mission Nationale de Contrôle et d'Audit
Des Organismes de sécurité sociale

ARRÊTÉ

Portant modification de la composition du conseil d'administration
De l'Union de Recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'Allocations Familiales de la Dordogne

Le Préfet de la Région d'Aquitaine
Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 213-2 et D.231-2 à D.231-5 du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'URSSAF de la Dordogne ;

Vu la proposition de la Confédération Générale du Travail en date du 8 novembre 2011;

Sur proposition du Chef de l'antenne interrégionale de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale de Bordeaux,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le tableau annexé à l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 2011 susvisé est modifié par la désignation en tant que membre titulaire au titre de la Confédération Générale du Travail (C.G.T.), en remplacement de Monsieur Thierry VIGIER, de Monsieur Didier BRUN.

Article 2

La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales, le Préfet de la Dordogne, le Chef de l'Antenne Interrégionale de la Mission Nationale de Contrôle et d'Audit des Organismes de Sécurité Sociale de Bordeaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Aquitaine et du département de la Dordogne.

Fait à Bordeaux, le 20 DEC. 2011

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales

Anné-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC

**Décision du 20 décembre 2011
portant**

*Confirmation d'autorisation suite à cession de
l'autorisation d'exercer les activités de soins
initialement détenue par SARL clinique Théodore
Ducos sur le site de la clinique Théodore Ducos,
au bénéfice de la SA Clinique Tivoli-Ducos
et*

*regroupement des activités de soins autorisées
sur le site de la clinique Théodore Ducos, sur le
site de la clinique Tivoli, au bénéfice de la SA
Clinique Tivoli Ducos*

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 à L. 6122-21, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

VU le code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

VU le code de la sécurité sociale,

VU l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire (SROS) 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010 et 5 février 2010 modifiant ledit SROS,

VU l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 avril 2010 portant modification du SROS,

VU l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations, modifié par l'arrêté du 16 mars 2011,

VU l'arrêté de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine en date du 10 avril 2007 portant insertion au recueil des actes administratifs de la Gironde de renouvellement implicite de l'autorisation d'activité de soins de chirurgie exercée sous forme ambulatoire, accordée le 17 décembre 2002, à la SARL Clinique Théodore Ducos, ce renouvellement prenant effet à partir du 30 juillet 2008 pour une durée de cinq ans,

VU la décision de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 29 juillet 2010 portant insertion au recueil des actes administratifs de la Gironde de renouvellement implicite de l'autorisation d'activité de soins de chirurgie,

accordée le 22 décembre 2000, à la SARL Clinique Théodore Ducos, ce renouvellement prenant effet à partir du 3 août 2011 pour une durée de cinq ans,

VU la demande déclarée complète le 30 septembre 2011, présentée par la SA Clinique Tivoli-Ducos - 91 rue de Rivière, 33000 Bordeaux, en vue de la confirmation de l'ensemble des autorisations d'activité de soins détenues par la SARL Clinique Théodore Ducos - 36 rue de Strasbourg - 33000 Bordeaux, sur le site de la clinique Théodore Ducos et en vue du regroupement des activités de soins précédemment autorisées sur le site de la clinique Théodore Ducos, sur le site de la Clinique Tivoli,

VU l'avis de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 2 décembre 2011,

CONSIDERANT que le cessionnaire s'engage à maintenir les conditions d'implantation de l'activité de soins, ainsi que des conditions techniques de fonctionnement fixées en application des articles L 6123-1 et L 6124-1 du code de la santé publique, et à maintenir les autres caractéristiques du projet,

CONSIDERANT que le cessionnaire s'engage à respecter un volume d'activité en application de l'article L 6122-5 du code de la santé publique, les effectifs et la qualification des personnels, notamment médicaux, nécessaires à la mise en place de l'activité, et à procéder à l'évaluation de l'activité,

CONSIDÉRANT que la demande est compatible avec les orientations du schéma régional d'organisation sanitaire aquitain 2006-2011, ainsi que son annexe territoire de recours de Bordeaux-Libourne,

CONSIDERANT que le projet présenté répond aux objectifs du SROS car il permettra une mutualisation entre deux établissements se situant sur le même territoire de santé et une optimisation des moyens,

CONSIDÉRANT que la demande n'a pas d'incidence sur les objectifs quantifiés de l'offre de soins,

DECIDE

ARTICLE PREMIER - L'autorisation, prévue par l'article L 6122-1 du code de la santé publique, de l'activité de soins de chirurgie en hospitalisation complète et exercée sous forme ambulatoire, initialement détenue par la SARL Clinique Théodore Ducos pour le site de la clinique Théodore Ducos - 36 rue de Strasbourg - 33000 Bordeaux, **est confirmée** au profit de la SA Clinique Tivoli-Ducos - 91 rue de Rivière - 33000 Bordeaux.
L'autorisation en vue du regroupement et du transfert d'activité de soins de chirurgie en hospitalisation complète et exercée sous forme ambulatoire, du site de la clinique Ducos vers le site de la clinique Tivoli, **est accordée** à la SA Clinique Tivoli-Ducos.

FINESS de l'entité juridique : 33 000 007 6
FINESS de l'établissement : 33 078 011 5

ARTICLE 2 - Cette opération de regroupement aboutit à la fermeture de la clinique Théodore Ducos qui prendra effet dès la mise en œuvre de l'opération du regroupement.

ARTICLE 3 - La visite de conformité, prévue à l'article D. 6122-38, a lieu dans un délai de six mois suivant la réception de la déclaration d'achèvement du transfert.

ARTICLE 4 – L'établissement étant déjà titulaire des autorisations d'exercer l'activité de soins de chirurgie en hospitalisation complète et exercée sous forme ambulatoire sur le site de la clinique Tivoli, les autorisations, confirmées au profit de la SA Clinique Tivoli-Ducos, suivent le même régime que les autorisations précitées.

ARTICLE 5 – Cette autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'Assurance maladie ou au volume d'activité et d'autre part, à la réalisation d'une évaluation conformément à l'article L 6122-5 du code de la santé publique.

ARTICLE 6 - Les modalités de mise en œuvre de la présente autorisation seront inscrites, par avenant, dans le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionné à l'article L.6114-1 du code de la santé publique, dans le délai de six mois suivant la présente décision.

ARTICLE 7 – La présente autorisation est réputée caduque si l'opération n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans et n'est pas achevée dans un délai de quatre ans.

ARTICLE 8 - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le ministre du travail, de l'emploi et de la santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du comité national de l'organisation sanitaire et sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

ARTICLE 9 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le directeur de la délégation territoriale de Gironde, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 20 décembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation, Nicole KLEIN
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Arrêté du 21 DEC. 2011

Fixant le montant des ressources d'assurance
maladie dû au CMC WALLERSTEIN N° Finess
330780537 au titre de l'activité du mois d' octobre
2011

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du CMC Wallerstein, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 19 décembre 2011, par le CMC Wallerstein ;

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 793 829,87 €** soit :

- . **1 718 978,44 €** au titre de l'activité,
- . **1 148,63 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **73 702,80 €** au titre des produits et prestations (DMI).

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au CMC Wallerstein et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **21 DEC. 2011**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement
CLINIQUE WALLERSTEIN(330780537)
Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre
 Cet exercice est validé par la région
Date de validation par l'établissement : lundi 19/12/2011, 13:04
Date de validation par la région : mardi 20/12/2011, 09:31
Date de récupération : mardi 20/12/2011, 09:36

	B : Montant LAMDA reconnu ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA reconnu en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA reconnu en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA reconnu au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (J - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 494 629,98	16 494 629,98	14 816 237,74	1 678 392,23	1 678 392,23
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 466,32	30 466,32	27 753,74	2 712,58	2 712,58
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	579 937,90	579 937,90	506 235,10	73 702,80	73 702,80
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 679,74	9 679,74	8 531,12	1 148,63	1 148,63
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 891,36	154 891,36	137 140,25	17 751,11	17 751,11
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 748,00	17 748,00	17 748,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 334,38	190 334,38	170 211,86	20 122,52	20 122,52
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 477 687,67	17 477 687,67	15 683 857,80	1 793 829,87	1 793 829,87

P : Montant de l'activité	1 681 104,81
Activité d'hospitalisation	37 873,63
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	1 148,63
Médicaments séjours	73 702,80
DMI	
Total	1 793 829,87

Arrêté du **21 DEC. 2011**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier universitaire de BORDEAUX n° Finess 330781196 au titre de l'activité du mois d'octobre 2011

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier universitaire de Bordeaux, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, le 13 décembre 2011, par le centre hospitalier universitaire de Bordeaux,

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **49 766 905,49 €** soit :

- . **44 906 518,81 €** au titre de l'activité,
- . **3 254 702,85 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **1 605 683,83 €** au titre des produits et prestations (DMI).

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier universitaire de Bordeaux et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **21 DEC. 2011**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MATZA STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement
C.H.U. DE BORDEAUX(330781196)
Année 2011 - Période Année 2011 M10 : De Janvier à Octobre
 Cet exercice est validé par la région
Date de validation par l'établissement : mardi 13/12/2011, 14:03
Date de validation par la région : vendredi 16/12/2011, 16:56
Date de récupération : vendredi 16/12/2011, 17:03

	B : Montant LAMDA renseigné de l'année 2009 (LAMDA n° 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (J - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	1 875 148,72	0,00	0,00	0,00	383 155 611,65	383 155 611,65	341 082 548,78	42 093 062,87	42 093 062,87
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	486 865,70	486 865,70	438 758,51	47 907,19	47 907,20
IVG	0,00	0,00	2 533,30	0,00	0,00	0,00	342 747,47	342 747,47	313 280,32	29 467,14	29 467,14
DMI	0,00	0,00	4 924,88	0,00	0,00	0,00	12 521 451,85	12 521 451,85	10 915 768,02	1 605 683,83	1 605 683,83
Non patient	0,00	0,00	693 987,28	0,00	0,00	0,00	32 647 681,57	32 647 681,57	29 382 978,72	3 254 702,85	3 254 702,85
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 617,11	310 617,11	300 585,69	10 031,42	10 031,42
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250 569,84	1 250 569,84	1 114 477,85	136 091,99	136 091,99
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 675,77	215 675,77	201 141,85	14 533,91	14 533,91
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 286 748,65	25 286 748,65	22 765 407,28	2 521 341,37	2 521 341,37
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 913,92	240 913,92	186 831,01	54 082,91	54 082,91
Total	0,00	0,00	2 576 593,97	0,00	0,00	0,00	456 458 683,52	456 458 683,52	406 691 778,04	49 766 905,49	49 766 905,49

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	42 170 437,21
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	2 736 081,60
Médicaments séjours	3 254 702,85
DMI	1 605 683,83
Total	49 766 905,49

Arrêté du 21 décembre 2011

portant modification de l'autorisation de
fonctionnement du laboratoire de biologie médicale
n°33-094 exploité par la SELAS
«LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE
MEDICALE DES HAUTS DE GARONNE»

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de la Santé Publique et notamment le livre II de la sixième partie ;
- VU** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant la réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
- VU** le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 7 mai 1980 modifié portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis 38 avenue Hubert Dubedout à CENON (33150) ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 15 décembre 2011 portant agrément d'une Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS dénommée "LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE DES HAUTS DE GARONNE" sise 38 avenue Hubert Dubedout à CENON (33150) ;
- VU** la demande réceptionnée le 24 novembre 2011 à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction de l'Offre de Soins), formulée par M. LABORDE pharmacien biologiste concernant la transformation de la Société à Responsabilité Limitée qui exploite le laboratoire de biologie médicale en une Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 7 mai 1980 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le laboratoire de biologie médicale situé 38, avenue Hubert Dubedout à CENON (33150) enregistré sous le numéro 33-094 sur la liste préfectorale des laboratoires de la GIRONDE et inscrit sous le numéro FINESS 33 079 580 8 (catégorie 610) est désormais exploité par une Société d'Exercice Libéral par Action Simplifiée ou SELAS ayant pour dénomination "LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE DES HAUTS DE GARONNE" dont le siège est fixé au 38 avenue Hubert Dubedout à CENON (33150) ;

Il a pour biologiste :

M. Jean-François LABORDE biologiste responsable, Président de la SELAS, pharmacien biologiste inscrit à la Section G de l'Ordre des Pharmaciens

Article 2 : Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet dans le délai prévu par voie réglementaire, d'une déclaration auprès la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction de l'Offre de soins) et d'une modification du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification.

Article 4 : Cet arrêté sera notifié à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- M. le Président de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde,
- Mme la Directrice de la Caisse de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde,
- M. le Directeur du Régime Social des Indépendants d'Aquitaine,
- M. LABORDE pharmacien biologiste

Article 5 : La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présente arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 21 décembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine,

signé : Nicole KLEIN

**Arrêté du 21 décembre 2011
portant modification d'agrément de la société d'exercice libéral
dénommée "BIOCEAN 33"**

**LE PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre du Mérite**

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique et notamment les articles R. 6212-72 à R. 6212-92 ;
- VU** l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** le décret n°92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2006 portant l'agrément de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée ou SELARL dénommée «BIOCEAN 33» dont le siège social est fixé au 7 avenue du Maréchal Leclerc à LEPARRE-MEDOC (33340) ;
- VU** l'arrêté en date du 14 décembre 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites dénommé "BIOCEAN 33" situé au 7 avenue du Maréchal Leclerc à LEPARRE-MEDOC (33340) ;
- VU** les documents déposés le 28 octobre 2011 par Monsieur Mokhtar NACEF à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine -Direction de l'offre de Soins :
- Le procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire
 - les statuts de la SELAS "BIOCEAN 33"

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : A compter du 2 janvier 2012, les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 20 décembre 2006 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS dénommée «BIOCEAN 33» dont le siège social est situé 7 avenue du Maréchal Leclerc à LEPARRE MEDOC (33340) exploite désormais le laboratoire de biologie médicale multi sites «BIOCEAN 33» dont le siège est 7 avenue du Maréchal Leclerc à LEPARRE-MEDOC (33340) et implanté sur les sites ci-dessous :

- 2 D route de Grayan à SOULAC-SUR-MER (33780)
- 7 avenue du Maréchal Leclerc à LEPARRE-MEDOC (33340).

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 : La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 21 décembre 2011

P/Le Préfet, la Secrétaire générale - signé : Isabelle DILHAC

**Arrêté du 21 Décembre 2011
portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice
Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée
«LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE BIOPOLE 33»**

**PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE DU MERITE**

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique et notamment les articles R. 6212-72 à R. 6212-92 ;
- VU** la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société des Professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n°92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 12 mai 1993 modifié portant agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée sise à BORDEAUX (33800) - 20 rue Armand Lamarque ;
- VU** l'arrêté en date du 16 décembre 2011 pris par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites dénommé «LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE BIOPOLE 33» situé à BORDEAUX (33000) - 20 rue Armand Lamarque ;
- VU** Les documents établis par les représentants légaux de la Société d'Exercice Libéral réceptionnés le 4 novembre 2011 à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine - Direction de l'Offre de Soins en vue de regrouper plusieurs laboratoires en un laboratoire de biologie médicale multi sites :
- Les statuts de la SELARL mis à jour par les décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 octobre 2011
 - Le procès verbaux de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 octobre 2011
 - Le procès verbal de la réunion du directoire du 14 septembre 2011,
 - Les actes de cession sous conditions suspensives du laboratoire de biologie médicale.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : A compter du 31 décembre 2011, les dispositions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral en date du 12 mai 1933 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

La Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée :
«LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE BIOPOLE 33 » dont le siège social est fixé au
20 rue Armand Lamarque à BORDEAUX (33800) exploite le laboratoire de biologie médicale multi sites
dénommé «LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE BIOPOLE 33» situé au
20 rue Armand Lamarque à BORDEAUX (33800) et implanté sur les sites ci-dessous :

- 20 rue Armand Lamarque à BORDEAUX (33800)
- 4 rue Max Dormoy à VILLENAVE D'ORNON (33140)
- 106 cours Gambetta à TALENCE (33400)

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 : La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux le 21 décembre 2011

P/Le Préfet

la Secrétaire Générale,

signé : Isabelle DILHAC

**ARRETE PORTANT RETRAIT D'AGREMENT
DE LA SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
ou SELAS dénommée "BIOLAB"**

**Le Préfet de la Région Aquitaine
Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique et notamment les articles R. 6212-72 à R. 6212-92 ;
- VU** la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires ;
- VU** le décret n°92-545 du 17 juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 26 août 1993 modifié portant agrément d'une Société d'Exercice Libéral sise 106 cours Gambetta à TALENCE (33400) ;
- VU** Les documents réceptionnés le 4 novembre 2011 du représentant légal de la SEL à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine - Direction de l'Offre de Soins en vue de regrouper plusieurs laboratoires en un laboratoire multi sites et entraînant l'absorption de la SELAS "BIOLAB" ;

ARRETE

Article 1^{er} : A compter du 31 décembre 2011, la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée ou SELAS dénommée "BIOLAB" et dont le siège social est fixé au 106 cours Gambetta à TALENCE (33400) est radiée de la liste préfectorale de la Gironde.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication ;

Article 3 : La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux le 21 décembre 2011
P/Le Préfet
la Secrétaire Générale,

signé : Isabelle DILHAC

Arrêté du 22/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

Résidence les Côteaux à Sainte Croix du Mont

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 10/06/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
31 places, dont 31 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes âgées et handicapées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2008

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Résidence les Côteaux à Sainte Croix du Mont (N° Finess 330791120) est fixée à :

- 349 104,94 € pour l'hébergement permanent,
dont 32 038,50 € en Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 29 092,08 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	32,44 €
GIR 3-4 :	25,22 €
GIR 5-6 :	17,99 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 317 066,44 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 26 422,20 € pour l'hébergement permanent,

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

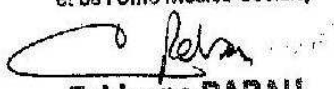
ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 22/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice de la Santé Publique
et de l'Offre Médico-Sociale,

Fabienne RABAU

Délégation Territoriale
de la Gironde

Portant fixation du forfait global de soins pour l'année 2011

FAM Le Mascaret

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 11/01/1996 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 54 places,

VU la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2010/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'années 2010 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

CONSIDERANT qu'il incombe à l'ARS de décliner et d'accompagner la mise en œuvre du Plan National Autisme, notamment la mise en œuvre du dispositif de formation de formateurs autisme/TED (mesure 5 du Plan National Autisme) ;

CONSIDERANT la décision de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine de soutenir financièrement la participation des candidats sélectionnés dans le secteur médico-social en prenant en charge les frais d'inscription et frais annexes (indemnités de repas, nuitées d'hôtel et trajet) de la session de formation de Bordeaux, du 11 au 13 janvier 2012 ;

CONSIDERANT que cette aide financière (CNR) de l'ARS, fixée à 1 004 €, est accordée à Madame LACOSTE Christiane, chef de service au FAM Le Mascaret ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses du FAM le Mascaret (n° Finess 33.0.05454.5) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation	56 410 €	1 164 194 €
	Dont CNR	0 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 100 223 €	
	Dont CNR	0 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 561 €	
	Dont CNR	1 004 €	
	Déficit	0 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 164 194 €	1 164 194 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	
	Dont forfait journalier		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	
	Excédent	0 €	

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2011, le forfait global de soins du FAM Le Mascaret est fixé à 1 164 194 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 97 016,17 €

Le montant du prix de journée (Cf. Art. R314-112 du CASF) s'élève à 69,30 €

ARTICLE 3 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue de Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 : La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **22 DEC. 2011**

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 22/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011

SESSAD Beaulieu

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 02/11/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 6 places,

VU la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 01/12/2011

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Beaulieu (N°Finess 33.0.02128.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 846,00 €	378 251,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	109 697,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	261 708,00 €	
	Dont CNR	244 888,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	374 857,00 €	378 251,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	354,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	108,00 €	
	Excédent	2 932,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du SESSAD Beaulieu est fixée à 374 857,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 31 238,08 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 213,72 €

ARTICLE 3 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Beaulieu est fixée à 132 901,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 11 075,08 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 75,77 €

ARTICLE 4 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 5 -

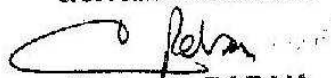
Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 6 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 22/12/2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice de la Santé Publique
et de l'Offre Médico-Sociale,



Fabienne RABAU

Délégation Territoriale
de la Gironde

Portant fixation de la tarification

IME Saute Mouton

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 25/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 20 places,

VU la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2010/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'années 2010 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

CONSIDERANT qu'il incombe à l'ARS de décliner et d'accompagner la mise en œuvre du Plan National Autisme, notamment la mise en œuvre du dispositif de formation de formateurs autisme/TED (mesure 5 du Plan National Autisme) ;

CONSIDERANT la décision de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine de soutenir financièrement la participation des candidats sélectionnés dans le secteur médico-social en prenant en charge les frais d'inscription et frais annexes (indemnités de repas, nuitées d'hôtel et trajet) de la session de formation de Bordeaux, du 11 au 13 janvier 2012 ;

CONSIDERANT que cette aide financière (CNR) de l'ARS, fixée à 1 013 €, est accordée à Madame LE HUEC Chantal, enseignante spécialisée à l'école élémentaire spécialisée Saint-François-Xavier à Gradignan, gérée par l'Association Saint François-Xavier Don Bosco ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses de l'IME Saute Mouton (n° Finess 33.0.02241.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation	376 977 €	2 226 075 €
	Dont CNR	100 000 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 207 862 €	
	Dont CNR	7 862 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	683 236 €	
	Dont CNR	401 013 €	
	Déficit	0 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	2 120 959 €	2 268 075 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	
	Dont forfait journalier		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	
	Excédent	147 116 €	

ARTICLE 2 : Le prix de journée est fixé à compter du 01/12/2011 à :

En internat : 988,36 €

En semi-internat : 970,36 €

ARTICLE 3 : Le prix de journée est fixé à compter du 01/01/2012 à :

En internat : 351,94 €

En semi-internat : 333,94 €

ARTICLE 4 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue de Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

ARTICLE 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 6 : La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 22 DEC. 2011

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du **22 DEC. 2011**

**Délégation Territoriale
de la Gironde**

Portant fixation de la tarification du ERP Robert Lateulade

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 25 février 2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 229 places,

VU la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2010/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'années 2010 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 1^{er} décembre 2011,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté portant fixation de la tarification de l'ERP Robert Lateulade du 1^{er} décembre 2011.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses de l'ERP Robert Lateulade (n° Finess 33.0.78111.3) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation	421 270 €	3 723 303 €
	<i>Dont CNR</i>	0 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2 748 000 €	
	<i>Dont CNR</i>	0 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	530 000 €	
	<i>Dont CNR</i>	251 600 €	
	Déficit	24 033 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	3 683 203 €	3 723 303 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	40 100 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	
	Excédents	0 €	

ARTICLE 3 :

Le prix de journée est fixé à compter du 1^{er} décembre 2011 à :

- Pour l'internat : 245,05 €
- Pour le semi-internat : 245,05 €

ARTICLE 4 :

Le prix de journée est fixé à compter du 1^{er} janvier 2012 à :

- Pour l'internat : 91,77 €
- Pour le semi-internat : 91,77 €

ARTICLE 5 :

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue de Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 6 :

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 7 :

La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **22 DEC. 2011**
 Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,
 Par délégation,
 La Directrice de la Santé Publique
 et de l'Office Médico-Social,

**Délégation Territoriale
de la Gironde**

Portant fixation de la tarification de l'IMP Saint Joseph

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 29 avril 1993 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 70 places,

VU la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2010/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'années 2010 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification modificative du 1^{er} décembre 2011,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté portant fixation de la tarification de l'IMP Saint Joseph du 1^{er} décembre 2011.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses de l'IMP Saint Joseph (n° Finess 33.0.78085.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation	300 000 €	2 838 704 €
	<i>Dont CNR</i>	39 045 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2 099 214 €	
	<i>Dont CNR</i>	61 008 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	439 490 €	
	<i>Dont CNR</i>	100 000 €	
	Déficit	0 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	2 762 075 €	2 838 704 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	30 000 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	
	Excédents	46 629 €	

ARTICLE 3 :

Le prix de journée est fixé à compter du 1^{er} décembre 2011 à :

- Pour l'internat : 535,99 €
- Pour le semi-internat : 517,99 €

ARTICLE 4 :

Le prix de journée est fixé à compter du 1^{er} janvier 2012 à :

- Pour l'internat : 189,18 €
- Pour le semi-internat : 171,18 €

ARTICLE 5 :

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue de Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 6 :

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 7 :

La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **22 DEC. 2011**
 Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,
 Par délégation,
 La Directrice de la Santé Publique
 et de l'Office Médico-Sociale,



Arrêté du 23/12/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

Le Moulin de Jeanne à Saint Loubès

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 29/06/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
80 places, dont 74 places en HP, 6 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de
dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes âgées et handicapées,

Considérant la visite de conformité effectuée le 28/09/2011

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Le Moulin de Jeanne à Saint Loubès (N°Finess 330020819) est fixée à :

- 209 289,00 € pour l'hébergement permanent,
dont 42 000,00 € en Crédits Non Reconductibles,
- 15 900,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire est égale pour 3 mois à :

- 69 763,00 € pour l'hébergement permanent,
- 5 300,00 € pour l'hébergement temporaire.

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de l'établissement est fixée à :

- 669 156,00 € pour l'hébergement permanent,
- 63 600,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 55 763,00 € pour l'hébergement permanent,
- 5 300,00 € pour l'hébergement temporaire.

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/12/2011

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**ARRETE PORTANT RETRAIT D'AGREMENT
DE LA SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE
ou SELARL dénommée "SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL DE DIRECTEURS ET DIRECTEURS
ADJOINTS DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE GIRARD"**

**Le Préfet de la Région Aquitaine
Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique et notamment les articles R. 6212-72 à R. 6212-92 ;
- VU** la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** l'ordonnance N°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires ;
- VU** le décret n°92-545 du 17 juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 11 janvier 1994 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale et portant agrément d'une Société d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE (33820) - 88 avenue de la République ;
- VU** le courrier expédié le 9 novembre 2011 par Maître Emmanuelle GIRAULT de la Société d'Avocats GIRAULT CHEVALIER ASSOCIES à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction de l'offre de Soins) informant de l'acquisition de la totalité des parts de ladite SELARL par la SELCA "EXALAB" en vue de la fermeture du laboratoire de biologie médicale dont le directeur était décédé ;
- VU** la copie de l'acte de notoriété établi le 2 juillet 2011 ;
- VU** la copie du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 23 septembre 2011 de la SELARL "S.E.L. DE DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS DE L.A.B.M. GIRARD" ;
- VU** la copie du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés commandités de la SELCA EXALAB en date du 3 novembre 2011 ;
- VU** la copie du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires commanditaires en date du 3 novembre 2011 ;
- VU** la copie du protocole d'accord portant cessions de parts sociales au profit de la société "EXALAB" en date du 3 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1^{er} : A compter du 23 décembre 2011, la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée ou SELARL dénommée la "SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL DE DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE GIRARD" dont le siège social est situé 88 avenue de la République à SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE (33820) est radiée de la liste préfectorale de la Gironde.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication ;

Article 3 La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 26 décembre 2011

P/LE PREFET
le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Thibauld de LA HAYE JOUSSELIN

Arrêté du 26 décembre 2011

portant radiation après fermeture du laboratoire de
biologie médicale enregistré sous le numéro
33-146

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le livre II de la sixième partie du Code de Santé Publique et notamment les articles R.6212-72 à R. 6212-92 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant la réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
- VU** le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 11 janvier 1994 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale et portant agrément d'une Société d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE (33820) - 88 avenue de la République ;
- VU** le courrier expédié le 9 novembre 2011 par Maître Emmanuelle GIRAULT de la Société d'Avocats GIRAULT CHEVALIER ASSOCIES à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Direction de l'offre de Soins) informant de l'acquisition de la totalité des parts de ladite SELARL par la SELCA "EXALAB" en vue de la fermeture du laboratoire de biologie médicale dont le directeur était décédé
- VU** la copie de l'acte de notoriété établi le 2 juillet 2011 ;
- VU** la copie du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 23 septembre 2011 de la SELARL "S.E.L. DE DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS DE L.A.B.M. GIRARD"

- VU** la copie du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés commandités de la SELCA EXALAB en date du 3 novembre 2011 ;
- VU** la copie du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires commanditaires en date du 3 novembre 2011 ;
- VU** la copie du protocole d'accord portant cessions de parts sociales au profit de la société "EXALBA" en date du 3 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : A compter du 23 décembre 2011, le laboratoire de biologie médicale situé 88 avenue de la République à SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE (33820) enregistré sous le numéro 33-146 est radié de la liste préfectorale des laboratoires de la GIRONDE

Article 2 : Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification.

Article 3 : La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs

Fait à Bordeaux, le 26 décembre 2011

P/La Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Aquitaine,
par délégation la Directrice Générale Adjointe

Anne BARON

Décision du 26 décembre 2011

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Décision portant modification de la décision du 31 juillet 2009 relative à l'autorisation de gérer un dépôt de sang au sein du Centre médico-chirurgical d'Arès

Département Offre de Soins Hospitalière

Délivrée à l'Association les Amis de l'Oeuvre de Wallerstein (33)

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU la loi n° 2009 – 879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU la loi n° 2011-940 du 10 août 2011 modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 susvisée, et qui prévoit en son article 35 la prorogation des schémas régionaux ou interrégionaux d'organisation des soins précédemment arrêtés,

VU l'ordonnance n° 2010 – 177 dite de coordination et le décret n° 2010 – 344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009 – 879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010, portant création des agences régionales de santé,

VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,

VU l'arrêté du 11 septembre 2007 de Madame la Ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports relatif au schéma d'organisation de la transfusion sanguine d'Aquitaine Limousin, arrêtant que le Centre médico-chirurgical Wallerstein d'Arès (CMC) dispose d'un dépôt de délivrance,

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L 1221-10, D 1221-20 et suivants, R 1221-17 et suivants,

VU le décret n° 2007 – 1324 du 7 septembre 2007 relatif aux dépôts de sang et modifiant le Code de la Santé Publique,

VU l'arrêté du 10 octobre 2007 fixant les conditions relatives à l'entreposage des produits sanguins labiles dans les services des établissements de santé,

VU l'arrêté du 30 octobre 2007 relatif aux conditions d'autorisations des dépôts de sang pris en application des articles R 1221-20-1 et R 1221-20-3,

VU l'arrêté du 30 octobre 2007 fixant le modèle type de convention entre un établissement de santé et l'établissement de transfusion sanguine référent pour l'établissement d'un dépôt de sang,

VU l'arrêté du 30 octobre 2007 fixant la liste des matériels des dépôts de sang prévue à l'article R 1221-20-4,

VU l'arrêté du 3 décembre 2007 relatif aux qualifications de certains personnels des dépôts de sang,

VU l'arrêté du 16 décembre 2008 portant homologation du cahier des charges de la formation des personnels des dépôts de sang,

VU l'arrêté du 15 juillet 2009 modifiant l'arrêté du 3 décembre 2007 relatif aux qualifications de certains personnels de dépôts de sang,

VU la décision de Monsieur le Directeur général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des produits de santé, en date du 6 novembre 2006, définissant les principes de bonnes pratiques prévus à l'article L 1223-3 du Code de la Santé Publique,

VU la décision de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine, en date du 31 juillet 2009, accordant à l'Association les Amis de l'œuvre Wallerstein, 14 bis boulevard Javal, 33 740 ARES, l'autorisation de gérer un dépôt de sang, au titre de la catégorie suivante : dépôt de délivrance au sein du Centre médico-chirurgical Wallerstein sis 14 boulevard Javal, 33 740 ARES,

VU le rapport de la visite de conformité du 11 octobre 2011 rédigé par l'Etablissement Français du Sang Aquitaine - Limousin,

VU l'avis technique émis le 5 décembre 2011 par le Directeur adjoint de l'Etablissement Français du Sang Aquitaine - Limousin,

VU l'avis technique émis le 5 décembre 2011 par le Coordonnateur régional d'Hémovigilance,

CONSIDERANT l'inscription de Monsieur Jean-Pierre LABORDE, docteur en médecine, à la formation du diplôme interuniversitaire de technologie thérapeutique transfusionnelle (DU3T) assurée par la Faculté de Médecine Pierre et Marie Curie, Paris VI et par l'INTS, formation lui permettant d'être médecin responsable de dépôt de délivrance,

CONSIDERANT l'inscription de Monsieur Alain SADEGHIAN, docteur en médecine, à la formation relative à la gestion d'un dépôt de sang d'une durée de 35 heures, auprès de l'EFS Aquitaine-Limousin, en mars 2012, lui permettant d'assurer la fonction de responsable suppléant,

CONSIDERANT la formation relative à la gestion d'un dépôt de sang d'une durée de 35 heures reçue par les deux cadres du Centre médico-chirurgical Wallerstein, responsables du fonctionnement de ce dépôt, Madame JOLIT et Mademoiselle THEILLAUMAS,

CONSIDERANT que le dépôt de sang au sein du Centre médico-chirurgical Wallerstein sis 14 boulevard Javal, 33 740 ARES, permet la délivrance de produits sanguins labiles (PSL) de tous les groupes érythrocytaires (O, A, B et AB), prescrits par les médecins de l'établissement pour les patients du Centre médico-chirurgical de Wallerstein ; qu'il inclut également une partie dépôt-relais, c'est-à-dire la conservation de PSL délivrés nominativement pour les patients par l'Etablissement Français du Sang Aquitaine - Limousin,

CONSIDERANT que le dépôt de sang au sein du Centre médico-chirurgical Wallerstein sis 14 boulevard Javal, 33 740 ARES, respecte les conditions réglementaires pour ce qui concerne, d'une part les équipements matériels de conservation des produits sanguins labiles (PSL), et pour ce qui concerne d'autre part les matériels informatiques de gestion et de sécurisation de la délivrance de ces PSL

CONSIDERANT les risques conséquents d'une éventuelle fermeture du dépôt de sang du Centre médico-chirurgical Wallerstein : fermeture de la maternité, mise en difficulté du service d'urgence et du service de chirurgie,

D E C I D E

ARTICLE PREMIER - L'article 1^{er} de la décision du 31 juillet 2009 accordant à l'Association les Amis de l'œuvre Wallerstein, 14 bis boulevard Javal, 33 740 ARES, l'autorisation de gérer un dépôt de sang, au titre de la catégorie suivante : dépôt de délivrance au sein du Centre médico-chirurgical Wallerstein sis 14 boulevard Javal, 33 740 ARES, est modifié comme suit :

« l'autorisation, prévue à l'article R 1221-20-3 du code de la santé publique, est accordée à l'Association les Amis de l'œuvre Wallerstein, 14 bis boulevard Javal, 33 740 ARES, afin de gérer un dépôt de sang au titre de la catégorie suivante :

- dépôt d'urgence et relai,

au sein du Centre médico-chirurgical Wallerstein, sis 14 boulevard Javal, 33 740 ARES et ce jusqu'à l'obtention de leur diplôme par Monsieur le Docteur Jean Pierre LABORDE, médecin responsable et par Monsieur le Docteur Alain SADEGHIAN, suppléant ».

ARTICLE 2 - En dehors de l'urgence, les produits sanguins labiles seront acheminés par transport depuis le site de l'Etablissement Français du Sang Aquitaine - Limousin,

ARTICLE 3 - L'autorisation, liée à ce changement de catégorie du dépôt de sang autorisé au titre de la catégorie suivante : dépôt d'urgence et de relai, ne prolonge pas la durée de l'autorisation initiale.

ARTICLE 4 - les articles 2, 3, 4 et 5 demeurent sans changement.

ARTICLE 5 - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé dans les deux mois de sa notification devant le Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Santé. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

ARTICLE 6 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine, notifiée à l'Association les Amis de l'Oeuvre

Wallerstein, 14 bis boulevard Javal, 33 740 ARES, et transmise à l'Etablissement Français du Sang Aquitaine - Limousin, à l'Etablissement Français du Sang Ile-de-France, au Coordonnateur régional d'hémovigilance.

Fait à Bordeaux, le 26 décembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,
Nicole KLEIN



Anne BARON

Arrêté du 27/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011
pour

CAARUD DE BORDEAUX La Case

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 15/12/2006 autorisant le fonctionnement de la structure,

VU la publication au Journal Officiel du 11 octobre 2011 de l'arrêté 26 septembre 2011 modifiant l'arrêté du 19 avril 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGS/MC2/DSS/1A/D GCS/5C/2011/371 du 26 septembre 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), Communautés thérapeutiques (CT), Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA),

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 19/12/2011

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et dépenses de CAARUD DE BORDEAUX La Case (N° Finess 33.0.02000.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants en euros	TOTAL en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante <i>Dont CNR</i>	89 428,00 € <i>0,00 €</i>	623 493,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	345 280,00 € <i>0,00 €</i>	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	188 785,00 € <i>126 000,00 €</i>	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	623 493,00 €	623 493,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de la structure est fixée à 623 493,00 € dont 126 000,00 € de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à 51 957,75 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/12/2011

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Arrêté du 27/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011
pour

CAARUD CENTRE PLANTEROSE CEID

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 15/12/2006 autorisant le fonctionnement de la structure,

VU la publication au Journal Officiel du 11 octobre 2011 de l'arrêté 26 septembre 2011 modifiant l'arrêté du 19 avril 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGS/MC2/DSS/1A/D GCS/5C/2011/371 du 26 septembre 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), Communautés thérapeutiques (CT), Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA),

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 19/12/2011

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et dépenses de CAARUD CENTRE PLANTEROSE CEID (N° Finess 33.0.01992.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants en euros	TOTAL en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante <i>Dont CNR</i>	68 620,00 € 0,00 €	492 339,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	391 213,00 € 0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	32 506,00 € 0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	487 839,00 €	492 339,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 500,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de la structure est fixée à 487 839,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à 40 653,25 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/12/2011

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Arrêté du 27/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011
pour

CSST LA FERME MERLET

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 09/10/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
16 places,

VU la publication au Journal Officiel du 11 octobre 2011 de l'arrêté 26 septembre 2011 modifiant l'arrêté du
19 avril 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des
établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de
l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGS/MC2/DSS/1A/D GCS/5C/2011/371 du 26 septembre 2011 relative à
la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant
des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, Centre d'accueil et d'accompagnement à la
réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), Communautés thérapeutiques (CT),
Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA),

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 19/12/2011

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et dépenses de CSST LA FERME MERLET (N° Finess 33.0.78598.1) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants en euros	TOTAL en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante <i>Dont CNR</i>	129 260,00 € 0,00 €	929 694,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	659 451,00 € 0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	140 983,00 € 22 896,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	913 218,00 €	929 694,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	9 620,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	6 856,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de la structure est fixée à 913 218,00 € dont 22 896,00 € de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à 76 101,50 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/12/2011

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Arrêté du 27/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011
pour

CSST du Parlement ST Pierre Serisé CEID

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 09/10/2003 autorisant le fonctionnement de la structure,

VU la publication au Journal Officiel du 11 octobre 2011 de l'arrêté 26 septembre 2011 modifiant l'arrêté du 19 avril 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGS/MC2/DSS/1A/D GCS/5C/2011/371 du 26 septembre 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), Communautés thérapeutiques (CT), Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA),

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 19/12/2011

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et dépenses de CSST du Parlement ST Pierre Serisé CEID (N° Finess 33.0.79011.4) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants en euros	TOTAL en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante <i>Dont CNR</i>	95 484,00 € 0,00 €	1 294 247,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	1 098 294,00 € 15 000,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	100 469,00 € 10 000,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 236 747,00 €	1 294 247,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	57 500,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de la structure est fixée à 1 236 747,00 € dont 25 000,00 € de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à 103 062,25 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/12/2011

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Arrêté du 27/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011
pour

CSST UNITE SOINS TOXICOMANES

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 15/12/2006 autorisant le fonctionnement de la structure,

VU la publication au Journal Officiel du 11 octobre 2011 de l'arrêté 26 septembre 2011 modifiant l'arrêté du 19 avril 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGS/MC2/DSS/1A/D GCS/5C/2011/371 du 26 septembre 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), Communautés thérapeutiques (CT), Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA),

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 19/12/2011

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et dépenses de CSST UNITE SOINS TOXICOMANES (N° Finess 33.0.02190.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants en euros	TOTAL en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante <i>Dont CNR</i>	243 250,00 € 0,00 €	1 361 600,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	1 089 930,00 € 10 000,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	28 420,00 € 0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 325 600,00 €	1 361 600,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	36 000,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de la structure est fixée à 1 325 600,00 € dont 10 000,00 € de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à 110 466,67 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/12/2011

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Arrêté du 27/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011
pour

CCAA DE BORDEAUX ANPAA

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 30/03/2000 autorisant le fonctionnement de la structure,

VU la publication au Journal Officiel du 11 octobre 2011 de l'arrêté 26 septembre 2011 modifiant l'arrêté du 19 avril 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGS/MC2/DSS/1A/D GCS/5C/2011/371 du 26 septembre 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), Communautés thérapeutiques (CT), Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA),

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 19/12/2011

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et dépenses de CCAA DE BORDEAUX ANPAA (N° Finess 33.0.05676.3) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants en euros	TOTAL en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante <i>Dont CNR</i>	54 870,00 € 0,00 €	1 487 726,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	1 334 323,00 € 2 500,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	98 533,00 € 0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 460 996,00 €	1 487 726,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	26 730,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de la structure est fixée à 1 460 996,00 € dont 2 500,00 € de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à 121 749,67 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/12/2011

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Arrêté du 27/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011
pour

CSST de Bègles CEID

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 09/10/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
13 places,

VU la publication au Journal Officiel du 11 octobre 2011 de l'arrêté 26 septembre 2011 modifiant l'arrêté du
19 avril 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des
établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de
l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGS/MC2/DSS/1A/D GCS/5C/2011/371 du 26 septembre 2011 relative à
la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant
des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, Centre d'accueil et d'accompagnement à la
réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), Communautés thérapeutiques (CT),
Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA),

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 19/12/2011

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et dépenses de CSST de Bègles CEID
(N° Finess 33.0.00804.6) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants en euros	TOTAL en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante <i>Dont CNR</i>	104 466,00 € <i>0,00 €</i>	826 478,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	654 945,00 € <i>0,00 €</i>	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	67 067,00 € <i>10 000,00 €</i>	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	796 978,00 €	826 478,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	29 500,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de la structure est fixée à 796 978,00 € dont 10 000,00 € de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à 66 414,83 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/12/2011

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Arrêté du 27/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011
pour

La Communauté du Fleuve Barsac CEID

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 27/07/2011 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
35 places,

VU la publication au Journal Officiel du 11 octobre 2011 de l'arrêté 26 septembre 2011 modifiant l'arrêté du
19 avril 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des
établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de
l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGS/MC2/DSS/1A/D GCS/5C/2011/371 du 26 septembre 2011 relative à
la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant
des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, Centre d'accueil et d'accompagnement à la
réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), Communautés thérapeutiques (CT),
Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA),

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 19/12/2011

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et dépenses de La Communauté du Fleuve Barsac CEID (N° Finess 33.0.02161.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants en euros	TOTAL en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante <i>Dont CNR</i>	273 000,00 € 0,00 €	1 390 510,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	901 376,00 € 0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	216 134,00 € 40 000,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 359 510,00 €	1 390 510,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	31 000,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de la structure est fixée à 1 359 510,00 € dont 40 000,00 € de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à 113 292,50 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/12/2011

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Arrêté du 27/12/2011

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011
pour

ACT DE BORDEAUX SOS Habitat Soins

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 23/02/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
24 places,

VU la publication au Journal Officiel du 11 octobre 2011 de l'arrêté 26 septembre 2011 modifiant l'arrêté du
19 avril 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des
établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de
l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n°DGS/MC2/DSS/1A/D GCS/5C/2011/371 du 26 septembre 2011 relative à
la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant
des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, Centre d'accueil et d'accompagnement à la
réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), Communautés thérapeutiques (CT),
Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA),

VU les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 19/12/2011

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et dépenses de ACT DE BORDEAUX SOS Habitat Soins (N° Finess 33.0.01001.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants en euros	TOTAL en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante <i>Dont CNR</i>	56 491,00 € <i>0,00 €</i>	726 377,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	457 886,00 € <i>0,00 €</i>	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	212 000,00 € <i>8 000,00 €</i>	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	702 812,00 €	726 377,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	23 565,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de la structure est fixée à 702 812,00 € dont 8 000,00 € de crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à 58 567,67 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/12/2011

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Décision du 27 décembre 2011

*Autorisant l'exercice de l'activité de soins de
médecine sous la forme d'alternative à
l'hospitalisation complète*

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Délivrée à la Maison de santé « Marie Galène »

Département de l'Offre de Soins Hospitalière

BORDEAUX

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 et suivants,

VU le Code de la sécurité sociale,

VU le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

VU l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010, 5 février 2010 et 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,

VU l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier modifié, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

VU l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 4 avril 2011, relatif au bilan des objectifs quantifiés de l'offre concernant les activités de médecine et de chirurgie,

VU la demande, déclarée complète le 30 juin 2011, présentée par l'association « Les dames du Calvaire », en vue d'obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de médecine sous la forme d'alternative à l'hospitalisation complète,

VU le dossier transmis à l'appui de cette demande,

VU l'avis favorable émis par la Commission spécialisée de l'Organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 7 octobre 2011,

CONSIDERANT que la demande répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire et son annexe territoriale en ce qu'il établit des principes liés à l'organisation de l'offre de soins et à la qualité de la prise en charge,

CONSIDERANT que la demande est compatible avec les objectifs fixés par le Schéma régional d'organisation sanitaire et son annexe territoriale,

CONSIDERANT que la demande satisfait aux conditions d'implantation et aux conditions techniques de fonctionnement prévues par la réglementation,

D E C I D E

ARTICLE PREMIER - L'autorisation, prévue à l'article L 6122-1 et suivants du code de la santé publique, en vue d'exercer l'activité de soins de médecine sous forme d'alternative à l'hospitalisation complète est **accordée** à la Maison de Santé « Marie Galène » dont une place par conversion de l'activité de soins de suite et de réadaptation sous forme d'alternative.

FINESS de l'entité juridique n° 33 078 034 7

FINESS de l'établissement n° 33 000 021 7

ARTICLE 2 - L'autorisation est réputée caduque si l'opération n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la présente décision et n'est pas achevée dans un délai de 4 ans après cette notification.

La mise en service de cette activité de soins devra être déclarée sans délai à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine conformément aux articles R. 6122-37 et D. 6122-38 du code de la santé publique.

ARTICLE 3 - La durée de validité de l'autorisation, mentionnée à l'article 1^{er}, est fixée à 5 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service de l'activité, adressée par le titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine conformément à l'article R. 6122-37 du code de la santé publique.

ARTICLE 4 - La visite de conformité, prévue à l'article D. 6122-38 du code de la santé publique, a lieu dans un délai de 6 mois suivant la réception de la déclaration de mise en service.

ARTICLE 5 - Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.


ARTICLE 6 – L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité de soins et du fonctionnement des services concernés par la présente autorisation 14 mois avant sa date d'échéance.

ARTICLE 7 - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

ARTICLE 9 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 27 décembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,
 Nicole KLEIN
Anne BARON

Décision du 28 décembre 2011

Autorisation le renouvellement de l'activité de
traitement de l'insuffisance rénale chronique par
épuraison extrarénale

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Délivrée à

Département de l'Offre de Soins Hospitalière

***l' association pour l'utilisation du rein artificiel
à domicile en Aquitaine (AURAD)***

**Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

VU le Code de la sécurité sociale,

VU l'article R 6123- 54 du code de la santé publique et suivants relatifs aux conditions d'implantation de l'activité de l'insuffisance rénale chronique et D 6124-64 du code de la santé publique et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement de la même activité,

VU le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

VU l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010, 5 février 2010 et 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,

VU l'arrêté modificatif de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier modifié, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

VU l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 10 octobre 2011 relatif au bilan des objectifs quantifiés de l'offre concernant l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique,

VU la demande déclarée complète le 31 août 2011 présentée par l' Association pour l'utilisation du rein artificiel à domicile en Aquitaine (AURAD),

en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation pour l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale,

VU l'avis favorable de la Commission spécialisée de l'Organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 2 décembre 2011,

CONSIDERANT que la demande répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire et son annexe territoriale,

CONSIDERANT que la demande est compatible avec les objectifs fixés par le Schéma régional d'organisation sanitaire, son annexe territoriale,

CONSIDERANT que la demande satisfait aux conditions d'implantation et aux conditions techniques de fonctionnement prévues par la réglementation,

D E C I D E

ARTICLE PREMIER - Le renouvellement de l'autorisation de pratiquer l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale en date du 6 février 2007 délivrée à l' Association pour l'utilisation du rein artificiel à domicile en Aquitaine (AURAD) sise à Gradignan(33), 2 allée des demoiselles, **est accordé**, selon les modalités suivantes :

Hémodialyse en antenne, soit 29 antennes réparties comme suit :

FINESS de l'entité juridique n° 33 000 026 6

Dordogne : 2 antennes

Bergerac (24 000 269 1)
Castels (24 000 272 5)

Gironde : 11 antennes

Langon (33 000 766 7)
Bordeaux (33 000 755 0)
Libourne (33 000 768 3)
Libourne (33 000 463 9)
La Teste de Buch (33 000 763 4)
Pineuilh (33 000 764 2)
Talence (33 000 762 6)
Artigues (33 000 758 4)
Saint André de Cubzac (33 000 740 2)
Gradignan (33 000 772 5)
Gradignan (33 005 628 4)

Landes : 5 antennes

St Vincent de Tyrosse (40 000 673 0)
Dax (40 000 670 6)
Mont de Marsan (40 000 733 2)
Morcenx (40 000 679 7)
Hagetmau (40 001 090 6)

Lot et Garonne : 9 antennes

Boé (2 unités 47 000 226 2)
Casteljaloux (47 000 234 6)
Fumel (47 000 240 3)
Nérac (47 000 241 1)
Pujols (47 001 355 8)
Pont du Casse (47 000 186 8)
Tonneins (47 000 238 7)
Marmande (47 000 232 0)
Villeneuve sur Lot – Hôpital St Cyr (47 000 236 1)

Pyrénées Atlantiques : 2 antennes

St Jean de Luz (64 000 531 0)
Anglet (64 000 531 0)

- **Hémodialyse à domicile**
- **Dialyse péritonéale**

N° FINESS de l'entité juridique : 33 000 026 6

ARTICLE 2 - La durée de validité de l'autorisation, mentionnée à l'article 1^{er}, est fixée à cinq ans à compter du 6 février 2012.

ARTICLE 3 - Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

ARTICLE 4 - L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité de soins et du fonctionnement des services concernés par la présente autorisation 14 mois avant sa date d'échéance conformément à l'article L 6122-10 du code de la santé publique.

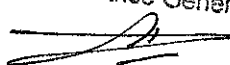
ARTICLE 5 - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

ARTICLE 6 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et les Directeurs des Délégations territoriales sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 28 décembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation, Nicole KLEIN
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

VU l'avis favorable de la Commission spécialisée de l'Organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 2 décembre 2011,

CONSIDERANT que la demande répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire et son annexe territoriale,

CONSIDERANT que la demande est compatible avec les objectifs fixés par le Schéma régional d'organisation sanitaire, son annexe territoriale,

CONSIDERANT que la demande satisfait aux conditions d'implantation et aux conditions techniques de fonctionnement prévues par la réglementation,

D E C I D E

ARTICLE PREMIER - Le renouvellement de l'autorisation en date du 6 février 2007 délivrée au Centre Hospitalier de Libourne pour pratiquer l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale en centre, **est accordé.**

FINESS de l'entité juridique n° 33 078 125 3

FINESS de l'établissement n° 33 000 060 5

ARTICLE 2 - La durée de validité de l'autorisation, mentionnée à l'article 1^{er}, est fixée à cinq ans à compter du 18 novembre 2012.

ARTICLE 3 - Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

ARTICLE 4 - L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité de soins et du fonctionnement des services concernés par la présente autorisation 14 mois avant sa date d'échéance conformément à l'article L 6122-10 du code de la santé publique.

ARTICLE 5 - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

ARTICLE 6 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 28 décembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine
Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe
Nicole KEIN


Anne BARON

Décision du 28 décembre 2011

*Autorisation le renouvellement de l'autorisation
d'exercer l'activité de soins de réanimation*

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Délivrée au

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux

Département de l'Offre de Soins Hospitalière

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

VU le Code de la sécurité sociale,

VU l'article R 6123-33 et suivants du code de la santé publique relatif aux conditions d'implantations de l'activité de soin de réanimation,

VU l'article D 6124-27 et suivants du code de la santé publique relatif aux conditions techniques de fonctionnement de l'activité de soin de réanimation,

VU le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

VU l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010, 5 février 2010 et 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,

VU l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011 modifié, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

VU l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 10 octobre 2011 relatif au bilan des objectifs quantifiés de l'offre concernant l'activité de réanimation –soins intensifs,

VU la demande, déclarée complète le 30 octobre 2011, présentée par le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux, en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de soins de réanimation,

VU l'avis de la Commission spécialisée de l'Organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 2 décembre 2011,

CONSIDERANT que la demande répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire et son annexe territoriale,

CONSIDERANT que la demande est compatible avec les objectifs fixés par le Schéma régional d'organisation sanitaire, son annexe territoriale,

CONSIDERANT que la demande est conforme aux conditions d'implantation et aux conditions techniques de fonctionnement prévues par la réglementation, excepté, en ce qui concerne les locaux, de l'unité 11 sur le site de Saint André, des unités de réanimation des services de neurochirurgie A et B sur le site de Pellegrin et, en ce qui concerne les conditions techniques de fonctionnement, de l'unité de réanimation neurochirurgicale des services de neurochirurgie A et B sur le site de Pellegrin,

CONSIDERANT qu'il est demandé au Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux de procéder sans délai à la mise en conformité des services et unités précités en ce qui concerne les conditions techniques de fonctionnement et plus spécifiquement l'encadrement paramédical,

CONSIDERANT qu'il est demandé au Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux de présenter, à l'Agence Régionale de Santé, avant la fin du premier trimestre 2012, un programme visant à mettre en conformité dans un délai inférieur à 18 mois les locaux des services et unités précités.

D E C I D E

ARTICLE PREMIER - Le renouvellement de l'autorisation délivrée au Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux, par décision du 20 mars 2007, pour pratiquer l'activité de soins de réanimation, est **accordé** selon les modalités suivantes :

- réanimation pour les adultes sur trois sites : Groupe Hospitalier Pellegrin, Groupe Hospitalier Sud et Groupe Hospitalier Saint André,
- réanimation pédiatrique spécialisée sur deux sites : Groupe Hospitalier Pellegrin et Groupe Hospitalier Sud

FINESS de l'entité juridique n° 33 078 1196

FINESS de l'établissement Groupe Pellegrin n° 33 078 136 0

FINESS de l'établissement Groupe Saint André n° 33 078 135 2

FINESS de l'établissement Groupe Sud n° 33 078 364 8

ARTICLE 2 - La durée de validité de l'autorisation, mentionnée à l'article 1^{er}, est fixée à cinq ans à compter du 20 mars 2012.

ARTICLE 3 -La visite de conformité, prévue à l'article D.6122-38 du code de la santé publique, de l'unité 11 sur le site de Saint André et des unités de réanimation des services de neurochirurgie A et B sur le site de Pellegrin, sera effectuée au plus tard 3 mois après le début d'exécution de cette décision, soit le 20 juin 2012.

ARTICLE 4 – Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

ARTICLE 5 – L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité de soins et du fonctionnement des services concernés par la présente autorisation 14 mois avant sa date d'échéance conformément à l'article L 6122-10 du code de la santé publique.

ARTICLE 6 - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

ARTICLE 7 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 28 décembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du **29 DEC. 2011**

*portant autorisation d'extension de 4 places d'accueil de jour
Alzheimer dans l'Etablissement pour Personnes Agées
Dépendantes (E.H.P.A.D) «Foyer Saint Georges » à La Teste
de Buch*

**La Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Aquitaine,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Le Président du Conseil Général

VU le code de l'action sociale et des familles notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale, les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L3214-1 et L3221-9 ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2011-1211 du 29 septembre 2011 relatif à l'accueil de jour ;

VU le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;

VU le Programme Régional et Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour la période 2011-2013 de la région Aquitaine;

VU le règlement départemental d'aide sociale adopté par délibération du 20 décembre 2010 ;

VU l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général en date du 16 mars 2006 autorisant la transformation de la maison de retraite « foyer Saint Georges » sise 119 rue André Lesca 33260 la Teste de Buch en EHPAD pour une capacité de 27 places compte tenu de la nécessité de restructuration des locaux ;

Espace Rodesse
CS 91704
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

Esplanade
Charles-de-Gaulle
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33

VU l'arrêté conjoint de refus temporaire du Préfet et du Président du Conseil Général du 29 novembre 2006 par manque de possibilité de financement de la demande effectuée par le représentant de l'Association des Foyers des Aînés sise 2 rue du Général Guillaumat 33600 PESSAC tendant à la restructuration et à l'extension de l'EHPAD « Foyer Saint Georges » implanté au 119 rue Lescat 33260 La Teste de Buch pour une capacité finale de 83 lits et places (76 hébergement permanent dont 10 Alzheimer, 5 hébergement temporaire dont 2 Alzheimer et 2 places d'accueil de jour Alzheimer) ;

VU l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général en date du 2 mars 2007 autorisant partiellement l'extension de 31 lits d'hébergement permanent et 2 places d'accueil de jour en précisant que les 15 lits d'hébergement permanent et 5 lits d'hébergement temporaire non financés du projet faisaient l'objet d'une inscription sur la liste d'attente décrite à l'article L314-4 du code de l'action sociale et des familles, portant la capacité totale de l'établissement à 63 lits et places dont 61 lits d'hébergement permanent et 2 places d'accueil de jour réservées aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ;

VU l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général en date du 29 juin 2007 d'autorisation d'extension des 15 lits d'hébergement permanent et 5 lits d'hébergement temporaire restant à financer portant la capacité totale de l'établissement à 83 lits et places dont 76 lits d'hébergement permanent comportant 10 réservés aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, 5 lits d'hébergement temporaire dont 2 réservés aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et 2 places d'accueil de jour réservées aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ;

VU l'arrêté conjoint de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Président du Conseil Général en date du 14 septembre 2010 portant autorisation de transfert d'autorisation de l'EHPAD Saint Georges sis 119 rue Lescat à La Teste de Buch (33260) en faveur de l'Association des Foyers des Aînés représentée par Monsieur Jean-Claude Lasserre, en qualité de Président ;

CONSIDERANT le procès verbal de la visite de conformité réalisée le 30 juin 2011 sur la mise en fonctionnement du bâtiment rénové ;

CONSIDERANT les crédits de création de places notifiées par la CNSA à l'ARS d'Aquitaine, à savoir :

- l'enveloppe 2011 permet l'attribution de 4 places d'accueil de jour.

SUR proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et du Directeur Général des Services Départementaux ;

- ARRETEMENT -

ARTICLE 1er – L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à l'Association Foyer des Aînés pour l'extension de 4 places d'accueil de jour Alzheimer au sein de l'EHPAD « Foyer Saint Georges » sis 119 rue Lescat à La Teste de Buch (33260).

La capacité globale autorisée de 87 lits et places s'établit dès lors comme suit :

	EHPAD classique	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	66	10	76
Hébergement temporaire	3	2	5
Accueil de jour	0	6	6
TOTAL	69	18	87

ARTICLE 2 – L'autorisation accordée vaut habilitation à l'aide sociale.

ARTICLE 3 - Conformément à l'article L 313-1 du Code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter de 16 mars 2006. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

ARTICLE 4 – Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du Code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

ARTICLE 5 – Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : Association Foyer des Aînés

N° FINESS : 33 079 740 8

Code statut juridique : 60 Association Loi 1901 NRU

Entité établissement : EHPAD SAINT GEORGES

N° FINESS : 33 078 600 5

Code catégorie : 200 maison de retraite capacité : 87

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	66
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	10
924	Accueil en maison de retraite	21	Accueil de jour	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	6
657	Accueil temporaire pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	3
657	Accueil temporaire pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	2

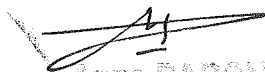
ARTICLE 6 - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et du recueil des actes du département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE 7 – La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

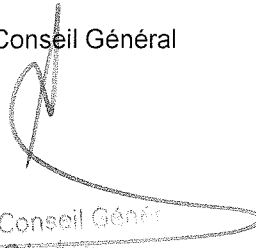
Fait à Bordeaux, le 29 DEC. 2011

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par déléguée **Nicole KLEIN**
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Le Président du Conseil Général


Pour le Président du Conseil Général
Le Directeur Général
des Services Départementaux

Gérard MARTY

Arrêté du ... **30 DEC. 2011**

Délégation Territoriale de la Gironde

*Portant modification de la fixation du forfait global de
soins pour l'année 2011 applicable à la maison de
retraite Le Moulin à Vent à Eysines*

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU le décret n°2005-118 du 10 février 2005 relatif aux modalités de médicalisation et de tarification des prestations de soins remboursables aux assurés sociaux dans les établissements mentionnés au paragraphe II de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles et modifiant ce code,

VU la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

VU l'arrêté du 30 novembre 2007 autorisant pour une durée de cinq ans, la médicalisation de la maison de retraite le Moulin à Vent sise 13 impasse Lahary – 33320 EYSINES suivant les modalités de l'option tarifaire 2, soit le bénéfice d'un forfait global de soins pris en charge par l'assurance maladie,

VU l'arrêté du 6 juillet 2011 portant fixation du forfait global de soins pour l'année 2011 applicable à la maison de retraite Le Moulin à Vent à Eysines,

CONSIDERANT que la maison de retraite le Moulin à Vent a fermé définitivement le 1^{er} juillet 2011,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – Pour l'exercice budgétaire 2011, le forfait global de soins de la maison de retraite Le Moulin à Vent à Eysines, n° FINESS 330802935, est modifié et fixé à 25 174,05 €.

La fraction forfaitaire, en application, de l'article R314 -111 du CASF, pour les mois de janvier à juin inclus est égale à **4 195 ,08 €**.

ARTICLE 2 – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 30 DEC. 2011

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine
Par délégation
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Arrêté fixant le montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011
de l'USLD CHU BORDEAUX

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6111-1 et R.6122-25,
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1, L.174-5, R.174-9 à R.174-16, et R.162-29-3
- VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 24 février 2010 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 28/12/2007 relatif à la répartition de la capacité d'accueil et des ressources de l'unité de soins de longue durée (U.S.L.D.) USLD du CHU entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 21 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du USLD du CHU pour l'année 2011,
- VU** Arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 19 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L. 174-6 du code de la sécurité sociale,

- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER – Le forfait global relatif aux soins de l'établissement ci-après désigné est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 2011 :

USLD CHU BORDEAUX

N° FINESS	330793175
Option tarifaire	Globale
Dotation globale de financement « soins »	4 194 697 €

ARTICLE 2 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

La Directrice générale de l'agence
régionale de santé d'Aquitaine,

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,

La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

**Arrêté fixant le montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011
de l'USLD PODENSAC**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6111-1 et R.6122-25,
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1, L.174-5, R.174-9 à R.174-16, et R.162-29-3
- VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 24 février 2010 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 08/01/2009 relatif à la répartition de la capacité d'accueil et des ressources de l'unité de soins de longue durée (U.S.L.D.) LS de Podensac entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 21 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du LS de Podensac pour l'année 2011,
- VU** Arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 19 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L. 174-6 du code de la sécurité sociale,

- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER – Le forfait global relatif aux soins de l'établissement ci-après désigné est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 2011 :

USLD PODENSAC

N° FINESS 330005182
Option tarifaire Globale
Dotation globale de financement « soins » **1 472 962 €** dont 49 325 € de crédits non reconductibles

ARTICLE 2 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

La Directrice générale de l'agence
régionale de santé d'Aquitaine,
Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

Arrêté fixant le montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011
de l'USLD CH BLAYE

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6111-1 et R.6122-25,
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1, L.174-5, R.174-9 à R.174-16, et R.162-29-3
- VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 24 février 2010 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 28/12/2007 relatif à la répartition de la capacité d'accueil et des ressources de l'unité de soins de longue durée (U.S.L.D.) USLD de Blaye entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 21 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du USLD de Blaye pour l'année 2011,
- VU** Arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 19 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L. 174-6 du code de la sécurité sociale,

- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER – Le forfait global relatif aux soins de l'établissement ci-après désigné est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 2011 :

USLD CH BLAYE

N° FINESS	330007980
Option tarifaire	Globale
Dotation globale de financement « soins »	1 129 794 €

ARTICLE 2 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

La Directrice générale de l'agence
Pour la Régionale de santé
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

**Arrêté fixant le montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011
de l'USLD LA TESTE LES ARBOUSIERS**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6111-1 et R.6122-25,
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1, L.174-5, R.174-9 à R.174-16, et R.162-29-3
- VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 24 février 2010 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 31/01/2009 relatif à la répartition de la capacité d'accueil et des ressources de l'unité de soins de longue durée (U.S.L.D.) USLD Les Arbousiers entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 21 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du USLD Les Arbousiers pour l'année 2011,
- VU** Arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 19 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L. 174-6 du code de la sécurité sociale,

- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER – Le forfait global relatif aux soins de l'établissement ci-après désigné est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 2011 :

USLD LA TESTE LES ARBOUSIERS

N° FINESS 330791641

Option tarifaire Globale

Dotation globale de financement « soins » **2 337 298 €** dont 98 650 € de crédits non reconductibles

ARTICLE 2 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

La Directrice générale de l'agence
régionale de santé d'Aquitaine,
Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

**Arrêté fixant le montant du forfait global relatif aux soins pour l'année 2011
de l'USLD CH STE FOY LA GRANDE**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6111-1 et R.6122-25,
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1, L.174-5, R.174-9 à R.174-16, et R.162-29-3
- VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté ministériel du 24 février 2010 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 08/01/2009 relatif à la répartition de la capacité d'accueil et des ressources de l'unité de soins de longue durée (U.S.L.D.) USLD de Ste Foy la Grande entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 21 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du USLD de Ste Foy la Grande pour l'année 2011,
- VU** Arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 19 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L. 174-6 du code de la sécurité sociale,

- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER – Le forfait global relatif aux soins de l'établissement ci-après désigné est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 2011 :

USLD CH STE FOY LA GRANDE

N° FINESS 330798935
Option tarifaire Globale
Dotation globale de financement « soins » **1 509 541 €**

ARTICLE 2 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

La Directrice générale de l'agence
régionale de santé d'Aquitaine,
Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,


Anne BARON

**Arrêté fixant pour l'année 2011
 le montant de la dotation MIGAC
 de la Polyclinique Bordeaux Nord**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Financement

**La Directrice Générale
 De l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU l'arrêté ministériel du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU l'arrêté ministériel du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 08 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire N° DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

- VU la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU L'arrêté du 19 avril 2011 modifié par l'arrêté du 8 novembre 2011 et par l'arrêté du 21 décembre 2011 fixant, pour l'année 2011, le montant de la dotation MIGAC de la Polyclinique Bordeaux Nord
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER – L'arrêté du 19 avril 2011 modifié par l'arrêté du 8 novembre 2011 et par l'arrêté du 21 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 le montant de la dotation MIGAC de la Polyclinique Bordeaux Nord est modifié ainsi qu'il suit :

I - A l'article premier, le chiffre : 481 827 € est remplacé par le chiffre : 554 334 €.

II - A l'article 2, alinéa 8, le chiffre 41 786 € est remplacé par le chiffre 80 012 €

III - A l'article 2, il est inséré un dernier alinéa ainsi rédigé :

- **34 281 € en crédits non reconductibles** au titre de l'aide à la contractualisation pour la participation au financement des actes hors nomenclatures (BHN et PHN).

IV - A l'article 4, alinéa 1, le chiffre 40 152,25 € est remplacé par le chiffre 46 194,50 €

ARTICLE 2 – Les autres dispositions de l'arrêté du 19 avril 2011 modifié par l'arrêté du 8 novembre 2011 et par l'arrêté du 21 décembre 2011 restent inchangées.

ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Gironde.

3 0 DEC. 2011
Fait à Bordeaux,

**Pour la Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Aquitaine**

La Directrice Générale Adjointe


Anne BOUYGARD -BARON

**Arrêté fixant pour l'année 2011
le montant de la dotation MIGAC**

de la Clinique SAINT-AUGUSTIN à Bordeaux

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Financement

**La Directrice Générale
De l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté ministériel du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté ministériel du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 08 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

- VU la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU L'arrêté du 19 avril 2011 modifié par l'arrêté du 21 décembre 2011 fixant, pour l'année 2011, le montant de la dotation MIGAC de la Clinique SAINT-AUGUSTIN à Bordeaux
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER – L'arrêté du 19 avril 2011 modifié par l'arrêté du 21 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 le montant de la dotation MIGAC de la Clinique SAINT-AUGUSTIN à Bordeaux est modifié ainsi qu'il suit :

I - A l'article premier, le chiffre : 74 284 € est remplacé par le chiffre : 109 804 €.

II - A l'article 2, il est inséré un dernier alinéa ainsi rédigé :

- **35 520 € en crédits non reconductibles** au titre des Missions Enseignement, Recherche, Recours, Innovation (MERRI) pour le financement des activités de recours exceptionnel.

III - A l'article 4, alinéa 1, le chiffre 6 190,33 € est remplacé par le chiffre 9 150,33 €

ARTICLE 2 – Les autres dispositions de l'arrêté du 19 avril 2011 modifié par l'arrêté du 21 décembre 2011 restent inchangées.

ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Gironde.

Fait à Bordeaux, **30 DEC, 2011**

**Pour la Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Aquitaine**

La Directrice Générale Adjointe


Anne BOUYGARD -BARON

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Financement

*Arrêté fixant pour l'année 2011
le montant de la dotation MIGAC
de la Clinique TIVOLI à Bordeaux*

**La Directrice Générale
De l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté ministériel du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté ministériel du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 08 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

- VU la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU L'arrêté du 19 avril 2011 modifié par l'arrêté du 21 décembre 2011 fixant, pour l'année 2011, le montant de la dotation MIGAC de la Clinique TIVOLI à Bordeaux
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER – L'arrêté du 19 avril 2011 modifié par l'arrêté du 21 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 le montant de la dotation MIGAC de la Clinique TIVOLI à Bordeaux est modifié ainsi qu'il suit :

I - A l'article premier, le chiffre : 246 351 € est remplacé par le chiffre : 267 678 €.

II - A l'article 2, il est inséré un dernier alinéa ainsi rédigé :

- **21 327 € en crédits non reconductibles** au titre des Missions Enseignement, Recherche, Recours, Innovation (MERRI) pour le financement des activités de recours exceptionnel.

III - A l'article 4, alinéa 1, le chiffre 20 529,25 € est remplacé par le chiffre 22 306,50 €

ARTICLE 2 – Les autres dispositions de l'arrêté du 19 avril 2011 modifié par l'arrêté du 21 décembre 2011 restent inchangées.

ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Gironde.

Fait à Bordeaux, **30 DEC. 2011**

**Pour la Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Aquitaine**

La Directrice Générale Adjointe


Anne BOUYGARD -BARON

**Arrêté fixant pour l'année 2011
le montant de la dotation MIGAC
de la Polyclinique Jean Villar à Bruges**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Financement

**La Directrice Générale
De l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté ministériel du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté ministériel du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 08 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

- VU la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU L'arrêté du 19 avril 2011 fixant, pour l'année 2011, le montant de la dotation MIGAC de la Polyclinique Jean Villar à Bruges
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER – L'arrêté du 19 avril 2011 fixant pour l'année 2011 le montant de la dotation MIGAC de la Polyclinique Jean Villar à Bruges est modifié ainsi qu'il suit :

I - A l'article premier, le chiffre : 87 786 € est remplacé par le chiffre : 102 286 €.

II - A l'article 2, alinéa 2, le chiffre 34 368 € est remplacé par le chiffre 48 868 € au titre de l'intervention des équipes pluridisciplinaires pour la prise en charge de certaines pathologies (emploi de psychologues ou d'assistantes sociales dans les services de soins prévus par les plans nationaux de santé publique), dont 20 065,00 € pour le financement de temps d'assistante sociale et 28 803,00 € pour le financement de temps de psychologue (Plan Périnatalité).

III - A l'article 4, alinéa 1, le chiffre 7 315,50 € est remplacé par le chiffre 8 523,83 €

IV - A l'article 4, alinéa 2, le chiffre 2 864 € est remplacé par le chiffre 4 072,33 €

ARTICLE 2 – Les autres dispositions de l'arrêté du 19 avril 2011 restent inchangées.

ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L. 351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Gironde.

Fait à Bordeaux, 30 DEC. 2011

Pour la Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe


Anne BOUYGARD -BARON

**Arrêté fixant la dotation relative au financement de
la permanence des soins en établissements de santé
pour le 1er trimestre 2012**

de la Polyclinique Jean Villar à Bruges

N° FINESS 330782582

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Financement

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants, et R.6145-10 et suivants ;
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-9, L.162-22-13, L.174-1, R.162-42 ;
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – Le montant de la dotation de financement de la mission relative à la permanence des soins en établissement de santé (PDSES) de la Polyclinique Jean Villar à Bruges, mentionnée à l'article 4 de l'arrêté du 9 mars 2011 susvisé est fixé à : **25 900 €**.

La dotation est attribuée au titre du 1^{er} trimestre 2012 pour la spécialité suivante :

Spécialité Réanimation médicale : 25 900 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : garde

Les modalités de calcul de la compensation financière de la dotation PDSSES sont les suivants :

Indemnité forfaitaire pour chaque période de garde :

- une période de garde assurée une nuit, un dimanche ou un jour férié : 229,00 €,
- une période de garde assurée en début de nuit : 79,00 €,
- une période de garde assurée en nuit profonde ou le samedi après-midi : 150,00 €.

Indemnité forfaitaire pour chaque période d'astreinte :

- une période d'astreinte assurée une nuit, un dimanche ou un jour férié : 150,00 €,
- une période d'astreinte assurée en début de nuit : 50,00 €,
- une période d'astreinte assurée en nuit profonde ou le samedi après-midi : 100,00 €.

ARTICLE 2 – Les montants notifiés au titre du précédent article sont enregistrés par l'établissement en produits de l'année 2012 (produits constatés d'avance si enregistrement avant le 31 décembre 2011 ou produits simples si enregistrement après le 31 décembre 2011).

ARTICLE 3 – Le présent arrêté est notifié à la Polyclinique Jean Villar à Bruges et à la caisse mentionnée à l'article R174-17 du code de la sécurité sociale.

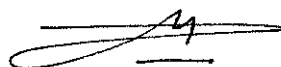
ARTICLE 4 – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

**Pour la Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Aquitaine**

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Financement

**Arrêté fixant la dotation relative au financement de
la permanence des soins en établissements de santé
pour le 1er trimestre 2012**

de la Clinique Saint Augustin à Bordeaux

N° FINESS 330780081

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants, et R.6145-10 et suivants ;
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-9, L.162-22-13, L.174-1, R.162-42 ;
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – Le montant de la dotation de financement de la mission relative à la permanence des soins en établissement de santé (PDSES) de la Clinique Saint Augustin à Bordeaux, mentionnée à l'article 4 de l'arrêté du 9 mars 2011 susvisé est fixé à : **25 900 €**.

La dotation est attribuée au titre du 1^{er} trimestre 2012 pour la spécialité suivante :

Spécialité Chirurgie cardiaque, vasculaire et thoracique : 25 900 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : garde

Les modalités de calcul de la compensation financière de la dotation PDSES sont les suivants :

Indemnité forfaitaire pour chaque période de garde :

- une période de garde assurée une nuit, un dimanche ou un jour férié : 229,00 €,
- une période de garde assurée en début de nuit : 79,00 €,
- une période de garde assurée en nuit profonde ou le samedi après-midi : 150,00 €.

Indemnité forfaitaire pour chaque période d'astreinte :

- une période d'astreinte assurée une nuit, un dimanche ou un jour férié : 150,00 €,
- une période d'astreinte assurée en début de nuit : 50,00 €,
- une période d'astreinte assurée en nuit profonde ou le samedi après-midi : 100,00 €.

ARTICLE 2 – Les montants notifiés au titre du précédent article sont enregistrés par l'établissement en produits de l'année 2012 (produits constatés d'avance si enregistrement avant le 31 décembre 2011 ou produits simples si enregistrement après le 31 décembre 2011).

ARTICLE 3 – Le présent arrêté est notifié à la Clinique Saint Augustin à Bordeaux et à la caisse mentionnée à l'article R174-17 du code de la sécurité sociale.

ARTICLE 4 – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

**Pour la Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Aquitaine**

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Financement

**Arrêté fixant la dotation relative au financement de
la permanence des soins en établissements de santé
pour le 1er trimestre 2012**

**de la Polyclinique BORDEAUX RIVE DROITE à
Lormont**

N° FINESS 330780263

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants, et R.6145-10 et suivants ;
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-9, L.162-22-13, L.174-1, R.162-42 ;
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – Le montant de la dotation de financement de la mission relative à la permanence des soins en établissement de santé (PDSes) de la Polyclinique BORDEAUX RIVE DROITE à Lormont, mentionnée à l'article 4 de l'arrêté du 9 mars 2011 susvisé est fixé à : **51 000 €**.

La dotation est attribuée au titre du 1^{er} trimestre 2012 pour les spécialités suivantes :

Spécialité Anesthésie adulte : 17 000 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : astreinte

Spécialité Chirurgie orthopédique et traumatologie (y compris SOS mains) : 17 000 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : astreinte

Spécialité Chirurgie viscérale et digestive: 17 000 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : astreinte

Les modalités de calcul de la compensation financière de la dotation PDSES sont les suivants :

Indemnité forfaitaire pour chaque période de garde :

- une période de garde assurée une nuit, un dimanche ou un jour férié : 229,00 €,

- une période de garde assurée en début de nuit : 79,00 €,

- une période de garde assurée en nuit profonde ou le samedi après-midi : 150,00 €.

Indemnité forfaitaire pour chaque période d'astreinte :

- une période d'astreinte assurée une nuit, un dimanche ou un jour férié : 150,00 €,

- une période d'astreinte assurée en début de nuit : 50,00 €,

- une période d'astreinte assurée en nuit profonde ou le samedi après-midi : 100,00 €.

ARTICLE 2 – Les montants notifiés au titre du précédent article sont enregistrés par l'établissement en produits de l'année 2012 (produits constatés d'avance si enregistrement avant le 31 décembre 2011 ou produits simples si enregistrement après le 31 décembre 2011).

ARTICLE 3 – Le présent arrêté est notifié à la Polyclinique BORDEAUX RIVE DROITE à Lormont et à la caisse mentionnée à l'article R174-17 du code de la sécurité sociale.

ARTICLE 4 – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

**Pour la Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Aquitaine**

La Directrice Générale Adjointe


Anne BOUYGARD - BARON

**Arrêté fixant la dotation relative au financement de
la permanence des soins en établissements de santé
pour le 1er trimestre 2012**

de la Polyclinique de Bordeaux Caudéran

N° FINESS 33078354

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Financement

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants, et R.6145-10 et suivants ;
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-9, L.162-22-13, L.174-1, R.162-42 ;
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – Le montant de la dotation de financement de la mission relative à la permanence des soins en établissement de santé (PDSES) de la Polyclinique de Bordeaux Caudéran, mentionnée à l'article 4 de l'arrêté du 9 mars 2011 susvisé est fixé à : **25 900 €**.

La dotation est attribuée au titre du 1^{er} trimestre 2012 pour la spécialité suivante :

Spécialité Cardiologie /USIC : 25 900 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : garde

Les modalités de calcul de la compensation financière de la dotation PDES sont les suivants :

Indemnité forfaitaire pour chaque période de garde :

- une période de garde assurée une nuit, un dimanche ou un jour férié : 229,00 €,
- une période de garde assurée en début de nuit : 79,00 €,
- une période de garde assurée en nuit profonde ou le samedi après-midi : 150,00 €.

Indemnité forfaitaire pour chaque période d'astreinte :

- une période d'astreinte assurée une nuit, un dimanche ou un jour férié : 150,00 €,
- une période d'astreinte assurée en début de nuit : 50,00 €,
- une période d'astreinte assurée en nuit profonde ou le samedi après-midi : 100,00 €.

ARTICLE 2 – Les montants notifiés au titre du précédent article sont enregistrés par l'établissement en produits de l'année 2012 (produits constatés d'avance si enregistrement avant le 31 décembre 2011 ou produits simples si enregistrement après le 31 décembre 2011).

ARTICLE 3 – Le présent arrêté est notifié à la Polyclinique de Bordeaux Caudéran et à la caisse mentionnée à l'article R174-17 du code de la sécurité sociale.

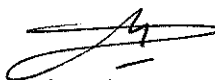
ARTICLE 4 – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

**Pour la Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Aquitaine**

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

**Arrêté fixant la dotation relative au financement de
la permanence des soins en établissements de santé
pour le 1er trimestre 2012**

de la Polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine

N° FINESS 330780479

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Financement

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants, et R.6145-10 et suivants ;
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-9, L.162-22-13, L.174-1, R.162-42 ;
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – Le montant de la dotation de financement de la mission relative à la permanence des soins en établissement de santé (PDSES) de la Polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine, mentionnée à l'article 4 de l'arrêté du 9 mars 2011 susvisé est fixé à : **111 700 €**.

La dotation est attribuée au titre du 1^{er} trimestre 2012 pour les spécialités suivantes :

Spécialité Anesthésie adulte : 25 900 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : garde

Spécialité Réanimation chirurgicale et polyvalente : 25 900 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : garde

Spécialité Gynécologie obstétrique : 25 900 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : garde

Spécialité Chirurgie viscérale et digestive: 17 000 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : astreinte

Spécialité Anesthésie adulte : 17 000 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : astreinte

Les modalités de calcul de la compensation financière de la dotation PDSES sont les suivants :

Indemnité forfaitaire pour chaque période de garde :

- une période de garde assurée une nuit, un dimanche ou un jour férié : 229,00 €,

- une période de garde assurée en début de nuit : 79,00 €,

- une période de garde assurée en nuit profonde ou le samedi après-midi : 150,00 €.

Indemnité forfaitaire pour chaque période d'astreinte :

- une période d'astreinte assurée une nuit, un dimanche ou un jour férié : 150,00 €,

- une période d'astreinte assurée en début de nuit : 50,00 €,

- une période d'astreinte assurée en nuit profonde ou le samedi après-midi : 100,00 €.

ARTICLE 2 – Les montants notifiés au titre du précédent article sont enregistrés par l'établissement en produits de l'année 2012 (produits constatés d'avance si enregistrement avant le 31 décembre 2011 ou produits simples si enregistrement après le 31 décembre 2011).

ARTICLE 3 – Le présent arrêté est notifié à la Polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine et à la caisse mentionnée à l'article R174-17 du code de la sécurité sociale.

ARTICLE 4 – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 30 DEC. 2011

Pour la Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe


Anne BOUYGARD - BARON

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Financement

**Arrêté fixant la dotation relative au financement de
la permanence des soins en établissements de santé
pour le 1er trimestre 2012**

de l'Hôpital Privé SAINT MARTIN à Pessac

N° FINESS 330780503

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants, et R.6145-10 et suivants ;
- VU** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-9, L.162-22-13, L.174-1, R.162-42 ;
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – Le montant de la dotation de financement de la mission relative à la permanence des soins en établissement de santé (PDSES) de l'Hôpital Privé SAINT MARTIN à Pessac, mentionnée à l'article 4 de l'arrêté du 9 mars 2011 susvisé est fixé à : **51 000 €**.

La dotation est attribuée au titre du 1^{er} trimestre 2012 pour les spécialités suivantes :

Spécialité Anesthésie adulte : 17 000 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : astreinte

Spécialité Chirurgie orthopédique et traumatologie (y compris SOS mains) : 17 000 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : astreinte

Spécialité Chirurgie cardiaque, vasculaire et thoracique : 17 000 €

-nombre de lignes : 1

-type de ligne : astreinte

Les modalités de calcul de la compensation financière de la dotation PDSES sont les suivants :

Indemnité forfaitaire pour chaque période de garde :

- une période de garde assurée une nuit, un dimanche ou un jour férié : 229,00 €,

- une période de garde assurée en début de nuit : 79,00 €,

- une période de garde assurée en nuit profonde ou le samedi après-midi : 150,00 €.

Indemnité forfaitaire pour chaque période d'astreinte :

- une période d'astreinte assurée une nuit, un dimanche ou un jour férié : 150,00 €,

- une période d'astreinte assurée en début de nuit : 50,00 €,

- une période d'astreinte assurée en nuit profonde ou le samedi après-midi : 100,00 €.

ARTICLE 2 – Les montants notifiés au titre du précédent article sont enregistrés par l'établissement en produits de l'année 2012 (produits constatés d'avance si enregistrement avant le 31 décembre 2011 ou produits simples si enregistrement après le 31 décembre 2011).

ARTICLE 3 – Le présent arrêté est notifié à l'Hôpital Privé SAINT MARTIN à Pessac et à la caisse mentionnée à l'article R174-17 du code de la sécurité sociale.

ARTICLE 4 – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 30 DEC. 2011

Pour la Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe


Anne BOUYGARD - BARON

**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'Assurance Maladie de l'ASSOCIATION RENOVATION CENTRE DE SANTE MENTALE INFANTILE
(FINESS 330785072) pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie du ASSOCIATION RENOVATION CENTRE DE SANTE MENTALE INFANTILE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'ASSOCIATION RENOVATION CENTRE DE SANTE MENTALE INFANTILE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 2 437 277 € (dont 7 578 € non reconductibles)

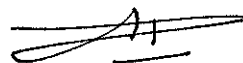
ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'Assurance Maladie de l' HÔPITAL DE JOUR POUR ENFANTS L OISEAU LYRE (FINESS 330780289)
pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie du HÔPITAL DE JOUR POUR ENFANTS L OISEAU LYRE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l' HÔPITAL DE JOUR POUR ENFANTS L OISEAU LYRE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 1 607 409 € (dont 877 € non reconductibles)

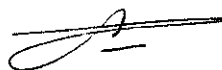
ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'Assurance Maladie du CENTRE MEDICAL LA PIGNADA (FINESS 330780560) pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie du CENTRE MEDICAL LA PIGNADA pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE MEDICAL LA PIGNADA est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 5 533 233 € (dont 117 000 € non reconductibles)

ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 01 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'Assurance Maladie du CENTRE DE SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION LES LAURIERS (FINESS
330780750) pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie du CENTRE DE SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION LES LAURIERS pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE DE SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION LES LAURIERS est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 7 712 597 € (dont 290 000 € non reconductibles)

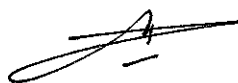
ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
 d'Assurance Maladie du CENTRE DE POST-CURE ET DE RÉADAPTATION PSYCHO-SOCIALE
 MONTALIER (FINESS 330780784) pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
 REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
 CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
 OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie du CENTRE DE POST-CURE ET DE RÉADAPTATION PSYCHO-SOCIALE MONTALIER pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE DE POST-CURE ET DE RÉADAPTATION PSYCHO-SOCIALE MONTALIER est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 5 703 367 € (dont 6 789 € non reconductibles)

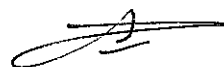
ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
 d'Assurance Maladie du CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE ADAPT CHATEAU RAUZE
 (FINESS 330781121) pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
 REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
 CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
 OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie du CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE ADAPT CHATEAU RAUZE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE ADAPT CHATEAU RAUZE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 4 604 100 € (dont 285 000 € non reconductibles)

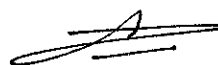
ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'Assurance Maladie du CENTRE HOSPITALIER CHARLES PERRENS (FINESS 330781287) pour l'année
2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie du CENTRE HOSPITALIER CHARLES PERRENS pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER CHARLES PERRENS est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 79 220 195 € (dont 319 055 € non reconductibles)

ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'Assurance Maladie du CENTRE HOSPITALIER CADILLAC (FINESS 330781295) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie du CENTRE HOSPITALIER CADILLAC pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER CADILLAC est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 69 368 700 € (dont 955 885 € non reconductibles)

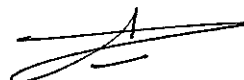
ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
 d'Assurance Maladie de l'ASSOCIATION RENOVATION -CENTRE DE RÉADAPTATION (FINESS
 330781808) pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
 REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
 CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
 OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie de l'ASSOCIATION RENOVATION -CENTRE DE RÉADAPTATION pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'ASSOCIATION RENOVATION -CENTRE DE RÉADAPTATION est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 2 738 490 € (dont 5 718 € non reconductibles)

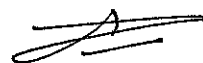
ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'Assurance Maladie de la S.H.M.A. (FINESS 330781972) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie du S.H.M.A. pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la S.H.M.A. est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 2 470 163 € (dont 7 355 € non reconductibles)

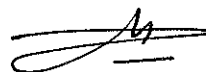
ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
 d'Assurance Maladie de l'ASSOCIATION RENOVATION - HÔPITAL DE JOUR DU PARC (FINESS
 330783614) pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
 REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
 CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
 OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie du ASSOCIATION RENOVATION - HÔPITAL DE JOUR DU PARC pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'ASSOCIATION RENOVATION - HOPITAL DE JOUR DU PARC est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 2 350 946 € (dont 4 246 € non reconductibles)

ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'Assurance Maladie du CENTRE DE SANTE MENTALE DE LA MGEN (FINESS 330783960) pour l'année
2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie du CENTRE DE SANTE MENTALE DE LA MGEN pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE DE SANTE MENTALE DE LA MGEN est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 2 035 836 € (dont 5 200 € non reconductibles)

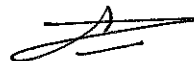
ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
 d'Assurance Maladie de l'ASSOCIATION OREAG CENTRE DE GUIDANCE INFANTILE (FINESS
 330780644) pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
 REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
 CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
 OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie de l'ASSOCIATION OREAG CENTRE DE GUIDANCE INFANTILE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'ASSOCIATION OREAG CENTRE DE GUIDANCE INFANTILE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 816 698 € (dont 1 867 € non reconductibles)

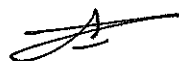
ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
 d'assurance maladie de la CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC (FINESS330780529) pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
 REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
 CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
 OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC pour l'année 2011,

- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 589 606 € (dont 589 457 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 395 141 € (dont 113 248 € non reconductibles)

ARTICLE 4 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est inchangé.

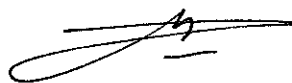
ARTICLE 5 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'assurance maladie de l' HOPITAL SUBURBAIN DU BOUSCAT (FINESS330000332) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du HOPITAL SUBURBAIN DU BOUSCAT pour l'année 2011,

- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'HOPITAL SUBURBAIN DU BOUSCAT est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 583 617 € (dont 298 361 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 132 908 € (dont 72 112 € non reconductibles)

ARTICLE 4 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 5 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe

Anne BOUYGARD - BARON



Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'assurance maladie de la M.S.P.B. BAGATELLE (FINESS330000340) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du M.S.P.B. BAGATELLE pour l'année 2011,

- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la M.S.P.B. BAGATELLE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 2 243 782 € (dont 1 700 142 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 1 826 334 € (dont 997 461 € non reconductibles)

ARTICLE 4 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 3 669 597 € (dont 160 000 € non reconductibles)

ARTICLE 5 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe

Anne BOUYGARD - BARON



Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'assurance maladie de l' INSTITUT BERGONIE (FINESS330000662) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du INSTITUT BERGONIE pour l'année 2011,

- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l' INSTITUT BERGONIE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 14 787 870 € (dont 12 318 937 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 3 504 509 € (dont 1 599 583 € non reconductibles)

ARTICLE 4 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

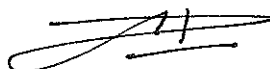
ARTICLE 5 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe

Anne BOUYGARD - BARON



**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
 d'assurance maladie de la RESIDENCE FONTAINES DE MONJOUS (FINESS330780370) pour l'année
 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
 REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
 CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
 OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du RESIDENCE FONTAINES DE MONJOUS pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la RESIDENCE FONTAINES DE MONJOUS est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 134 711 €
- Dotation A.C. : 22 260 € (dont 8 938 € non reconductibles)

ARTICLE 4 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est inchangé.

ARTICLE 5 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

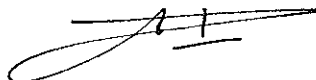
ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe

Anne BOUYGARD - BARON



Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'assurance maladie de la CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC (FINESS330780495) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC pour l'année 2011,

- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 1 898 196 € (dont 581 928 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 620 306 € (dont 135 844 € non reconductibles)

ARTICLE 4 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 1 258 188 € (dont 360 000 € non reconductibles)

ARTICLE 5 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe

Anne BOUYGARD - BARON



**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'assurance maladie du CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL WALLERSTEIN (FINESS330780537) pour
l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL WALLERSTEIN pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL WALLERSTEIN est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 1 013 059 € (dont 280 054 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 508 408 € (dont 109 072 € non reconductibles)

ARTICLE 4 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est inchangé.

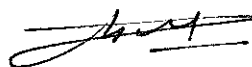
ARTICLE 5 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'assurance maladie du CRF LA TOUR DE GASSIES (FINESS330781139) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CRF LA TOUR DE GASSIES pour l'année 2011,

- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CRF LA TOUR DE GASSIES est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est inchangé.

ARTICLE 4 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 2 886 102 € (dont 13 504 € non reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 20 439 637 €

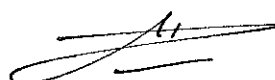
ARTICLE 5 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON

**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BORDEAUX (FINESS330781196)
pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BORDEAUX pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BORDEAUX est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 143 713 657 € (dont 117 102 320 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 36 592 051 € (dont 11 064 095 € non reconductibles)

ARTICLE 4 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 1 360 455 € (dont 2 657 € non reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 15 228 104 € (dont 4 104 306 € non reconductibles)

ARTICLE 5 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

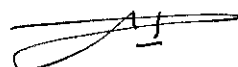
ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe

Anne BOUYGARD - BARON



Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER JEAN HAMEAU D'ARCACHON (FINESS330781204)
pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER JEAN HAMEAU D'ARCACHON pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER JEAN HAMEAU D'ARCACHON est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 2 848 087 € (dont 1 152 000 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 3 747 426 € (dont 50 000 € non reconductibles)

ARTICLE 4 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 1 468 627 € (dont 195 000 € non reconductibles)

ARTICLE 5 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe

Anne BOUYGARD - BARON



Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
 d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER DE BAZAS (FINESS330781212) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
 REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
 CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
 OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER DE BAZAS pour l'année 2011,

- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER DE BAZAS est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 70 000 € (dont 70 000 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 1 414 €

ARTICLE 4 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 2 485 788 € (dont 180 000 € non reconductibles)

ARTICLE 5 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**
Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe

Anne BOUYGARD - BARON



**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER SAINT NICOLAS DE BLAYE (FINESS330781220) pour
l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER SAINT NICOLAS DE BLAYE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER SAINT NICOLAS DE BLAYE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 2 051 059 € (dont 782 417 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 595 500 €

ARTICLE 4 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est inchangé.

ARTICLE 5 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe

Anne BOUYGARD - BARON



**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DU SUD GIRONDE
(FINESS330027509) pour l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DU SUD GIRONDE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DU SUD GIRONDE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 2 731 201 € (dont 985 152 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 595 338 € (dont 204 000 € non reconductibles)

ARTICLE 4 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 2 590 850 € (dont 370 000 € non reconductibles)

ARTICLE 5 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

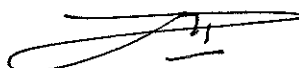
ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe

Anne BOUYGARD - BARON



Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE (FINESS330781253) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE pour l'année 2011,

- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 7 153 028 € (dont 3 088 062 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 4 881 734 € (dont 400 387 € non reconductibles)

ARTICLE 4 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 21 467 011 € (dont 44 296 € non reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 11 605 856 €

ARTICLE 5 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

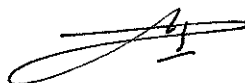
ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe

Anne BOUYGARD - BARON



**Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER SAINTE FOY LA GRANDE (FINESS330781261) pour
l'année 2011**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** Arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER SAINTE FOY LA GRANDE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER SAINTE FOY LA GRANDE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

ARTICLE 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 218 164 € (dont 105 000 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 92 471 €

ARTICLE 4 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est inchangé.

ARTICLE 5 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

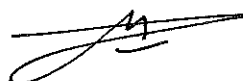
ARTICLE 6 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe

Anne BOUYGARD - BARON



Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources
d'Assurance Maladie du CENTRE DE SANTE MENTALE INFANTILE - ASSOCIATION LE PRADO
(FINESS 330783853) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'Assurance Maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie du CENTRE DE SANTE MENTALE INFANTILE - ASSOCIATION LE PRADO pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU** la circulaire N° DGOS/R1/2011/489 du 23 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le montant des ressources d'Assurance Maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE DE SANTE MENTALE INFANTILE - ASSOCIATION LE PRADO est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 1 643 247 € (dont 24 297 € non reconductibles)

ARTICLE 3 - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **30 DEC. 2011**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine

La Directrice Générale Adjointe



Anne BOUYGARD - BARON



PREFET DE LA REGION AQUITAINE

DIRECTION REGIONALE
DE L'ALIMENTATION, DE
L'AGRICULTURE
& DE LA FORET

Service Régional de la
Forêt & du Bois

Arrêté du 8 décembre 2011

*conditions de financement par des aides publiques
des travaux d'amélioration de la valeur économique des forêts*

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le règlement C.E. n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005, concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) modifié,

VU le règlement CE n° 1974/2006 de la commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER),

VU le Règlement CE N° 1998/2006 de la Commission Européenne du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis,

VU la directive 1999/105/CE de Conseil en date du 22 décembre 1999 concernant la commercialisation des matériels forestiers de reproduction,

VU la décision de la Commission du 19 juillet 2007 approuvant le Plan de Développement Rural Hexagonal pour la période 2007-2013,

VU le code forestier, notamment le livre V, titre V (partie législative et réglementaire) et ses articles L.7 et L.8,

VU le décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, modifié par le décret 2003-367 du 18 avril 2003,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le Décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU le décret 2007-951 du 15 mai 2007 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,

VU le décret 2009-1452 du 24 novembre 2009 fixant les règles d'éligibilité des dépenses des programmes de développement rural,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté du 15 mai 2007 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,

VU l'arrêté du 24 octobre 2003 relatif à la commercialisation des matériels forestiers de reproduction,

VU l'arrêté du 24 octobre 2003 portant fixation des régions de provenance des essences forestières,

VU l'arrêté du 29 novembre 2003 modifié relatif à certaines normes qualitatives applicables à la production sur le territoire national de matériels forestiers de reproduction,

VU l'arrêté du 16 décembre 2009 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,

VU l'arrêté du 25 février 2011 relatif au contenu minimum d'une demande d'aide et d'un dossier complet dans le cadre d'un programme de développement rural,

VU l'arrêté du 31 octobre 2003 portant approbation des orientations régionales forestières de la région Aquitaine,

VU l'arrêté du 10 mai 2010 portant fixation des listes des espèces et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'Etat en région Aquitaine,

CONSIDERANT la circulaire DGPAAT/SDFB/C2011-3009 du 22 février 2011 relative aux conditions générales de financement des aides à l'amélioration de la valeur économique des forêts dans le cadre de la mesure 122 du plan de développement rural hexagonal,

SUR proposition de la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales,

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le présent arrêté a pour objet de fixer, pour la région Aquitaine, les conditions techniques et financières d'attribution des aides aux travaux d'amélioration de la valeur économique des peuplements existants ou à la conversion ou transformation des peuplements de qualité médiocre, dans le cadre des mesures 122A et 122B du plan de développement rural hexagonal.

ARTICLE 2 - Le bénéfice des aides est accordé aux personnes morales ou physiques, possédant la personnalité juridique, qui réalisent des investissements dans les forêts appartenant à des propriétaires privés, à des communes, ou à leurs associations, c'est à dire :

- les propriétaires privés, leurs associations et structures de regroupement,
- les communes et leurs groupements ainsi que les établissements publics communaux,
- les structures de regroupement des investissements à condition qu'elles soient titulaires des engagements liés à la réalisation des opérations :
 - coopératives forestières,
 - Associations Syndicales Autorisées (ASA),
 - Associations Syndicales libres (ASL),
 - Organisations de producteurs (OP).

L'existence des garanties ou présomptions de gestion durable au sens de l'article L.8 du code forestier constitue un préalable à l'attribution de l'aide. L'obligation de présenter une garantie de gestion durable porte sur toute la durée des engagements propres au dossier et pris par le bénéficiaire, sans discontinuité.

ARTICLE 3 - Les investissements éligibles sont :

AMÉLIORATION DES PEUPELEMENTS EXISTANTS (MESURE 122A DU PDRH) EN STATION

- désignation des tiges d'avenir et détournage dans les taillis et les mélanges taillis-futaie (balivage),
- élagage à grande hauteur,
- dépressage de semis naturels destinés à parachever des opérations de conversion par régénération naturelle déjà aidées à partir de 2005,
- maîtrise d'œuvre des travaux par un maître d'œuvre autorisé dans la limite de 7% du montant hors taxes des travaux plafonnés.

CONVERSION OU TRANSFORMATION D'ANCIENS TAILLIS, TAILLIS-SOUS-FUTAIE OU DE FUTAIES DE QUALITÉ MÉDIOCRE EN FUTAIE (MESURE 122B DU PDRH)

- travaux principaux :
 - transformation de taillis, taillis sous futaie et de futaies de faible valeur économique (notamment celles non adaptées à la station forestière) vers la futaie d'essence(s) adaptée(s) à la station,
 - travaux de conversion par régénération naturelle de taillis sous futaie,
- travaux annexes :
 - visant l'introduction d'essences en diversification,
 - favorisant la biodiversité dans la limite de 20 % du montant total hors taxes des travaux plafonnés

La surface des travaux annexes est limitée à 20 % de la surface faisant l'objet des travaux principaux,
- travaux connexes indispensables (protection contre le gibier, assainissement ...) dans la limite de 30% du montant hors taxes des travaux principaux plafonnés,
- maîtrise d'œuvre des travaux par un maître d'œuvre autorisé dans la limite de 7 % du montant hors taxes des travaux plafonnés.

ARTICLE 4 - Les opérations visées par le présent arrêté font l'objet d'une subvention établie sur la base d'un devis descriptif et estimatif, faisant apparaître au minimum les quantités réalisées, les techniques mises en œuvre et les prix unitaires par type de travaux en distinguant les travaux principaux, les travaux annexes, les dépenses connexes, la maîtrise d'œuvre.

Les subventions seront payées au vu des factures acquittées, le montant définitif de la subvention étant calculé par application du taux fixé dans la décision attributive au montant hors taxes de la dépense réelle, plafonné au montant prévisionnel de la subvention.

Le taux de base régional de subvention est fixé à 50 % au maximum tous financeurs publics confondus (Etat, collectivités territoriales, FEADER). Ce taux de base est porté à 60 % maximum en zone de montagne définie en annexe, ou en zone NATURA, au prorata des surfaces concernées. Un projet qui se situe en totalité ou pour partie dans un site NATURA 2000 devra satisfaire aux conditions fixées par l'article L.8 paragraphe IV pour pouvoir bénéficier du taux majoré.

ARTICLE 5 - Le montant minimal de l'aide par projet est fixé à **1.000 euros**.

ARTICLE 6 - Pour chaque type d'opération éligible, les annexes jointes au présent arrêté précisent les conditions d'éligibilité:

- les critères techniques ;
- les coûts plafonds (à l'hectare) ;
- les obligations de résultats.

ARTICLE 7 - Les dispositions fixées par le présent arrêté s'appliquent à toutes les décisions attributives d'aides prises à compter de la publication du présent arrêté.

L'arrêté préfectoral en date du 17 juin 2009 relatif aux conditions de financement par des aides publiques de l'amélioration de la valeur économique des forêts est abrogé.

ARTICLE 8 - Les préfets des départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques, le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, les directeurs départementaux des territoires (et de la mer), et la délégation régionale de l'agence de services et de paiement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Bordeaux, le 8 décembre 2011

Le Préfet de Région
Signé : Patrick STEFANINI

ANNEXES A L'ARRETE DU PREFET DE LA REGION AQUITAINE
Relatif aux conditions de financement par des aides publiques
des travaux d'amélioration de la valeur économique des forêts

**CONDITIONS D'ELIGIBILITÉ POUR LES OPERATIONS D'AMÉLIORATION DES PEUPELEMENTS EXISTANTS
(MESURE 122A)**

Annexe I

- Critères techniques
- Coûts plafonds
- Obligations du bénéficiaire

**CONDITIONS D'ELIGIBILITÉ POUR LES OPERATIONS DE CONVERSION OU TRANSFORMATION D'ANCIENS TAILLIS,
TAILLIS-SOUS-FUTAIE OU DE FUTAIES DE QUALITÉ MÉDIOCRE EN FUTAIE (MESURE 122B)**

Annexe II

- Critères techniques
- Coûts plafonds
- Obligations du bénéficiaire

LISTE DES COMMUNES CLASSEES EN ZONE DE MONTAGNE

Annexe III

NOTA : L'arrêté et les pièces relatives au dossier de demande de subvention sont téléchargeables sur le site de la
[DRAAF Aquitaine : http://draaf.aquitaine.agriculture.gouv.fr/Foret-de-production](http://draaf.aquitaine.agriculture.gouv.fr/Foret-de-production)

AMELIORATION DES PEUPLEMENTS EXISTANTS (MESURE 122 A)

CONDITIONS TECHNIQUES D'ÉLIGIBILITÉ

SURFACE MINIMALE DES PROJETS

La surface minimale des projets est fixée à **4 ha**. Une dérogation à 1 ha est accordée pour les peupliers et les noyers. Dans le cas d'un dossier individuel, les éléments travaillés de surface inférieure à 4 hectares devront constituer des unités de gestion¹ d'au moins 4 hectares dans lesquels ils seront distants les uns des autres de moins d'un kilomètre.

SURFACE MINIMALE DES ÎLOTS TRAVAILLÉS PAR ESSENCE

La surface minimale des îlots travaillés est fixée à **1 ha**.

PEUPLEMENTS ÉLIGIBLES

Code opération	Nature de l'opération	Essences éligible	Peuplements éligibles
B10	Balivage de taillis de moins de 12 m : désignation de tiges d'avenir et détournage.	Essences feuillues objectif de l'arrêté régional en vigueur*	Peuplements de hauteur comprise entre 6 et 12m
B11	Balivage de taillis de plus de 12 m : désignation de tiges d'avenir et éclaircie par le haut	Essences feuillues objectif de l'arrêté régional en vigueur	Peuplements de 12 m de hauteur et plus
B12	Balivage et éclaircie vigoureuse de taillis de châtaignier	Châtaignier	Taillis vigoureux dont les rejets ont entre 10 et 15 ans
E10*	Elagage à 5,5 m de résineux sous condition d'avoir effectué un premier élagage à 3 m	Essences résineuses objectif de l'arrêté régional en vigueur	Pin maritime et taeda : Circonférence moyenne à 1,30 m \leq 70 cm Autres résineux : Circonférence moyenne à 1,30 m \leq 80 cm
E10 bis*	Elagage à 3.50m de pin maritime	Pin maritime exclusivement	Circonférence moyenne de \leq 60 cm
E11	Elagage à 6 m de peupliers	Cultivars de peuplier éligibles en région Aquitaine**	Age de la plantation : 8 ans et moins pour la Vallée de la Garonne et 10 ans et moins pour les autres régions
E12	Elagage à 5,5 m de feuillus	Essences feuillues objectif de l'arrêté régional en vigueur	12 m \leq hauteur du peuplement \leq 18 m et Circonférence moyenne à 1,30 m \leq 80 cm
Dep	Dépressage	Essences feuillues objectif de l'arrêté régional en vigueur	Régénérations naturelles de moins de 4 m de hauteur Seules les opérations destinées à parachever une conversion par régénération naturelle déjà aidée à partir de 2005 sont éligibles

*Une seule intervention est éligible aux aides

**cultivars à choisir dans la liste régionalisée des cultivars de peupliers éligibles aux aides de l'Etat pour les plantations de futaies, périodiquement mis à jour.

¹ □ ensemble boisé qui pourra faire l'objet d'une gestion sylvicole coordonnée (réalisation les mêmes années des opérations d'entretien, d'élagage, d'éclaircie ...).

COÛTS PLAFONDS ÉLIGIBLES

1) COÛTS PLAFONDS DES TRAVAUX

Code opération	Nature de l'opération	Coût-plafond des travaux
B10	Balivage de taillis de moins de 12 m : désignation de tiges d'avenir et détourage .	1000 €/ha
B11	Balivage de taillis de plus de 12 m : désignation de tiges d'avenir et éclaircie par le haut.	270 €/ha
B12	Balivage et éclaircie vigoureuse de taillis de châtaignier	1000 €/ha
E10	Elagage à 5,5 m de résineux	800 €/ha
E10bis	Elagage à 3,5 m de pin maritime	550 €/ha
E11	Elagage à 6 m de peupliers	460 €/ha
E12	Elagage à 5,5 m de feuillus	760 €/ha
Dep	Dépressage	700 €/ha

2) PRESTATIONS INTELLECTUELLES

La maîtrise d'œuvre (suivi des travaux, cartographie et relevé des surfaces compris) est limitée à 7 % du montant HT des travaux plafonnés.

Les maîtres d'œuvre autorisés appartiennent à l'une des catégories professionnelles suivantes :

- expert forestier agréé (agrément par le Conseil National de l'Expertise Foncière, Agricole et Forestière)
- homme de l'art agréé par le préfet de région (région du siège de la coopérative ou de l'entreprise)
- personnel technique de l'Office National des Forêts

OBLIGATIONS DE RESULTATS DU BENEFICIAIRE

OBLIGATIONS TECHNIQUES

Code opération	Nature de l'opération	Résultats techniques obligatoires
B10	Balivage de taillis de moins de 12 m : désignation de tiges d'avenir et détournement	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'au moins 50 arbres d'avenir à l'ha désignés par marquage à la peinture . - Détournement des houppiers des arbres désignés par élimination de tous les arbres concurrents (conservation des arbres dominés) réalisé. - Présence de cloisonnements de 4 m de largeur et espacés entre 15 et 30 m (sauf si la pente est supérieure à 30%).
B11	Balivage de taillis de plus de 12 m : désignation de tiges d'avenir et éclaircie par le haut	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'au moins 50 arbres d'avenir à l'ha désignés par marquage à la peinture - Eclaircie par le haut en faveur des tiges désignées réalisée
B12	Balivage et éclaircie vigoureuse de taillis de châtaignier	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de 800 à 1500 tiges vigoureuses à l'hectare après élimination de 60 à 80 % des tiges vivantes
E10	Elagage à 5,5 m de résineux Sous condition d'avoir effectué un premier élagage à 3m	<ul style="list-style-type: none"> - Pin maritime et taeda : présence de 400 tiges/ha élaguées au minimum - Autres résineux : présence de 200 t/ha élaguées au minimum - Eclaircie par le haut en faveur des tiges élaguées réalisée.
E10 bis	Elagage à 3,50 m de pin maritime	<ul style="list-style-type: none"> -Présence de 400 tiges/ha élaguées au minimum
E11	Elagage à 6 m de peupliers	<ul style="list-style-type: none"> - Elagage de toutes les tiges vivantes et bien venantes réalisé
E12	Elagage à 5,5 m de feuillus	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de 150 tiges/ha élaguées au minimum - Eclaircie par le haut en faveur des tiges élaguées réalisée.
Dep	Dépressage	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de cloisonnements sylvicoles de 2 m de largeur minimum espacés de 9 m d'axe en axe maximum - Présence de 1500 à 3000 tiges/ha d'essences objectif.

Observations :

Les densités mentionnées ci-dessus sont à rapporter aux seules surfaces effectivement travaillées.

AUTRES OBLIGATIONS

Le bénéficiaire est tenu d'entretenir les accès dont il est propriétaire : les pistes ou routes forestières desservant les parcelles aidées doivent rester accessibles au moins par des véhicules 4x4.

Ces obligations s'appliquent aux structures de regroupement dans le cadre des opérations groupées.

CONVERSION OU TRANSFORMATION D'ANCIENS TAILLIS, TAILLIS-SOUS-FUTAIE OU DE FUTAIES DE QUALITÉ MÉDIOCRE EN FUTAIE (MESURE 122 B)

CONDITIONS TECHNIQUES D'ÉLIGIBILITÉ

SURFACE MINIMALE DES PROJETS

La surface minimale des projets est fixée à **4 ha**. Une dérogation à 1 ha est accordée pour les peupliers et les noyers. Dans le cas d'un dossier individuel, les éléments travaillés de surface inférieure à 4 hectares devront constituer des unités de gestion¹ d'au moins 4 hectares dans lesquels ils seront distants les uns des autres de moins d'un kilomètre.

SURFACE MINIMALE DES ÎLOTS TRAVAILLÉS

La surface minimale des îlots travaillés est fixée à 1 ha. Ces îlots doivent être bien desservis et à faible distance les uns des autres pour conserver l'unité économique indispensable à la mobilisation des bois d'éclaircie.

ESSENCES ÉLIGIBLES

La liste des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'état est fixée par arrêté préfectoral régional.

Le nombre maximum d'essences principales (hors biodiversité et diversification) par projet est fixé à 4, plus une essence supplémentaire par tranche de 4 ha au delà de 12 ha.

Pour les essences dont la commercialisation est réglementée en application du titre V du livre V du code forestier les normes qualitatives des plants doivent répondre à minima aux normes fixées par l'arrêté ministériel du 29 novembre 2003 modifié, et aux normes dimensionnelles fixées par la circulaire C2007-5060 du 16 octobre 2007.

PEUPELEMENTS ÉLIGIBLES

- Conversion par régénération naturelle :

Peuplements dont la valeur marchande des produits sur pied (hors frais d'exploitation), estimée à dire d'expert au moment du dépôt du dossier, est inférieure à **5** fois le montant hors taxes du devis présenté ou peuplements présentant une surface terrière de l'essence principale en réserve inférieure ou égale à 14m²/ha.

- Transformation par régénération artificielle :

Peuplements dont la valeur marchande des produits sur pied (hors frais d'exploitation), estimée à dire d'expert au moment du dépôt du dossier, est inférieure à **3** fois le montant hors taxes du devis présenté.

Une fiche d'information présentant les éléments de calcul de la valeur sur pied des peuplements sera jointe à la demande d'aide.

ITINÉRAIRES TECHNIQUES ÉLIGIBLES

- Travaux principaux éligibles pour la conversion par régénération naturelle :

- traitement des souches (broyage, dévitalisation...),
- travaux préparatoires du sol (gyrobroyage, crochetage, maîtrise de la repousse du taillis, ...),
- ouverture et entretien d'un cloisonnement sylvicole fonctionnel,
- travaux d'entretien de la régénération dans les limites de la durée d'exécution du projet.

- Travaux principaux éligibles pour les reboisements (opérations R10 à R17) :

- travaux préparatoires (débroussaillage, traitement des souches, mise en andains des rémanents, ...),
- travail du sol et jalonnement,
- fourniture et mise en place des plants et semis,

¹ ensemble boisé qui pourra faire l'objet d'une gestion sylvicole coordonnée (réalisation les mêmes années des opérations d'entretien, d'élagage, d'éclaircie ...).

- travaux d'entretien de la plantation ou du semis dans les limites de la durée d'exécution du projet.
- Travaux principaux éligibles pour les enrichissements (opération RE10)
 - travaux préparatoires (débroussaillage, traitement des souches, mise en andains des rémanents, ...),
 - travail du sol par labour ou potets travaillés sur les bandes à enrichir (bandes de 6 m de large au moins),
 - fourniture et mise en place des plants : nombre minimum de 330 plants à l'hectare,
 - travaux d'entretien de la plantation ou du semis dans les limites de la durée d'exécution du projet.

Dans le cas de l'enrichissement en feuillus la protection individuelle de tous les plants contre le gibier est exigée en travaux connexes.

Observations :

Pour toutes les opérations de conversion par régénération naturelle ou de transformation par régénération artificielle, les modalités de travail du sol et le maillage ou "motif" de plantation (par exemple 4m x 2m) devront être précisés dans la demande de subvention.

- Travaux connexes

- Mise en œuvre de protections contre le gibier :
Le financement de ces protections n'est éligible que lorsque les populations de gibier, et en particulier de cervidés, sont maintenues à un niveau tel que les dégâts demeurent acceptables.
Types de protections éligibles :

Résineux :

- minimum 500 protections individuelles à l'ha contre le chevreuil
- ou manchons individuels sur tous les plants contre le lapin
- ou clôture grillagée (hauteur minimum de 2 m) de l'ensemble de la plantation
- ou clôture électrique (5 fils et hauteur minimum de 1,5 m) de l'ensemble de la plantation.

Feuillus

- minimum 600 protections individuelles à l'ha
- ou clôture grillagée (hauteur minimum de 2 m) de l'ensemble de la plantation
- ou clôture électrique (5 fils et hauteur minimum de 1,5 m) de l'ensemble de la plantation.

Noyers, peupliers :

- protection individuelle de tous les plants
- ou clôture grillagée (hauteur minimum de 2 m) de l'ensemble de la plantation
- ou clôture électrique (5 fils et hauteur minimum de 1,5 m) de l'ensemble de la plantation.

Enrichissement : protection individuelle de tous les plants

- Création et recalibrage de fossés dans le respect des prescriptions de la loi sur l'eau
- Ouvrages de franchissement sous forme de buses armées ou équivalentes d'une largeur minimale de 5 m hors massif landais, de 7 m dans le massif landais.

- Travaux annexes visant à l'introduction d'essences en diversification

Il est possible d'introduire des essences distinctes de l'essence objectif, dans la limite de **20 % de la surface** des travaux principaux, sous la forme :

- de bouquets ou de rideaux (de surface qui pourra être inférieure au seuil de l'îlot de boisement),
- d'enrichissement ou de bourrage.

Cette possibilité est soumise aux conditions suivantes :

- Utilisation des essences figurant sur la liste de l'Arrêté régional en vigueur,
- Cartographie des zones concernées sur le plan de masse du reboisement et calcul exact de la surface,
- Description des travaux prévus (essences, densité, motif de plantation...),
- Les surfaces affectées à la diversification doivent être incluses dans les parcelles ou sous-parcelles supportant le reboisement principal ou être attenantes à ces parcelles ou sous-parcelles,
- Les essences de diversification et de bourrage doivent être introduites en surdensité, c'est-à-dire en surnombre au-delà des seuils de densité minimale de l'essence objectif fixés au paragraphe « obligations de résultats du bénéficiaire ».

- Travaux annexes favorisant la biodiversité

Certaines opérations d'amélioration à but environnemental annexes au reboisement peuvent être financées :

- les interventions sylvicoles en vue du maintien ou de l'amélioration et de l'extension de bouquets, îlots ou bandes de peuplements existants (ripisylves, lisières feuillues, îlots de vieillissement, taches de semis ou de taillis ...) de surface qui pourra être inférieure au seuil de l'îlot de boisement,
- les interventions permettant le maintien de milieux humides (lagunes,...) et de certains milieux ouverts.

La surface affectée à ces travaux favorisant la biodiversité est limitée à **20 % de la surface** faisant l'objet des travaux principaux.

Le montant des travaux favorisant la biodiversité pris en compte est limité à **20 % du montant total hors taxes plafonné des travaux du projet.**

Cette possibilité est soumise aux conditions suivantes :

- cartographie des zones concernées sur le plan de masse du reboisement et calcul exact de la surface.
- préciser l'objectif poursuivi : entretien de zones présentant un intérêt écologique particulier, ...
- préciser les travaux ou interventions sylvicoles prévus,
- Pour être éligibles, les zones du projet consacrées à la biodiversité doivent faire l'objet d'au moins une intervention.

Le service instructeur de la DDT(M) valide le projet et peut émettre des prescriptions particulières en fonction de l'intérêt des milieux concernés, et des objectifs généraux des travaux favorisant la biodiversité.

La surface cumulée des travaux annexes visant à l'introduction d'essences en diversification et /ou favorisant la biodiversité est limitée à 20% de la surface des travaux principaux.

COUTS PLAFONDS ELIGIBLES

1°) Coûts régionaux pour les travaux de conversion par régénération naturelle

Code opération	Nature de l'opération	Coût plafond de base des travaux principaux
C10	Engagement de régénération de feuillus (hors chêne sessile ou pédonculé en région Adour - Pyrénées et hors hêtre en Pyrénées-Atlantiques)	610 €/ha
C11	Engagement de régénération de chêne sessile ou pédonculé (Région Adour et Pyrénées : départements 40 et 64)	910 €/ha
C12	Engagement de régénération de hêtre (département 64)	910 €/ha
C13	Sauvetage de régénération de résineux	460 €/ha

2°) Coûts régionaux pour les travaux de transformation par régénération artificielle

Code	Nature de l'opération	Coût plafond de base des travaux principaux
R10	Résineux : plantations sur le massif des landes de Gascogne ¹	1.200 €/ha
R11	Résineux : plantations hors massif des landes de Gascogne ¹	1.450 €/ha
R11 bis	Résineux : plantations hors massif des landes de Gascogne ¹ pour les taillis ou terrains très ensouchés ² (*)	2 300 €/ha
R12	Résineux : semis sur le massif des landes de Gascogne ¹	700 €/ha
R13	Résineux : semis hors massif des landes de Gascogne ¹ et régénération assistée en zone dunaire	900 €/ha
R14	Feuillus (hors peuplier, robinier, noyer)	3 000 €/ha
R15	Noyer	1.650 €/ha
R16	Robiner	1 500 €/ha
R17	Peuplier	2.300 €/ha
RE10	Enrichissement avec des essences résineuses ou feuillues	1 050 €/ha

3°) Prestations intellectuelles

La maîtrise d'œuvre (suivi des travaux, cartographie et relevé des surfaces compris) est limitée à 7 % du montant HT des travaux plafonnés.

Les maîtres d'œuvre autorisés appartiennent à l'une des catégories professionnelles suivantes :

- experts forestiers agréés (agrément par le Conseil National de l'Expertise Foncière, Agricole et Forestière)
- hommes de l'art agréé par le préfet de région (région du siège de la coopérative ou de l'entreprise)
- personnels techniques de l'Office National des Forêts

¹ liste des communes désignées dans l'arrêté ministériel du 5/11/1945 pris en application de l'ordonnance n° 45-852 du 28/04/1945

² option à la transformation de taillis ou de mélanges taillis-futaie avec un fort ensouchement, cas essentiellement des taillis de châtaignier ou des mélanges pins-taillis de châtaignier

OBLIGATIONS DE RÉSULTATS DU BÉNÉFICIAIRE

DENSITÉS EXIGÉES

1 – Conversion par régénération naturelle

Densité minimale à 5 ans (à l'hectare) : 1 500 tiges également réparties sur au moins 70 % de la surface de la parcelle mise en lumière par les travaux de conversion.

Pour les résineux, la densité maximale à 5 ans est de 2500 tiges/ha.

2 – Transformation par régénération artificielle

Essences	Densité minimale initiale (à l'hectare)	Densité minimale à 5 ans (à l'hectare)
Résineux (plantation)	1.000	
Résineux (semis)		Minimum : 1.000 Maximum : 2.500
Chêne sessile et pédonculé	1.250	1.000
Hêtre	1.600	1.280
Autres Feuillus : Chêne rouge, Aulne glutineux, Erable sycomore, Frêne commun, Merisier	600	
Robinier	1.250	1.000
Noyer	100	
Peuplier	150	
Enrichissements (feuillus et résineux)	330	

Observations :

Les densités mentionnées ci-dessus sont à rapporter aux seules surfaces effectivement travaillées.

Pour les « Autres feuillus », s'agissant de plantations à faible densité elles ne seront éligibles que dans les conditions suivantes :

- installées avec un peuplement d'accompagnement (repousse de taillis, accrus naturels ...)
- ou*
- utilisation de protections individuelles contre le gibier (travaux connexes)

AUTRES OBLIGATIONS

- obligations techniques particulières :

Code	Nature de l'opération	Résultats techniques obligatoires
C10 à C13	Conversion par régénération naturelle	- Présence de cloisonnements sylvicoles de 2 m de largeur minimum espacés de 9 m d'axe en axe maximum (sauf si la pente est supérieure à 30%).
RE10	Enrichissement avec des essences résineuses ou feuillus	- Présence de bandes de plantation de 6 m de largeur au moins - Travail du sol réalisé (labour ou potets travaillés) - Présence de protections individuelles autour de tous les plants feuillus

- maîtrise de la végétation concurrente (ligneuse ou herbacée) : la tête des plants ou semis installés doit dépasser de la végétation concurrente.
- entretien des accès dont il est propriétaire : les pistes ou routes forestières desservant les parcelles aidées doivent rester accessibles au moins par des véhicules 4x4.
- Si des dégâts pouvant mettre en péril la réussite du reboisement surviennent le bénéficiaire de l'aide doit en informer par écrit la direction départementale des territoires (et de la mer). Lorsqu'il s'agit de gibier soumis à plan de chasse il devra par ailleurs demander à l'administration ou au détenteur du droit de chasse une augmentation du prélèvement.

Ces mêmes obligations s'appliquent aux structures de regroupement dans le cadre des opérations groupées.

Annexe III

Zone de montagne - Arrêté du 28 mai 1997 portant classement des communes en zone agricole défavorisée montagne complété par l'arrêté du 21 juillet 1998					
64006	ACCOUS	64188	CHERAUTE	64340	LICHANS-SUNHAR
64008	AHAXE-ALCIETTE-BASCASSAN	64204	EAUX-BONNES	64342	LICQ-ATHEREY
64011	AINCILLE	64206	ESCOT	64345	LOHITZUN-OYHERCQ
64012	AINHARP	64213	ESPELETTE	64350	LOUHOSSOA
64013	AINHICE-MONGELOS	64217	ESQUIULE	64351	LOURDIOS-ICHERE
64014	AINHOA	64218	ESTERENCUBY	64353	LOUVIE-JUZON
64015	ALCAY-ALCABEHETY-SUNHARETTE	64222	ETCHEBAR	64354	LOUVIE-SOUBIRON
64016	ALDUDES	64223	ETSAUT	64360	LURBE-SAINT-CHRISTAU
64017	ALOS-SIBAS-ABENSE	64225	FEAS	64363	LYS
64020	ANCE	64229	GAMARTHE	64364	MACAYE
64026	ANHAUX	64231	GARINDEIN	64371	MAULEON-LICHARRE
64029	ARAMITS	64240	GERE-BELESTEN	64377	MENDIONDE
64040	ARETTE	64247	GOTEIN-LIBARRENX	64378	MENDITTE
64045	ARHANSUS	64256	HASPARREN	64379	MENDIVE
64047	ARNEGUY	64257	HAUT-DE-BOSDARROS	64391	MONCAYOLLE-LARRORY-MENDIBIEU
64050	ARRAST-LARREBIEU	64258	HAUX	64404	MONTORY
64058	ARTHEZ-D'ASSON	64259	HELETTE	64411	MUSCULDY
64062	ARUDY	64264	HOPITAL-SAINT-BLAISE	64422	OLORON-SAINTE-MARIE
64064	ASASP-ARROS	64265	HOSTA	64424	ORDIARP
64065	ASCAIN	64267	IBARROLLE	64425	OREGUE
64066	ASCARAT	64268	IDAUX-MENDY	64432	OSSAS-SUHARE
64068	ASSON	64271	IHOLDY	64433	OSSE-EN-ASPE
64069	ASTE-BEON	64273	IRISSARRY	64436	OSSES
64072	AUBERTIN	64274	IROULEGUY	64437	OSTABAT-ASME
64081	AUSSURUCQ	64275	ISPOURE	64441	PAGOLLE
64085	AYDIUS	64276	ISSOR	64463	REBENACQ
64086	AYHERRE	64277	ISTURITS	64468	ROQUIAGUE
64092	BANCA	64279	ITXASSOU	64473	SAINTE-COLOME
64093	BARCUS	64280	IZESTE	64475	SAINTE-ENGRACE
64104	BEDOUS	64283	JAXU	64477	SAINT-ETIENNE-DE-BAIGORRY
64107	BEHORLEGUY	64285	JUXUE	64484	SAINT-JEAN-LE-VIEUX
64110	BEOST	64289	LABASTIDE-CLAIRENCE	64485	SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT
64115	BERROGAIN-LARUNS	64297	LACARRE	64487	SAINT-JUST-IBARRE
64116	BESCAT	64298	LACARRY-ARHAN-CHARRITTE-DE-HAUT	64489	SAINT-MARTIN-D'ARBEROUE
64124	BIDARRAY	64303	LAGUINGE-RESTOUE	64490	SAINT-MARTIN-D'ARROSSA
64127	BIELLE	64310	LANNE-EN-BARETOUS	64492	SAINT-MICHEL
64128	BILHERES	64313	LANTABAT	64504	SARE
64130	BIRIATOU	64314	LARCEVEAU-ARROS-CIBIT	64506	SARRANCE
64136	BORCE	64316	LARRAU	64509	SAUGUIS-SAINT-ETIENNE
64148	BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	64320	LARUNS	64522	SEVIGNACQ-MEYRACQ
64150	BUNUS	64322	LASSE	64527	SOURAIDE
64154	BUSSUNARITS-SARRASQUETTE	64325	LASSEUBETAT	64528	SUHESCUN
64155	BUSTINCE-IRIBERRY	64327	LECUMBERRY	64533	TARDETS-SORHOLUS
64160	CAMBO-LES-BAINS	64330	LEES-ATHAS	64537	TROIS-VILLES
64162	CAMOU-CIHIGUE	64336	LESCUN	64538	UHART-CIZE
64166	CARO	64339	LESTELLE-BETHARRAM	64542	URDOS
64175	CASTET			64543	UREPEL
64185	CETTE-EYGUN			64559	VIODOS-ABENSE-DE-BAS



PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service Agriculture, Forêt
et Développement Rural

Arrêté du 15 Décembre 2011

***ARRÊTÉ fixant le stabilisateur départemental budgétaire appliqué pour le calcul du
montant des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels au titre
de la campagne 2011 dans le département de la Gironde***

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader),

VU le règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader),

VU le règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application des mesures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural,

VU les articles D 113-18 à D113-26 et R725-2 du code rural et de la pêche maritime relatifs aux indemnités compensatoires des handicaps naturels,

VU le décret n° 2007-1334 du 11 septembre 2007 fixant les conditions d'attribution des ICHN dans le cadre de l'agriculture de montagne et des autres zones défavorisées et modifiant le code rural et de la pêche maritime,

VU le décret n° 2008-852 du 26 août 2008 fixant les conditions d'attribution des ICHN dans le cadre de l'agriculture de montagne et des autres zones défavorisées et modifiant le code rural et de la pêche maritime,

VU l'arrêté du 30 juillet 2010 fixant les conditions d'attribution des ICHN dans le cadre de l'agriculture de montagne et des autres zones défavorisées et modifiant le code rural et de la pêche maritime,

VU l'arrêté interministériel du 28 juillet 2004 reprenant le classement des zones défavorisées depuis 2011,

VU l'arrêté préfectoral de classement en zone défavorisée pour les communes du département du 22 juillet 2004,

VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2011 fixant le montant des ICHN pour la campagne 2011,

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Sur l'ensemble du département est fixé un stabilisateur budgétaire départemental permettant de respecter la notification du droit à engager.

ARTICLE 2 - Le stabilisateur pour la campagne 2011 est de 1.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde, le Président Directeur Général de l'ASP, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde

Fait à Bordeaux, le 15 Décembre 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE
LE CARRÉ-LES COLONNES**

Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration de l'établissement public de coopération culturelle Le Carré – Les Colonnes

Réunion du mardi 8 novembre -18H30

Le nombre de membres en exercice au conseil d'administration est de 24.

L'an deux mille onze, le 8 novembre à 18h30, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « Le Carré –Les Colonnes » s'est réuni au Carré-Des-Jalles à SAINT-MEDARD EN JALLES-, sous la présidence de Serge LAMAISON, sur une convocation en date du 28.10.2011

Étaient présents ou représentés, avec voix délibérative 19 membres :

Collège des membres fondateurs

Ville de Saint Médard-en-Jalles :

M. Serge LAMAISON, Mme. Catherine FOURMY, Mme. Sylvie MOTZIG (pouvoir confié à Mme FOURMY), M. Stephan PELLETIER représenté par Mme GERASSIMOPOULOS, Mme Mélanie LAPLACE, M. Jacques SAINT GIRON.

Ville de Blanquefort :

Mme. Christiane DEPALLE, M. Michel SAINT-BOIS et M. Matthias SWIERZEWSKI, Jean-Louis BARIAT, suppléant de M.EDANT.

Collège des personnalités qualifiées

Monsieur le représentant de l'Etat, Mme Véronique DANIEL-SAUVAGE, directrice adjointe de la DRAC Aquitaine, accompagnée de M.Jean-René GIRARD
M. Joël Brouch, Directeur de l'OARA
Monsieur Alexandre PERAUD
Mme la Présidente de Gestes et Expression, Mme Hélène Dubourdieu
Monsieur le Président de l'ABC, représenté par Mme Sarrelongue
M. le représentant des usagers, M. Bruno Lallement
Mme la représentante des personnels, Mme Martine Jolibert
Mme la représentante des personnels, Mme Sophie Berleureau (pouvoir confié à Mme Martine Jolibert)
Mme la représentante des usagers, Nicole Gratacap

ABSENTS:

M. le représentant du Conseil régional d'Aquitaine, M.Gérard Boulanger - M. Vincent FELTESSE- M. Bernard CASES- M. Jean-Louis ALBENTOSA - Mme Danièle LAYRISSE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jacques Saint-Girons

LA SÉANCE EST OUVERTE

PUBLIEE à l'EPCC

Le Président

ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE
Le Carré – Les Colonnes
DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N° 53-2011

CONVENTION DE COMPAGNONAGE

EXPOSE

La permanence artistique s'évalue généralement par le volume dévolu à l'emploi artistique. C'est en tous les cas en ce sens que les syndicats de salariés ont défendu la question auprès du Ministère de la Culture, au travers notamment de l'accord passé entre le SFA (syndicat français des artistes) et le SYNDEAC en 2003.

Mesurer la présence des artistes au sein d'une institution culturelle peut, nous semble-t-il, se mesurer différemment. Tout dépend de la place que l'on souhaite donner à l'artiste : salarié ou associé ?

L'EPCC Le Carré-les Colonnes a fait le choix d'associer les artistes, de leur donner une place plus importante que celle de seul interprète.

OUVRE LE CHIEN et LA PETITE FABRIQUE sont les deux compagnies associées historiquement au Carré d'une part et aux Colonnes d'autre part. Ces compagnies associées sont intimement liées au nouveau projet artistique : elles y jouent un rôle fondamental en matière de création mais aussi sur l'ensemble des projets portés par la structure : programmation, interventions artistiques sur les territoires, action culturelle et sensibilisation.

Le compagnonnage avec les artistes associés est soutenu par la REGION AQUITAINE car il s'inscrit dans une dynamique structurante pour les équipes indépendantes: en assurant le fonctionnement des compagnies par la mise à disposition de ressources et de compétences, le CARRE- LES COLONNES permet de dégager plus de marge artistique au profit de l'emploi et de la création.

La place de l'artiste au sein de l'EPCC, au fil du projet de Sylvie VIOLAN comme un partage. Le dispositif de compagnonnage doit répondre aux objectifs fixés ensemble :

Pour les artistes :

- être structurant pour les artistes
- soutenir l'innovation, la recherche et la création
- permettre aux artistes de diversifier leur pratique et de mieux mettre en valeur leurs savoir-faire.
- Bénéficier d'un lieu d'expression, libre et ouvert, où il leur est possible de partager leurs projets avec des partenaires, la population et un territoire.

Pour Le Carré – Les Colonnes :

- Réinventer relation au spectateur au travers de la rencontre entre un lieu et un artiste
- désacraliser l'acte de création et le rendre plus accessible
- implanter dans un territoire d'un artiste qui va partager son projet avec l'ensemble du territoire
- engager l'action culturelle sur un territoire

Le compagnonnage se concrétise par :

- L'aide à la création
- La sensibilisation des publics et l'éveil au désir
- L'inscription dans les réseaux professionnels

Le compagnonnage avec la Compagnie LA PETITE FABRIQUE n'avait pas, jusqu'ici, été formalisé. Il vous est ainsi proposé, Mesdames, Messieurs d'approuver la convention de compagnonnage entre la compagnie LA PETITE FABRIQUE et l'Epcc LE CARRE LES COLONNES

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Vu la loi n° 2002/6 du 4 janvier 2002 relative à la création des établissements publics de coopération culturelle,
Vu le décret n° 2002/1172 du 11 septembre 2002, relatif aux établissements publics de coopération culturelle,
modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités,

Vu la loi n° 2006/723 du 22 juin 2006,

Vu les statuts de l'établissement public de coopération culturelle, adoptés par délibérations concordantes des communes de Blanquefort et de Saint Médard-en-Jalles, respectivement les 14 et 17 décembre 2009 et modifiés les 29 et 30 mars 2010 puis les 7 et 16 février 2011,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 avril 2010, relatif à la création de l'EPCC, Le Carré – Les Colonnes

Et après en avoir délibéré,

- **Adopte** la convention de compagnonnage avec la PETITE FABRIQUE
- **Autorise** La Directrice, à signer la convention de compagnonnage entre la PETITE FABRIQUE et l'EPCC Le Carré – Les Colonnes.
- **Autorise** la Directrice signer les avenants annuels, définissant précisément les programmes d'activités et le budget afférant.

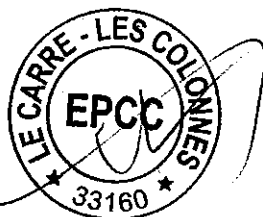
Mises aux voix,

Les propositions ci-dessus sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré à Saint-Médard-en-Jalles, le 08.11.2011

Pour expédition conforme,

Le Vice-Président, M. Serge LAMAISSON



CONVENTION DE COMPAGNONAGE 2011-2012-2013

ENTRE

Entre les soussignés:

LA PETITE FABRIQUE

Association loi 1901

4, rue du Docteur Castéra – 33 290 Blanquefort

Tel : 05.56.95.49.01 / Fax : 05.56.95.49.09 / E-mail : lapetitefabrique@blanquefort.net

(nouvelle adresse : contact@lapetitefabrique.org)

N° Siret : 432 370 120 00037 – Code APE : 9001Z

N° licences entrepreneur spectacle: 2-1027947 et 3-1027948

N° intracommunautaire : FR 85432370120

Représentée par Madame Sandrine COMTE, en qualité de présidente de l'association

Ci-après dénommée « LA PETITE FABRIQUE », d'une part

Et :

LE CARRE-LES COLONNES SCENE CONVENTIONNEE

EPCC (établissement public de coopération culturelle)

Adresse : BP 90 009 – 33 165 Saint-Médard-en-Jalles cedex

Tél : 05.56.95.49.00 – Fax : 05.56.95.49.09

N° de S.I.R.E.T.: 522 574 30000011 - Code APE : 9001Z

Représentée par Madame Sylvie VIOLAN, en qualité de directrice

Ci-après dénommée « LE CARRE-LES COLONNES », d'autre part

PREAMBULE

LA PETITE FABRIQUE a été créée en juin 2000 pour porter les projets artistiques de Betty Heurtebise, sa directrice artistique actuelle. LA PETITE FABRIQUE est toutefois conçue comme un collectif d'artistes au sein duquel coexistent les univers créatifs de Sonia MILLIOT, Miren LASSUS-OLASAGASTI, Alexandre GARDIN et d'autres.... La compagnie mène une recherche théâtrale, des actions de sensibilisation à l'art du théâtre, et encadre des formations auprès des professionnels de la petite enfance.

La compagnie est implantée depuis 2002 à Blanquefort. Elle y produit et diffuse ses créations théâtrales, et en collaboration étroite avec LE CARRE-LES COLONNES, elle mène tout au long de l'année un travail de sensibilisation, d'information et d'action culturelle auprès d'un large public.

L'EPCC a été créée le 6 avril 2010 à l'initiative des Villes de Saint-Médard en Jalles et de Blanquefort. L'Epcc « le Carré-Les Colonnes » a une mission d'intérêt général, artistique et culturelle. L'établissement participe au développement culturel en vue notamment :

- d'assurer l'exploitation, la gestion et l'animation des équipements culturels qui lui sont confiés, par la mise en oeuvre d'une programmation pluridisciplinaire, respectueuse de la diversité des expressions, des registres et des formes, en matière de spectacle vivant ou d'autres formes artistiques
- de favoriser l'intérêt à l'égard de la création artistique, en favorisant de nouveaux comportements, dans le souci de renouvellement et de développement des publics
- de contribuer au renforcement de la création et de soutenir la production de spectacle ou d'autres formes artistiques
- de participer dans l'agglomération bordelaise, et sur son territoire, au développement culturel local et national en tissant des partenariats avec les acteurs locaux, les équipements culturels, relais d'éducation, de sensibilisation et équipes artistiques

- de susciter et prendre une part active dans l'organisation de la réflexion autour des problématiques artistiques, techniques ou culturelles ouverts à tous les professionnels, en lien avec les missions de l'établissement.

Le Conseil d'Administration de l'EPCC a nommé à sa direction Sylvie VIOLAN et a accepté le projet d'établissement « PACS » porté par cette dernière.

Ce projet consacre une part à la permanence artistique et aux compagnies associées et réaffirme :

- un fort engagement en faveur de l'éducation artistique des jeunes
- un accompagnement des pratiques amateurs
- le lien indissociable entre la programmation jeune public et l'éducation artistique déjà fortement engagée dans les deux structures.

Dans ce cadre l'EPCC LE CARRE-LES COLONNES et LA PETITE FABRIQUE concluent une convention d'objectifs partenariale triennale 2011-2013.

1. OBJET

La présente convention a pour objet de mettre en œuvre le projet de compagnonnage entre l'Epcc LE CARRE-LES COLONNES et la compagnie LA PETITE FABRIQUE, d'en fixer les objectifs et les modalités de mise en œuvre.

Les annexes à la convention viendront annuellement préciser le contenu des actions répondant aux objectifs fixés, le calendrier de réalisation et les budgets affectés.

2. DUREE

L'association entre La PETITE FABRIQUE et l'EPCC existe depuis la création de l'Établissement public. La présente convention est conçue pour formaliser cette situation. Elle se déroulera jusqu'au **31 décembre 2013**.

3. OBJECTIFS

Les partenaires s'engagent sur un projet partagé, dont ils conviennent ensemble des objectifs et des moyens de mise en œuvre. Ce projet est fondé sur des valeurs et préoccupations communes, notamment l'attention au jeune spectateur, la sensibilisation et l'éducation artistique, l'expérience de l'art plutôt que sa consommation.

Ce projet met en avant plusieurs objectifs :

- **Favoriser la pratique artistique**
- **L'éveil au désir**
- **Associer les artistes**

3.1. Favoriser la pratique artistique

Nombre d'actions sont engagées par LE CARRE-LES COLONNES en collaboration avec LA PETITE FABRIQUE et avec d'autres acteurs du secteur culturel, éducatif ou social. Ces collaborations permettent naturellement d'amplifier les moyens et l'impact des initiatives et garantissent, de surcroît, un travail de qualité.

Ces actions sont menées dans des cadres d'intervention précis (parcours d'éveil culturel dans les écoles élémentaires, classes à Projet Artistique et Culturel, École du spectateur, ateliers du regard...). La formation des enseignants, en collaboration avec le rectorat, sera également un axe prioritaire.

Parallèlement à ces ateliers, LE CARRE-LES COLONNES et LA PETITE FABRIQUE ouvriront un espace de rencontre et de dialogue vivifiant entre ceux qui font l'art, ceux qui s'en occupent et l'ensemble des destinataires potentiels d'une activité menée.

3.2. L'éveil au désir

L'objectif est de mettre en place- au coeur de la programmation- un espace permettant au public un rapport à la lisibilité des oeuvres présentées.

Il s'agit :

- d'initier d'une façon régulière une « formation du spectateur » afin d'accompagner la lecture des nouveaux codes et des ruptures de la représentation amorcés grâce aux nouveaux procédés esthétiques.
- de contribuer à conforter un rapport privilégié qui ne se fabrique pas uniquement sur une notion de plaisir.
- d'associer une démarche participative du public
- favoriser le renouvellement de la relation artistes/spectateurs.

3.3. Associer les artistes

LA PETITE FABRIQUE/Betty Heurtebise compagnie associé, est intimement liée au projet artistique de l'Epcc LE CARRE-LES COLONNES. Elle y joue un rôle fondamental en matière de création mais aussi sur l'ensemble des projets portés par la structure : programmation, interventions artistiques sur les territoires, action culturelle et sensibilisation.

4. AXES DE DEVELOPPEMENT

Ces objectifs sont mis en oeuvre via le programme d'activités suivant :

- Production - Résidences de création
- diffusion
- Action culturelle, éducation artistique, sensibilisation.
- Expériences hors les murs, irrigation du territoire.

4.1. PRODUCTION – RESIDENCES DE CREATION

LA PETITE FABRIQUE a déjà créé, mis en scène par Betty Heurtebise : Les petites histoires d'Hélène Cassicadou, Le Journal de Grosse Patate ; Les rêves d'une grenouille ; C'est égal ; Alice au pays des merveilles ; Les Enfants sauvages.

LA PETITE FABRIQUE a également produit de nombreuses petites formes : L'île de l'alphabet, Ô - La petite maison de Barbro Lingren - La chachatatutu et le phenix de Jean-Louis Le Craver - Le petit bonhomme haut comme trois pommes de Gigi Bigot - C'es t parce qu'il est dans l'eau qu'on ne voit pas les larmes du poisson qui pleure de Sonia Millot - Petit Ours de Else H.Minarik

Betty Heurtebise a également mis en scène M'man de Fabrice Melquoit (production déléguée TnBA)
En 2012, Betty Heurtebise mettra en scène «Le garçon qui volait des avions », une adaptation du texte d'Elise Fontenaille.

Le CARRE-Les COLONNES s'engage, pour la durée de la convention, à participer financièrement à la production des spectacles de LA PETITE FABRIQUE dont la mise en scène est assurée par Betty Heurtebise.

Cet engagement se concrétisera par :

- Un apport en coproduction
- Un partage de l'outil de production par la mise à disposition des salles de répétitions. Les salles et le plateau des Colonnes seront mis à la disposition des équipes de création de la compagnie pour les périodes de répétitions d'au moins 2 semaines par an.
- Un accompagnement technique pendant la résidence de création
- Une aide à la diffusion du spectacle par la mise en valeur des créations de la compagnie auprès des professionnels et des programmeurs.

La Ville de BLANQUEFORT, par convention spécifique, prend à sa charge :

- L'entretien et le nettoyage du local
- Les fluides (électricité, chauffage)
- Les travaux d'entretien du bâtiment, (fermetures et huisseries, sécurité intrusion, sécurité incendie)
- Le copieur et sa maintenance, (hors papier)

L'EPCC LE CARRE LES COLONNES partage avec la Compagnie LA PETITE FABRIQUE les espaces communs des Colonnes : cuisine, hall, cafétéria, toilettes. Chaque partenaire s'engage à respecter les locaux, les matériels et mobiliers, et à maintenir dans ces espaces les conditions propices au travail.

5.2 Moyens humains

Dans la mesure du possible, chaque partenaire s'engage à fournir, pour la réalisation des actions retenues dans le cadre du compagnonnage, l'ensemble des moyens dont dispose sa structure, notamment en personnel et en matériel, afin de limiter les dépenses supplémentaires. Les mutualisations de moyens peuvent s'étendre à la mutualisation de personnel, dans le cadre des emplois définis et créés par le Conseil d'Administration de l'Epcc LE CARRE LES COLONNES.

5.3. Engagement financier

Le CARRE-LES COLONNES et LA PETITE FABRIQUE s'entendront chaque année sur un programme d'action, les budgets et la participation financière de l'EPCC LE CARRE-LES COLONNES au programme retenu.

Ce programme et ces modalités de financement. feront l'objet d'une annexe à la présente convention. Le Conseil d'Administration de l'Epcc LE CARRE LES COLONNES sera informé des accords qui auront été passés si ces derniers entrent dans le cadre de la délégation faite à la Directrice.

L'EPCC LE CARRE LES COLONNES prend à sa charge et dans la limite des usages antérieurs,

- Les frais de téléphone fixe (consommation, maintenance, investissements sur installations)
- Les frais de communication internet (consommation, location de box, maintenance, flux)
- Les frais d'affranchissement (location machine à affranchir, timbres, transport et dépôt)
- Les frais d'assurance du bâtiment et du matériel d'activité

Pour les actions programmées par La PETITE FABRIQUE, inscrits hors compagnonnage, LA PETITE FABRIQUE participe à l'achat de papier destiné aux photocopies en nombre.

L'EPCC LE CARRE LES COLONNES réserve à La PETITE FABRIQUE :

- Un espace de stockage de matériel
- Un accès au matériel de la cafétéria (vaisselle et électroménager)
- Un accès à la documentation
- Un accès gratuit aux représentations de la saison, dans la limite de une invitation par spectacle ; au-delà, le tarif « pro » est appliqué, dans la limite des places disponibles

6. BILANS ET EVALUATIONS

Sur proposition de LA PETITE FABRIQUE ou de l'Epcc LE CARRE LES COLONNES, les partenaires se rencontreront une fois par semestre pour dresser le bilan intermédiaire de cette convention. La PETITE FABRIQUE remettra un compte rendu de ses activités pour l'ensemble de la période considérée, reprenant chacun des objectifs, ainsi qu'une auto-évaluation.

La PETITE FABRIQUE remettra, pour la réalisation des bilans d'activités et la perception des soldes de subventions un compte rendu d'exécution et financier détaillé des activités de l'année écoulée.

7. COMMUNICATION

LA PETITE FABRIQUE et le CARRE LES COLONNES pourront convenir d'opérations communes de communication.

LA PETITE FABRIQUE s'engage à mentionner dans toutes les publications et manifestations relatives à la convention, le soutien et la participation de l'EPCC le CARE LES COLONNES, et de la REGION AQUITAINE le cas échéant, en conformité avec la charte graphique et les conditions spécifiques définies par la Direction de l'EPCC.

8. ASSURANCES

LA PETITE FABRIQUE sera tenue de souscrire une assurance en responsabilité civile couvrant les biens et les personnes pour l'ensemble des actions inscrites dans le cadre de la convention qu'elle met en oeuvre. L'EPCC Le CARE LES COLONNES souscrit par ailleurs les assurances nécessaires à la couverture de son activité dans son lieu.

9. ENGAGEMENT ENVERS DES TIERS

D'accord exprès, la convention de compagnonnage engage la responsabilité des signataires dans la stricte limite des engagements décrits. Il ne pourra en aucun cas être considéré comme définissant de droit ou de fait une société entre les parties. Aucun des partenaires ne pourra être tenu pour responsable des engagements pris par l'autre partenaire, ou liés par lui, même dans le cas où ces engagements se rapporteraient à la présente convention.

LA PETITE FABRIQUE sera notamment seule responsable des contrats de travail des personnels qu'elle pourra mettre à disposition pour la réalisation des action prévues au compagnonnage, comme de toutes les obligations légales ou conventionnelles qui en découlent, en particulier sur le plan social et sur le plan fiscal. Elle en assurera seule la rémunération et les charges afférentes.

Pour réaliser l'objet du présent contrat et assurer leurs obligations respectives et communes, les parties s'autorisent mutuellement à passer en leur nom propre avec des tiers les accords contractuels qu'elles jugeront nécessaires et dont chacun sera exclusivement responsable.

Elles s'obligent à ne prendre et à ne faire prendre aucun accord qui soit contraire aux dispositions, à l'esprit et à la lettre du présent contrat, et n'entrave sa réalisation ni les résultats escomptés.

Elles s'engagent au contraire à tout mettre en ?uvre pour que les collaborations concourant à la réalisation de l'objet du présent contrat, s'effectuent dans le meilleur esprit de participation et contribuent à l'exécution des dispositions qui y seront arrêtées.

10. MODIFICATION- RESILIATION- RECONDUCTION

Toute éventuelle modification du contenu de la présente convention devra recueillir l'accord de l'ensemble des partenaires et fera l'objet d'un avenant.

Au plus tard 6 mois avant l'expiration de la convention, chaque partie signataire devra indiquer à l'autre partenaire, par lettre, son intention de renouveler ou non l'accord venu à échéance.

La présente convention est conclue sous la condition expresse que la direction artistique de LA PETITE FABRIQUE est assurée par **BETTY HEURTEBISE**. Cette convention sera résiliée de plein droit sans indemnité ou dédommagement d'aucune des parties en cas de cessation d'activité, de départ ou d'incapacité du directeur artistique de remplir les obligations inscrites dans la convention.

L'EPCC LE CARRE LES COLONNES se réserve le droit de dénoncer la présente convention s'il lui était apporté la preuve du non respect , par LA PETITE FABRIQUE
-des obligations sociales qui lui incombent en tant qu'employeur (engagement, charges sociales et fiscales),
-des dispositions de l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999 relative aux spectacles – licence d'entrepreneur).

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre partie, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, en cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

11. LITIGES

En cas de contestations auxquelles pourraient donner lieu la réalisation et l'interprétation des termes et dispositions de la présente convention, les parties conviennent de tout mettre en œuvre par voie amiable de conciliation pour aboutir au règlement du litige.

A défaut et après épuisement des voies amiables, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Saint-Médard-En-Jalles, en 3 exemplaires, le 08.11.2011

Pour l'EPCC LE CARRE-LES COLONNES
S.VIOLAN , Directrice

POUR LA PETITE FABRIQUE
Sandrine COMPTE COMTE, Présidente

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE
LE CARRÉ-LES COLONNES

RECUEIL
01.12.11
17h30

Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration de l'établissement public de coopération
culturelle Le Carré – Les Colonnes

Réunion du mardi 8 novembre -18H30

Le nombre de membres en exercice au conseil d'administration est de 24.

L'an deux mille onze, le 8 novembre à 18h30, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « Le Carré –Les Colonnes » s'est réuni aux Colonnes, à Blanquefort, sous la présidence de Serge LAMAISSON, sur une convocation en date du 28.10.2011

Étaient présents ou représentés, avec voix délibérative 19 membres :

Collège des membres fondateurs

Ville de Saint Médard-en-Jalles :

M. Serge LAMAISSON, Mme. Catherine FOURMY, Mme. Sylvie MOTZIG (pouvoir confié à Mme FOURMY), M. Stephan PELLETIER représenté par Mme GERASSIMOPOULOS, Mme Mélanie LAPLACE, M. Jacques SAINT GIRONS.

Ville de Blanquefort :

Mme. Christiane DEPALLE, M. Michel SAINT-BOIS et M. Matthias SWIERZEWSKI, Jean-Louis BARIAT, suppléant de M.EDANT.

Collège des personnalités qualifiées

Monsieur le représentant de l'Etat, Mme Véronique DANIEL-SAUVAGE, directrice adjointe de la DRAC Aquitaine, accompagnée de M.Jean-René GIRARD

M. Joël Brouch, Directeur de l'OARA

Monsieur Alexandre PERAUD

Mme la Présidente de Gestes et Expression, Mme Hélène Dubourdieu

Monsieur le Président de l'ABC, représenté par Mme Sarrelongue

M. le représentant des usagers, M. Bruno Lallement

Mme la représentante des personnels, Mme Martine Jolibert

Mme la représentante des personnels, Mme Sophie Berlureau (pouvoir confié à Mme Martine Jolibert)

Mme la représentante des usagers, Nicole Gratacap

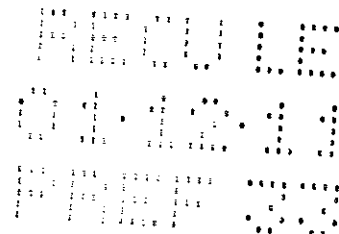
ABSENTS:

M. le représentant du Conseil régional d'Aquitaine, M.Gérard Boulanger - M. Vincent FELTESSE- M. Bernard CASES- M. Jean-Louis ALBENTOSA - Mme Danièle LAYRISSE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jacques Saint-Girons

LA SÉANCE EST OUVERTE

En vertu de la loi du 2 mars
1982 modifiée, le Président
certifie que la présente
délibération (et ses annexes)
a été RECUE en Préfecture



PUBLIEE à l'EPCC

Le Président

ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE
Le Carré – Les Colonnes
DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



1. LE CARRE-LES COLONNES, scène conventionnée candidate au label Scène Nationale

Le secteur culturel français est confronté à de nombreuses interrogations sur son avenir, qui surviennent au moment où notre pays connaît, comme beaucoup d'autres, des difficultés majeures de financement public, consécutives à la crise financière et économique.

- Pour rappel, les entretiens de Valois, prolongés par les conférences régionales du spectacle vivant ont abordé la question de la place de l'État dans le soutien au spectacle vivant, où les collectivités territoriales jouent un rôle croissant, et apportent la majorité des financements.
- La clarification de l'intervention de l'Etat s'est concrétisée par la publication de la **circulaire sur les labels et réseaux nationaux du spectacle vivant**. Ce document précise les missions communes, les règles d'attribution et de retrait des labels, de nomination des dirigeants pour sept labels et trois réseaux. Il est accompagné des cahiers des missions et des charges pour chacun d'entre eux. Les scènes conventionnées ne font pas partie de la liste des 7 labels nationaux.
- Cette crise invite à réviser notre modèle économique, à s'inscrire dans des principes de développement durable et de mutualisation. Dans ce contexte, la création et le projet de l'E.P.C.C. LE CARRE-LES COLONNES a été salué comme un outil moderne et novateur.

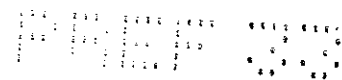
La fusion des deux structures témoigne d'une démarche exemplaire de mutualisation de moyens de la part des deux collectivités à l'initiative de ce rapprochement, dépassant des logiques locales pour créer une véritable dynamique culturelle de territoire.

Cette démarche est cohérente avec l'impulsion que souhaite donner au niveau national le Ministère de la Culture, lui-même à l'initiative, du rapprochement de structures étant sur un même territoire

Ainsi, Le Carré-Les Colonnes, dont le conventionnement a été réaffirmé par la DRAC Aquitaine en 2011, va travailler avec les services de l'État et de la Région pour aboutir en 2012 à une convention tripartite et tri-annuelle EPCC/ État /Région pour 2012, confirmant les soutiens supplémentaires annoncés à la création de l'EPCC.

Parallèlement, Le Carré-Les Colonnes va poursuivre sa démarche **de candidature au label scène nationale**

Le projet artistique et d'établissement pour l'établissement Le Carré-Les Colonnes, fixe des priorités similaires à celles définies par l'Etat, en termes d'innovation, de recherche, d'accès à la culture et d'ouverture aux publics, en terme d'offre culturelle, de pluridisciplinarité et d'action culturelle aux projets portés par des scènes nationales d'envergure. Ce projet est l'un des rares en France à soutenir les artistes émergents et les nouvelles formes d'écriture scéniques, à inventer des dispositifs innovants de relations aux publics.



2. RETOUR SUR L'EXERCICE 2011

Le budget 2011 était le premier budget de l'Epcc en année pleine. En effet, l'exercice 2010 a été exécuté sur 3 budgets : ELAC (de janvier à septembre), budget annexe de Saint-Médard-en-Jalles (de janvier à septembre) et budget EPCC de septembre à décembre, avec des effets de transition et de transferts qui le rend difficilement analysable à l'heure actuelle.

Le budget 2011, d'un montant de 2 810 437€, a bénéficié d'un soutien important des villes de Blanquefort et de Saint-Médard-en-Jalles, permettant de couvrir les frais de fonctionnement supplémentaires (pour 32.140€) ainsi qu'une **augmentation de masse salariale (+45.358€)** par rapport à l'estimation faite en 2009 résultant notamment de la mise en conformité des contrats de travail des caissiers projectionnistes et des charges supplémentaires dues au passage de contrats de droit public à des contrats de droit privé.

L'engagement des deux communes à couvrir le fonctionnement de la nouvelle structure permettait de **consacrer les subventions de la Région Aquitaine (+20.000€) et de l'Etat (+60.000€) à l'activité artistique** de la structure et notamment à répondre aux **nouvelles missions** qui lui ont été confiées, à travers le projet artistique présenté au CA du 14 avril 2010.

Le budget 2011 ayant été exécuté sans l'aide supplémentaire de l'Etat, seul le soutien à l'émergence artistique a pu être mis en place grâce à l'aide supplémentaire de la Région.

Ce dernier point s'est concrétisé en 2011 par l'organisation de la première **Plateforme** durant le **festival « des Souris des hommes 2.1 »** qui a permis à des compagnies régionales de présenter leur projet de création à des professionnels (journée de visionnage en partenariat avec l'OARA) et au public.

3. 2012 : UN BUDGET D'AJUSTEMENT ET DE REEQUILIBRAGE

Le budget 2012 de l'EPCC poursuit deux objectifs principaux :

- **ajuster les lignes budgétaires de l'EPCC à la lumière de l'exécution du budget 2011**
- **rééquilibrer le ratio entre les charges de structure et les charges artistiques, au profit de ces dernières**
- **partager l'effort équitablement entre les financeurs.**

L'exécution du budget 2011 a fait apparaître une légère sous évaluation des frais de fonctionnement notamment due au fait d'avoir une activité et des salariés répartis sur 2 sites qui génère des frais de mise en réseau et de déplacement. En revanche, la masse salariale en 2012 sera en baisse de plus de 5% grâce au réajustement des postes mis à disposition.

Ainsi l'objectif est de faire baisser la part de la masse salariale de 41% à 37% du budget total quand les frais de fonctionnement représentent une part constante de 5%

La baisse globale des frais de structure largement bien en deçà des 50% révèle la volonté d'une évolution vertueuse du budget de l'EPCC, qui doit s'accompagner d'une montée en puissance progressive de l'activité artistique.

L'augmentation de l'activité artistique concerne deux secteurs prioritaires : Les laboratoires artistiques de territoire et l'Echappée Belle, à l'occasion de sa 20ème édition.

Les **Laboratoires artistiques de territoire, projet 2011-2013** ont bien débuté en 2011, mais de manière plus modeste que prévu. Ils verront leur premier projet d'envergure en septembre 2012 avec une commande faite à la compagnie de théâtre de rue Opéra Pagaï.

Le principe est d'inventer des aventures artistiques hors les murs, dans le but de toucher des personnes n'ayant pas ou peu de pratiques culturelles. En effet, la crise économique et sociétale que nous traversons est une formidable occasion pour repenser les relations qu'entretiennent l'art et la société, l'art et la ville. Il importe de reconnaître une place, mesurée certes, mais essentielle aux arts et à la culture, notamment comme facteur de bien-être, d'émancipation, d'enrichissement personnel, d'identité, de participation et d'échange. Cela permet de toucher des personnes qui ne fréquentent pas nos structures et de s'adresser directement aux habitants, quelles que soient les répercussions en terme de fréquentation. C'est à dire considérer les habitants non comme autant de consommateurs possibles mais comme des partenaires associés à une démarche artistique. Ainsi le processus de création devient un espace partagé, pour placer le citoyen en situation d'agir et non plus seulement de ressentir, de recevoir.

Les 20 ans de L'Echappée Belle seront l'occasion d'enrichir le festival par des « échappées » hors du parc de Fongravey en proposant des spectacles-parcours conçus pour des espaces naturels insolites choisis dans un rayon de 10km autour du Parc.

Ces parcours seront confiés à des compagnies régionales principalement et cofinancés par les partenaires du festival : Ville de Blanquefort, Conseil Général de Gironde, Région Aquitaine et CUB.

Quant au soutien de l'Etat, il est toujours aussi indispensable pour répondre à nos missions essentielles de soutien et d'accompagnement à la création, essentiel dans le contexte actuel de précarisation des artistes :

- confirmer et augmenter le soutien à la création et en consacrer une part à l'émergence artistique
- expérimenter de nouveaux modèles de rencontre et de partage entre les citoyens et les artistes

Concernant le cinéma, la crise économique nous a obligé également à observer la plus grande prudence sur la **politique tarifaire**, mais nous prévoyons néanmoins une augmentation des recettes, grâce à un temps de fermeture réduit à 3 semaines. L'investissement réalisé par la Ville de Blanquefort dans l'équipement en numérique de la salle en 2011 permet en effet une offre élargie de films, générée par une meilleure rotation des copies .

Avec une légère augmentation des recettes de spectacles et la recherche de partenariats actifs avec les structures et événements culturels du territoire (Le Cuvier, le TnBA, l'agora de Boulazac, l'OARA, l'Iddac, Novart, Eté des Jalles ...), l'objectif est de maintenir les recettes propres au delà de 20% et de les augmenter progressivement.

L'objectif de la fondation de l'EPCC LE CARRE-LES COLONNES était, entre autres, de consolider les financements et de garantir au projet une certaine pérennité en répondant aux incertitudes financières liées aux différents partenariats.

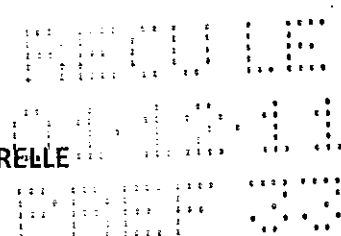
La création de l'EPCC a réellement été saluée comme une avancée positive et exemplaire de la part de nos partenaires et l'évolution budgétaire sur les premiers exercices montre à quel point seule la synergie et l'équité des soutiens permet à l'EP.C.C. LE CARRE-LES COLONNES un développement et une pérennité de son activité qui lui permet de remplir au mieux les missions qui lui ont été confiées et de contribuer ainsi tout autant au soutien à création artistique au niveau régional et national qu'à la démocratisation des pratiques culturelles sur le territoire métropolitain et girondin.

Fait à Saint-Médard-en-Jalles, le 8.11.2011

Pour expédition conforme,
Le Vice-Président, **Serge LAMAISSON**



DEPARTEMENT DE LA GIRONDE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE
LE CARRÉ-LES COLONNES



Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration de l'établissement public de coopération
culturelle Le Carré – Les Colonnes

Réunion du mardi 8 novembre -18H30

Le nombre de membres en exercice au conseil d'administration est de 24.

L'an deux mille onze, le 8 novembre à 18h30, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « Le Carré –Les Colonnes » s'est réuni aux Colonnes, à Blanquefort, sous la présidence de Serge LAMAISSON, sur une convocation en date du 28.10.2011

Étaient présents ou représentés, avec voix délibérative 19 membres :

Collège des membres fondateurs

Ville de Saint Médard-en-Jalles :

M. Serge LAMAISSON, Mme. Catherine FOURMY, Mme. Sylvie MOTZIG (pouvoir confié à Mme FOURMY), M. Stephan PELLETIER représenté par Mme GERASSIMOPOULOS, Mme Mélanie LAPLACE, M. Jacques SAINT GIRON.

Ville de Blanquefort :

Mme. Christiane DEPALLE, M. Michel SAINT-BOIS et M. Matthias SWIERZEWSKI, Jean-Louis BARIAT, suppléant de M.EDANT.

Collège des personnalités qualifiées

Monsieur le représentant de l'Etat, Mme Véronique DANIEL-SAUVAGE, directrice adjointe de la DRAC Aquitaine, accompagnée de M. Jean-René GIRARD
M. Joël Brouch, Directeur de l'OARA
Monsieur Alexandre PERAUD
Mme la Présidente de Gestes et Expression, Mme Hélène Dubourdieu
Monsieur le Président de l'ABC, représenté par Mme Sarrelongue
M. le représentant des usagers, M. Bruno Lallement
Mme la représentante des personnels, Mme Martine Jolibert
Mme la représentante des personnels, Mme Sophie Berlureau (pouvoir confié à Mme Martine Jolibert)
Mme la représentante des usagers, Nicole Gratacap

ABSENTS:

M. le représentant du Conseil régional d'Aquitaine, M. Gérard Boulanger - M. Vincent FELTESSE- M. Bernard CASES- M. Jean-Louis ALBENTOSA - Mme Danièle LAYRISSE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jacques Saint-Girons

LA SÉANCE EST OUVERTE

En vertu de la loi du 2 mars 1982 modifiée, le Président certifie que la présente délibération (et ses annexes) a été RECUE en Préfecture

RECUE
01.12.11
14h17

PUBLIEE à l'EPCC

Le Président

ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE
Le Carré – Les Colonnes

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N° 55 - 2011

Décision modificative N°2 du Budget Primitif 2011

EXPOSE

Le budget primitif voté lors de réunion du 14 mars 2011 appelle certaines modifications dans le cadre de l'exécution de ce budget 2011 de l'EPCC.

Les virements de crédits et les décisions modificatives en sections investissement et fonctionnement suivants vous sont proposés pour :

- décisions modificatives pour la prise en compte, notamment, de la refacturation et compensation de la Ville de Saint-Médard en Jalles pour l'exercice 2010.
- des opérations de virements internes également nécessaires aux activités.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Vu la loi n° 2002/6 du 4 janvier 2002 relative à la création des établissements publics de coopération culturelle,

Vu le décret n° 2002/1172 du 11 septembre 2002, relatif aux établissements publics de coopération culturelle, modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités,

Vu la loi n° 2006/723 du 22 juin 2006,

Vu les statuts de l'établissement public de coopération culturelle, adoptés par délibérations concordantes des communes de Blanquefort et de Saint Médard-en-Jalles, respectivement les 14 et 17 décembre 2009 et modifiés les 29 et 30 mars 2010

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 avril 2010, relatif à la création de l'EPCC, Le Carré – Les Colonnes

Vu les statuts de l'établissement public de coopération culturelle, adoptés par délibérations concordantes des communes de Blanquefort et de Saint Médard-en-Jalles, modifiés,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

* -les virements de crédits dépenses et recettes suivants :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Imputations	Libellé	Imputation d'origine	Imputations de destination
011	Prestations de services	-6000	
012	Masse salariale		+6000
651	Redevances-brevets/droits d'auteurs (cinéma)	-1200	
011/6241	Frais de port (Transports de film cinéma)		500
011/6238	Publicité-impression (cinéma)		300
011/6156	Maintenance (cinéma)		400
Total		-7 200	+7 200

SECTION D'INVESTISSEMENT

Imputations dépenses	Libellé	Imputation d'origine	Imputations de destination
20	Immobilisations incorporelles (ensemble téléphone PABX)	-3000	
21	Immobilisations corporelles (ensemble téléphone PABX)		+3000
Total		-3 000	+3 000

*-les décisions modificatives suivantes :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Imputations	Libellé	Dépenses	Recettes
6713	Dons et legs (versement 100 e fondation lutte contre le cancer)	100	
011/6358	Autres droits	-100	
011/6137	Redevance à la Ville de Saint-Médard-en-Jalles du 01/11 au 31/12/2010	23765.60	
7474	Subvention Ville de Saint-Médard-en-Jalles		23765.60
011/621	Remboursement personnel MAD Ville de Saint-Médard-en-Jalles du 01/09 au 31/12/2010	90289,46	
7474	Subvention Ville de Saint-Médard-en-Jalles		90289,46
Total		114 055,60	114 055,60

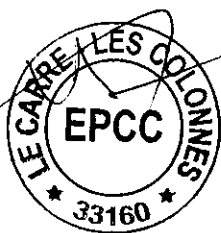
Mises aux voix,

Les propositions ci-dessus sont adoptées à l'unanimité

Fait et délibéré à Saint-Médard-en-Jalles, le 08 novembre 2011

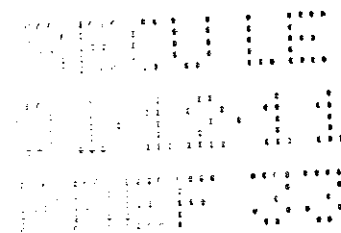
Pour expédition conforme,

Le Vice-Président, **Serge LAMAISON**



PUBLIEE à l'EPCC

Le Président



ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE
Le Carré – Les Colonnnes

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N° 56-2011
Conventions

EXPOSE

Les relations de collaboration entre l'EPCC LE CARRE-LES COLONNES et les VILLES ont fait l'objet de conventions qui concernent

- d'une part le cadre général de la collaboration entre les villes et l'EPCC LE CARRE-LES COLONNES,
- d'autre part la question spécifique de la mise à disposition des bâtiments.

La convention d'utilisation du domaine public traite de la mise à disposition par les Villes de Saint-Médard en Jalles et de Blanquefort des espaces qui sont dévolus à l'activité et aux missions de l'EPCC LE CARRE-LES COLONNES au sein du Carré des Jalles et des Colonnnes. Les conventions ont été adoptées en assemblée délibérante en novembre 2010, pour une durée d'un an renouvelable avec la Ville de Saint-Médard et de 3 ans avec la Ville de Blanquefort.

La convention avec la Ville de Saint-Médard-en-Jalles précise

- la désignation des espaces au sein du Carré des Jalles dont dispose l'EPCC LE CARRE-LES COLONNES,
- les conditions de mise à disposition,
- les relations relatives au personnel technique, à la sécurité et à l'entretien des locaux,
- la responsabilité et les assurances engagées dans le cadre de la mise à disposition.

Une annexe à cette convention précise les modalités de fonctionnement entre la ville de Saint-Médard-en-Jalles et l'EPCC LE CARRE-LES COLONNES au sujet de l'accueil au sein des espaces du Carré des Jalles de projets qui ne sont pas portés par l'EPCC LE CARRE-LES COLONNES.

Suite à une première année d'expérience, il semble opportun d'apporter certains ajustements au contenu de la convention. Le Conseil Municipal de Saint-Médard-en-Jalles a validé le 28 septembre le renouvellement de cette convention en tenant compte des conclusions tirées suite à cette première année de collaboration.

Il vous est ainsi proposé, Mesdames, Messieurs :

- d'approuver les propositions de modification de la convention d'utilisation du domaine public relative au Carré des Jalles, dont le terme (novembre 2013) coïncidera avec le terme de la convention d'utilisation du domaine public relative aux Colonnnes de Blanquefort.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- Vu la loi n° 2002/6 du 4 janvier 2002 relative à la création des établissements publics de coopération culturelle,
- Vu le décret n° 2002/1172 du 11 septembre 2002, relatif aux établissements publics de coopération culturelle, modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités,

- Vu la loi n° 2006/723 du 22 juin 2006,
- Vu les statuts de l'établissement public de coopération culturelle, adoptés par délibérations concordantes des communes de Blanquefort et de Saint Médard-en-Jalles, respectivement les 14 et 17 décembre 2009 et modifiés les 29 et 30 mars 2010 puis les 7 et 16 février 2011,
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 avril 2010, relatif à la création de l'EPCC, Le Carré – Les Colonnes,

Et après en avoir délibéré,

- **Adopte** les propositions de modification de la convention d'utilisation du domaine public.
- **Autorise** La Directrice, à signer le renouvellement de la convention d'utilisation du domaine public entre la Ville de Saint Médard en Jalles et l'EPCC Le Carré – Les Colonnes.

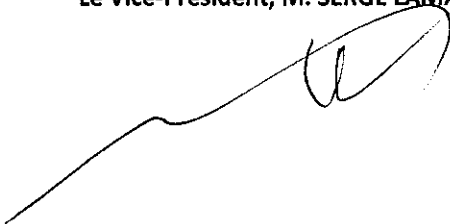
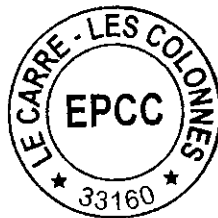
Mises aux voix,

Les propositions ci-dessus sont adoptées l'unanimité.

Fait et délibéré à Saint-Médard-en-Jalles, le 08.11.2011

Pour expédition conforme,

Le Vice-Président, M. SERGE LAMAISSON

CONVENTION PORTANT UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC

RECUEIL
01.12.11
PRÉF 33

ENTRE

La commune de Saint-Médard en Jalles
Sise à l'Hôtel de Ville
CS 60022
33167 Saint-Médard en Jalles cedex
Représentée par son maire en exercice, M. Serge Lamaison

Ci-après dénommée « la Commune »

Et

L'établissement public de coopération culturelle (EPCC) Le Carré – Les Colonnes
Établissement public à caractère industriel et commercial
Dont le siège social est sis Place de la République – 33160 Saint-Médard en Jalles
Représentée par Sylvie Violan, en sa qualité de Directrice

Ci-après dénommée « l'EPCC »

Ensemble ci-après dénommé « les Parties »

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :

L'EPCC Le Carré – Les Colonnes (ci-après l'EPCC) a été créé sur une initiative conjointe des communes de Saint-Médard en Jalles et de Blanquefort afin de porter un projet culturel commun, conformément aux missions de service public dévolues à l'EPCC.

La Ville de Saint Médard en Jalles entend donner les moyens nécessaires à l'EPCC pour mettre en oeuvre le projet culturel et artistique pour la mise en oeuvre duquel il a été créé et qui figure dans ses statuts.

En effet, l'Epcc « le Carré-Les Colonnes » a une mission d'intérêt général, artistique et culturelle. L'établissement participe au développement culturel en vue notamment :

- d'assurer l'exploitation, la gestion et l'animation des équipements culturels qui lui sont confiés
- mettre en oeuvre une programmation pluridisciplinaire, représentative des arts vivants contemporains, respectueuse de la diversité des expressions et des cultures, des registres et des formes, en matière de spectacle vivant ou d'autres formes artistique
- de favoriser l'intérêt à l'égard de la création artistique, en favorisant de nouveaux comportements, dans le souci de renouvellement et de développement des publics et de développer les actions d'éducation artistique et culturelle
- de contribuer au renforcement de la création en s'engageant dans la production et/ou la coproduction de spectacles ou d'autres formes artistiques
- de favoriser la présence artistique par des résidences, compagnonnages, associations d'artistes
- de participer dans l'agglomération bordelaise, et sur son territoire, au développement culturel local et national en tissant des partenariats avec les acteurs locaux, les équipements culturels, relais d'éducation, de sensibilisation et équipes artistiques

- de rayonner sur le territoire national, notamment par son implication dans les réseaux professionnels, et d'entretenir une ouverture européenne et/ou internationale de ses sites et prendre une part active dans l'organisation de la réflexion autour des problématiques artistiques, techniques ou culturelles ouverts à tous les professionnels en lien avec les missions de l'établissement.

Pour ce faire, il doit disposer des équipements constituant le support de ses missions.

Dans ce contexte, la commune de Saint-Médard en Jalles (ci-après la Commune) met à disposition de l'EPCC un ensemble immobilier dénommé le Carré des Jalles (également dénommé ci-après l'équipement ou le domaine public) dont l'usage de certaines salles lui sont consenties de manière permanente et prioritaire, selon les conditions définies dans la présente convention, et pour la mise en oeuvre du projet ci-dessus mentionné.

La Commune met également à disposition de l'EPCC l'ensemble des biens meubles situés dans le Carré des Jalles.

Conformément au projet culturel municipal, les salles du Carré des Jalles pourront également être utilisées pour d'autres projets que ceux portés par l'EPCC, dans les conditions définies par la présente convention.

Modification Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles la Commune met à disposition de l'EPCC le Carré des Jalles pour l'exécution de ses missions de service public, ce tout en s'en réservant un droit de jouissance.

Elle fixe par ailleurs les conditions et modalités selon lesquelles les équipes techniques de l'EPCC interviennent dans la conduite des actions portées et / ou autorisées par la Commune.

La présente convention détermine plus précisément les droits et obligations réciproques des parties, notamment celles relatives à l'entretien des locaux.

L'EPCC dispose des espaces du Carré des Jalles pour la mise en oeuvre de son projet culturel et artistique, selon usage partagé avec la Commune et conformément aux conditions stipulées aux articles ci-après.

Article 2 : DESIGNATION DES LOCAUX ET ETAT DES LIEUX

1. Désignation des lieux

Les locaux et désignés au titre de la présente convention sont situés Place de la République à Saint-Médard en Jalles (33160).

Cet ensemble immobilier comprend :

- Deux salles de spectacles dont une accueille partiellement une activité cinématographique
- Deux salles de cinéma
- Une salle d'exposition
- Une médiathèque ;
- Des locaux dits d'activités dont ceux mis à disposition d'associations
- Les locaux de l'école municipale de musique et de danse
- Les loges
- Le bar du carré
- Divers locaux techniques, annexes, le hall, les circulations
- Des locaux administratifs
- Un accueil billetterie

L'EPCC utilise les locaux nécessaires à l'accomplissement de ses missions. Ces locaux sont :

- Deux salles de spectacles dont une exploitée également par un cinéma,
- Une salle d'exposition
- Les loges
- Divers locaux techniques, annexes, le hall, les circulations
- 2 salles de cinéma (salle 2 et 3) à titre accessoire et non prioritaire, avec accord de l'exploitant
- Des locaux administratifs
- Un accueil billetterie
-

Sous réserve des autorisations éventuellement consenties au titre des présentes, les éventuels changements dans l'utilisation par l'EPCC des espaces ci-dessus mentionnés devront faire l'objet d'une concertation avec la Commune.

En tout état de cause, l'EPCC ne saurait être autorisé à réaliser des travaux affectant la structure du Carré des Jalles.

L'EPCC reconnaît expressément qu'il ne peut en aucun cas se prévaloir des règles relatives à la propriété commerciale et du statut des baux commerciaux. Il est ainsi précisé que l'autorisation d'occuper le domaine public, conférée par la présente convention, est consentie à titre précaire et révocable.

2. État des lieux

L'EPCC utilise les lieux dans l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance, selon le calendrier défini ci-après, sans pouvoir exiger aucune réduction de redevance, aucune réfection, remise en état, adjonction d'équipement supplémentaire ou travaux quelconques, même s'ils avaient été rendus nécessaires par suite d'erreur, de défaut de conformité ou d'inadaptation des locaux à l'activité envisagée.

Un état des lieux contradictoire est réalisé sur place dès après la signature de la présente convention. Il sera actualisé chaque année à l'occasion du renouvellement de la présente convention.

La liste des biens meubles mis à disposition et appartenant à la Commune fera l'objet d'un inventaire qui sera joint à la présente convention.

Au terme de la présente convention, et dans l'hypothèse d'une non reconduction, il est contradictoirement dressé en deux exemplaires un état des lieux de sortie.

L'établissement de tout état des lieux s'effectue en présence de représentants dûment désignés par les parties.

Article 3 : CONDITIONS RELATIVES A L'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC

1. Conditions générales

Les espaces utilisés par l'EPCC peuvent l'être également pour les besoins de la Commune selon les modalités définies en annexe à la présente convention.

L'autorisation d'utilisation du domaine public est consentie à l'EPCC exclusivement pour l'exercice des missions découlant de son objet statutaire.

De manière générale, l'EPCC doit se conformer aux lois et règlements en vigueur dans les espaces utilisés et notamment à la réglementation concernant la sécurité et l'hygiène des locaux et des établissements recevant du public dont il répond en tout point de manière à ce que la responsabilité de la Commune ne puisse pas être recherchée.

L'EPCC est tenu de maintenir une activité régulière dans les locaux mis à sa disposition en application du calendrier mentionné à l'article 3.2 ci-avant, sauf cas de force majeure.

Conformément au principe fixé au premier alinéa de l'article 3.2 ci-avant, les Parties reconnaissent expressément que la Commune peut utiliser le Carré des Jalles pendant les périodes au cours desquelles cet équipement devait être utilisé par l'EPCC.

Dans ce cas néanmoins, une utilisation par la Commune ne peut se faire que sous réserve d'une information préalable de l'EPCC.

2. Caractère personnel

La présente convention n'a d'effet qu'entre les parties.

L'EPCC ne peut donc, sous une forme quelconque, sous-traiter, céder, transférer, sous-louer ou apporter à un ou des tiers, tout ou partie des droits qu'il tient de la présente convention.

Ce faisant, et après accord exprès et préalable de la Commune, l'EPCC peut être autorisé à consentir à des tiers des autorisations d'occupation du domaine public.

3. Propriété commerciale et droits réels

La présente convention portant utilisation du domaine public ne peut ouvrir, au bénéfice de l'EPCC, de droit quelconque au bénéfice de la législation sur la propriété commerciale. Ainsi :

- la convention ne confère à l'EPCC aucun droit à la propriété commerciale, ni à une indemnité d'éviction,
- les usages et pratiques liés à l'exercice d'une activité commerciale ne peuvent être valablement opposés à la Commune. Le contrat ne donne en particulier à l'EPCC aucun droit au maintien dans les lieux après cessation ou retrait pour quelque cause que ce soit.

L'autorisation d'occuper le domaine public n'est pas constitutive de droits réels au sens des articles L. 1311-5 à L. 1311-8 du code général des collectivités territoriales. De même, elle ne constitue pas un bail emphytéotique administratif au sens des articles L. 1311-2 à L. 1311-4-1 de ce même code.

4. Propriété des biens meubles et immeubles

Les biens meubles et immeubles compris dans l'assiette foncière du Carré des Jalles sont la propriété pleine et exclusive de la Commune, à l'exception des achats effectués par l'EPCC.

Cette propriété ne peut pas être transférée à l'EPCC, sauf accord exprès et préalable de la Commune.

Article 4 : PERSONNEL TECHNIQUE, CHARGES ET CONDITIONS D'ENTRETIEN

Les Parties conviennent de ce que la coordination technique de l'entretien de l'ensemble des espaces du Carré des Jalles, décrits à l'article 2 ci-dessus, incombe au responsable unique de sécurité pendant toute la durée de la présente convention et quelle que soit l'identité de l'utilisateur. Dans le cadre de cette convention, le directeur technique de l'EPCC assurera cette fonction.

Il convient aussi de définir la répartition des dépenses afférentes à la gestion de l'équipement compte tenu du fait que les comptages de fluides et de nombreuses charges ne sont pas individualisés au sein du bâtiment et que certains équipements sont à usage commun.

1. Personnel technique permanent

Afin d'assurer la coordination technique du Carré des Jalles, l'EPCC mobilise son personnel technique permanent, et notamment son Directeur technique.

Ce personnel intervient sous l'autorité du Directeur de l'établissement et ne saurait être considéré comme du personnel communal.

Le personnel technique permanent intervient également dans le cadre des activités exploitées, directement par la Commune ou celles des structures autorisées par cette dernière (i.e. régie technique, sécurité, logistique...)

La mobilisation du personnel technique permanent ci-dessus mentionné ne donne lieu à aucun remboursement de la part de la Commune, sauf accord préalable contraire des Parties. Elle est organisée dans le respect d'un volume horaire tel que précisé dans l'annexe 1.

Le personnel logistique et sécurité est mobilisé pour l'ensemble des activités du bâtiment, quel que soit l'organisateur, dans la limite de ses horaires de travail annuel.

2. Charges

2-a : Répartition des charges

Les charges sont réparties entre la commune et l'EPCC, selon le tableau suivant :

Fonctionnement		Répartition prises en charge			
		Clé de répartition (part du coût total pour le bâtiment du Carré)	Payé par la Ville et valorisé	Transféré à l'EPCC et compensé dans la subvention de fonct.	Nouveaux frais compensés dans la subvention de fonct.
LOGISTIQUE	Affranchissement			x	
	Divers			x	
	Documentation (abonnements)			x	
	Entretien ménager (entreprise)	12,5%	x		
	Fournitures administratives			x	
	Mobilier		x	x	
	Papier (A4)			x	
	Poubelles CUB	25%	x		
	Photocopie		x		
	Produits ménagers	25%	x		
	Téléphone fixe **	60%	X		x
	Téléphone mobile **		X		
	Transports			x	
INFORMATIQUE	Amortissement matériel informatique				x
	Consommables informatique			x	x
	Maintenance SimpleClic			x	
	Maintenance réseau				x
DRH	Formation			x	
	Frais de déplacement			x	
	Matériel hygiène et sécurité			x	
	Prestations administratives / externalisation paye				x
FINANCES	Adhésions			x	
	Divers- dotation aux amortissements				x
	Assurances				x
	Impôts		x		
	Redevance				x
	Prestations administratives (services centraux)				x
COM	Impression			x	
TECHNIQUES	Bâtiment	12,5%	x		
	Contrats maintenance (total)	12,5%	x		
	Dont				
	Contrats sécurité				
	Contrats P1- P2-P3 Chauffage				
	Divers				
	Eau				
	Electricité				
	Fluides (total)	25%	x		
	Petites réparations	25%		x	
	Carburant Véhicules			x	
	Minibus			x	

** jusqu'au 31.12.2011

Remarques :

1. La commune souscrit les contrats nécessaires à la fourniture des fluides, eau, chauffage, électricité, et à l'entretien ménager et assure le paiement de la globalité de ces dépenses. L'EPCC rembourse à la commune, une quote-part de ces charges, en fonction de la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-dessus.

Pour le chauffage; la règle du prorata ci-dessus définie, ne concerne que le P1 (consommation) et P2 (maintenance et petit entretien). Le P3 (gros entretien et réparation) reste à la charge de la commune et n'est pas facturé à l'EPCC.

2. L'EPCC assume directement les charges et souscrit en son nom les contrats et les abonnements nécessaires à l'exercice de ses activités propres.

L'EPCC devra veiller à ce que les installations soient conformes à la législation et aux réglementations en vigueur.

La commune établit un état trimestriel des charges à payer.

Cet état est établi sur la base des dépenses réelles supportées par la commune dans l'exercice concerné. Il est accompagné de tout justificatif demandé par l'EPCC (factures notamment).

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

2-b : impôts et taxes

La Commune, propriétaire des lieux, réglera tous les impôts et taxes affectés à l'immeuble, existants ou qui seraient créés, et en demandera le remboursement annuel à l'EPCC au prorata des surfaces qu'il utilise pour son activité propre.

Celui-ci s'engage pour sa part à régler tous les impôts, taxes et redevances dont il sera redevable en raison de ses activités.

3. Travaux d'intérêt public réalisés par la Commune

L'EPCC accepte sans y apporter aucun obstacle, tous les travaux d'intérêt public, qui deviendraient nécessaires tant aux abords du Carré des Jalles qu'à l'intérieur, mis en oeuvre à l'initiative de la Commune, sans pouvoir réclamer aucune indemnité ni réduction du montant de la redevance.

En pareil cas, un calendrier prévisionnel des travaux est adressé à l'EPCC dans un délai raisonnable.

Article 5 : CONDITIONS D'EXPLOITATION DE L'ACTIVITE DE L'OCCUPANT

L'EPCC développera les activités correspondant à son objet social. Le développement de toute autre activité fait l'objet d'une concertation avec la Commune.

1. Horaires d'ouverture

Les horaires d'ouverture sont conjointement définis et convenus par les Parties.

Ils peuvent être modifiés à l'initiative de la Commune dans le cas où celle-ci souhaiterait organiser un événement spécifique ou disposer du Carré des Jalles pour faire face à un besoin imprévu.

2. Contrôles

La Commune peut diligenter tout contrôle lui permettant de s'assurer que l'EPCC respecte bien l'ensemble des conditions fixées par la présente convention.

Si à cette occasion, elle constate un manquement, elle pourra faire application des clauses relatives à la résiliation pour faute ci-dessous.

Article 6 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE ET LICENCE D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLES

L'EPCC s'engage à respecter les conditions de sécurité liées à l'exercice de son activité.

Il se conforme à toutes les dispositions légales et réglementaires, instructions et consignes régissant les établissements recevant du public. A ce titre, il s'interdit notamment de faire usage de tout gaz ou de tout produit inflammable dont l'utilisation serait interdite par le règlement de sécurité.

Il se conforme aux instructions et directives de la Préfecture et des autres autorités compétentes en matière de sécurité.

1. Mesures de sécurité

Chacune des Parties déclare connaître les textes, règlements et consignes de sécurité en vigueur sur le site du Carré des Jalles. Elles sont tenues de les respecter et de les faire respecter par leur personnel.

A ce titre, l'EPCC s'engage à respecter les consignes et les règles générales de sécurité, notamment :

- respecter l'effectif maximum autorisé et veiller à ce que les effectifs admis soient compatibles avec la largeur et le nombre des issues dont disposent les locaux ;
- assurer le maintien en état de service et en lieux et places des extincteurs et de tout autre équipement de sécurité ; en cas de dysfonctionnement, prévenir immédiatement le responsable unique de sécurité du site ;
- veiller à l'affichage des plans d'évacuation et des consignes de sécurité ;
- veiller au libre accès à toutes les sorties et aux issues de secours des locaux, au bon dégagement de tous les accès et circulations, ne jamais gêner l'évacuation du public par la disposition de mobilier (tables, chaises) ;
- ne pas entreposer de matières dangereuses ;
- participer aux Commissions départementales de sécurité, à la demande du responsable unique de sécurité du site,
- avertir le responsable unique de sécurité du site de tout problème de fonctionnement lié à l'état des locaux.

Dans tous les cas l'EPCC doit se conformer aux règles s'appliquant aux ERP de type L.

2. Hygiène

L'EPCC est tenu de respecter l'ensemble des règles d'hygiène applicables dans le cadre de l'exercice de son activité.

A l'issue de tout contrôle éventuellement réalisé par les autorités compétentes, il s'engage à communiquer à la Commune tout procès-verbal ou compte-rendu de visite.

La Commune peut, de sa propre initiative, mandater toute personne de son choix afin d'examiner le niveau d'hygiène des locaux concernés.

3. Licence d'entrepreneur de spectacles

Conformément à la législation applicable, chacune des Parties doit, en ce qui la concerne posséder la ou les licence(s) d'entrepreneur de spectacles nécessaire(s) à l'exercice de ses activités.

La licence de première catégorie est détenue par la directrice de l'EPCC pour l'ensemble du bâtiment et des activités qui s'y déroulent.

Article 7 : CONDITIONS ET MODALITES FINANCIERES

1. Redevance

En contrepartie de la présente autorisation d'utilisation des espaces du Carré des Jallès et des avantages qui y sont attachés, l'EPCC verse à la Commune une redevance annuelle forfaitaire de 5000 euros HT, majorée du taux de TVA en vigueur. Cette somme peut être révisée à l'initiative de la Commune, dans le respect de l'équilibre financier de la présente convention.

2. Refacturation des fluides et autres frais

La Commune fournit à l'EPCC diverses prestations telles que détaillées à l'article 4. Le montant du remboursement de ces frais est distinct de la redevance.

3. Modalités de paiement

La redevance est payable d'avance et annuellement, conformément à l'article L2125-4 du code général de la propriété des personnes publiques. La refacturation des charges sera réglée au vu de l'état récapitulatif établi par la commune au terme de l'année civile. L'EPCC se libèrera de son paiement avant le 31 mars de l'année suivante.

Article 8 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

1. Responsabilité

L'EPCC est responsable de tout accident ou dommage pouvant survenir à l'occasion de l'exercice de son activité, et ce sans que la Commune ne puisse aucunement être mise en cause à quelque titre que ce soit.

L'EPCC doit informer immédiatement la Commune de tout sinistre ou dégradation qui surviendrait dans les espaces utilisés ou de tout événement de nature à entraîner une dégradation ou un dommage même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, faire toute déclaration de sinistre nécessaire et en justifier sans délai auprès de la Commune.

2. Assurances

Le cas échéant, et pour couvrir les diverses responsabilités qu'il pourrait encourir, l'EPCC doit contracter, avant de commencer son activité, auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables et bénéficiant de l'agrément du Ministère de l'Economie et des Finances, tout contrat d'assurance.

Une copie des polices d'assurance souscrites est transmise à la Commune dans les meilleurs délais suivant la conclusion de la présente convention.

3. Autres utilisateurs

Pour les utilisations de l'espace par d'autres utilisateurs que l'EPCC, la Commune fera son affaire des questions d'assurance et de responsabilité, via sa propre couverture, ou via celle des tiers, le cas échéant.

Article 9 : PUBLICITE ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

1. L'EPCC assure à ses frais exclusifs et par tous moyens de son choix la promotion de ses activités. Il met tout en œuvre pour que cette promotion soit en harmonie avec la politique culturelle propre de la Commune.

2. L'utilisation des espaces mis à la disposition de l'EPCC se fait, le cas échéant, sous son nom commercial, son enseigne, sa marque, après autorisation préalable et expresse de la Commune sur les modalités d'accrochage et de présentation.

Les éléments incorporels, tels que les nom commercial, enseigne, marque ou tout autre signe distinctif de l'EPCC, sont et demeurent sa pleine propriété. Ce dernier garantit la Commune contre tout recours, action et/ou éviction et condamnation qui pourrait être fondé sur une revendication relative à des droits de propriété intellectuelle.

L'EPCC fait son affaire du paiement des charges et des droits d'auteurs éventuels afférents à l'exercice de son activité, et ce, de manière à ce que la Commune ne soit jamais inquiétée à ce sujet. Il garantit la Commune contre tout recours, action, éviction, et/ou condamnation qui pourrait être fondé sur une revendication relative à des droits de propriété intellectuelle.

Article 10: DUREE

La présente convention prend effet à compter du 1er novembre 2011. Elle est conclue pour une durée de deux ans sauf dénonciation avant la date anniversaire par une des deux parties.

Des rencontres régulières d'évaluation et d'ajustement seront organisées entre les deux parties.

L'EPCC n'acquiert à aucun moment un droit au maintien dans les lieux et ne peut pas prétendre à une indemnité au terme de la présente convention.

Article 11 : RESILIATION

1. Résiliation pour motif d'intérêt général

La présente convention peut être résiliée par la Commune lorsqu'il existe un motif d'intérêt général le justifiant.

Dans ce cas, la Commune notifie à l'EPCC les motifs fondant la résiliation, cette dernière ne pouvant prendre effet au plus tôt que dans les trente (30) jours suivant sa notification.

2. Résiliation consécutive à une impossibilité d'exploitation

La présente convention est résiliée de plein droit et avec effet immédiat dans tous les cas où l'EPCC se trouve dans l'impossibilité objective de poursuivre son activité.

Sont notamment visées les hypothèses suivantes :

- dissolution de l'EPCC ;
- destruction des espaces utilisés rendant impossible la poursuite de l'activité.

En pareille situation, l'EPCC reconnaît ne bénéficier d'aucun droit au versement d'une indemnité.

3. Résiliation pour faute de l'EPCC

En cas de manquement grave aux stipulations de la présente convention imputable à l'EPCC, la Commune est fondée à en prononcer la résiliation pour faute.

Dans ce cas, la Commune notifie à l'EPCC, par lettre recommandée avec avis de réception, les manquements qui lui sont imputables. L'EPCC dispose, à compter de cette notification, d'un délai d'un mois pour apporter, par lettre recommandée avec avis de réception, toutes les justifications qu'il considère utiles. Le silence gardé pendant ce délai est réputé valoir acquiescement de sa part.

A l'expiration d'un délai de 3 mois suivant la notification de la réponse de l'EPCC ou l'expiration du délai d'un mois ci-dessus mentionné, la résiliation devient effective si les éléments avancés par l'EPCC, lorsqu'ils ont été communiqués à la Commune, ne s'avèrent pas pertinents.

La résiliation pour faute n'ouvre aucun droit à indemnité au bénéfice de l'EPCC.

Article 12 : RESTITUTION DES LOCAUX

A l'expiration de la présente convention ou en cas de résiliation quelle qu'en soit la cause, l'EPCC est tenu au respect des dispositions suivantes :

- un état des lieux comme prévu à l'article 2.2 doit être établi. Cet état des lieux donne lieu à la réalisation d'un inventaire des biens propres de l'EPCC ;
- l'EPCC doit quitter les lieux après avoir restitué les clés à la date prévue à l'article 3 ci-dessus ou de la résiliation, faute de quoi il encourra une pénalité de retard de 150 euros par jour de retard et son expulsion pourra être ordonnée par décision de justice, sans préjudice de dommages intérêts ;
- toutes les clés des locaux doivent être remises à la Commune ou à son représentant dûment habilité, à l'exclusion de toute autre personne ;
- les locaux doivent être vidés de tous meubles et objets, appartenant à l'EPCC et nettoyés ;
- le cas échéant, l'EPCC est tenu de remettre à ses frais les lieux en l'état. En cas de non respect par l'EPCC de cette obligation, la Commune est fondée à faire usage de toutes voies de droit pour procéder à la remise en état des lieux dans leur état primitif aux frais de l'EPCC.

Article 13 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges susceptibles de s'élever relativement à la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Saint-Médard en Jalles en deux (2) exemplaires originaux de douze (12) pages,

Le.

Pour la Commune

Pour l'EPCC le Carré / Les Colonnes

Monsieur Lamaison
Maire

Directeur

Introduction

La commune conserve un droit de jouissance total sur l'ensemble des équipements mis à disposition de l'EPCC. L'utilisation des espaces du Carré des Jalles par les deux parties est toutefois organisée sur le mode de la concertation.

La présente annexe a pour objet la détermination d'une procédure de fonctionnement.

Cette organisation est convenue de façon à faciliter l'inscription du projet artistique et culturel porté par l'EPCC et l'ensemble des projets portés par la Commune ou d'autres porteurs de projets au sein d'un espace partagé.

Afin de suivre la mise en oeuvre de cette organisation, d'en évaluer le fonctionnement et de préparer son éventuelle évolution, des réunions mensuelles seront organisées entre les représentants de l'EPCC et les représentants de la Commune. Ces réunions permettent de garantir la souplesse d'utilisation des locaux.

1. Mise en place du calendrier des activités

Les espaces utilisés par l'EPCC peuvent l'être également pour les besoins de la Commune, conformément à un calendrier conjointement élaboré pour des périodes allant du 1er septembre au 31 août.

Si les dates d'utilisation souhaitées par la Commune pour ses propres besoins (manifestations, évènementiels, protocoles...) sont connues de façon précise au mois d'octobre qui précède la saison suivante, ces dates seront réservées prioritairement au profit de la Commune.

L'EPCC fixe ensuite son calendrier d'utilisation des espaces pour la mise en oeuvre de son projet artistique et culturel. L'EPCC communique son programme d'activité au mois de mai.

Les demandes des tiers (associations, scolaires, entreprises...) doivent être formulées avant le mois de mai pour la saison suivante. Les confirmations positives et négatives à ces demandes seront faites aux porteurs de projets suite à la communication par l'EPCC de son programme d'activités.

Une fois ce calendrier élaboré, l'inscription d'évènements supplémentaires sera convenue entre les deux parties à l'occasion des réunions mensuelles prévues entre l'EPCC et la Commune.

2. Utilisation des espaces du Carré par des tiers : procédure

Les tiers formulent leur demande d'utilisation des espaces du Carré des Jalles par courrier à l'attention de l' élu(e) à la culture.

Un guichet unique est mis en place. Les courriers sont adressés à la direction de l'animation, culture, vie associative et jeunesse.

Après acceptation de la demande par l' élu(e), celle-ci est transmise en copie à l'EPCC qui confirme la disponibilité des espaces demandés.

Un rendez-vous est ensuite organisé avec le directeur technique du Carré des Jalles pour préciser les besoins de l'utilisateur. Le directeur technique et la direction de la culture de la Commune élaborent une estimation financière de l'utilisation de l'espace : personnel de sécurité, besoins en matériel (non disponible au sein de l'équipement), et le cas échéant, besoins en personnel technique complémentaires à l'équipe de l'EPCC.

Les réunions périodiques entre l'EPCC et la Commune permettent de valider les demandes dans le respect des missions culturelles de l'espace du Carré des Jalles, de convenir d'éventuelles réunions complémentaires de travail avec les utilisateurs concernés et d'anticiper sur les demandes à venir.

Les demandes formulées par des tiers sont confirmées selon les modalités prévues à l'art. 1.

3. Prises en charge

Les évaluations financières, techniques et de sécurité des utilisations de l'espace autres que celle de l'EPCC sont conjointement élaborées par le directeur technique du Carré des Jalles et la direction de la culture de la Commune.

L'équipe de l'EPCC se charge de la tenue d'un planning d'occupation des locaux partagé avec la direction de l'animation, culture, vie associative et jeunesse de la Commune, ainsi que du planning lié à la sécurité du bâtiment.

La Commune pourra, après accord, rembourser à l'EPCC les frais engagés au titre de prestations qui se seraient avérées nécessaires, lors de l'utilisation des espaces par des tiers.

La Commune fera son affaire des autres frais engagés lors de l'utilisation des espaces par elle-même ou par des tiers.

L'équipe technique permanente de l'EPCC conserve une mission d'accompagnement des projets qui ont lieu au sein du Carré des Jalles et qui ne sont pas directement organisés par l'EPCC. Le temps consacré à cette mission est entendu en référence aux documents d'analyse de la gestion des espaces, hors saison culturelle portée par l'EPCC, élaborés pour les années 2007 et 2008.

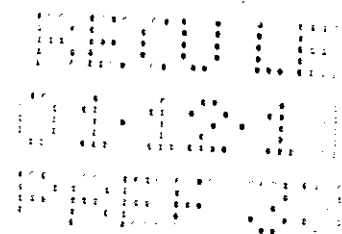
Soit :

- une implication systématique du directeur technique ou de son représentant pour la préparation des utilisations
- une implication de l'équipe technique permanente pour ses missions de sécurité
- une utilisation des espaces et un temps d'implication technique de l'équipe de l'EPCC selon le tableau ci-dessous :

	2007			2008		
	Temps d'occupation pour les événements (en heures)	%	Temps passé par le personnel technique permanent (en heures) *	Temps d'occupation pour les événements (en heures)	%	Temps passé par le personnel technique permanent (en heures) *
Associations	464	19	62	673	25	31
Aux arts !	438	18	123	472	17,5	173
Scolaires	134	6	104	119	4	1
Institutions	66	2	0	446	16,5	10
Privés	29	1	10	136	5	31
Evènements municipaux	1289	54	101	861	32	152
Total	2420	100	400	2707	100	398

* ce temps inclut les périodes de logistique, de montage, d'exploitation et de démontage nécessaires pour chaque projet, hors rendez-vous préparatoires dont le volume n'est pas comptabilisé dans le présent tableau.

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE
LE CARRÉ-LES COLONNES



Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration de l'établissement public de coopération
culturelle Le Carré – Les Colonnes

Réunion du mardi 8 novembre -18H30

Le nombre de membres en exercice au conseil d'administration est de 24.

L'an deux mille onze, le 8 novembre à 18h30, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « Le Carré –Les Colonnes » s'est réuni aux Colonnes, à Blanquefort, sous la présidence de Serge LAMAISSON, sur une convocation en date du 28.10.2011

Étaient présents ou représentés, avec voix délibérative 19 membres :

Collège des membres fondateurs

Ville de Saint Médard-en-Jalles :

M. Serge LAMAISSON, Mme. Catherine FOURMY, Mme. Sylvie MOTZIG (pouvoir confié à Mme FOURMY), M. Stephan PELLETIER représenté par Mme GERASSIMOPOULOS, Mme Mélanie LAPLACE, M. Jacques SAINT GIRONS.

Ville de Blanquefort :

Mme. Christiane DEPALLE, M. Michel SAINT-BOIS et M. Matthias SWIERZEWSKI, Jean-Louis BARIAT, suppléant de M.EDANT.

Collège des personnalités qualifiées

Monsieur le représentant de l'Etat, Mme Véronique DANIEL-SAUVAGE, directrice adjointe de la DRAC Aquitaine, accompagnée de M. Jean-René GIRARD
M. Joël Brouch, Directeur de l'OARA
Monsieur Alexandre PERAUD
Mme la Présidente de Gestes et Expression, Mme Hélène Dubourdieu
Monsieur le Président de l'ABC, représenté par Mme Sarrelongue
M. le représentant des usagers, M. Bruno Lallement
Mme la représentante des personnels, Mme Martine Jolibert
Mme la représentante des personnels, Mme Sophie Berlureau (pouvoir confié à Mme Martine Jolibert)
Mme la représentante des usagers, Nicole Gratacap

ABSENTS:

M. le représentant du Conseil régional d'Aquitaine, M. Gérard Boulanger - M. Vincent FELTESSE- M. Bernard CASES- M. Jean-Louis ALBENTOSA - Mme Danièle LAYRISSE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jacques Saint-Girons

LA SÉANCE EST OUVERTE

En vertu de la loi du 2 mars
1982 modifiée, le Président
certifie que la présente
délibération (et ses annexes)
a été RECUE en Préfecture

PUBLIEE à l'EPCC

Le Président

ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE
Le Carré – Les Colonnes

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
N° 57- 2011
ADHESIONS

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Vu la loi n° 2002/6 du 4 janvier 2002 relative à la création des établissements publics de coopération culturelle,
Vu le décret n° 2002/1172 du 11 septembre 2002, relatif aux établissements publics de coopération culturelle, modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités,
Vu la loi n° 2006/723 du 22 juin 2006,
Vu les statuts de l'établissement public de coopération culturelle, adoptés par délibérations concordantes des communes de Blanquefort et de Saint Médard-en-Jalles, respectivement les 14 et 17 décembre 2009 et modifiés les 29 et 30 mars 2010
Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 avril 2010, relatif à la création de l'EPCC, Le Carré – Les Colonnes

ET APRES EN AVOIR DELIBERE,

1. AUTORISE l'adhésion de l'E.P.C.C aux organismes et associations suivants :

OBJET	ORGANISATION	COUT
A l'association des scènes conventionnées	www.ansc.fr	80€
Au service de publication des Consultations et offres de marchés publics	Association MARCHES PUBLICS D'AQUITAINE	300€
Au service de dématérialisation des actes administratifs	CDC fast/ filiale du groupe Caisse des Dépôts	695€ ht la première année – 300€ les années suivantes

- AUTORISE** la Directrice à signer l'ensemble des documents d'adhésion
- AUTORISE** la Directrice à renouveler les adhésions si elle le considère opportun.

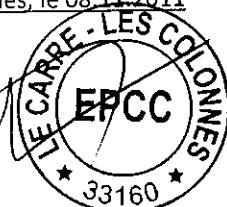
Mises aux voix,

Les propositions ci-dessus sont **ADOPTÉES** à l'unanimité des voix

Fait et délibéré à Saint-Médard-en-Jalles, le 08.11.2011

Pour expédition conforme,

Le Vice- Président, Serge LAMAISSON





PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

SECRETARIAT GENERAL
POUR LES AFFAIRES REGIONALES

Bordeaux, le **8 DEC. 2011**

ARRETE MODIFICATIF
autorisant l'adhésion du Conseil régional d'Aquitaine au
groupement européen de coopération territoriale
dénommé "Eurorégion Aquitaine-Euskadi"

Le Préfet de la région Aquitaine
Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu le règlement (CE) 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2006 ;
- Vu l'article L. 1115-4-2 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n° 127 du conseil régional d'Aquitaine en date du 11 juillet 2011 ;
- Vu les projets de convention et de statuts entre la région Aquitaine et la communauté autonome d'Euskadi créant le groupement européen de coopération territoriale dénommé "Eurorégion Aquitaine-Euskadi" ;
- Vu l'arrêté du Préfet de région Aquitaine en date du 8 novembre 2011 ;
- Vu la proposition de M. le Directeur départemental des finances publiques des Pyrénées-Atlantiques en date du 7 décembre 2011 ;

Sur proposition de Mme la Secrétaire générale pour les affaires régionales d'Aquitaine,

ARRETE

- Article 1 : L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2011, visé ci-dessus, est modifié comme suit :
"Une copie du présent arrêté et de ses deux annexes, convention et statuts du groupement européen de coopération territoriale, sera transmise à M. le Ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, à M. le Ministre de l'intérieur, de l'outre mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et à M. le Ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat".
- Article 2 : Il est substitué à l'actuel "Article 4" de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2011, visé ci-dessus, un nouvel "Article 4" rédigé comme suit :
"Sur proposition du Directeur départemental des finances publiques du département des Pyrénées-Atlantiques, le Préfet de région Aquitaine nomme le comptable du centre des finances publiques d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), comptable public du GECT "Eurorégion Aquitaine-Euskadi".
- Article 3 : L'"Article 4" de l'arrêt préfectoral du 8 novembre 2011, visé ci-dessus, devient "Article 5", son contenu étant sans changement ;
- Article 4 : L'"Article 5" de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2011, visé ci-dessus, devient "Article 6", son contenu étant sans changement ;

.../...

Article 5 : Madame la Secrétaire générale pour les affaires régionales et M. le Président du conseil régional d'Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et de ses annexes qui seront insérés au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Aquitaine et du département de la Gironde.

Le Préfet de région,



Patrick STEFANINI

Arrêté n° 2011362-0004
portant dissolution du syndicat mixte dénommé « Etablissement public intersyndical du
bassin du Dropt (EPI Dropt) »

Le Préfet de la région Aquitaine
Le Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet de Dordogne
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet de Lot-et-Garonne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5711-1 et suivants, L.5212-33 et L.5211-25-1 ;

Vu le décret du 8 avril 2011 nommant M. Patrick STEFANINI, préfet de Gironde ;

Vu le décret du 16 juin 2011 nommant M. Jacques BILLANT, préfet de Dordogne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011257-0012 du 14 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Guillaume QUENET, secrétaire général de la Préfecture de Lot-et-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 90-1015 du 23 mai 1990 modifié portant création du syndicat de réalimentation du Dropt ;

Vu les délibérations concordantes des collectivités membres du syndicat mixte EPI Dropt demandant à l'unanimité la dissolution du syndicat ;

Vu la délibération du 7 juillet 2011 par laquelle le comité syndical du syndicat mixte a validé sa dissolution ;

Vu la délibération du comité syndical du syndicat EPI Dropt en date du 7 juillet 2011 relative à la répartition de l'actif, du passif et des personnels du syndicat ;

Vu les délibérations des membres du syndicat EPI Dropt acceptant à l'unanimité les conditions financières de la liquidation de l'actif et du passif et les modalités d'affectation des personnels proposées par le comité syndical du syndicat EPI Dropt ;

Vu l'avis des Commissions Administratives et Techniques Paritaires compétentes, en date du 25 novembre 2011, sur la répartition des personnels du syndicat EPI Dropt ;

Sur la proposition des secrétaires généraux des préfectures de Gironde, de Dordogne et de Lot-et-Garonne ;

ARRESENT

Article 1 : Le syndicat mixte dénommé « Etablissement public intersyndical du bassin du Dropt (EPI Dropt) est dissous.

Article 2 : Le présent arrêté prendra effet le 31 décembre 2011.

Article 3 : Les conditions de liquidation du syndicat sont les suivantes :

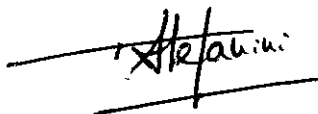
- Réaffectation de l'actif et du passif du syndicat EPI Dropt au nouveau syndicat mixte ouvert EPIDROPT (qui remplace EPI Dropt) au moment de sa création effective le 1^{er} janvier 2012

- Affectation du personnel (2 agents) au Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Bassin du Dropt Villeréalais, avec ensuite un transfert de ce personnel au syndicat mixte ouvert EPIDROPT au 1^{er} janvier 2012.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 5 : Les secrétaires généraux des préfectures de Gironde, de Dordogne et de Lot-et-Garonne, le directeur départemental des finances publiques de Lot-et-Garonne, le président du syndicat EPI Dropt, les présidents des syndicats intercommunaux et la présidente de la communauté de communes du canton de Castillonnès, membres du syndicat EPI Dropt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Dordogne, de Gironde et de Lot-et-Garonne.

Bordeaux, le 16/12/2011



Périgueux, le 25 DEC. Agén, le 28 DEC. 2011

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général

Benoist DELAGE

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Guillaume QUÉNET



PREFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA COHESION SOCIALE DE LA GIRONDE
SERVICE ACCES AUX DROITS
Affaire suivie par : Christophe CAILLIEREZ
Mail : christophe.caillierez@gironde.gouv.fr
Tél. : 05.57.01.91.67

ARRETE **modifiant la composition de la commission départementale** **de surendettement des particuliers de la Gironde**

- : -

Vu la loi n° 2010-737 di 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à ma consommation,
Vu la loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière et son article 37,
Vu les articles L 331-6, L 331-7, M 331-7-1 et L 331-7-2 du Code de la Consommation,
Vu le décret n° 2010-1304 di 29 octobre 2010 relatif aux procédures de traitement des situations de surendettement,
Vu les articles R 331-1, R 331-2, R 331-3, R 331-4, R 331-5, R 331-6 du Code de la Consommation,
Vu les arrêtés préfectoraux des 21 avril et 9 décembre 2011 modifiant la composition de la commission départementale de surendettement des particuliers,
Sur proposition de Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté du 21 avril 2011, portant composition de la commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Gironde est modifié ainsi qu'il suit :

Représentant des associations de consommateurs :
- Monsieur Gilbert SEVEZ – CAFDAL, suppléant

Le reste est sans changement.

ARTICLE 2 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en la forme habituelle et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde et notifié aux membres titulaires et suppléants de la commission.

Fait à Bordeaux, le 19 DEC. 2011

Le Préfet,

P/le Préfet,

La Secrétaire Générale,



Isabelle DILHAC

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES
PUBLIQUES**

**CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE
BORDEAUX-AMENDES**

18, rue François de Sourdis – BP 915

33063 - BORDEAUX Cedex

ARRETE DU 01/09/2011

DELEGATION DE SIGNATURE

Monsieur Guy DEGARDIN, nommé responsable du Centre des Finances Publiques de Bordeaux Amendes, par décision du 04/07/2005 déclare :

ARTICLE 1 : DELEGATION DE POUVOIR (à compter du 1^{er} septembre 2011)

- constituer pour mandataire spécial et général Madame Véronique LANGAND-LASSERRE , Inspecteur des Finances Publiques
- lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le Centre des Finances Publiques de Bordeaux Amendes
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception,
- de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée,
- d'exercer toutes poursuites,
- d'agir en justice et signer les déclarations de créances en cas de procédures collectives et autres actes nécessaires au bon déroulement desdites procédures,
- d'acquitter tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements,
- de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration,
- de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer seule ou concurremment avec moi tous les actes relatifs à la gestion du Centre des Finances Publiques de Bordeaux Amendes et aux affaires qui s'y rattachent.

ARTICLE 2 : DELEGATION GENERALE DE SIGNATURE (à compter du 1^{er} septembre 2011)

Délégation générale de signature est donnée à :

- Madame Véronique LANGAND-LASSERRE Inspecteur des Finances Publiques

ARTICLE 4 : PUBLICITE

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Etat du département de la Gironde.

Le Responsable du Centre des Finances Publiques de Bordeaux Amendes

Guy DEGARDIN

DELEGATION DE SIGNATURE

Monsieur LOSSON Jean-Jacques, Inspecteur divisionnaire des finances publiques hors classe nommé Trésorier d'AUDENGE par décision du 30 novembre 2009 déclare :

ARTICLE 1 : DELEGATION DE POUVOIR (à compter du 2 janvier 2012)

- constituer pour mandataires spéciaux et généraux Madame BARQUE Hélène Inspecteur des Finances Publiques, Madame LAGARDE Marie Thérèse Inspecteur des Finances Publiques, Madame CARON Sylvie Contrôleur Principal des Finances Publiques, Monsieur ENOUF Arnaud Contrôleur Principal des Finances Publiques,
- leur donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie d'AUDENGE,
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception,
- de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée,
- d'exercer toutes poursuites,
- d'agir en justice et signer les déclarations de créances en cas de procédures collectives et autres actes nécessaires au bon déroulement desdites procédures,
- d'acquitter tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements,
- de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration,
- de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer seuls ou concurremment avec moi tous les actes relatifs à la gestion de la Trésorerie d'AUDENGE et aux affaires qui s'y rattachent.

ARTICLE 2 : DELEGATION GENERALE DE SIGNATURE (à compter du 2 janvier 2012)

Délégation générale de signature est donnée à :

- Madame BARQUE Hélène Inspecteur des Finances Publiques,
- Madame LAGARDE Marie-Thérèse Inspecteur des Finances Publiques,
- Madame CARON Sylvie Contrôleur Principal des Finances Publiques,
- Monsieur ENOUF Arnaud Contrôleur Principal des Finances Publiques,

ARTICLE 3 : DELEGATION SPECIALE DE SIGNATURE (à compter du 2 janvier 2012)

Délégation spéciale de signature est donnée à :

- Madame GUERIN Pascale, Contrôleur Principal des Finances Publiques,
- Madame MORICAUD Christine, Contrôleur Principal des Finances Publiques,
- Madame DELSART Nadine, Contrôleur Principal des Finances Publiques,
- Madame TURPIN Françoise, Contrôleur Principal des Finances Publiques,
- Madame LOVATO Alexandra, Contrôleur des Finances Publiques, en matière de Collectivités locales,
- Monsieur CARDENAU Claude, Contrôleur Principal des Finances Publiques.

ARTICLE 4 : PUBLICITE

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Etat du département de la Gironde.

Le Trésorier

Jean-Jacques LOSSON

DELEGATION DE SIGNATURE

Monsieur Jean-Pierre BOUDIER affecté en qualité de chef de service comptable chargé de la Recette des Finances de Bordeaux Municipale et CUB par décret du 14 décembre 2009 et installé le 04 janvier 2010 déclare :

ARTICLE 1 : DELEGATION DE POUVOIR (à compter du 02/01/2012)

- constituer pour mandataire spécial et général, les personnes suivantes :
 - Monsieur Daniel ARMENGAUD, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques – classe normale.
 - Madame Sylvie MORIN, Inspectrice des Finances Publiques.
 - Madame Christine LANGLOIS, Inspectrice des Finances Publiques.
 - Madame Agnès LUCE, Inspectrice des Finances Publiques.
 - Madame Catherine RICAUD, Contrôleuse Principale des Finances Publiques.
 - Madame Anne LOB, Contrôleuse Principale des Finances Publiques.
 - Madame Béatrice FAURIE, Contrôleuse Principale des Finances Publiques.
 - Monsieur Fabrice FANTON, Contrôleur Principal des Finances Publiques.
 - Madame Anne CASTELL, Contrôleuse Principale des Finances Publiques.
 - Madame Dominique LEGRAND, Contrôleuse Principale des Finances Publiques.
 - Madame Marie-Catherine MAQUERIN, Contrôleuse Principale des Finances Publiques.
- leur donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Recette des Finances de Bordeaux Municipale et CUB,
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception,
- de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée,
- d'exercer toutes poursuites,
- d'agir en justice et signer les déclarations de créances en cas de procédures collectives et autres actes nécessaires au bon déroulement desdites procédures,
- d'acquitter tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements,
- de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration,
- de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer seuls ou concurremment avec moi tous les actes relatifs à la gestion de la Recette des Finances de Bordeaux Municipale et CUB, et aux affaires qui s'y rattachent.

ARTICLE 2 : DELEGATION GENERALE DE SIGNATURE (à compter du 02/01/2012)

Délégation générale de signature est donnée à :

- Monsieur Daniel ARMENGAUD, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques – classe normale.
- Madame Sylvie MORIN, Inspectrice des Finances Publiques.
- Madame Christine LANGLOIS, Inspectrice des Finances Publiques.

- Madame Agnès LUCE, Inspectrice des Finances Publiques.
- Madame Catherine RICAUD, Contrôleuse Principale des Finances Publiques.
- Madame Anne LOB, Contrôleuse Principale des Finances Publiques.
- Madame Béatrice FAURIE Contrôleuse Principale des Finances Publiques.
- Monsieur Fabrice FANTON Contrôleur Principal des Finances Publiques .
- Madame Anne CASTELL Contrôleuse Principale des Finances Publiques.
- Madame Dominique LEGRAND, Contrôleuse Principale des Finances Publiques.
- Madame Marie-Catherine MAQUERIN, Contrôleuse Principale des Finances Publiques.

ARTICLE 3 : DELEGATION SPECIALE DE SIGNATURE (à compter du 02/01/2012)

Délégation spéciale de signature est donnée à :

I – SITE VILLE.

OPERATIONS	AGENTS HABILITES A SIGNER
Octroi de délais de paiement, sans limitation de montant ou de durée	Monsieur Jean-Yves REDON Huissier des Finances Publiques
Quittances, bordereaux de remises des valeurs inactives, demandes de renseignements, bordereaux de situation, lettres de relance manuelles, réponses aux demandes de renseignements des usagers hors contentieux	Madame Laurence VALEILLE Agent d'Administration Principal des Finances Publiques
Quittances, bordereaux de remises des valeurs inactives, demandes de renseignements, bordereaux de situation, lettres de relance manuelles, réponses aux demandes de renseignements des usagers hors contentieux Octrois de délais dans la limite de 6 mois et 1 500 €	Madame Françoise MATA Contrôleuse Principale des Finances Publiques
Quittances, bordereaux de remises des valeurs inactives, demandes de renseignements, bordereaux de situation, lettres de relance manuelles, réponses aux demandes de renseignements des usagers hors contentieux Octrois de délais dans la limite de 6 mois et 1 500 €	Monsieur Emmanuel ALLARD Contrôleur Principal des Finances Publiques
Quittances, bordereaux de remises des valeurs inactives, demandes de renseignements, bordereaux de situation, lettres de relance manuelles, réponses aux demandes de renseignements des usagers hors contentieux Octrois de délais dans la limite de 6 mois et 1 500 €	Madame Annie BOUDEY Agent d'Administration Principal des Finances Publiques

Quittances, bordereaux de remises des valeurs inactives, demandes de renseignements, bordereaux de situation, lettres de relance manuelles, réponses aux demandes de renseignements des usagers hors contentieux Octrois de délais dans la limite de 6 mois et 1 500 €	Mademoiselle Corinne PASCOT Agent d'Administration Principal des Finances Publiques
Demandes de renseignements, bordereaux de situation	Madame Nathalie MOISSENET Agent d'Administration Principal des Finances Publiques
Accusés de Réception des oppositions : - sur salaires - sur créances fournisseurs	Monsieur Didier DEMEL Contrôleur Principal des Finances Publiques
Accusés de Réception des oppositions : - sur salaires - sur créances fournisseurs	Madame Nathalie DOUBLET Contrôleuse Principale des Finances Publiques
Accusés de réception des oppositions : - sur salaires - sur créances fournisseurs Procès-verbaux d'arrêtés et de versements de la régie du Stationnement Payant Quittances, bordereaux de remise des valeurs inactives	Monsieur Pascal LAGARDE Contrôleur des Finances Publiques
Accusés de réception des oppositions : - sur salaires - sur créances fournisseurs Procès-verbaux d'arrêtés et de versements de la régie du stationnement payant Quittances, bordereaux de remise des valeurs inactives	Monsieur Joël PERRIER Agent d'Administration Principal des Finances Publiques
Procès-verbaux d'arrêtés et de versements de la régie du stationnement payant	Monsieur Alain GACHET Agent d'Administration Principal des Finances Publiques

II – SITE CUB

OPERATIONS	AGENTS HABILITES A SIGNER
Accusés de réception des oppositions : - sur salaires ; - sur créances fournisseurs Quittances	Madame Marie-Christine JARREAU Contrôleuse Principale des Finances Publiques

<p>Accusés de réception des oppositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur salaires ; - sur créances fournisseurs <p>Quittances</p>	<p>Mademoiselle Lina YEE KIM TCHRENG Agent d'Administration Principal des Finances Publiques</p>
<p>Accusés de réception des oppositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur salaires ; - sur créances fournisseurs 	<p>Madame Laurence BONNEFOUS Agent d'Administration Principal des Finances Publiques</p>
<p>Accusés de réception des oppositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur salaires ; - sur créances fournisseurs 	<p>Monsieur Pierre -Yves JIMENEZ Contrôleur Principal des Finances Publiques</p>
<p>Lettres de relance, mises en demeure, demandes de renseignements, bordereaux de situation, reçus aux notaires et huissiers.</p> <p>Courriers aux administrations, Courriers suite aux retour de chèques.</p> <p>Octrois de délais dans la limite de 3 mois et 1 000 €.</p> <p>Quittances.</p>	<p>Monsieur Stéphane GERLAND Contrôleur des Finances Publiques</p>
<p>Lettres de relance, mises en demeure, demandes de renseignements, bordereaux de situation, reçus aux notaires et huissiers</p> <p>Courriers aux administrations, Courriers suite aux retour de chèques</p> <p>Octrois de délais dans la limite de 3 mois et 1 000 €.</p> <p>Quittances.</p>	<p>Madame Magali FRAISSE Agent d'Administration Principal des Finances Publiques</p>
<p>Lettres de relance, mises en demeure, demandes de renseignements, bordereaux de situation, reçus aux notaires et huissiers</p> <p>Courriers aux administrations, Courriers suite aux retour de chèques</p> <p>Octrois de délais dans la limite de 3 mois et 1 000 €.</p> <p>Quittances</p>	<p>Mademoiselle Myriam SANCHEZ Agent d'Administration Principal des Finances Publiques</p>

ARTICLE 4 : PUBLICITE

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Etat du département de la Gironde.

ARTICLE 5 : ABROGATION

La délégation de signature du 01/11/2010 est abrogée par la présente.

L'Administrateur des Finances Publiques

Jean-pierre BOUDIER

Brest, le 3 janvier 2012



Division « action de l'Etat en mer »

ARRETE N° 2012/001

Portant délégation de signature à l'administrateur général des affaires maritimes Loïc Laisné, adjoint du préfet maritime de l'Atlantique, et au commissaire en chef de première classe de la marine François Martineau, chef de la division action de l'Etat en mer.

Le préfet maritime de l'Atlantique,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.218-72, R.122-1-1, R.214-10 et R.218-6 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles R.2124-4 et R.2124-56 ;

VU le code de justice administrative, notamment l'article R.431-10 ;

VU le code du patrimoine, notamment l'article R.532-7 ;

VU le code des ports maritimes, notamment les articles R. 122-4 et R. 611-2 ;

VU le décret n° 61-1547 du 26 décembre 1961 modifié fixant le régime des épaves maritimes, notamment son article 6 ;

VU le décret n° 71-360 du 6 mai 1971 modifié portant application de la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles ;

VU le décret n° 80-470 du 18 juin 1980 modifié portant application de la loi n° 76-646 du 16 juillet 1976 relative à la prospection, à la recherche et à l'exploitation des substances minérales non visées à l'article 2 du code minier et contenues dans les fonds marins du domaine public métropolitain ;

VU le décret n° 83-228 du 22 mars 1983 modifié fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines, notamment son article 15 ;

VU le décret n° 87-830 du 6 octobre 1987 modifié portant application de la loi n° 85-662 du 3 juillet 1985 relative aux mesures concernant dans les eaux territoriales et les eaux intérieures les navires et engins flottants abandonnés, notamment son article 3 ;

- VU le décret n° 2006-648 du 2 juin 2006 modifié relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain ;
- VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains ;
- VU le décret n° 2006-798 du 6 juillet 2006 relatif à la prospection, à la recherche et à l'exploitation de substances minérales ou fossiles contenues dans les fonds marins du domaine public et du plateau continental métropolitains ;
- VU le décret du 18 octobre 2010 portant nomination dans la 1^{re} section des officiers généraux de la marine (corps d'officiers de la marine nationale administrés par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat) ;
- VU le décret du 28 novembre 2011 portant affectation et élévation aux rang et appellation de vice-amiral d'escadre, nomination et affectation dans la 1^{ère} section d'officiers généraux ;
- VU l'arrêté interministériel du 3 mai 1995 relatif aux manifestations nautiques en mer ;
- VU l'arrêté interministériel du 4 avril 1996 relatif aux manifestations aériennes, en particulier son article 11 ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 juillet 2010 nommant l'administrateur en chef de première classe des affaires maritimes Loïc Laisné adjoint du préfet maritime de l'Atlantique ;
- VU la décision n°2-37041-2009 PREMAR ATLANT/AEM du 24 juillet 2009 désignant le commissaire en chef de première classe de la marine François Martineau chef de la division action de l'Etat en mer de la préfecture maritime de l'Atlantique ;

ARRETE

Article
1^{er} : L'administrateur général de deuxième classe des affaires maritimes Loïc Laisné, adjoint du préfet maritime de l'Atlantique, reçoit délégation pour signer :

- 1- les arrêtés réglementant temporairement la navigation lors des manifestations nautiques, de travaux marins et sous-marins et d'événements nécessitant des mesures de sécurité nautique ainsi que ceux concernant l'utilisation de l'espace aérien au-dessus de la mer ;
- 2- les avis du préfet maritime prévus par l'article R.2124-4 du code général de la propriété des personnes publiques et par le décret susvisé relatifs aux autorisations de cultures marines ;
- 3- les avis conformes du préfet maritime, prévus par l'article R.2124-56 du code général de la propriété des personnes publiques ;
- 4- les avis du préfet maritime donnés au cours des procédures administratives définies dans les codes et décrets susvisés et relatives :
 - aux extractions du domaine public maritime et du plateau continental au-delà du domaine public maritime (amendements marins, granulats marins, substances minières) ;

- à la délimitation, à l'aménagement et à la création ou à l'extension des ports maritimes ;
- aux consultations par l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement ;
- aux autorisations d'opération de dragage donnant lieu à immersion ;
- aux autorisations de recherche archéologique sous-marine ;

5- les mémoires en défense devant les juridictions administratives,

6- tous correspondances et documents courants relevant de son champ de compétence.

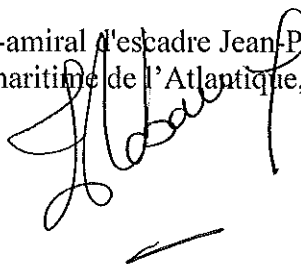
Article 2 : Le commissaire en chef de première classe de la marine François Martineau, chef de la division action de l'Etat en mer de la préfecture maritime de l'Atlantique est habilité à signer tous types de correspondance courante ressortissant de la compétence de la division action de l'Etat en mer.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général de deuxième classe des affaires maritimes Loïc Laisné, il est habilité à signer les décisions, avis, correspondances et documents des alinéas 2 à 6 de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de l'administrateur général de deuxième classe des affaires maritimes Loïc Laisné et du commissaire en chef de première classe de la marine François Martineau, conformément aux dispositions de l'article 8 du décret n° 2004-112 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer, l'officier supérieur ou le cadre civil assurant la suppléance de l'administrateur général de deuxième classe des affaires maritimes Loïc Laisné ou du commissaire en chef de première classe de la marine François Martineau a délégation pour signer les décisions, avis, correspondances et documents mentionnés aux alinéas 2 à 6 de l'article 1^{er} et à l'article 2 du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des départements côtiers de la région maritime Atlantique ainsi que sur le site Internet de la préfecture maritime de l'Atlantique.

Le vice-amiral d'escadre Jean-Pierre Labonne
préfet maritime de l'Atlantique,



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Direction régionale
des Entreprises,
de la Concurrence, de la
Consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Immeuble "Le Prisme"
19, rue Marguerite Crauste
33074 BORDEAUX Cedex

Télécopie : 05 56 99 96 69

Arrêté du 12 janvier 2012

Portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LOPEZ, Directeur
régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail
et de l'emploi de la région Aquitaine

Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la
consommation,
du travail et de l'emploi de la région Aquitaine

VU la loi organique n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits
et libertés des communes, départements et régions,

VU la loi organique n° 2001.692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux
lois de finances,

VU la loi n° 2004.809 du 13 août 2004 relative aux libertés et
responsabilités locales,

VU le code des marchés publics,

VU le code du commerce,

VU le code du tourisme,

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général
sur la comptabilité publique,

VU le décret du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions
administratives individuelles,

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs
des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les
régions et les départements,

VU le décret n° 2005.54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au
sein de l'administration de l'Etat,

VU le décret n° 2009.1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et
aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU le décret du 8 avril 2011 nommant Monsieur Patrick STEFANINI,
Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la zone de défense Sud Ouest,
Préfet de la Gironde,

VU l'arrêté interministériel du 30 décembre 1982 portant règlement de la
comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et
de leurs délégués,

VU l'arrêté du 13 mars 2008 portant modification des règles relatives à la
comptabilité publique,

VU l'arrêté ministériel du 30 décembre 2009 portant nomination de Monsieur Serge LOPEZ, en qualité de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine ;

VU l'arrêté de délégation de signature en faveur de Monsieur Serge LOPEZ de la part de Monsieur le Préfet de la région Aquitaine en date du 24 septembre 2011,

ARRETE

ARTICLE 1:

La délégation de signature susvisée, donnée en tant que responsable de budget opérationnel de programme, concernant les attributions relevant de l'ordonnateur secondaire, peut être exercé par :

Nom	Fonction	BOP 102	BOP 103	BOP 111	BOP 155	BOP 134	BOP 223	FSE
Jean Yves LARRAUFIE	Chef Pôle 3E	X	X			X	X	X
Gérard CASCINO	Chef Pôle T	X	X	X				
Lucile AL RIFAI	Chef du Pôle C					X		
Jean Pierre GUERILLOT	Directeur de l'unité territoriale Dordogne	X	X	X	X			
Guillaume SCHNAPPER	Directeur de l'unité territoriale Gironde	X	X	X	X			
Jean Michel TROGNON	Directeur de l'unité territoriale Pyrénées atlantiques	X	X	X	X			
Monique GUILLON	Directrice de l'unité territoriale Lot et Garonne	X	X	X	X			
Paul FAURY	Directeur de l'unité territoriale Landes	X	X	X	X			
Thierry NAUDOU	Secrétaire général Direccte	X	X	X	X	X	X	X
Luc VARENNE	Directeur de cabinet Direccte	X	X	X	X	X	X	X
Serge LHERMITTE	Délégué au développement économique auprès du Chef de Pôle					X		
Jean Philippe AURIGNAC	Directeur délégué UT Gironde	X	X	X	X			
François ESCUER	SG adjoint Direccte et Directeur adjoint UT Gironde	X	X	X	X	X	X	X
Damien JOURDES	Chef du service conditions de travail			X				
Alexandre ARRIVETS	Chef du service relations du travail			X				
Patricia BERNATETS	Chef du service appui juridique et recours			X				
Yvan DAVIDOFF	Chef du service Ingénierie des relations sociales							
Marie José PAILLEAU	Chef du service ARE	X	X					
André JAKUBIEC	Chef du service DEC		X			X		
Nicolas MORNET	Chef du service Mutations économiques et territoires		X				X	
Sylvie DUBO	Chef du service FSE							X
Stéphane CHAPUZET	Responsable du service budget, achat, ordonnancement				X			
Frédérique HENRION	Responsable du service ressources humaines				X			
Richard LAVAUD	Responsable du service moyens, logistique				X			

Nom	Fonction	BOP 102	BOP 103	BOP 111	BOP 155	BOP 134	BOP 223	FSE
Marc GIBAUD	responsable DEC		X					
Pierre VEIT	Chef du service concurrence, consommation et répression des fraudes					X		
Bruno DURAND	Inspecteur principal CCRF					X		
Ghislaine CAMAZON	Inspectrice principale CCRF					X		
Jean POPOWYCZ	Directeur adjoint UT Dordogne	X	X	X	X			
Christian DELPIERRE	Directeur adjoint UT Dordogne	X	X	X	X			
Joëlle JACQUEMENT	Attachée principale UT Dordogne	X	X	X	X			
Anne RAMAT	Directrice adjointe UT Gironde	X	X					
Catherine FOURMY	Directrice adjointe UT Gironde	X	X					
Philippe AURILLAC	Directeur adjoint UT Gironde	X	X	X				
Franck LEBEAU	Directeur adjoint UT Gironde	X	X	X				
Jean Luc CRABOL	Directeur adjoint UT Gironde			X				
Patrick MICHEL	Directeur adjoint UT Gironde			X				
Fabien GRANDJEAN	Directeur adjoint UT Gironde			X				
Florence GAMALEYA	Attachée principale UT Landes	X	X	X	X			
Dominique SEGUIN	Directrice adjointe UT Landes	X	X	X	X			
Louis CALERO	Directeur adjoint UT Landes	X	X	X	X			
Michel WEBER	Directeur adjoint UT Lot et Garonne	X	X	X	X			
Valérie LEMAIRE	Directrice adjointe UT Lot et Garonne	X	X	X	X			
Didier GARRIGUES	Directeur adjoint UT Pyrénées atlantiques	X	X	X	X			
Christine LESTRADE	Directrice adjointe UT Pyrénées atlantiques	X	X	X	X			
Hélène DUPONT	Directrice adjointe UT Pyrénées atlantiques	X	X	X	X			
Dominique COLLARD	Directeur adjoint UT Pyrénées atlantiques	X	X	X	X			
Eric LEFEVRE	Chef du service métrologie légale					X		
Caroline BISSON	Adjointe au chef de service météorologie légale					X		

La signature de ces agents est accréditée auprès du comptable payeur.

Relèvent de la signature du Préfet de région et ne concernent par conséquent pas cette subdélégation les domaines suivants :

- la signature des ordres de réquisition du comptable public assignataire prévus à l'article 66 alinéa 2 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,
- la signature des décisions de passer outre aux refus du visa du contrôleur financier local et de la saisine préalable du ministre en vue de cette procédure,
- la signature à conclure, au nom de l'Etat, que ce dernier passe avec la Région ou l'un de ses établissements publics,
- la signature des actes juridiques, sur le titre V, d'un montant supérieur à 300 000€,
- la signature des arrêtés ou des conventions attributifs de subvention du titre VI, concernant les collectivités locales ainsi que les actes juridiques concernant les autres bénéficiaires lorsque le montant de la participation de l'Etat est supérieur à 150 000€.

ARTICLE 2 :

La délégation de signature donnée par Monsieur le Préfet de la région Aquitaine en tant que service prescripteur pour :

- Programme 333 « Moyens mutualisés des administrations déconcentrées »,
- Programme 309 « entretien immobilier de l'Etat propriétaire »,
- Programme 723 « contribution aux dépenses immobilières »,

peut être exercée, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur régional, par :

- Monsieur Thierry NAUDOU, secrétaire général,
- Monsieur François ESCUER, secrétaire général adjoint,
- Monsieur Stéphane CHAPUZET, Responsable du service budget, achat, ordonnancement.

ARTICLE 3 :

La délégation de signature donnée par Monsieur le Préfet de la région Aquitaine, concernant la signature des marchés publics pour la commande de travaux, de fournitures courantes ou de services d'un montant inférieur ou égal à 500 000€ pour les titres 3 et 6, et d'un montant inférieur ou égal à 300 000€ pour le titre 5 ainsi que tous les actes dévolus à la personne représentant le pouvoir adjudicateur par le code des marchés publics et les cahiers des clauses administratives générales, peut être exercée, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur régional, par :

Monsieur Thierry NAUDOU, secrétaire général

Monsieur François ESCUER, secrétaire général adjoint,

Il conviendra de faire précéder la signature de la personne représentant le pouvoir adjudicateur de la mention « pour le Préfet » (déléataire de signature).

ARTICLE 4 :

La délégation de signature susvisée, donnée pour les attributions spécifiques du service politique du titre et contrôle de la formation professionnelle, peut être exercée par :

Monsieur Jean Yves LARRAUFIE, chef du Pôle 3^E,

Monsieur Jean Louis GOUSSE, chef du service « politique du titre et contrôle de la formation professionnelle ».

ARTICLE 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement, la suppléance sera exercée par :

Monsieur Luc VARENNE, Directeur de cabinet,

Monsieur Thierry NAUDOU, secrétaire général,

Monsieur Jean Yves LARRAUFIE, chef du Pôle 3^E,

Monsieur Gérard CASCINO, chef du Pôle T,

Madame Lucile AL RIFAI, chef du Pôle C,

Monsieur Pierre VEIT, chef du service concurrence, consommation et répression des fraudes,

Et en cas d'empêchement de Monsieur Thierry NAUDOU, par Monsieur François ESCUER, secrétaire général adjoint, pour ce qui concerne les pièces relatives à la rémunération et accessoires de rémunération des agents de la DIRECCTE.

ARTICLE 6 :

Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Aquitaine

Bordeaux, le 12 janvier 2012

Le Directeur régional,



Serge LOPEZ

Le Directeur régional

DECISION DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC

(Établie en deux exemplaires originaux)

Réf. RFF : 20110484
Gestionnaire : RFF (DR/APC)

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code des transports :

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " Réseau Ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1,

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France, et notamment son article 39 ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France :

Vu le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration de Réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

Vu la décision du 21 septembre 2009 portant organisation générale de Réseau ferré de France ;

Vu la décision du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoirs au Directeur Régional Aquitaine Poitou-Charentes ;

Vu la décision du 5 janvier 2007 portant nomination de Monsieur Bruno de MONVALLIER en qualité de Directeur Régional Aquitaine Poitou-Charentes ;

Vu la décision du 20 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jacques BAGGIO en qualité de Chef du Service de l'Aménagement et Patrimoine ;

Considérant que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

DECIDE :

ARTICLE 1^{er}

Les terrains (nu ou bâti) sis à BASSENS (Gironde) tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune¹, sont déclassés du domaine public ferroviaire.

Code INSEE Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
33032	LA PARQUEYRE NORD	AB	0010	377
33032	LA PARQUEYRE NORD	AB	0011	7775
33032	LA PARQUEYRE NORD	AB	0012	2155
33032	LA PARQUEYRE NORD	AB	0013	200
33032	LA PARQUEYRE NORD	AB	0014	6155
TOTAL				16662

ARTICLE 2

La présente décision sera affichée en mairie de BASSENS et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Fait à Bordeaux, **08 DEC. 2011**

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes



Bruno de MONVALLIER

¹ Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place auprès de la Direction Régionale Aquitaine Poitou-Charentes de Réseau Ferré de France, 89, Quai des Chartrons CS 80004 33070 BORDEAUX Cedex, et auprès d'ADYAL Agence de Bordeaux, 185, boulevard du Maréchal Leclerc 33000 BORDEAUX.

REPUBLIQUE FRANCAISE

-:- :- :-

PREFECTURE DE GIRONDE

-:- :- :-

CONVENTION D'UTILISATION

2011-091

-:- :- :-

20 DEC. 2011

../../2011

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée des Domaines, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 2 mai 2011 , ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- La préfecture de la région Aquitaine, préfecture de zone de défense sud-ouest, préfecture de la Gironde, Inspection de Santé et de Sécurité au Travail pour la Zone de Défense et de Sécurité sud-ouest, représentée par M. le Préfet du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés Esplanade Charles de Gaulle à Bordeaux, ci-après dénommée l'utilisateur,

D'autre part,

sont convenus du dispositif suivant :

EXPOSE

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition de locaux dans un immeuble situé à BORDEAUX, 54 rue Magendie.

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

CONVENTION

Article 1^{er}

Objet de la convention

La présente convention, conclue dans le cadre des dispositions des articles R. 128-12 à R. 128-17 du code du domaine de l'Etat, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de *l'Inspection de Santé et de Sécurité au Travail pour la Zone de Défense et de Sécurité Sud-Ouest*, une partie de l'ensemble immobilier -abritant la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Aquitaine- désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

Article 2

Désignation de l'immeuble

Au sein de l'ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis à Bordeaux, 54 rue Magendie/57 rue Lalande –*1^{ER} étage de l'aile Nord du Bâtiment*- d'une superficie totale de 82,91 m², cadastré DT 234 ,les locaux tel qu'il figure sur les plans ci-joints ,mis à la disposition de l'utilisateur, sont les suivants : deux bureaux, la salle de réunion et la pièce de stockage

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

Article 3

Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 9 années entières et consécutives qui commence le 14 avril 2011, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

Article 4

Etat des lieux

Un état des lieux, établi en double exemplaire, est dressé contradictoirement entre le propriétaire et l'utilisateur au début de la présente convention ainsi qu'au départ de l'utilisateur.

Article 5

Ratio d'occupation

Les surfaces de l'immeuble désigné à l'article 2 sont les suivantes :

-SUB : 82,91m² ; -SUN : 23,71m²

Au 14 avril 2011, les effectifs présents dans l'immeuble sont les suivants :

- Effectifs physiques et administratifs :2
- Postes de travail :2.

En conséquence, le ratio d'occupation de l'immeuble désigné à l'article 2 s'établit à 11,8 mètres carrés par agent .

Article 6

Etendue des pouvoirs de l'utilisateur

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1^{er} et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

Article 7

Impôts et taxes

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

Article 8

Responsabilité

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

Article 9

Entretien et réparations

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses d'entretien lourd mentionnées à l'annexe 1 à la charte de gestion du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat », à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue, sous sa responsabilité, pour le compte du propriétaire :

- avec les dotations inscrites sur son budget ;
- avec les dotations du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat » qui ont vocation à prendre le relais des premières.

L'utilisateur qui ne dispose pas des services ou compétences nécessaires peut, après information du propriétaire, déléguer à un tiers l'exécution des travaux sous sa responsabilité.

La réalisation des dépenses de grosses réparations mentionnées à l'article 606 du code civil, à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue avec les dotations inscrites sur son budget.

Afin de permettre le respect des objectifs fixés par l'Etat dans la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement pour les bâtiments publics, une annexe pourra être adjointe à la présente convention, visant à déterminer les droits et obligations respectifs des bailleur et preneur en la matière et les conséquences qui en résulteraient.

Article 10

Engagements d'amélioration de la performance immobilière (1)

NEANT

Article 11

Loyer

La présente convention est conclue moyennant un loyer trimestriel de 6587 euros, payable d'avance au Comptable Spécialisé des Domaines sur la base d'un avis d'échéance adressé par le Service France Domaine.

La première échéance devra être réglée dès réception de l'avis de paiement correspondant. Les échéances suivantes devront être payées au plus tard le dernier jour du trimestre précédent le terme.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le loyer exigible, le cas échéant, au titre du premier trimestre, est payable avant la fin du mois de janvier de l'année considérée.

Article 12

Révision du loyer

Le loyer sera révisé chaque année en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'institut national de la statistique et des études économiques, le niveau de départ étant le dernier publié au jour de la prise d'effet de la convention de la DRAC (01/01/2010), soit au 31 décembre 2009, soit 1498.

Article 13

Contrôle des conditions d'occupation

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble remis à l'utilisateur. Il vérifie notamment l'évolution du ratio d'occupation par agent.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le préfet peut mettre en demeure le service utilisateur de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1^{er}. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Si à l'expiration d'un délai d'un an, le service utilisateur n'a pas donné suite à l'objet de la mise en demeure, la présente convention est résiliée par le préfet qui détermine la nouvelle localisation du service.

Article 14

Terme de la convention

14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 13 avril 2020.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-paiement à l'échéance du loyer ou de non-respect par l'utilisateur d'une autre obligation, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige.

La résiliation est prononcée par le préfet.

Article 15

Pénalités financières

En cas de retard dans le paiement des loyers, les sommes dues portent intérêt au taux légal sans nécessité de mise en demeure.

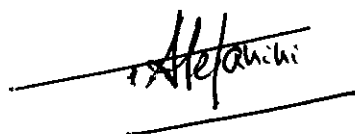
Le maintien sans titre du service occupant dans l'immeuble à l'issue de la présente convention ou après la prise d'effet de la résiliation anticipée de la convention donne lieu au paiement d'une pénalité mensuelle correspondant à trois fois le montant du loyer au maximum.

A défaut de paiement dans le délai d'un mois à compter de la date limite de paiement du loyer, le comptable spécialisé du domaine adresse à l'utilisateur une lettre de rappel valant mise en demeure.

L'intégralité des sommes dues et non payées (capital et intérêts) est traitée dans les mêmes conditions que les restes à payer liés à des baux commerciaux par le comptable spécialisé du domaine, les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels et la direction du budget jusqu'à règlement des sommes dues, à chaque étape de fin et de début de gestion.

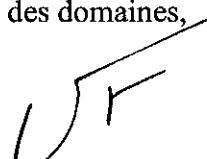
Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,
Préfet de la Région Aquitaine,
Préfet de Zone,



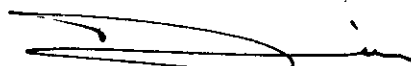
Patrick STEFANINI

Le représentant de l'administration
chargée des domaines,



Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON

Le préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,



Isabelle DILHAC

Visa du contrôleur budgétaire comptable ministériel
ou du contrôleur financier régional,

Michel HAECK
Directeur

DECISION N° 2012/02

Portant déclassement du domaine public par anticipation du terrain d'implantation du centre hospitalier Jean-Hameau, à la Teste-de-Buch

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L. 6143-1 portant sur les attributions du conseil de surveillance des établissements publics de santé et L. 6143-7 relatif aux compétences du directeur, en particulier en matière de gestion du patrimoine,

Vu la loi n° 2009-179 du 17 février 2009 permettant le déclassement par anticipation du domaine public hospitalier, en vue de sa vente, tout en conservant, pendant un maximum de trois années, l'utilisation de l'espace foncier et des bâtiments vendus,

Vu l'article L.2141-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques précisant que le déclassement par anticipation du domaine public s'applique aux établissements publics de santé,

Vu l'article L. 3111-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques, précisant le caractère inaliénable et imprescriptible des biens des personnes publiques qui relèvent du domaine public,

Vu les articles R. 318-1 et R. 318-2 du Code de l'Urbanisme,

Vu le cahier des charges établi en janvier 2011 pour appel à candidatures d'opérateurs urbains pour la cession du site d'implantation du centre hospitalier Jean-Hameau, à la Teste-de-Buch,

Vu la décision du directeur en date du 11 juillet 2011, opéré conjointement avec M. le Maire de la Teste-de-Buch, de retenir l'opérateur urbain COGEDIM/ALTAREA, pour acquérir le terrain d'implantation du centre hospitalier Jean-Hameau, tenant compte de la proposition de cet opérateur,

Vu l'avis du conseil de surveillance du centre hospitalier d'Arcachon réuni en séance le 17 octobre 2011,

DECIDE

Article 1^{er} : Objet de la décision de déclassement par anticipation

En conformité avec le Schéma Régional d'Organisation Sanitaire 2006-2011 fixé par arrêté du directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine, le 31 mars 2006, il a été décidé de procéder à la reconstruction à neuf du site principal du centre hospitalier d'Arcachon, situé allée de l'Hôpital à La Teste-de-Buch.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du regroupement du centre hospitalier et de la clinique d'Arcachon pour constituer un pôle de santé public/privé, laquelle a été qualifiée de Projet d'Intérêt Général par arrêté préfectoral du 21 novembre 2008.

Ainsi, la vente du terrain d'implantation du centre hospitalier Jean-Hameau s'inscrit-elle dans le montage financier de la reconstruction du centre hospitalier et concourt aux investissements publics du centre hospitalier.

Par voie de conséquence, afin de réaliser la cession du terrain correspondant, le déclassement par anticipation du domaine public du site concerné justifie la présente procédure.

Article 2 : Dispositif de cession du site Jean-Hameau auprès d'un opérateur urbain

Le dispositif de cession a donné lieu à rédaction d'un cahier des charges élaboré pour appel à candidatures d'opérateurs urbains.

Par courrier du 22 juillet 2011, le directeur a notifié sa décision de retenir l'opérateur COGEDIM/ALTAREA selon le descriptif du projet déposé et dans le respect du cahier des charges précédemment énoncé.

Au terme de la procédure de vente, l'opérateur COGEDIM/ALTAREA sera la personne morale bénéficiaire du transfert de propriété.

Article 3 : Description du terrain et des bâtiments visés par la décision de déclassement par anticipation

L'emprise foncière de 10,2 hectares, objet du déclassement par anticipation, est située 5 allée de l'hôpital 33 260 LA TESTE DE BUCH. Cette décision de déclassement par anticipation porte sur les nouvelles références cadastrales FZ 134, 136, 138, 141 et 142.

Article 4 : Décision de déclassement par anticipation

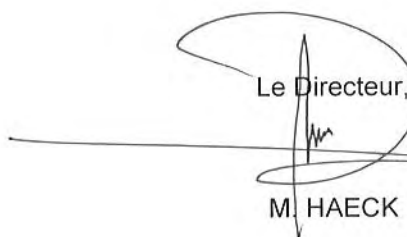
Tenant compte des éléments figurant aux articles 1, 2 et 3, le directeur décide de procéder au déclassement du domaine public par anticipation du terrain d'implantation du centre hospitalier Jean-Hameau, en vue de sa cession pour financer en partie la reconstruction du centre hospitalier au sein du Pôle de Santé du Bassin d'Arcachon.


L'acte notarié décrivant la vente du terrain, y compris bâtiments, devra stipuler que le centre hospitalier d'Arcachon continuera d'utiliser cette installation aussi longtemps qu'elle demeurera affectée à l'exécution du service public, et dans le délai maximum de trois ans à compter de la signature de la présente décision.

Article 5 : Validité

La vente sera résolue de plein droit si la désaffectation n'est pas intervenue dans un délai maximum de trois ans à compter de la présente décision, soit le 13 janvier 2015.

La Teste-de-Buch, le 13 janvier 2012

Le Directeur,

M. HAECK



Diffusion :

- M. le Préfet de Région, Préfet de la Gironde,
- M. le Sous-Préfet d'Arcachon,
- Mme la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
- M. le Trésorier du centre hospitalier
- M. le Maire de la Teste-de-Buch,
- M. Philippe JEAN, notaire du centre hospitalier,
- M. Fabrice GAUTHIER, notaire de la partie se portant acquéreur du site,
- M. DUPORTAL, Directeur Régional Adjoint de COGEDIM/ALTAREA,
- Publication au bulletin des actes administratifs du département.

PRÉFET DE LA GIRONDE

*Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Gironde*

*Service Nature, Eau et Risques
Unité Eau et Milieux Aquatiques*

ARRETE n° SNER/ 2011/ 11/ 22 - 105

Commune de CARCANS

AUTORISATION SPECIALE POUR L'EPANDAGE DE BOUES ISSUES DU TRAITEMENT DES EAUX USEES DOMESTIQUES PAR LA STATION D'EPURATION DE CARCANS-MAUBUISSON, SUR DES PARCELLES BOISEES PUBLIQUES SITUEES SUR LA COMMUNE DE CARCANS

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le Code de l'Environnement,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU** le Code de la Santé Publique,
- VU** le Schéma Directeur d' Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour-Garonne approuvé le 01^{er} décembre 2009,
- VU** l'arrêté du 08 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles et les parcelles boisées, pris en application du décret n°97-1133 du 08 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées, décret abrogé et codifié aux articles R 211-25 à R 211-45 du Code de l'Environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral n°32 du 09 novembre 2007, qui autorisait à titre spécial pour une durée de 3 (trois) ans, l'épandage expérimental des boues de la station d'épuration de CARCANS-Maubuisson sur parcelles boisées conformément à l'article R 211-44 du Code de l'Environnement, et après avis favorable du CODERST du 13 septembre 2007,
- VU** La délibération du Conseil Municipal de la commune de CARCANS en date du 22 avril 2011, qui approuve le principe du renouvellement de l'épandage en forêt communale, à titre expérimental, des boues provenant de la station d'épuration de CARCANS-Maubuisson pour une période de 5 (cinq) ans,
- VU** la demande d'autorisation présentée le 16 mai 2011 par la commune de CARCANS sollicitant l'autorisation spéciale pour la poursuite du plan épandage expérimental en forêt des boues provenant du traitement des eaux usées domestiques de la station d'épuration de CARCANS-Maubuisson, pour une durée de 5 (cinq) ans,
- VU** le dossier annexé à la demande, et qui a fait l'objet d'une communication à la C.L.E. du SAGE des Lacs Médocains,
- VU** l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 20 octobre 2011,

VU l'avis favorable du pétitionnaire en date du 10 novembre 2011 sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis en application de l'article 5214-12 du Code de l'Environnement,

CONSIDERANT que le projet doit permettre de définir les conditions de l'épandage de ces boues sur parcelles boisées, dans le respect de l'article R 211-44 du Code de l'Environnement, notamment afin de garantir la santé et la salubrité publique, de satisfaire aux exigences de la préservation de la faune, de la flore et de la qualité des sols et des milieux aquatiques,

CONSIDERANT que le dossier, présenté le 16 mai 2011 pour la continuation de l'expérimentation autorisée le 09 novembre 2007, contient les éléments justificatifs et de synthèse du respect de l'article R 211-44 du Code de l'Environnement pour les trois campagnes d'épandages écoulées,

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

ARRÊTE

TITRE I - DISPOSITIONS TECHNIQUES

ARTICLE 1er : OBJET DE L'AUTORISATION

La Commune de CARCANS, **dénommée le permissionnaire**, est autorisée à :

▪ **poursuivre le programme d'épandage expérimental sur parcelles boisées des boues issues du traitement des eaux usées domestiques de la station d'épuration de Carcans-Maubuisson, selon le protocole décrit au dossier de demande d'autorisation,**

ARTICLE 2 : LOCALISATION DE L'EXPERIMENTATION

Les parcelles d'exploitation forestières concernées par la présente autorisation sont situées sur la Commune de CARCANS:

Parcelles Forestières	Correspondances cadastrales
81	Section AP 169
80	Section AP 153-154-155-156-157 et 158
74	Section AP 143 – 144 – 145 et 151
75	Section AP 143 – 144 –145 ET 151
79	Section AP 159 – 161 et 169
77	Section AP 163 – 164 et 190
76	Section AP 147 – 148 – 149 – 150 et 161
73b	Section AP 146 – 147 – 148 et 161
72	Section AP 190
64	Section AP 141 – 207 et 219
63a	Section AK 142 – 146 – Section AP 140
62	Section AK 142p

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS TECHNIQUES IMPOSEES A LA REALISATION DE L'EXPERIMENTATION

Le permissionnaire doit prendre toutes dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion de l'expérimentation dans le respect du protocole validé.

Le suivi régulier de la qualité des boues épandues et de l'incidence sur la qualité des sols de la faune et de la flore donnera lieu à l'établissement de bilans annuels qui seront communiqués au Service Police de l'Eau.

Les résultats des analyses de suivi de la qualité de la nappe du plio-quaternaire sur ce site et à l'aval hydrogéologique de l'épandage sont à renseigner dans les bilans annuels, avec une surveillance en période de hautes eaux et de basses eaux afin de s'assurer de l'absence d'impact sur la qualité des eaux du lac de Carcans-Hourtin : Le réseau de piézomètres mis en place après le précédent avis du CODERST du 13 septembre 2007 se situent :

- 1 piézomètre sur le site expérimental (parcelle forestière 80),
- 1 piézomètre à l'aval de cette parcelle 80, à 1 km à l'ouest en direction du lac de Carcans-Hourtin,
- 1 piézomètre sur le pilote (parcelle forestière 74),

- 1 piézomètre à l'aval de cette parcelle 74, 1 km à l'ouest en direction du lac de Carcans-Hourtin.

Ils sont représentés sur le plan à l'échelle 1/10000^{ème} annexé au présent arrêté.

Les paramètres suivis par ce dispositif sont la DBO5, la DCO, les teneurs en ammonium, nitrates, nitrites, orthophosphates, les coliformes à 37°, les coliformes thermotolérants à 44°C, escherichia coli et entérocoques intestinaux.

Les résultats des deux séries d'analyses par an seront communiqués au Service Police de l'Eau.

ARTICLE 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée pour une durée maximum de **CINQ ANS**. A l'issue de cette expérimentation et dans le cas où les résultats seront conformes réglementairement, la poursuite de l'épandage sera soumise à une nouvelle procédure telle qu'elle est prévue par le Code de l'Environnement (article L.214-1 et suivants).

ARTICLE 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

ARTICLE 6 : EXECUTION DE L'EPANDAGE

Le programme d'épandage autorisé est exécuté sous la surveillance du permissionnaire.

Le permissionnaire doit prévenir au moins 15 jours à l'avance le Service Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, de l'époque à laquelle il débutera et du programme prévisionnel pour chacune des campagnes d'épandage, avec les caractéristiques des apports en terme de localisation parcellaire, de tonnage de matières sèches (MS), de doses à l'hectare.

ARTICLE 7 : ENTRETIEN DES OUVRAGES

Le permissionnaire doit constamment entretenir en bon état les installations qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation, en particulier le réseau de piézomètres.

ARTICLE 8 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

A la demande du permissionnaire ou à sa propre initiative, le PREFET peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires, ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

Ils peuvent prescrire en particulier la fourniture des informations prévues à l'article L.211-1 ci-dessus ou leur mise à jour.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DANS LA REALISATION DE L'EPANDAGE

Toute modification apportée par le permissionnaire à la réalisation de l'épandage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du PREFET, qui peut exiger une nouvelle autorisation spéciale.

Cette déclaration de modification doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration de modification.

ARTICLE 10 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1^{er}, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au PREFET, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par le permissionnaire ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du PREFET dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 11 : DECLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et

de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 susvisé, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de cette loi.

ARTICLE 12 : RETRAIT DE L'AUTORISATION

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 13 : RESERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 14 : INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté est publié au Recueil des Actes Administratifs de la PREFECTURE et une copie est déposée en Mairie de CARCANS pour y être consultée.

Un extrait de l'arrêté énumérant les principales prescriptions auxquelles les installations sont soumises est affiché en Mairie de CARCANS pendant une **durée minimum d'un mois**.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du Maire de CARCANS.

Un avis est inséré par les soins de la Direction Départementale et aux frais du permissionnaire dans deux journaux locaux du département.

ARTICLE 15 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Bordeaux territorialement compétent, dans un délai de deux mois par le déclarant à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée, et dans un délai de un an par les tiers à compter de sa publication ou de son affichage à la mairie de Carcans, dans les conditions définies à l'article L. 514-6 du code de l'environnement modifié.

ARTICLE 16 : AUTRES REGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense par le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 17 : NOTIFICATION

Toutes les notifications sont valablement faites au permissionnaire au siège de la mairie de CARCANS

- Monsieur le Secrétaire Général de la PREFECTURE de la GIRONDE,
- Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de LESPARE,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la GIRONDE,
- Monsieur le Maire de la commune de CARCANS

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BORDEAUX, le 22 novembre 2011

Pour le Préfet,
Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la mer, et par délégation,
Le Chef du Service Nature, Eau et Risques

Paul COJECARU

P.J. : Plan de localisation des épandages à l'échelle 1/150 000ème
Plan de localisation des piézomètres à l'échelle 1/10 000ème
Plan d'assemblage du parcellaire expérimental

AMPLIATION :

DDTM (original)	1	S/s Préfecture LESPARE MEDOC	1
Préfecture	1	Mairie de CARCANS	1/4



PREFET DE LA GIRONDE

ARRETE PREFECTORAL N°E2011/02 du 28 NOV. 2011

AGENCE REGIONALE DE SANTE
D'AQUITAINE
DELEGATION TERRITORIALE
DE LA GIRONDE
Pôle Santé Environnementale

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service Nature, Eau et Risques
Unité Eau et Milieux aquatiques
Cellule Gestion Quantitative de l'Eau

- portant déclaration d'utilité publique sur :
 - la dérivation des eaux,
 - l'instauration des périmètres de protection.
- portant autorisation sur :
 - le prélèvement,
 - la distribution au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

du forage Marsalette sur la commune de LA BREDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

- VU le code de l'environnement, le Livre II - Titre I^{er} - relatif à la protection de l'eau et des milieux aquatiques et notamment les articles L.215-13 relatif à la dérivation des eaux, L. 211-1, L211-3 et L. 214-1 à 214-9 et les articles R.211-1 à R.214-60 relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration ;
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 et suivants et les articles R.1321-1 à R.1321-63 relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales;
- VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.126-1 et les articles R.126-1 à R.126-2 relatifs aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
- VU les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 mars 1972 autorisant l'exécution du forage Marsalette sur la commune de La Brède pour captage d'eaux souterraines ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures, prenant effet à compter du 17 décembre 2009;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 février 2005 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

Cité Administrative - B.P. 90 - 33090 BORDEAUX CEDEX

DÉCOUVREZ LA NOUVELLE ORGANISATION DE L'ÉTAT EN GIRONDE SUR WWW.GIRONDE.GOUV.FR

VU l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010 portant ouverture de l'enquête publique relative à la déclaration d'utilité publique (dérivation des eaux et périmètres de protection au titre des codes de la santé publique et de l'environnement) et à l'autorisation de prélèvement (au titre du code de l'environnement) et désignant comme commissaire enquêteur Jean-Denis DUMONT;

VU la délibération en date du 8 novembre 2006 du Conseil syndical intercommunal pour l'alimentation en eau potable et assainissement de la région de La Brède sollicitant l'autorisation pour le prélèvement et la dérivation des eaux pour la consommation humaine et la mise en place des périmètres de protection du forage « Marsalette » sur la commune de LA BREDE ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 27 février 2008;

VU le dossier annexé ;

VU l'avis de la direction départementale des Territoires et de la Mer en date du 15 juin 2010;

VU l'avis de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Aquitaine en date du 9 décembre 2009;

VU l'avis de la direction régionale de l'environnement d'Aquitaine en date du 14 décembre 2009;

VU l'avis de la commission locale de l'eau du SAGE "Nappes Profondes de Gironde" en date 5 mai 2010;

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 10 au 24 janvier 2011 dans la commune de La Brède;

VU l'avis et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 17 février 2011;

VU le rapport en date du 6 avril 2011 et sur proposition de Madame la Directrice de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 28 avril 2011;

CONSIDERANT que le projet doit permettre d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement et de garantir la santé et la salubrité publique afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que les besoins en eau potable destinée à l'alimentation humaine à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT que le captage d'eau potable et l'établissement des périmètres de protection présentent un intérêt général ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection du forage Marsalette est indispensable pour assurer la protection de la qualité des eaux ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

A R R E T E

TITRE I - DISPOSITIONS TECHNIQUES

ARTICLE PREMIER : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique et autorisés au bénéfice du **Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation en Eau Potable et Assainissement de la Région de LA BREDE** dénommé ci-après le permissionnaire :

▪ **Les travaux réalisés en 1972 en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du forage Marsalette sur la commune de LA BREDE dans la nappe de l'Oligocène,**

▪ **La création d'un périmètre de protection immédiate autour du forage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection du forage et de la qualité de l'eau.**

ARTICLE 2 : AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE

Le permissionnaire est autorisé à prélever, par l'intermédiaire du forage Marsalette des eaux destinées à l'alimentation humaine.

Pour l'exploitation des ouvrages et l'exercice des activités ou ouvrages énumérés dans le tableau de classement ci-après, le permissionnaire est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans son dossier d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, du code de l'environnement, du code de la santé publique, des arrêtés du 11 septembre et du 25 novembre 2003 susvisés.

OUVRAGES – INSTALLATIONS - ACTIVITÉS	RUBRIQUE	RÉGIME
Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé le volume total prélevé étant : - supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an	1.1.2.0	730 000 m ³ Autorisation
Ouvrages, installations permettant le prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées ont prévu l'abaissement des seuils au titre de l'Aquifère supérieur de référence : Oligocène à l'Ouest de la Garonne (230) avec une cote de référence de + 30 m NGF pour la commune de LA BREDE: - capacité maximale des installations de prélèvement supérieure à 8 m ³ /h : Autorisation	1.3.1.0	Autorisation

ARTICLE 3 : EMLACEMENT DE L'OUVRAGE

Le forage se situe au lieu-dit « Marsalette » au Nord du bourg de la commune de La Brède sur l'avenue Charles Cante. Il est implanté sur la parcelle n°701, section 0C 02 du plan cadastral de la commune de La Brède (plan de situation en **annexe 1**).

Coordonnées LAMBERT II étendu : x = 372 438 m y = 1 970 073 m z = + 46,00 m NGF

ARTICLE 4 : DESCRIPTION DE L'OUVRAGE

L'ouvrage de captage est décrit selon la coupe technique présentée en **annexe 2**.

ARTICLE 5 : CARACTÉRISTIQUES DES PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS

Nom du captage	Indice BSS	Nappe Aquifère	SAGE Nappes profondes		Profondeur
			Unité de gestion	Classement	
MARSALETTE	08277X0170/MARSAL	Oligocène à l'Ouest de la Garonne (230)	Oligocène Centre	A l'équilibre	103 m

Nom du captage	Débits maxima		Volume maxi annuel	Année de révision
	Horaire	Journalier		
MARSALETTE	100 m ³ /h	2000 m ³ /j	730 000 m ³ /an	2010

PRESCRIPTIONS :

Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le permissionnaire prend des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement.

L'exploitation se fait de façon à ne pas dénoyer les premières arrivées d'eau dans l'aquifère identifiées au niveau du début des crépines à - 47,6 m de profondeur. A cet effet, l'exploitation est gérée en fonction du niveau de pression dynamique de l'eau dans l'ouvrage qui doit être maintenu au-dessus de - 46,3 mètres de profondeur par rapport au sol. Les pompes sont automatiquement arrêtés dès que le rabattement atteint cette cote.

ARTICLE 6 : ÉQUIPEMENT DE L'OUVRAGE

- Le forage est équipé d'un **tube guide** d'au moins 20 mm de diamètre de façon que les mesures des niveaux statique et dynamique puissent être faites en toutes circonstances avec précision à la sonde électrique.
- Une **sonde de pression** permettant des mesures de niveau d'eau toutes les six minutes.
- **Deux sondes de sécurité contre le manque d'eau**
- Un **compteur volumétrique** est installé et maintenu en état de marche. La remise à zéro du compteur est interdite.
- Un **robinet de prélèvement** est installé aux fins d'analyses des eaux brutes.

ARTICLE 7 : SURVEILLANCE DE L'OUVRAGE, DES PRÉLÈVEMENTS ET DE LA NAPPE

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire du captage doit veiller au bon entretien de l'ouvrage et de ses abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines.

Au moins tous les dix ans, un diagnostic des ouvrages de prélèvement est réalisé. Il comprend notamment une mesure par micro moulinet pour connaître la vitesse et le positionnement des venues d'eau et une inspection par caméra de la colonne de captage.

Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai le Préfet (DDTM-police de l'eau).

Le permissionnaire ou son gestionnaire consigne sur un registre ou cahier, les éléments listés ci-après, du suivi de l'exploitation des ouvrages :

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois par an au minimum.
- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- Un suivi en continu du niveau dynamique.
- La mesure des niveaux statiques, effectuée une fois par mois dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

Ces mesures sont adressées en fin d'année calendaire au Préfet (police de l'eau).

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

Ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition du Préfet (DDTM-police de l'eau) et de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (délégation territoriale de Gironde) ainsi que des agents délégués par ces organismes.

ARTICLE 8 : PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DU CAPTAGE

Est déclarée d'utilité publique la création du périmètre de protection immédiate du forage Marsalette. Ce périmètre s'étend conformément aux indications du plan joint au présent arrêté en **annexe 3**. Ces documents feront foi en tout état de cause.

L'existence de la déclaration d'utilité publique du périmètre n'est pas remise en cause tant que l'ouvrage est exploité pour les besoins ayant motivé le présent arrêté.

En raison de la bonne protection naturelle du forage, il n'est pas établi de périmètres de protection rapprochée ni éloignée.

ARTICLE 8.1 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Le périmètre de protection immédiate, d'une superficie de 760 m², englobe la totalité des parcelles n°701 et 751 section 0C 02 du plan cadastral de la commune de La Brède.

Il comprend les installations électriques, de traitement et le château d'eau de 1200 m³.

Ce périmètre doit être et demeurer la pleine propriété du permissionnaire. Il est clôturé à une hauteur de 2 m au minimum et fermé par un portail sécurisé, infranchissable et de même hauteur.

La tête du forage est située dans une fosse fermée par un capot amovible en acier inoxydable. Ce capot est muni d'un système de verrouillage empêchant toute tentative de détérioration de l'ouvrage.

L'accès à l'intérieur du périmètre est interdit à toute personne en dehors du maître d'ouvrage et des personnes habilitées.

Toute activité et tout dépôt autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation ou à l'entretien du point d'eau sont interdits et, d'une manière générale, tout fait susceptible d'altérer directement ou indirectement la qualité des eaux.

Les terrains doivent être entretenus régulièrement et les produits et résidus résultant de cet entretien doivent être immédiatement évacués. L'usage de désherbant est interdit.

Les installations de captage sont conservées en bon état et régulièrement entretenues.

Les travaux suivants sont réalisés dans un délai de 1 an à compter de la date de publication du présent arrêté :

- Aménager le sommet du tubage de 13" afin de protéger le forage de toutes eaux parasites.
- Installation d'une pompe afin de pouvoir vider les eaux du petit bassin de stockage qui a été aménagé dans le fond de la fosse.
- Sortir l'excédent de câble électrique qui alimente la pompe du fond de la fosse.
- Evacuer les eaux de pluie du château d'eau par un système autre que celui qui existe actuellement, soit par un puits d'infiltration dans la nappe superficielle, soit vers un fossé à l'extérieur du périmètre de protection immédiate.

Prescription complémentaire :

- Lors de travaux importants de réhabilitation du captage, la mise hors d'eau et hors sol de la tête de ce forage doit être réalisée.

Toutes mesures doivent être prises pour que le permissionnaire, l'exploitant de la distribution d'eau, le Préfet (DDTM-police de l'eau) et l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (délégation territoriale de Gironde) soient avisés sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur du périmètre de protection.

Toute anomalie notable doit être signalée sans délai au Préfet (DDTM-Police de l'eau) et à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (délégation territoriale de Gironde).

ARTICLE 8.2 DELAI ET DUREE DE VALIDITE DES SERVITUDES

Les ouvrages, installations, travaux, activités, dépôts, aménagement ou occupation des sols décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai **maximum de 1 an**, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 8.3 : INDEMNISATIONS DES SERVITUDES

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou occupants de terrains compris dans les périmètres de protection sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge du permissionnaire.

ARTICLE 9 : AUTORISATION TRAITEMENT ET DISTRIBUTION DE L'EAU

Le permissionnaire est autorisé à traiter les eaux captées et à les distribuer en vue de la consommation humaine, sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et les textes réglementaires en vigueur. Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle du Préfet et de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (délégation territoriale de Gironde).

ARTICLE 9.1 : FILIÈRE DE TRAITEMENT

Les eaux brutes subissent un traitement de désinfection par injection d'eau de javel dans la conduite de refoulement. Suivant la demande, les eaux traitées sont stockées avant distribution dans le château d'eau « Marsalette » d'une capacité de 1200 m³ ou envoyées directement sur le réseau de distribution du Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation en Eau Potable et Assainissement de la Région de LA BREDE et en particulier la commune de La Brède (synoptique du réseau en **annexe 4**).

Tous les produits et procédés de traitement utilisés sont autorisés pour le traitement des eaux destinées à la consommation humaine.

Les matériaux entrant en contact avec l'eau sont conformes à la réglementation en vigueur. L'exploitant maintient à disposition du Préfet et de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (délégation territoriale de Gironde) les éléments attestant de cette conformité sanitaire.

PRESCRIPTIONS:

- L'installation de désinfection à l'eau de javel située dans l'enceinte du réservoir est sécurisée conformément à la réglementation en vigueur. Les produits chimiques sont placés sur bac de rétention.
- Tout projet de modification du traitement doit faire l'objet d'une déclaration auprès du Préfet et de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (délégation territoriale de Gironde) qui appréciera, suivant l'importance des modifications, si une nouvelle autorisation est nécessaire.

ARTICLE 9.2 : SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'EAU ET DES INSTALLATIONS

La personne responsable de la production ou de la distribution d'eau veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée. Les ouvrages de captage, les dispositifs de protection et de traitement et les systèmes de distribution sont régulièrement entretenus et contrôlés.

L'eau en production et distribution doit être conforme à la réglementation en vigueur.

PRESCRIPTIONS :

- La personne responsable de la production ou de la distribution d'eau est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette surveillance comprend notamment :
 - Une vérification régulière des mesures prises pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations ;
 - Un programme de tests ou d'analyses effectués sur des points déterminés en fonction des dangers identifiés que peuvent présenter les installations ;
 - La tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre.
- Un suivi analytique **des taux** est assuré sur l'eau traitée avant mise en distribution.
- La personne responsable de la production ou de la distribution d'eau adresse chaque année au Préfet à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (délégation territoriale de Gironde), un bilan de fonctionnement du système de production, de traitement et de distribution (mesures, analyses, interventions, travaux, problèmes) et indique le plan de surveillance défini pour l'année suivante faisant apparaître notamment les éventuelles améliorations envisagées.
- Tout incident pouvant avoir des conséquences sur la santé publique doit être signalé sans délai au Préfet et à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (délégation territoriale de Gironde).

- La sécurisation des installations de production d'eau destinée à la consommation humaine (captage, traitement et stockage) doit être assurée vis-à-vis des actes de malveillance.

ARTICLE 9.3 : CONTRÔLE SANITAIRE

La qualité de l'eau brute et traitée est contrôlée selon un programme annuel établi par le préfet et à la délégation territoriale de la Gironde de l'ARS d'Aquitaine conformément à la réglementation en vigueur. La fréquence de contrôle pourra être modulée par le Préfet et à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (délégation territoriale de Gironde) en fonction des résultats observés.

Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge du permissionnaire.

ARTICLE 10 : PLAN ET VISITE DE RECOLEMENT

Le permissionnaire établit un plan de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est dressé au Préfet (DDTM-police de l'eau) et à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (délégation territoriale de Gironde) **dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux.**

Après réception, une visite de récolement est effectuée par les services de l'Etat en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

TITRE II – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 11 : DUREE DE L'AUTORISATION DE PRELEVEMENT

La présente autorisation est accordée pour une durée de **TRENTE ANS** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 12 : CONFORMITE AU DOSSIER ET MODIFICATION

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

ARTICLE 13 : MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION PAR LE PERMISSIONNAIRE

Toutes modifications apportées aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article R.214-20 du code de l'environnement.

ARTICLE 14 : ACCES AUX INSTALLATIONS

Les agents du Préfet (DDTM-police de l'eau) et à l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (délégation territoriale de Gironde) auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par les codes de l'environnement et de la santé. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 15 : CARACTERE DE L'AUTORISATION DE PRELEVEMENT

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

ARTICLE 16 : RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION DE PRELEVEMENT

Le bénéficiaire de l'autorisation peut obtenir le renouvellement de cette dernière. Dans ce cas, il doit formuler la demande auprès du Préfet (DDTM-police de l'eau), dans un délai d'un an au plus et de six mois au moins, avant la date d'expiration de l'autorisation.

La demande comprend les pièces d'indication énumérées à l'article R.214-20 du code de l'environnement.

ARTICLE 17 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRELEVEMENT

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 18 : DECLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS PAR LE PERMISSIONNAIRE

Le permissionnaire est tenu de déclarer au Préfet sans délai, dans les conditions fixées à l'article L.211-5 du code de l'environnement, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code suscité.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 19 : ARRET D'EXPLOITATION – ABANDON DES OUVRAGES PAR LE PERMISSIONNAIRE

Tout abandon d'exploitation de l'ouvrage de captage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès du Préfet (DDTM-police de l'eau) qui se prononce, le cas échéant, sur l'opportunité de conserver en l'état l'ouvrage en cause, susceptible d'être utilisé par la suite à d'autres usages tels que le suivi piézométrique et la surveillance de la qualité de la nappe.

Dans le cas d'une réponse négative, le forage doit obligatoirement faire l'objet d'un comblement permettant d'éviter la communication entre aquifères et les pollutions par les eaux de surface.

Le comblement effectué par un organisme dont le choix est soumis à l'approbation de l'Inspecteur de l'environnement chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, doit se faire sous la maîtrise d'œuvre d'un hydrogéologue qui présente au Préfet (DDTM-police de l'eau) le projet, le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués.

ARTICLE 20 : RETRAIT OU SUSPENSION DE L'AUTORISATION DE PRELEVEMENT – MISE HORS SERVICE OU SUPPRESSION DE L'OUVRAGE DE PRELEVEMENT PAR LE PREFET

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

En cas de défaillance, du titulaire de l'autorisation retirée, dans l'exécution des travaux prescrits par la décision de retrait, le Préfet peut y faire procéder d'office, dans les conditions prévues à l'article L.216-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de la suspension ou du retrait de l'autorisation de prélèvement, le permissionnaire ou l'exploitant des ouvrages de prélèvements est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage et des installations.

ARTICLE 21 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS PAR LE PREFET

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

ARTICLE 22 : RESERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 23 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

1 –à la charge du Préfet :

- Le présent arrêté est notifié au permissionnaire au siège du Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation en Eau Potable et Assainissement de la Région de La Brède, 4 avenue de la gare 33650 SAINT MEDARD D'EYRANS et au maire de la commune de LA BREDE, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture,
- Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais du permissionnaire dans deux journaux locaux du département.

2 –à la charge du permissionnaire:

- Le permissionnaire transmet à la préfecture dans un délai de **6 mois** après la date de signature de l'arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités portant sur l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

3 -à la charge de la commune de LA BREDE:

- Le présent arrêté est inséré dans les documents d'urbanisme de la commune dont la mise à jour doit être effective **dans un délai de 3 mois après la date de signature de l'arrêté**, dans les conditions définies aux articles L126-1 et R126-3 du code de l'urbanisme,
- Le présent arrêté est affiché en mairie pendant **une durée minimale de deux mois**.
- Le maire conserve le présent arrêté et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.
- Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire.

ARTICLE 24 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 25 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux (9, rue Tastet - BP 947 - 33063 BORDEAUX CEDEX)

- en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique, en application de l'article R 421-1 du code de la justice administrative,
 - par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie.
- en ce qui concerne les servitudes publiques, en application de l'article R 421-1 du code la justice administrative :
 - par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application des articles L 211-6, L.214-10, L.216-2 du code de l'environnement et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code:
 - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
 - par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de 6 mois suivant la mise en activité de l'installation.

Toute personne peut également saisir dans un délai de deux mois à compter de la notification et de la publication du présent arrêté :

- le Préfet de Gironde d'un recours gracieux; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision de rejet,
- les ministres chargés de la santé et de l'environnement d'un recours hiérarchique; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut décision de rejet.

Cette personne dispose alors d'un délai de deux mois pour se pourvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux à compter de la date d'expiration de la période de deux mois ou à compter de la réponse explicite de l'administration.

ARTICLE 26 : SANCTIONS

- Non respect de la déclaration d'utilité publique

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes déclaratifs d'utilité publique.

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

En application de l'article L.216.6 du Code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux souterraines, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement des effets nuisibles sur la santé.

- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du règlement sanitaire

En application de l'article L1312-2 du code de la santé publique, est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende.

- Obstacle à la mission des agents de la police de l'eau et des milieux aquatiques pour le contrôle du respect du code de l'environnement

En application de l'article L216-10 du code de l'environnement, est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende.

- Non-respect des prescriptions fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires

En application de l'article L216-10 du code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende.

ARTICLE 27 : ABROGATION

L'arrêté préfectoral du 21 mars 1972 autorisant l'exécution du forage Marsalette sur la commune de La Brède pour captage d'eaux souterraines; est abrogé.

ARTICLE 28: EXÉCUTION

- le Président du Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation en Eau Potable et Assainissement de la Région de LA BREDE,
- le Maire de la commune de LA BREDE,
- le Préfet de la Gironde
- la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
- la Directrice de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Le PREFET,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

ANNEXES :

- annexe 1 : plan de situation
- annexe 2 : coupe du forage
- annexe 3 : plan du périmètre de protection immédiate
- annexe 4 : synoptique de la filière de traitement


Isabelle DILHAC

PLAN DE DIFFUSION :

Permissionnaire	1	DREAL Aquitaine	1
Préfecture de la Gironde	1	Commissaire enquêteur	1
Agence Régionale de Santé d'Aquitaine	1	Commune de La Brède	1
Délégation territoriale de la Gironde			
DDTM Gironde	1	M. le Président de la CLE du SAGE Nappes Profondes de la Gironde	1



PREFECTURE DE LA GIRONDE
PREFECTURE DES LANDES
PREFECTURE DES PYRENEES-ATLANTIQUES
PREFECTURE DU LOT-ET-GARONNE
PREFECTURE DE LA DORDOGNE

ARRÊTE du 1er décembre 2011

ARRÊTE n° 36/2011 **portant autorisation de capture et de transport d'espèces** **animales protégées**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
LE PREFET DE LA DORDOGNE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
LE PREFET DU LOT-ET-GARONNE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
LE PREFET DES LANDES
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** l'arrêté en date du 22 février 2010 de M. le Préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 5 mai 2011 de M. le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 5 juillet 2011 de M. le Préfet de la Dordogne, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 15 avril 2011 de M. le Préfet du Lot-et-Garonne, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 12 septembre 2011 de M. le Préfet des Landes, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,

- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L 411-2 et R.411-6 à R.411-14,
- VU** l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N° 98-1 du 3 février 1998),
- VU** la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98/1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),
- VU** la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 12 avril 2011 déposée par le Conservatoire Régional des Espaces Naturels Aquitaine,
- VU** les compléments déposés le 13 juillet 2011 par le Conservatoire des Espaces Naturels Aquitaine,
- VU** l'avis du Conseil National de Protection de la Nature en date du 29 septembre 2011,

Sur la proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

ARRÊTENT

ARTICLE 1

Le Directeur du Conservatoire des Espaces Aquitaine ainsi que ses partenaires sont autorisés à capturer et relâcher sur place des individus appartenant aux espèces protégées suivantes : Fadet des laïches *Coenympha oedipus*, Azuré des mouillères *Maculinea alcon alcon*, Azuré de la sanguisorbe *Maculinea teleius*, Cuivré des marais *Lycaena dispar*, Damier de la succise *Eurodryas aurinia*.

ARTICLE 2

Cette autorisation est accordée dans le cadre du programme d'acquisition de connaissance et de conservation portant sur 5 espèces de papillons de jour menacés des zones humides d'Aquitaine mené par le CEN ainsi que d'un programme de recherche mené par l'Université d'Aix-Marseille.

ARTICLE 3

Les individus seront capturés à l'aide d'un filet et relâchés sur place après identification.

Ces opérations d'inventaire pourront avoir lieu sur l'ensemble des départements de la région Aquitaine : Gironde, Landes, Pyrénées-Atlantiques, Lot-et-Garonne et Dordogne.

ARTICLE 4

Les bénéficiaires de l'autorisation sont :

- pour le CEN Aquitaine : David SOULET, Mikael PAILLET, Dominique GALLAND, Céline DELTORT, Maud BRIAND, Thierry LAPORTE, Jean-François GATEL, Tangi LE MOAL, David LESSIEUR, Adeline LAMBER, Romain DUPERE, Matthieu LECLER, Emilie FUMEY ;
- pour la Réserve Naturelle Nationale de l'Etang noir : Stéphanie DARBLADE ;
- pour le CPIE Seignanx et Adour : Béatrice DUCOUT, Frédéric CAZABAN, Léa GOUTAUDIER ;
- pour le Conseil Général des Landes : Laurent CORNILLE, David GIMENEZ, Fabrice CRABOS, Stéphanie LAURENT, Sébastien DITCHARRY ;
- pour le CPIE Médoc : Eric LAVELATTE ;
- pour la Réserve Nationale Géologique de Saucats et La Brède : Cyrille GREAUME, Yves GILLY ;
- pour l'association Landes Nature : Claire BETBEDER ;
- pour la Réserve Naturelle Nationale du Courant d'Huchet : Olivier FAVREA, Paul LESCLAUX ;
- pour l'association Cistude Nature : Matthieu MOLIERE ;
- pour le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne : Nathalie VILLAREAL, Théo CARRIVAIN, Laurent DEGRAVE ;
- pour la Réserve Naturelle Nationale de Cousseau : Aurélien PLICHON, François SARGOS, Yann TOUTAIN,

ARTICLE 5

L'autorisation est valable pour la période allant de 2011 à 2012.

ARTICLE 6

Un compte rendu annuel détaillé des opérations sera établi et transmis aux Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine et Nord-Pas-de-Calais, à l'Office Pour les Insectes et leur Environnement, ainsi que les articles scientifiques et ouvrages produits.

En particulier, le rapport devra contenir les données naturalistes précises issues des opérations de capture-transport autorisées :

- le nom français de l'espèce ;
- la localisation la plus précise possible de la station observée, au minimum sur un fond IGN au 1/25000^e. La localisation pourra se faire sous la forme de points, de segments ou d'aires. Les données de localisation seront apportées en coordonnées Lambert II étendu, en Lambert 93 et en coordonnées longitude latitude (dms) ;
- la date d'observation ;
- l'auteur des observations ;
- le nom scientifique de l'espèce, si possible selon le référentiel Kerguelen modifié du Muséum d'Histoire Naturelle ;
- la codification Natura 2000 si elle existe ;
- effectifs de l'espèce dans la station ;
- le stade de développement ;
- le sexe ;
- tout autre champ descriptif de la station ;
- d'éventuelles observations complémentaires.

Le rapport définitif devra être transmis à la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement et à la Direction de l'Eau et de la Biodiversité.

ARTICLE 7

Le CEN précisera dans le cadre de ses publications que ces travaux ont été réalisés sous couvert d'une autorisation préfectorale, relative aux espèces protégées.

ARTICLE 8

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 9

Les Secrétaires généraux des préfectures de la Gironde, des Pyrénées-Atlantiques, de la Dordogne, du Lot-et-Garonne et des Landes, et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de l'Aquitaine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de chacune des préfectures.

Fait à Bordeaux, le 1er décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Aquitaine
La Chef du Service
Patrimoine Ressources Eau Biodiversité

Signé Marie-Françoise BAZERQUE



PREFECTURE DE LA GIRONDE
PREFECTURE DES LANDES
PREFECTURE DES PYRENEES-ATLANTIQUES
PREFECTURE DU LOT-ET-GARONNE
PREFECTURE DE LA DORDOGNE

ARRÊTE du 02 décembre 2011

ARRÊTE n° 38/2011 **portant autorisation de capture d'espèces animales** **protégées**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
LE PREFET DE LA DORDOGNE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
LE PREFET DU LOT-ET-GARONNE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
LE PREFET DES LANDES
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** l'arrêté en date du 22 février 2010 de M. le Préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 5 mai 2011 de M. le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 5 juillet 2011 de M. le Préfet de la Dordogne, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 15 avril 2011 de M. le Préfet du Lot-et-Garonne, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 12 septembre 2011 de M. le Préfet des Landes, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,

- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L 411-2 et R.411-6 à R.411-14,
- VU** l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N° 98-1 du 3 février 1998),
- VU** la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98/1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),
- VU** la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 2 juillet 2011 déposée par Sandrine BRACCO,
- VU** l'avis du Conseil National de Protection de la Nature en date du 15 septembre 2011,

Sur la proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

ARRÊTENT

ARTICLE 1

Sandrine BRACCO du Groupe Chiroptères Aquitaine est autorisée à capturer et à relâcher des spécimens des espèces protégées de chiroptères visées par l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

ARTICLE 2

Les individus pourront être capturés à l'aide de filet et être manipulés à la main pour identification. Ils seront relâchés sur place après identification.

Ces opérations pourront avoir lieu sur l'ensemble des départements de la région Aquitaine : Gironde, Landes, Pyrénées-Atlantiques, Lot-et-Garonne et Dordogne.

ARTICLE 3

L'autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2012.

ARTICLE 4

Un compte rendu annuel détaillé des opérations sera établi et transmis aux Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine, ainsi que les articles scientifiques et ouvrages produits.

En particulier, le rapport devra contenir les données naturalistes précises issues des opérations de capture-transport autorisées :

- le nom français de l'espèce ;

- la localisation la plus précise possible de la station observée, au minimum sur un fond IGN au 1 :25000°. La localisation pourra se faire sous la forme de points, de segments ou d'aires. Les données de localisation seront apportées en coordonnées lambert II étendu, en Lambert 93 et en coordonnées longitude latitude (dms) ;
- la date d'observation ;
- l'auteur des observations ;
- le nom scientifique de l'espèce, si possible selon le référentiel Kerguelen modifié du Muséum d'Histoire Naturelle ;
- la codification Natura 2000 si elle existe ;
- effectifs de l'espèce dans la station ;
- le stade de développement ;
- le sexe ;
- tout autre champ descriptif de la station ;
- d'éventuelles observations complémentaires.

Le rapport définitif devra être transmis à la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement et à la Direction de l'Eau et de la Biodiversité.

ARTICLE 5

Sandrine BRACCO précisera dans le cadre de ses publications que ces travaux ont été réalisés sous couvert d'une autorisation préfectorale, relative aux espèces protégées.

ARTICLE 6

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 7

Les Secrétaires généraux des préfectures de la Gironde, des Pyrénées-Atlantiques, de la Dordogne, du Lot-et-Garonne et des Landes, et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de l'Aquitaine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de chacune des préfectures.

Fait à Bordeaux, le 02 décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur régional de l'environnement,
 de l'aménagement et du logement Aquitaine
 La Chef du Service
 Patrimoine Ressources Eau Biodiversité

Signé Marie-Françoise BAZERQUE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DEPARTEMENTALE des
TERRITOIRES et de la MER

Service Nature, Eau & Risques
Unité Eau & Milieux Aquatiques
Cellule Gestion quantitative de l'Eau

Arrêté N°SNER2011/12/12-114

AUTORISATIONS GLOBALES DE PRELEVEMENTS

Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages
captant les ressources du SAGE Nappes Profondes
MIOCENE – OLIGOCENE – EOCENE – CRETACE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1 et suivants;
- VU les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er}/12/2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" et plus particulièrement ses mesures 4-9 « révisions des autorisations existantes », 4-10 « prélèvement de référence » et 4-11 « cas des prélèvements en augmentation » ;
- VU l'arrêté préfectoral n° E2002/23 en date du 8/02/2008 portant déclaration d'utilité publique sur la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection et portant autorisation sur le prélèvement et la distribution des eaux du forage « F3 » sur la commune de PRECHAC,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 11/07/1991 portant déclaration d'utilité publique sur la délimitation des périmètres de protection du forage « BRON » sur la commune de PRECHAC,
- VU L'avis de la Commune de PRECHAC en date du 10 août 2011
- VU L'avis du CODERST en date du 08 décembre 2011

CONSIDÉRANT que l'exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau potable doivent permettre d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT la nécessité vitale de protéger les nappes souterraines Miocène, Oligocène, Eocène et Crétacé qui couvrent l'essentiel des besoins en eau potable de la Gironde,

CONSIDÉRANT que la qualité et la quantité des ressources en eaux souterraines dépendent étroitement des politiques d'aménagement du territoire, le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 1-1 demande que les documents d'urbanisme (SCOT, PLU,...) et autres documents de planification prennent en compte les orientations de gestion du SAGE et fassent référence clairement au SAGE.

CONSIDÉRANT que le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 4.9. demande de mettre en œuvre un ajustement raisonnable des volumes maximums autorisés à prélever aux besoins et aux disponibilités des ressources,

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - OBJET DE L'AUTORISATION

La commune de PRECHAC, dénommée ci-après permissionnaire, est autorisée à prélever, par l'intermédiaire des forages et captages définis dans le tableau ci-après, des eaux destinées à l'alimentation humaine pour des volumes annuels maximum indiqués par unités de gestion identifiées.

Pour l'exploitation des ouvrages, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, de tous les arrêtés en vigueur relatifs à l'exploitation et la protection des captages ainsi qu'au présent arrêté.

ARTICLE 2 – LES PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS PAR UNITÉ DE GESTION

Les volumes maximaux annuels autorisés sont :

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m ³ /h	m ³ /j	m ³ /an
F3	08761X0042	MIOCENE SUD		20	420	100 000
BRON	08761X0007	Non déficitaire		25	600	100 000

Sous-total : Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion MIOCENE SUD	100 000 m³
--	------------------------------

Prescription :

Le permissionnaire adresse immédiatement au Préfet (DDTM) :

- Un courrier rendant compte de l'application de la mesure 5-7 du SAGE NP, pour l'élaboration d'un diagnostic du réseau et éventuellement de sa sectorisation s'il y a lieu. Une délibération engageant le permissionnaire en ce sens est adressée au Préfet (DDTM) ;
- Un courrier présentant la politique d'économie d'eau projetée ou engagée au droit de son territoire indiquant le calendrier prévisionnel d'exécution de chaque action. Si la politique d'économie n'est pas définie, le courrier est annexé d'une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative des ouvrages destinés à un autre usage que l'eau potable et ne figurant pas dans le tableau ci-dessus.
- Rend compte des derniers diagnostics et travaux réalisés sur l'intégralité de ses ouvrages ;

Le permissionnaire adresse en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, au Préfet (DDTM) :

- Un courrier présentant l'avancée de la politique d'économie d'eau sur son territoire pour notamment les actions suivantes :
 - engagement d'un diagnostic du réseau et éventuellement de la sectorisation ;
 - travaux réalisés dans l'année sur le réseau pour maintenir ou améliorer ses performances ainsi que ceux prévus et budgétisés ;
 - politique d'incitation à la maîtrise des consommations auprès des usagers y compris auprès des gros consommateurs d'eau ;
 - possibilités de substitution de ressource pour les ouvrages captant les unités de gestion déficitaires ;
 - recherche de ressources de substitution pour les usages de la collectivité ne nécessitant pas la qualité de l'eau potable ;

Toute action sus-citée ne pouvant être engagée est dûment motivée.

Le permissionnaire télé-déclare en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, sur le site de la préfecture :

- les informations demandées par la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES, DES PRELEVEMENTS ET DE LA NAPPE

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire des captages doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre formations aquifères différentes ainsi que toute pollution des eaux souterraines. L'utilisation de désherbant chimique est interdite. Les lieux, bâtiments et ouvrages servant à la production d'eau et au traitement avant distribution sont sécurisés de toute intrusion ou geste de malveillance.

Tous les dix ans, un diagnostic des ouvrages de prélèvement est réalisé. Il comprend notamment une mesure par micro-moulinet pour connaître la vitesse et le positionnement des venues d'eau et une inspection par caméra de la colonne de captage.

- Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai, le Préfet (DDTM).
- Lorsqu'un ouvrage capte deux aquifères, l'obturation de la crépine au droit d'un des deux aquifères captés est effectuée dès que l'état de l'ouvrage nécessite la réalisation de travaux de réhabilitation ou immédiatement en suivant le diagnostic décennal.

Le permissionnaire ou son gestionnaire consigne sur un registre papier ou informatique, les éléments listés ci-après, du suivi de l'exploitation des ouvrages :

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois par an au minimum.
- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- La mesure des niveaux statiques et dynamiques, effectuée une fois par an dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

PRESCRIPTION : Ces mesures sont adressées en fin d'année calendaire au Préfet (DDTM).

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

Ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition du Préfet (DDTM) ainsi que des agents qu'il aura délégué.

ARTICLE 4 : ARRÊT D'EXPLOITATION – SUPPRESSION DES OUVRAGES

Tout abandon d'exploitation de forage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès du Préfet (DDTM) qui se prononce, le cas échéant, sur l'opportunité de conserver en l'état l'ouvrage en cause, susceptible d'être utilisé par la suite à d'autres usages tels que le suivi piézométrique et la surveillance de la qualité de la nappe.

Dans le cas d'une réponse négative, le forage doit obligatoirement faire l'objet d'un comblement permettant d'éviter la communication entre aquifères et les pollutions par les eaux de surface, selon les modalités de la réglementation en vigueur.

Le comblement effectué selon les prescriptions établies par un hydrogéologue qui présente au Préfet (DDTM) le projet, le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués.

Le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués est transmis dans un délai maximum de trois mois comptés de la fin de chaque opération.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Le remplacement des ouvrages, la modification de leurs caractéristiques de fonctionnement n'est pas de nature à remettre en cause les volumes globaux définis dans cet arrêté.

ARTICLE 6 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement susvisé, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de ce code.

ARTICLE 7 : DURÉE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

La présente autorisation est accordée pour la durée d'exploitation des ouvrages.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 des codes de l'environnement et de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

De même, toute situation de crise (indisponibilité d'une ressource, défaillance des infrastructures, etc...) pourrait conduire l'Administration à autoriser des dépassements de prélèvements à partir d'autres ressources, selon les textes en vigueur.

ARTICLE 9 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 10 : RETRAIT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

ARTICLE 12: RÉSERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 13: INFORMATION DES TIERS

- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et une copie est affichée en mairie. des communes de PRECHAC pendant **une durée minimale de un mois**.
- Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis à la préfecture (DDTM) dans un délai de **1 mois** après la date de signature de l'arrêté.
- Le présent arrêté sera consultable sur le site Internet de la Préfecture <http://www.gironde.pref.gouv.fr>

ARTICLE 14: AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 15: DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux.

- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application de ses articles L 211-6, L.214-10, L.216-2 et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code :
 - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
 - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 16: SANCTIONS

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

En application de l'article L.216-6 du Code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende pour une personne physique et jusqu'à cinq fois plus pour une personne morale, le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux souterraines, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la faune ou à la flore, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau.

- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du Règlement sanitaire

En application de l'article L1312-2 du Code de la santé publique, est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende.

- Non-respect des prescriptions fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires

En application de l'article 131-13-5° du Code pénal, est puni d'une amende de 5^{ème} classe.

ARTICLE 17 : EXÉCUTION

- Monsieur le Maire de la commune de PRECHAC,
- Madame la secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le directeur départemental du Territoire et de la Mer,
- Monsieur le directeur Régional Santé Aquitaine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à BORDEAUX, le 12 décembre 2011

Pour le Préfet,

Pour le directeur départemental des Territoires et de la Mer,

Et par délégation, Le Chef du Service Nature Eau et Risques

Paul Cojocaru



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE des
TERRITOIRES et de la MER

Service Nature, Eau & Risques
Unité Eau & Milieux Aquatiques
Cellule Gestion quantitative de l'Eau

Arrêté N°SNER2011/12/12-115

AUTORISATIONS GLOBALES DE PRELEVEMENTS

Révision des autorisations de prélèvements pour les ouvrages
captant les ressources du SAGE Nappes Profondes
MIOCENE – OLIGOCENE – EOCENE – CRETACE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1 et suivants;
- VU les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er}/12/2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" et plus particulièrement ses mesures 4-9 « révisions des autorisations existantes », 4-10 « prélèvement de référence » et 4-11 « cas des prélèvements en augmentation » ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29/12/1976 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « LES PRATS » situé sur la commune de LE BARP ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 3/04/1967 portant autorisation sur la création et l'exploitation du forage « F3 » situé sur la commune de LE BARP ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 25/01/1966 portant déclaration d'utilité publique sur l'exploitation et la délimitation des périmètres de protection du forage « BOURG » sur la commune de LE BARP ;
- VU L'avis du CODERST en date du 08 décembre 2011

CONSIDÉRANT que l'exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau potable doivent permettre d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT la nécessité vitale de protéger les nappes souterraines Miocène, Oligocène, Eocène et Crétacé qui couvrent l'essentiel des besoins en eau potable de la Gironde,

CONSIDÉRANT que la qualité et la quantité des ressources en eaux souterraines dépendent étroitement des politiques d'aménagement du territoire, le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 1-1 demande que les documents d'urbanisme (SCOT, PLU,...) et autres documents de planification prennent en compte les orientations de gestion du SAGE et fassent référence clairement au SAGE.

CONSIDÉRANT que le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde », avec notamment sa mesure 4.9. demande de mettre en œuvre un ajustement raisonnable des volumes maximums autorisés à prélever aux besoins et aux disponibilités des ressources,

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - OBJET DE L'AUTORISATION

La commune de LE BARP, dénommée ci-après permissionnaire, est autorisée à prélever, par l'intermédiaire des forages et captages définis dans le tableau ci-après, des eaux destinées à l'alimentation humaine pour des volumes annuels maximum indiqués par unités de gestion identifiées.

Pour l'exploitation des ouvrages, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, de tous les arrêtés en vigueur relatifs à l'exploitation et la protection des captages ainsi qu'au présent arrêté.

ARTICLE 2 – LES PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS PAR UNITÉ DE GESTION

Les volumes maximaux annuels autorisés sont :

Nom du captage	Indice BSS	Unité de Gestion - classement	Zone à risque	m ³ /h	m ³ /j	m ³ /an
BOURG	08504X0004	MIOCENE CENTRE Non déficitaire		50	1 000	360 000
LES PRATS	08504X0008			50	500	182 000
F3	08268X0026			100	2 400	380 000

Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion MIOCENE CENTRE	380 000 m³
--	------------------------------

Prescription :

Le permissionnaire adresse immédiatement au Préfet (DDTM) :

- Un courrier présentant la politique d'économie d'eau projetée ou engagée au droit de son territoire indiquant le calendrier prévisionnel d'exécution de chaque action. Si la politique d'économie n'est pas définie, le courrier est annexé d'une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative de ses ouvrages pour déclarer d'utilité publique la dérivation des eaux et la délimitation des périmètres de protection des captages « LES PRATS » et « F3 » sur la commune de LE BARP, au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et adresse au Préfet (DDTM) une délibération en ce sens.
- Rend compte immédiatement de la régularisation administrative des ouvrages destinés à un autre usage que l'eau potable et ne figurant pas dans le tableau ci-dessus.
- Rend compte des derniers diagnostics et travaux réalisés sur l'intégralité de ses ouvrages ;

Le permissionnaire adresse en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, au Préfet (DDTM) :

- Un courrier présentant l'avancée de la politique d'économie d'eau sur son territoire pour notamment les actions suivantes :
 - travaux réalisés dans l'année sur le réseau pour maintenir ou améliorer ses performances ainsi que ceux prévus et budgétisés ;
 - politique d'incitation à la maîtrise des consommations auprès des usagers y compris auprès des gros consommateurs d'eau ;
 - possibilités de substitution de ressource pour les ouvrages captant les unités de gestion déficitaires ;
 - recherche de ressources de substitution pour les usages de la collectivité ne nécessitant pas la qualité de l'eau potable ;

Toute action sus-citée ne pouvant être engagée est dûment motivée.

Le permissionnaire télé-déclare en fin de chaque année calendaire ou avant la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné, sur le site de la préfecture :

- les informations demandées par la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES, DES PRELEVEMENTS ET DE LA NAPPE

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire des captages doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre formations aquifères différentes ainsi que toute pollution des eaux souterraines. L'utilisation de désherbant chimique est interdite. Les lieux, bâtiments et ouvrages servant à la production d'eau et au traitement avant distribution sont sécurisés de toute intrusion ou geste de malveillance.

Tous les dix ans, un diagnostic des ouvrages de prélèvement est réalisé. Il comprend notamment une mesure par micro-moulinet pour connaître la vitesse et le positionnement des venues d'eau et une inspection par caméra de la colonne de captage.

- Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai, le Préfet (DDTM).
- Lorsqu'un ouvrage capte deux aquifères, l'obturation de la crépine au droit d'un des deux aquifères captés est effectuée dès que l'état de l'ouvrage nécessite la réalisation de travaux de réhabilitation ou immédiatement en suivant le diagnostic décennal.

Le permissionnaire ou son gestionnaire consigne sur un registre papier ou informatique, les éléments listés ci-après, du suivi de l'exploitation des ouvrages :

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois par an au minimum.
- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- La mesure des niveaux statiques et dynamiques, effectuée une fois par an dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

PRESCRIPTION : Ces mesures sont adressées en fin d'année calendaire au Préfet (DDTM).

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

Ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition du Préfet (DDTM) ainsi que des agents qu'il aura délégué.

ARTICLE 4 : ARRÊT D'EXPLOITATION – SUPPRESSION DES OUVRAGES

Tout abandon d'exploitation de forage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès du Préfet (DDTM) qui se prononce, le cas échéant, sur l'opportunité de conserver en l'état l'ouvrage en cause, susceptible d'être utilisé par la suite à d'autres usages tels que le suivi piézométrique et la surveillance de la qualité de la nappe.

Dans le cas d'une réponse négative, le forage doit obligatoirement faire l'objet d'un comblement permettant d'éviter la communication entre aquifères et les pollutions par les eaux de surface, selon les modalités de la réglementation en vigueur.

Le comblement effectué selon les prescriptions établies par un hydrogéologue qui présente au Préfet (DDTM) le projet, le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués.

Le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués est transmis dans un délai maximum de trois mois comptés de la fin de chaque opération.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Le remplacement des ouvrages, la modification de leurs caractéristiques de fonctionnement n'est pas de nature à remettre en cause les volumes globaux définis dans cet arrêté.

ARTICLE 6 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement susvisé, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de ce code.

ARTICLE 7 : DURÉE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

La présente autorisation est accordée pour la durée d'exploitation des ouvrages.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 des codes de l'environnement et de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

De même, toute situation de crise (indisponibilité d'une ressource, défaillance des infrastructures, etc...) pourrait conduire l'Administration à autoriser des dépassements de prélèvements à partir d'autres ressources, selon les textes en vigueur.

ARTICLE 9 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 10 : RETRAIT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

ARTICLE 12: RÉSERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 13: INFORMATION DES TIERS

- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et une copie est affichée en mairie des communes de LE BARP pendant **une durée minimale de un mois**.
- Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis à la préfecture (DDTM) dans un délai de **1 mois** après la date de signature de l'arrêté.
- Le présent arrêté sera consultable sur le site Internet de la Préfecture <http://www.gironde.pref.gouv.fr>

ARTICLE 14: AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 15: DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux.

- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application de ses articles L.211-6, L.214-10, L.216-2 et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code :
 - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 16: SANCTIONS

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

En application de l'article L.216-6 du Code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende pour une personne physique et jusqu'à cinq fois plus pour une personne morale, le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux souterraines, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la faune ou à la flore, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau.

- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du Règlement sanitaire

En application de l'article L1312-2 du Code de la santé publique, est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende.

- Non-respect des prescriptions fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires

En application de l'article 131-13-5° du Code pénal, est puni d'une amende de 5^{ème} classe.

ARTICLE 17 : EXÉCUTION

- Monsieur le Maire de la commune de LE BARP,
- Madame la secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le directeur départemental du Territoire et de la Mer,
- Monsieur le directeur Régional Santé Aquitaine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à BORDEAUX, le 12 décembre 2011

Pour le Préfet,

Pour le directeur départemental des Territoires et de la Mer,

Et par délégation, Le Chef du Service Nature Eau et Risques

Paul Cojocar



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA GIRONDE

DIRECTION
DEPARTEMENTALE des
TERRITOIRES et de la
MER

Service
Urbanisme
Aménagement
Transports

Arrêté du **16 DEC. 2011**

ARRÊTÉ
PORTANT CRÉATION DU
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE SUIVI DU BRUIT
DANS LE DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive n°2002/49/CE du parlement européen et du conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement ;

VU les articles L572-1 à L572-11 et R572-1 à R572-11 du code de l'environnement ;

VU la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;

VU l'ordonnance n°2004-1199 du 12 novembre 2004 prise pour la transposition de la directive 2002/49/CE ;

VU la loi n°2005-1319 du 26 octobre 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement ;

VU le décret n°95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

VU le décret n°2006-361 du 24 mars 2006, modifié par le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007, relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement et modifiant le code de l'urbanisme ;

VU l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières ;

VU l'arrêté du 30 mai 1996, modifié le 17 avril 2009, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU l'arrêté du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2003 portant classement sonore des routes nationales et autoroutes en Gironde ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 mars 2009 portant classement sonore des voies ferrées en Gironde ;

VU l'arrêté préfectoral du 03 mars 2009 portant classement sonore des voies de la Communauté Urbaine de Bordeaux ;

VU l'arrêté préfectoral du 06 avril 2011 portant classement sonore d'infrastructures terrestres non prises en compte par l'arrêté du 30 janvier 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 08 août 2011 portant classement sonore de l'autoroute A65 ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1

Il est créé un comité départemental de suivi du bruit dans le département de la Gironde. Celui-ci a pour objectif de fédérer l'ensemble des acteurs concernés par la lutte contre les nuisances sonores résultant d'activités humaines telles que citées dans l'article R572-1 du code de l'environnement. À ce titre, il assure le suivi des démarches listées ci-après :

- Évolution du classement sonore des infrastructures de transports terrestres ,
- l'Observatoire du bruit en Gironde,
- Réalisation des cartes de bruit stratégiques et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE),
- Mise en œuvre de l'information du public.

ARTICLE 2

Le comité est présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant. Il est composé comme suit :

Services de l'Etat :

- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (DDTM) de la Gironde
- Monsieur le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Aquitaine
- Monsieur le Délégué Départemental de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH)
- Madame la Directrice de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud-Ouest (DSAC-SO)

Autorités Organisatrices des Transports et gestionnaires d'infrastructures de transports :

- Monsieur le Président du Conseil Régional d'Aquitaine ou son représentant
- Monsieur le Président du Conseil Général de la Gironde ou son représentant
- Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) ou son représentant
- Monsieur le Maire de Libourne ou son représentant
- Monsieur le Directeur Régional de Réseau Ferré de France (RFF)
- Monsieur le Directeur interdépartemental des routes (DIR) Atlantique
- Monsieur le Directeur interdépartemental des routes (DIR) du Sud-Ouest

Sociétés concessionnaires d'autoroutes :

- Monsieur le Directeur de la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF) en Aquitaine
- Monsieur le Directeur de la société A'LIÉNOR

Professionnels du bâtiment et des travaux publics :

- Monsieur le Président de la Fédération Française du Bâtiment en Gironde ou son représentant
- Monsieur le Président de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) de Gironde ou son représentant
- Monsieur le Président de la Fédération Régionale des Travaux Publics d'Aquitaine ou son représentant

Organismes gestionnaires de logements locatifs sociaux :

- Madame la Présidente de l'Association Régionale des Organismes Sociaux pour l'Habitat en Aquitaine (AROSHA) ou son représentant

Partenaires associés :

- Monsieur le Directeur Régional de la SNCF
- Monsieur le Directeur Régional de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) en Aquitaine
- Madame la Directrice de l'Agence Régionale de la Santé (ARS)
- Monsieur le Président de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) de la Gironde ou son représentant
- Monsieur le Président de l'Association des Maires de Gironde ou son représentant
- Monsieur le Président du Directoire de la société de l'aéroport de Bordeaux Mérignac ou son représentant

ARTICLE 3

Lorsque ce comité se réunit pour aborder le suivi de l'élaboration des cartes de bruit (CBS) et des plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE), y est associé l'ensemble des communes du département listées dans le décret n°2006-361 du 24 mars 2006.

ARTICLE 4

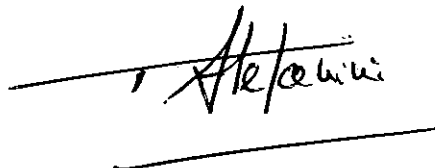
L'arrêté préfectoral du 17 mars 2004 instituant le comité de pilotage départemental de l'observatoire du bruit en Gironde est abrogé.

ARTICLE 5

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde. Cet arrêté est notifié à chacun des membres du comité départemental de suivi.

Fait à Bordeaux, le 15 décembre 2011

Le Préfet



Patrick STEFANINI



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA GIRONDE

ARRETE PREFECTORAL SNER n°2011/12/19-128
PORTANT
AUTORISATION AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE
L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT LES AUTORISATIONS
TEMPORAIRES DE PRELEVEMENTS DANS LES EAUX
SUPERFICIELLES POUR LES USAGES AGRICOLES EN PERIODE
HIVERNALE POUR L'ANNEE 2011-2012

Le Préfet de la Région Aquitaine
Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code civil ;

VU le code de l'environnement ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n°203-869 du 11 septembre 2003 portant extension des zones de répartition des eaux et l'arrêté préfectoral du 28 février 2005 constatant la liste des communes incluses dans ces zones,

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour Garonne approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 1^{er} décembre 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2003 désignant, sur le fondement de l'article R214-24 du Code de l'Environnement, la Chambre d'Agriculture de la GIRONDE comme mandataire chargé de regrouper les demandes d'autorisations temporaires de pompage, délimitant le périmètre à l'intérieur duquel s'exercera le rôle du mandataire, en l'occurrence le territoire du Département dans son ensemble et fixant, au 15 août 2010, la date limite de dépôt des dossiers de demandes auprès du mandataire ;

VU le dossier présenté par la Chambre d'Agriculture de la GIRONDE, mandataire de tous les pétitionnaires, le 17 octobre 2011 ;

VU le rapport rédigé par le service de police de l'eau en date du 9 novembre 2011 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 8 décembre 2011 ;

VU le projet d'arrêté adressé à la Chambre d'Agriculture de la Gironde en date du 14 décembre 2011,

VU la réponse de la Chambre d'Agriculture de la Gironde en date du 16 décembre 2011,

ATTENDU que les demandes de prélèvement s'effectuent dans les cours d'eau de la Gironde, dans les nappes d'accompagnement de la Garonne et de la Dordogne.

CONSIDERANT que la Chambre d'Agriculture de la Gironde a déposé auprès du Préfet un dossier jugé recevable pour instruction, comportant un document d'incidences,

CONSIDERANT que la procédure mandataire peut s'appliquer dès lors que la présentation regroupée des demandes permet d'individualiser et de justifier de la demande d'autorisation de chacun,

CONSIDERANT que cette logique de procédure permet d'avoir une approche globale de la ressource par l'approche cumulée des demandes d'autorisation,

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau,

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Objet de l'autorisation

Sont autorisés selon les modalités récapitulées dans le tableau annexé au présent arrêté les prélèvements d'eaux superficielles en période hivernale à usage agricole.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.2.1.0.	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté par l'article L.214.9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° d'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1000 m3/heure ou à 5% du débit du cours d'eau, ou à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° d'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1000 m3/heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).....	AUTORISATION
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté par l'article L.214.9 du code de l'environnement, ouvrages installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L 212-2 du code de l'environnement, ont prévus l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m3/heure (A)..... 2° dans les autres cas (D).....	AUTORISATION

Article 2 : Conditions de prélèvement

2.1. Un débit réservé, garantissant dans le lit des cours d'eau la préservation de la vie piscicole en aval des points de pompage ou de dérivation des eaux, doit être respecté par les permissionnaires selon les valeurs fixées dans le tableau annexé au présent arrêté. En deçà de ces valeurs, le pompage doit être impérativement interrompu.

Toutefois, lorsque le débit du ruisseau à l'amont de la prise d'eau est inférieur à la valeur du débit réservé, chaque permissionnaire n'est tenu de restituer que le débit du cours d'eau en amont.

2.2. Ouvrages de prise d'eau : ne sont pas autorisés par le présent arrêté. S'il s'avère nécessaire d'en créer, il convient d'en solliciter l'autorisation auprès des services de la police de l'eau. Ces ouvrages de prise d'eau devront être temporaires et conçus de telle façon qu'ils puissent être enlevés en fin de campagne d'irrigation ou en période de crues.

La présente autorisation est accordée dans la seule mesure où le prélèvement d'eau ne porte pas préjudice au milieu aquatique, ni au libre écoulement des eaux ; elle cesse immédiatement d'être valable dès qu'un tel préjudice peut se manifester.

2.3. En fin de campagne, toutes les installations temporaires permettant le prélèvement d'eau doivent être démontées et les lieux remis dans leur état initial.

Article 3 : Contrôles des prélèvements

Aux termes des dispositions découlant des articles L 214-8, R214-15 et R214-16 du Code de l'Environnement, les installations permettant d'effectuer des prélèvements en eau superficielle ou en nappe d'accompagnement doivent être pourvues de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés. Le système privilégié est le compteur volumétrique.

Les exploitants ou les propriétaires desdites installations sont tenus :

- ❶ d'assurer la pose et le fonctionnement des compteurs,
- ❷ de noter, mois par mois, sur un registre spécialement ouvert à cet effet :
 - * les volumes prélevés,
 - * le cas échéant, le nombre d'heures de pompage,
 - * l'usage et les conditions d'utilisation,
 - * les variations éventuelles de la qualité qu'ils auraient pu constater,
 - * les changements constatés dans le régime des eaux,
 - * les incidences survenues dans l'exploitation de l'installation ou le comptage des prélèvements, et notamment les arrêts de pompage.
- ❸ de conserver pendant au moins trois ans les registres.

Article 4 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 5 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 6 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 7 :

Chaque bénéficiaire d'une autorisation est tenu de se conformer aux lois et règlements existants ou à intervenir relatifs à la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques, au mode de distribution et au partage des eaux.

Article 8 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 9 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés en application notamment des articles 643 et 644 du Code Civil. Le permissionnaire sera responsable de tous dommages qui seraient une conséquence de la prise d'eau.

Article 10 :

Les agents de la **Direction Départementale des Territoires et de la Mer** et de l'**Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques** et toutes personnes mandatées pour assurer la protection des milieux aquatiques ont en permanence libre accès pour le contrôle des conditions imposées par la présente autorisation.

Article 11 :

Les permissionnaires ne peuvent prétendre à aucune indemnité ni à aucun dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit l'Administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt de la salubrité ou de la sécurité publique, de la police ou de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant de la présente autorisation, tous droits antérieurs réservés.

Article 12 : Durée de Validité

L'autorisation est accordée pour une durée expirant au **30 avril 2012 (pour l'irrigation)** et au **31 mai 2012 (pour la lutte anti-gel et le remplissage des réserves d'eau)**, sauf conditions climatiques particulières exigeant des mesures de restriction ou l'arrêt immédiat des prélèvements durant six mois.

Article 13 : Voies et délais de recours - Information des tiers

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par

le pétitionnaire et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

En vue de l'information des tiers, un extrait du présent arrêté est publié à la diligence du Préfet et aux frais de la **Chambre d'Agriculture de la GIRONDE** dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le Département de la **GIRONDE**.

Il est en outre affiché dans les Mairies des communes concernées pendant toute la durée de validité de l'autorisation.

Article 14 :

- la Secrétaire Générale de la **PREFECTURE**,
- les Sous Préfets des arrondissements de **LIBOURNE, BLAYE et LANGON**,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- les Maires des communes concernées,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à BORDEAUX, le 19 décembre 2011

P/Le Préfet

P/Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

Le Adjoint au Chef du Service Nature, Eau et Risques



Jean Louis MAYONNADE

Pièce jointe : Annexe 1 (Tableau récapitulatif des permissionnaires)

AMPLIATION :

Original (DDTM)	1	Communes	18
S/P LIBOURNE	1	Chambre d'Agriculture	1
Fédération Dptle AAPPMA	1	Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques	1
S/P BLAYE	1	Synd. BV de la JALLE DE CASTELNAU	1
S/P LANGON	1	Synd. BV du BEUVE et de la BASSANNE	1
DREAL	1	Permissionnaires	25

RAISON SOCIALE	NOM	Prénom	Nbre de pompes(s)	Cours d'eau ou Aquifère	Commune de prélèvement	section cadastrale	n° cad	Pompe mobile	Utilisation	Débit Autorisé 2012 (m3/h)	Volume annuel autorisé 2012(m3)	moyen de mesure	Culture irriguée	Surface culture 2012 (ha)
Bassin versant de la GARONNE														
DE BIASI	DE BIASI	Régine	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	BARIE	ZE	49	NON	Lutte antigel	70	8000	volumétrique	Kiwi	4
DE BIASI	DE BIASI	Régine	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	BARIE	ZD	31	NON	Lutte antigel et irrigation	100	12500	volumétrique	Kiwi et maraîchage	7
DE BIASI	DE BIASI	Régine	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	PUYBARBAN	A	1	NON	Lutte antigel	80	10000	volumétrique	Kiwi	5
DE BIASI	DE BIASI	Régine	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	BARIE	ZE	49	NON	Lutte antigel	10	2000	volumétrique	Kiwi	1
DE BIASI	DE BIASI	Régine	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	BARIE	ZE	49	NON	Lutte antigel	60	4000	volumétrique	Kiwi	2
EARL DE BIASI	DE BIASI	Franck	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	BARIE	ZA	83	NON	Lutte antigel	60	6000	volumétrique	Kiwi	3
EARL DE BIASI	DE BIASI	Franck	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	BARIE	ZA	47	NON	Lutte antigel	30	2000	volumétrique	Kiwi	1
EARL DE BIASI	BRUNEAU	Michel	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	BARIE	ZE	20	NON	Irrigation	10	3000	volumétrique	Maraîchage	1
FAZEMBAT	FAZEMBAT	Anne Marie	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	BARIE	ZC	110	NON	Irrigation	10	1500	volumétrique	Maraîchage	0,5
EARL DE LALIMENT	DE BIASI	Philippe	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	FLOUDES	ZA	29	NON	Irrigation	25	3000	volumétrique	Maraîchage	1
EARL DE LALIMENT	DE BIASI	Philippe	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	FLOUDES	ZA	58	NON	Irrigation	75	3600	volumétrique	Maraîchage	1,2
EARL DE LALIMENT	DE BIASI	Philippe	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	FLOUDES	ZD	35	NON	Irrigation	30	1200	volumétrique	Maraîchage	0,4
HAAS	HAAS	Claire	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	BARIE	ZB	199	NON	Lutte antigel	60	8000	volumétrique	Kiwi	4
SCA LANGLAIS	DAL SANTO	Laurent	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	FONTET	ZO	11	NON	Irrigation	40	3000	électrique	Maraîchage	1
LIARCOU	LIARCOU	Thierry	1	Nappe d'accompagnement de la GARONNE	BARIE	ZB	219	NON	Lutte antigel	30	2740	volumétrique	Kiwi	1,37
EARL DE BIASI	DE BIASI	Franck	1	BASSANNE AVAL	BARIE	ZA	83	OUI	Lutte antigel	180	10000	volumétrique	Kiwi	5
EARL DE BIASI	DE BIASI	Franck	1	BASSANNE AVAL	BARIE	ZA	83	OUI	Lutte antigel	50	6000	volumétrique	Kiwi	3
DE BIASI	DE BIASI	Régine	1	IRUGNE	PUYBARBAN	A	1	OUI	Lutte antigel	60	6000	volumétrique	Kiwi	3
EARL DU PETIT PEY	LAGARDERE	Christian	1	LYSOS	SIGALENS	W	2	OUI	Remplissage de réserve pour irrigation estivale	20	7000	volumétrique	remplissage de réserve	
EARL D'AUZAC	DUFFIET		1	LYSOS	GRIGNOLS	E	377	OUI	Remplissage de réserve pour irrigation estivale	40	30000	volumétrique	remplissage de réserve	
SCA CHATEAU D'EYRANS	SAVIGNEUX	Stéphane	1	MARTILLAC	ST MEDARD D'EYRANS	B	223	NON	Lutte antigel	190	14000	volumétrique	Vigne	7
Bassin versant de la Dordogne														
BONNET	BONNET	Julien	1	DORDOGNE	FLAUJAGUES	B	275	OUI	Irrigation	63	6000	volumétrique	Maraîchage	2
BLANC	BLANC	Pierre Emmanuel	1	DORDOGNE	FLAUJAGUES	AD	113	NON	Lutte antigel	60	15000	volumétrique	Kiwi + maraîchage	6
DELGADO	DELGADO	José Antonio	1	DORDOGNE	ST AVIT ST NAZAIRE	A	189	OUI	Lutte antigel	60	12000	électrique	Verger	6
DELGADO	DELGADO	José Antonio	1	DORDOGNE	ST AVIT ST NAZAIRE	A	189	OUI	Lutte antigel	120	12000	électrique	Verger	6
EARL GAUTHIER	GAUTHIER	Bernard	1	DORDOGNE	ST JEAN DE BLAIGNAC	ZA	19	NON	Lutte antigel	80	5000	électrique	Kiwi	2,5
EARL GAUTHIER	GAUTHIER	Bernard	1	DORDOGNE	ST PEY DE CASTETS	ZA	175	OUI	Lutte antigel	180	10000	horaire	Kiwi	5
EARL LE CHAMP DE MILLET			1	DORDOGNE	ST AVIT ST NAZAIRE	455B	85	OUI	Lutte antigel	300	20000	volumétrique	Pomme	10
EARL TITE	TITE		1	GESTAS	CURSAN	A	204	NON	Remplissage de réserve	8	3500	volumétrique	Pépinère	1
EARL VIGNOBLES YONNET	YONNET		1	DORDOGNE	MOULIETS ET VILLEMARTIN	AI	263	OUI	Lutte antigel	70	4400	volumétrique	Kiwi	2,2

RATION SOCIALE	NOM	Prénom	Nbre de pompage(s)	Cours d'eau ou Aquifère	Commune de prélèvement	section cadastrale	n° cad	Pompe mobile	Utilisation	Débit Autorisé 2012 (m3/h)	Volume annuel autorisé 2012(m3)	moyen de mesure	Culture irriguée	Surface culture 2012 (ha)
GAEK FELIX	FELIX	Michel et Jean Jacques	1	DORDOGNE	ST AVIT ST NAZAIRE	A	181	OUI	Lutte antigel	100	10000	électrique	Kiwi	5
GAEK FELIX	FELIX	Michel et Jean Jacques	1	DORDOGNE	ST AVIT ST NAZAIRE	A	181	OUI	Lutte antigel	60	10000	électrique	Pomme	5
GAEK FELIX	FELIX	Michel et Jean Jacques	1	DORDOGNE	ST AVIT ST NAZAIRE	A	181	OUI	Lutte antigel	120	6000	horaire	Kiwi	3
GFA DOMAINE DE MICCOULEAU	BLANC		1	DORDOGNE	MOULIETS ET VILLEMARTIN	AI	142	NON	Lutte antigel	600	30000	volumétrique	Verger + kiwi	15
GFA DOMAINE DE MICCOULEAU	BLANC		1	DORDOGNE	MOULIETS ET VILLEMARTIN	AI	145	NON	Lutte antigel	120	4000	volumétrique	Kiwi	2
SOU MAGNAC	SOU MAGNAC	Claude		DORDOGNE	MOULIETS ET VILLEMARTIN	AH	70	NON	Lutte antigel	45	2400	horaire	Kiwi	1,2
GFA DOMAINE DE MICCOULEAU	BLANC		2	Nappe d'accompagnement DORDOGNE	MOULIETS ET VILLEMARTIN	AI	145	NON	Lutte antigel	80	12000	volumétrique	Verger	6
GFA DOMAINE DE MICCOULEAU	BLANC		1	Réserve alimentée par la nappe d'accompagnement de la DORDOGNE	FLAUJAGUES	AM	85	NON	Remplissage de réserve pour lutte antigel et irrigation	120	10000	volumétrique	Kiwi + maraîchage	5
SOU MAGNAC	SOU MAGNAC	Claude	1	Nappe d'accompagnement DORDOGNE	MOULIETS ET VILLEMARTIN	AH	163	NON	Lutte antigel	25	2400	Electrique	Kiwi	1,2
SOU MAGNAC	SOU MAGNAC	Claude	1	Nappe d'accompagnement DORDOGNE	MOULIETS ET VILLEMARTIN	AI	44	NON	Lutte antigel	70	2400	Electrique	Kiwi	1,2
SOU MAGNAC	SOU MAGNAC	Claude	1	Nappe d'accompagnement DORDOGNE	MOULIETS ET VILLEMARTIN	AI	47	NON	Lutte antigel	30	2400	Electrique	Kiwi	1,2
SH SICARD			1	Nappe d'accompagnement DORDOGNE	EYNESSE	ZB	213	NON	Irrigation	35	3300	Electrique	Rosiers	1,1
MAUMONT	MAUMONT	Jean Claude	1	Nappe d'accompagnement DORDOGNE	PINEUILH	BE	31	NON	Irrigation	10	6600	volumétrique	Serres et légumes de plein champ	2,2

RAISON SOCIALE	NOM	Prénom	Nbre de pompes(s)	Cours d'eau ou Aquifère	Commune de prélèvement	section cadastrale	n° cad	Pompe mobile	Utilisation	Débit Autorisé 2012 (m3/h)	Volume annuel autorisé 2012(m3)	moyen de mesure	Culture irriguée	Surface culture 2012 (ha)
Bassin versant de la GIRONDE														
EAL CHÂTEAU BISTON BRILLETTE	BARBARIN	Michel et Fils	1	JALETTE	MOULIS EN MEDOC	B	2397	NON	Remplissage de réserve pour lutte antigel	15	5000	volumétrique	Vigne	2,5
EAL CHÂTEAU BISTON BRILLETTE	BARBARIN	Michel et Fils	1	Ru du Bourg de Moulis	MOULIS EN MEDOC	B	957	NON	Remplissage de réserve pour lutte antigel	3	10000	volumétrique	Vigne	5
EAL CHÂTEAU BISTON BRILLETTE	BARBARIN	Michel et Fils	1	Ruisseau du Petit Pujeaux	MOULIS EN MEDOC	B	971	NON	Remplissage de réserve pour lutte antigel	9	10000	volumétrique	Vigne	5
EAL CHÂTEAU BISTON BRILLETTE	BARBARIN	Michel et Fils	1	La TAMPONNETTE	MOULIS EN MEDOC	B	1358	NON	Remplissage de réserve pour lutte antigel	8	3000	volumétrique	Vigne	1,5
EAL Le Moulin Rompu	LATRILLE	Jean Luc	1	CANAL des SABLES	ETAULIERS	A	55	NON	Irrigation	190	123000	volumétrique	Maraichage	82
EAL Le Moulin Rompu	LATRILLE	Jean Luc	1	CANAL des MOULINS	BRAUD ET SAINT LOUIS	A	62	NON	Irrigation	90	34500	volumétrique	Maraichage	23



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer

Service Nature, Eau et Risques

Unité Eau et Milieux Aquatiques

ARRETE PREFECTORAL SNER N° 2011/12/15-116

PORTANT

**AUTORISATION AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE
L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE SUR
LA COMMUNE DE SAINT QUENTIN DE CAPLONG.**

Le Préfet de la Région Aquitaine
Préfet de la Gironde,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-14-1 à R. 11-14-15;

VU le code civil, et notamment son article 640;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour Garonne approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 1^{er} décembre 2009;

VU la demande d'autorisation complète et régulière déposée au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçue le 2 décembre 2010, présentée par la SNC LANGALERIE NORD, enregistrée sous le n° 33-2010-00354 et relative à la création d'une centrale photovoltaïque,

VU l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact en date du 16 février 2011 ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 28 mars 2011 au 28 avril 2011 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 28 mai 2011 ;

VU l'avis de la commune de SAINT QUENTIN DE CAPLONG;

VU le rapport rédigé par le service de police de l'eau en date du 7 novembre 2011,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Gironde en date du 8 décembre 2011;

VU le projet d'arrêté adressé à Monsieur Guy DE MAILLE, mandataire pour la SNC LANGALERIE NORD, en date du 14 décembre 2011,

VU la réponse du pétitionnaire en date du 14 décembre 2011,

CONSIDERANT que l'étude d'impact démontre que le projet ne présente pas d'effets significatifs sur les écosystèmes aquatiques et la ressource en eau,

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté garantissent la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement, la santé et la salubrité publique, et satisfont aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

A R R E T E

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Objet de l'autorisation

Monsieur Guy DE MAILLE, mandataire pour La SNC LANGALERIE NORD, demeurant Domaine de Langalerie – 33220 SAINT QUENTIN DE CAPLONG, **dénommé ci-après le permissionnaire**, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à :

- rejeter les eaux pluviales, captées sur une superficie de **32ha 97a**, dans le ruisseau de la Gravouse,
- créer 3 bassins de rétention d'une superficie totale de 6440 m²,
- créer 4 piézomètres,

dans le cadre de la création d'une centrale photovoltaïque sur la commune de SAINT QUENTIN DE CAPLONG, lieux dits « Taillade », « Langalerie », « Vergnet » et « Les Grands Bois Nord » sur les parcelles cadastrales Section AH n°103-104-243-244-245-247-250-251-273 et AI n°02.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Surface/nombre	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	4	DECLARATION
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface total du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : <ul style="list-style-type: none">- supérieure ou égale à 20 ha : Autorisation- supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha : Déclaration	32ha 97a	AUTORISATION
3.2.3.0	Plans d'eau, permanent ou non : <ul style="list-style-type: none">- dont la superficie est supérieure ou égale à 3ha : Autorisation- dont la superficie est supérieure à 0,1ha, mais inférieure à 3ha : Déclaration	6 440 m ²	DECLARATION

Article 2 : Caractéristiques du projet

La puissance de la centrale photovoltaïque est de 11,7 MWc.

Au plan technique, la centrale se compose de panneaux photovoltaïques fixes de la série 3 de la société First Solar.

Les aménagements et équipements annexes nécessaires à l'exploitation de la centrale sont, en particulier :

- 8 transformateurs et 16 onduleurs,
- 1 poste de livraison dans un bâtiment existant.

La centrale photovoltaïque est raccordée au réseau d'électricité selon la réglementation en vigueur.

Article 3 : Conditions techniques du rejet des eaux pluviales

Trois bassins en terre sont dimensionnés par la méthode des volumes, pour intercepter des eaux de pluie de retour 5 ans et pour un débit de rejet régulé à 3l/s/ha. Les caractéristiques des bassins sont repris dans le tableau ci-dessous.

Bassin	Fonction	Volume (m ³)	Surface (m ²)
1	Interception des eaux du versant nord	4 850	3 200
2	Interception des eaux du versant sud amont	3 890	2 590
3	Interception des eaux du versant sud aval	970	650

Des filtres de paille sont positionnés à la sortie de chaque bassin de décantation.

Ces bassins seront réalisés en commun avec la SNC LANGALERIE SUD. (cf arrêté n° 2011/12/15-117 du 15 décembre 2011)

⇒ Le plan de localisation définitif des bassins ainsi que le schéma de l'ouvrage de régulation sont transmis à la DDTM avant le début des travaux.

Article 4 : Protection du réseau hydrographique

Des zones tampons enherbées, d'une largeur de 5m sont aménagées le long des fossés qui alimentent le ruisseau affluent de la Gravouse.

Une bande tampon de 60 m de large est préservée sur chaque rive du cours d'eau affluent de la Gravouse.

Des mesures d'évitement de ces zones sont mises en place en phase travaux pour que les engins n'y aient pas accès.

Article 5 : Protection des eaux souterraines.

Les travaux de creusement des tranchées sont réalisés en période de basses eaux, soit en dehors de la période décembre-mai.

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 6 : Moyens de surveillance et d'entretien des installations

Il appartient au permissionnaire d'assurer ou de faire assurer le bon entretien des ouvrages.

Le bon fonctionnement des panneaux est régulièrement surveillé afin de prévenir tout risque de fuite.

La strate herbacée est entretenue uniquement par gyrobroyage sans utilisation de produits phytosanitaires ni d'engins lourds.

Les précautions à respecter pour l'entretien et la surveillance du réseau hydrographique sont formalisées dans un cahier des charges qui est transmis à la DDTM pour avis, dans un délai de 6 mois après la notification de l'arrêté.

Article 7 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L211-1 du Code de l'Environnement susvisé, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L211-5 de ce Code.

Titre III – DISPOSITIONS GENERALES

Article 8: Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 25 ans à compter de sa notification au permissionnaire.

Article 9 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

Article 10 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 11 : Transfert de l'Autorisation

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1 du présent arrêté, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au PREFET, dans les 3 mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

Article 12: Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 13 : Conditions de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le permissionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R 214-20 du code de l'environnement.

Article 14 : Remise en état des lieux.

Si à l'échéance de la présente autorisation le permissionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, il transmet au préfet, 6 mois avant la date de fin d'exploitation, un projet de remise en état des lieux accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 15: Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 16: Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 18 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la DDTM de la Gironde, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Gironde.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie de la commune de SAINT QUENTIN DE CAPLONG.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de la Gironde, ainsi que dans la mairie de la commune de SAINT QUENTIN DE CAPLONG.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 19: Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le permissionnaire et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le permissionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R 421-2 du code de justice administrative.

Article 20: Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
Le Maire de la commune de SAINT QUENTIN DE CAPLONG,
Le Chef de la brigade départementale de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans les mairies intéressées.

A Bordeaux, le **22 DEC. 2011**

Pour le Préfet,


La Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC

ANNEXE :

1-Plan de situation,

AMPLIATIONS :

- | | |
|--------------------------------------|-------------------------|
| - Original (DDTM) | - ARS |
| - DREAL | - Commissaire Enquêteur |
| - Mairie de SAINT QUENTIN DE CAPLONG | - Permissionnaire |
| - ONEMA | |



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer

Service Nature, Eau et Risques

Unité Eau et Milieux Aquatiques

ARRETE PREFECTORAL SNER N° 2011/12/15-117

PORTANT

**AUTORISATION AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE
L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE SUR
LA COMMUNE DE SAINT QUENTIN DE CAPLONG.**

Le Préfet de la Région Aquitaine
Préfet de la Gironde,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-14-1 à R. 11-14-15;

VU le code civil, et notamment son article 640;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour Garonne approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 1^{er} décembre 2009;

VU la demande d'autorisation complète et régulière déposée au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçue le 2 décembre 2010, présentée par la SNC LANGALERIE SUD, enregistrée sous le n° 33-2010-00354 et relative à la création d'une centrale photovoltaïque,

VU l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact en date du 16 février 2011 ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 28 mars 2011 au 28 avril 2011 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 28 mai 2011 ;

VU l'avis de la commune de SAINT QUENTIN DE CAPLONG;

VU le rapport rédigé par le service de police de l'eau en date du 7 novembre 2011,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Gironde en date du 8 décembre 2011;

VU le projet d'arrêté adressé à Monsieur Guy DE MAILLE, mandataire pour la SNC LANGALERIE SUD, en date du 14 décembre 2011,

VU la réponse du pétitionnaire en date du 14 décembre 2011,

CONSIDERANT que l'étude d'impact démontre que le projet ne présente pas d'effets significatifs sur les écosystèmes aquatiques et la ressource en eau,

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté garantissent la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement, la santé et la salubrité publique, et satisfont aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Objet de l'autorisation

Monsieur Guy DE MAILLE, mandataire pour La SNC LANGALERIE SUD, demeurant Domaine de Langalerie – 33220 SAINT QUENTIN DE CAPLONG, **dénommé ci-après le permissionnaire**, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à :

- rejeter les eaux pluviales, captées sur une superficie de **31ha 88a**, dans le ruisseau de la Gravouse,
- créer 3 bassins de rétention d'une superficie totale de 6440 m²,
- créer 4 piézomètres,

dans le cadre de la création d'une centrale photovoltaïque sur la commune de SAINT QUENTIN DE CAPLONG, lieux dits « Taillade », « Langalerie » et « Tailledos » sur les parcelles cadastrales Section AH n°231-232-233-234-236-241-242-246-248-249-250-273 et Section AI n°005-006-007-008-009-010-011-012-013-014-015-016-017-027-028-029-030-204-205.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Surface/Nombre	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	4	DECLARATION
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface total du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : <ul style="list-style-type: none">- supérieure ou égale à 20 ha : Autorisation- supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha : Déclaration	31ha 88a	AUTORISATION
3.2.3.0	Plans d'eau, permanent ou non : <ul style="list-style-type: none">- dont la superficie est supérieure ou égale à 3ha : Autorisation- dont la superficie est supérieure à 0,1ha, mais inférieure à 3ha : Déclaration	6 440 m ²	DECLARATION

Article 2 : Caractéristiques du projet

La puissance de la centrale photovoltaïque est de 11,4 MWc.

Au plan technique, la centrale se compose de panneaux photovoltaïques fixes de la série 3 de la société First Solar.

Les aménagements et équipements annexes nécessaires à l'exploitation de la centrale sont, en particulier :

- 7 transformateurs et 14 onduleurs,
- 1 poste de livraison dans un bâtiment existant.

La centrale photovoltaïque est raccordée au réseau d'électricité selon la réglementation en vigueur.

Article 3 : Conditions techniques du rejet des eaux pluviales

Trois bassins en terre sont dimensionnés par la méthode des volumes, pour intercepter des eaux de pluie de retour 5 ans et pour un débit de rejet régulé à 3l/s/ha. Les caractéristiques des bassins sont repris dans le tableau ci-dessous.

Bassin	Fonction	Volume (m ³)	Surface (m ²)
1	Interception des eaux du versant nord	4 850	3 200
2	Interception des eaux du versant sud amont	3 890	2 590
3	Interception des eaux du versant sud aval	970	650

Des filtres de paille sont positionnés à la sortie de chaque bassin de décantation.

Ces bassins seront réalisés en commun avec la SNC LANGALERIE NORD. (cf arrêté n° 2011/12/15-116 du 15 décembre 2011)

⇒ Le plan de localisation définitif des bassins ainsi que le schéma de l'ouvrage de régulation sont transmis à la DDTM avant le début des travaux.

Article 4 : Protection du réseau hydrographique

Des zones tampons enherbées, d'une largeur de 5m sont aménagées le long des fossés qui alimentent le ruisseau affluent de la Gravouse.

Une bande tampon de 60 m de large est préservée sur chaque rive du cours d'eau affluent de la Gravouse.

Des mesures d'évitement de ces zones sont mises en place en phase travaux pour que les engins n'y aient pas accès.

Article 5 : Protection des eaux souterraines.

Les travaux de creusement des tranchées sont réalisés en période de basses eaux, soit en dehors de la période décembre-mai.

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 6 : Moyens de surveillance et d'entretien des installations

Il appartient au permissionnaire d'assurer ou de faire assurer le bon entretien des ouvrages.

Le bon fonctionnement des panneaux est régulièrement surveillé afin de prévenir tout risque de fuite.

La strate herbacée est entretenue uniquement par gyrobroyage sans utilisation de produits phytosanitaires ni d'engins lourds.

Les précautions à respecter pour l'entretien et la surveillance du réseau hydrographique sont formalisées dans un cahier des charges qui est transmis à la DDTM pour avis, dans un délai de 6 mois après la notification de l'arrêté.

Article 7 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités visés dans la présente autorisation et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L211-1 du Code de l'Environnement susvisé, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L211-5 de ce Code.

Titre III – DISPOSITIONS GENERALES

Article 8: Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 25 ans à compter de sa notification au permissionnaire.

Article 9 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des

éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

Article 10 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 11 : Transfert de l'Autorisation

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1 du présent arrêté, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au PREFET, dans les 3 mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

Article 12: Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 13 : Conditions de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le permissionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R 214-20 du code de l'environnement.

Article 14 : Remise en état des lieux.

Si à l'échéance de la présente autorisation le permissionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, il transmet au préfet, 6 mois avant la date de fin d'exploitation, un projet de remise en état des lieux accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 15: Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 16: Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 18 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la DDTM de la Gironde, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Gironde.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie de la commune de SAINT QUENTIN DE CAPLONG.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de la Gironde, ainsi que dans la mairie de la commune de SAINT QUENTIN DE CAPLONG.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 19: Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le permissionnaire et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le permissionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R 421-2 du code de justice administrative.

Article 20: Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
Le Maire de la commune de SAINT QUENTIN DE CAPLONG,
Le Chef de la brigade départementale de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans les mairies intéressées.

A Bordeaux, le **22 DEC. 2011**

Pour le Préfet,


La Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC

ANNEXE :

1-Plan de situation,

AMPLIATIONS :

- | | |
|--------------------------------------|-------------------------|
| - Original (DDTM) | - ARS |
| - DREAL | - Commissaire Enquêteur |
| - Mairie de SAINT QUENTIN DE CAPLONG | - Permissionnaire |
| - ONEMA | |

PREFECTURE DE LA GIRONDE

AGENCE REGIONALE DE SANTE
D'AQUITAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE
LA GIRONDE

Pôle Santé-Environnement

ARRETE PREFECTORAL
du 23 décembre 2011
Déterminant une zone de lutte contre les moustiques en Gironde
et les modalités d'opérations

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 414-4 et R 414-19-I ;

VU le Code de la Santé Publique;

VU le Code Rural et de la Pêche Maritime;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1321-1, L.1421-1 et suivants et R.5421-1 et suivants;

VU la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 modifiée relative à la lutte contre les moustiques ;

VU le décret n°65-1046 du 1^{er} décembre 1965 modifié pris pour application de la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques;

VU le décret n°2001-1216 du 20 décembre 2001 relatif à la gestion des sites Natura 2000 et modifiant le code rural et de la pêche maritime ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le Décret n°83-814 du 7 septembre 1983 portant création de la réserve naturelle des Prés Salés d'Arès et de Lège-Cap-Ferret (Gironde) ;

VU le Décret n°2010-368 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 ;

VU le règlement sanitaire départemental en date du 23 décembre 1983 et notamment son article 121 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011, relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST),

Vu le protocole en date du 31 août 2010 entre le Préfet de la Gironde et l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, et notamment les articles 3 et 11,

Vu les statuts de l'EID Atlantique du 4 février 2011 ;

Vu la délibération du Bureau du Conseil Général en date du 6 avril 1990 demandant la création d'une zone de démoustication en Gironde ;

Vu le bilan de la campagne de 2011 de l'EID Atlantique pour la lutte contre les moustiques dans le département de la Gironde ;

Vu la notice des incidences sur les sites Natura 2000 réalisée en application du décret n°2010-368 du 9 avril 2010

Vu la fiche de données de sécurité du produit larvicide utilisé par l'EID Atlantique ;

Vu la demande de l'EID Atlantique de renouvellement de l'arrêté préfectoral autorisant les opérations de démoustication en Gironde pour l'année 2012 qui a fait l'objet d'une saisine officielle de la Préfecture par le Conseil Général le 21 octobre 2011;

Vu la saisine du 25 octobre 2011 par l'ARS du Président du Conseil Régional d'Aquitaine, du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, du Directeur de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, du Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du Logement, du Président du Conservatoire du Littoral Délégation Aquitaine, du Directeur du Groupement d'Intérêt Public du Littoral Aquitain, du Directeur de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, du Directeur de la Section Régionale Conchylicole d'Aquitaine, du Président du Groupement de Défense Sanitaire des Abeilles de Gironde (GDSA 33) ;

Vu l'avis de la Direction des Territoires et de la Mer du 15 novembre 2011, du Groupement de Défense Sanitaire des Abeilles de Gironde (GDSA 33) du 13 novembre 2011 et du Conservatoire du Littoral en date du 14 novembre 2011 et en l'absence d'autres remarques des structures consultées par saisine du 25 octobre 2011;

Vu l'avis du Comité Départemental De l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du 8 décembre 2011 ;

CONSIDERANT que la prolifération de moustiques sur le littoral du département de la Gironde induit une nuisance pour les populations ;

CONSIDERANT que la présence de moustiques sur le département de la Gironde peut indirectement favoriser l'introduction sur le département de maladies vectorielles ;

CONSIDERANT que le larvicide d'origine biologique à base de Bti (*Bacillus thuringiensis* var. *israelensis* H14 souche Pasteur am 65-52) est homologué en France pour la démoustication ;

CONSIDERANT que l'autorisation du présent arrêté ne vise pas les travaux de lutte physique au travers des opérations d'entretien, la gestion hydraulique ou la réhabilitation des marais pour supprimer les gîtes larvaires « qui pourront faire l'objet au cas par cas »

d'autorisation spécifique (propriétaires, gestionnaires, services de l'Etat », exceptées les opérations d'entretien et de débroussaillage pour accéder aux gîtes larvaires et aux traitements et ne relevant pas de régimes réglementaires particuliers.

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

ARRETE :

Article 1^{er} : Le territoire correspondant à la zone de lutte contre les moustiques comprend 35 communes de la Gironde listées ci-après, réparties en trois secteurs :

	Noms des communes	Unités concernées
1	Andernos les Bains	Unité d'Arcachon (Communes du SIBA : Syndicat Inter Communal du Bassin d'Arcachon)
2	Arcachon	
3	Arès	
4	Audenge	
5	Biganos	
6	Gujan-Mestras	
7	Lanton	
8	Lège-Cap-Ferret	
9	Le Teich	
10	La Teste-de-Buch	
11	Arveyres	Unité Centre-Est
12	Bassens	
13	Bègles	
14	Blanquefort	
15	Bommes	
16	Budos	
17	Carbon-Blanc	
18	Cenon	
19	Cénac	
20	Fronsac	
21	Léogéats	
22	Libourne	
23	Mérignac	
24	Montussan	
25	Noillan	
26	Pessac	
27	Pujols sur Ciron	
28	Saint Sulpice de Faleyrens	
29	Sauternes	
30	Villandraut	
31	Grayan et l'Hopital	Unité Nord Médoc
32	Saint Estèphe	
33	Soulac sur mer	
34	Talais	
35	Le Verdon sur mer	

Article 2 : Sur la zone de lutte contre les moustiques définie à l'article 1^{er} du présent arrêté, l'organisme de droit public habilité à procéder aux opérations de lutte contre les moustiques est l'Etablissement Interdépartemental pour la Démoustication du Littoral Atlantique (EID Atlantique) dont le siège est fixé au 1, rue Toufaire à Rochefort en Charente Maritime.

Article 3 : Les secteurs du département faisant l'objet d'une prospection/surveillance, de traitements, de contrôles et d'entretien des accès aux gîtes larvaires sont localisés sur les cartes ci-jointes en annexe 2 du présent arrêté.

Article 4 : Sur les sites Natura 2000 sur lesquels des opérations de démoustication sont opérées, les modalités d'interventions de l'EID Atlantique seront adaptées en fonction de leur sensibilité et des conditions d'acceptabilité selon les propositions préalablement émises par le réseau de suivi des zones humides démoustiquées en Gironde, animé par le Conseil Général.

Les 12 sites Natura 2000 concernés par les actions de démoustications sont :

Dénomination des sites Natura 2000		Unités concernées
FR7200679	Bassin d'Arcachon	Unité d'Arcachon
FR7212018	Arcachon et Banc d'Arguin	
FR7200702	Forêts dunaires de la Teste de Buch	
FR7200721	Vallées de la Grande et de la Petite Leyre	
FR7200661	Vallée de l'Isle de Périgueux à sa confluence avec la Dordogne	Unité Centre-Est
FR7200677	Estuaire de la Gironde	
FR7200687	Marais de Bruges, de Blanquefort et de Parempuyre	
FR7200693	Vallée du Ciron	
FR7200698	Carrières de Cénac	
FR7200680	Marais du Bas Médoc	Unité Nord Médoc
FR7200681	Zones humides de l'arrière dune du littoral girondin	
FR7210065	Marais du Nord Médoc	

Article 5 : Le territoire de la Réserve naturelle nationale d'Arès-Lège est exclu du dispositif de traitement. Seul un suivi entomologique sera réalisé en concertation avec le gestionnaire.

Article 6 : Les interventions de l'EID Atlantique sur le site des domaines de Certes et Graveyron situé sur les communes d'Audenge et Lanton devront être réalisées conformément au protocole opérationnel lié à la démoustication pour l'année 2012 qui est joint en annexe 3 du présent arrêté.

Article 7 : Les opérations de lutte contre les moustiques sur les communes désignées à l'article 1^{er} du présent arrêté sont autorisées du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012.

Article 8 : Avant le début de la campagne de démoustication le Conseil Général transmet par courrier (électronique ou postal) aux maires des communes identifiées à l'article 1er du présent arrêté et au Président du Syndicat Inter Communal du Bassin d'Arcachon (SIBA), les zones de leur territoire concernées par les opérations de prospection, de surveillance et susceptibles de faire l'objet d'un traitement anti-larvaire. Le Conseil Général transmet également ces informations aux gestionnaires des espaces naturels ainsi qu'au GDSA.

Article 9 : Les traitements sont adaptés aux observations de terrain. Les opérations de démoustication anti-larvaires sont réalisées par voie terrestre, de façon manuelle ou par utilisation d'engins mécaniques type 4/4 ou quads. Le produit utilisé et le dosage sont récapitulés ci après :

Produit utilisé dans le cadre des traitements anti larvaires :

Nom commercial	Matière active	Autorisation de vente	Dose homologuée	Dose utilisée par l'EID	Type de formulation	Remarque
Vectobac WG	Bti (<i>Bacillus thuringiensis</i> var. <i>israelensis</i> H14 souche Pasteur am 65-52)	oui	1 kg/ha	0.4 à 1kg/ha	Granulé autodispersible	Larvicide d'origine biologique utilisé en milieu naturel qui agit par ingestion uniquement

Article 10 : Tous les mois, l'EID Atlantique transmet par courriel le compte rendu des opérations de démoustication réalisées le mois précédent au Directeur de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine Délégation Territoriale de la Gironde et au Président du Conseil Général ; ce dernier assurera la diffusion de l'information aux Maires des communes concernées et au Président du SIBA.

Article 11 : L'EID Atlantique, rend compte, chaque année, des opérations de lutte contre les moustiques, dans un rapport annuel qu'il présente au CODERST. Ce rapport devra comprendre les éléments suivants :

- un bilan de la campagne de 2012 portant notamment sur le nombre de traitements, la nature et les quantités de produits utilisés, les moyens mis en œuvre ;
- l'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000
- la localisation cartographique des zones de traitement et de surveillance avec notamment la répartition des espèces de culicidés recensées ;
- une évaluation de l'efficacité des traitements réalisés sur les moustiques ;
- les résultats du suivi scientifique notamment concernant l'étude menée par l'INRA sur l'évaluation des effets de la démoustication sur les invertébrés des zones humides du littoral atlantique ainsi que l'étude

- menée par l'EID sur l'impact des activités de démoustication sur la faune pollinisatrice ;
- l'évaluation des risques sanitaires liés aux espèces de culicidés récoltés sur le réseau de piégeage installé en Gironde (*Aedes albopictus*).

Article 12 : Le rapport annuel 2012 devra être transmis à l'ARS Aquitaine avant le 15 octobre 2012.

Article 13 : Le comité de suivi des actions de démoustication en Gironde se réunira pour examiner ce rapport et proposer des orientations pour 2013 au plus tard en octobre 2012 à l'initiative du Conseil Général de la Gironde et après transmission à tous les participants du bilan d'activité de l'année 2012. Ce comité est composé :

- du Président de l'Etablissement Interdépartemental pour la Démoustication du Littoral Atlantique ;
- du Président du Conseil Général de la Gironde ;
- du Président du Conseil Régional d'Aquitaine ;
- du Préfet de la Gironde ;
- de la Directrice de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine Délégation Territoriale de la Gironde ;
- du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;
- du Directeur de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;
- du Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du Logement ;
- du Président du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel
- du Président du Conservatoire du Littoral Délégation Aquitaine ;
- du Directeur du Groupement d'Intérêt Public du Littoral Aquitain ;
- du Président du Groupement de Défense Sanitaire des Abeilles de Gironde

Article 14 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs, affiché dans les mairies de communes concernées et inséré dans 2 journaux d'annonces légales aux frais du Conseil Général de la Gironde.

Le dossier complet reprenant la cartographie des zones concernées par les opérations de prospection, de surveillance, susceptibles de faire l'objet d'un traitement anti-larvaire et le calendrier prévisionnel d'intervention pour l'année 2012 devra être consultable dans les mairies des communes concernées.

Article 15: La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 16: La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
Le Président du Conseil Général de la Gironde,
Les Sous-préfets d’Arcachon, de Blaye, de Langon, de Lesparre-Médoc et de
Libourne,
Le Président de l’Etablissement Interdépartemental pour la Démoustication du
littoral Atlantique,
Les Maires des communes concernées,
Le Directeur Régional de l’Environnement, de l’Aménagement et du
Logement,
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
La Directrice de l’Agence Régionale de Santé d’Aquitaine,
Le Trésorier Payeur Général de la Gironde,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté

Fait à BORDEAUX, le 23 décembre 2011

Pour le PREFET,
La Secrétaire Générale
Signé Isabelle DILHAC

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Région Aquitaine

Direction

DÉCISION du 16 JANVIER 2012

portant habilitation au titre de l'article R 8111-8 du code du travail des agents de la DREAL
Aquitaine chargés de l'inspection du travail dans les mines et carrières

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région
Aquitaine,

Vu l'article R 8111-8 du code du travail,

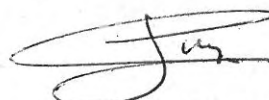
Décide:

Article 1 : Les agents de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement de la région Aquitaine dont le nom figure dans la liste en annexe de la présente décision,
sont habilités à exercer, en ce qui concerne l'exploitation des mines et carrières, à l'exception des
carrières situées sur le domaine de l'Etat mis à la disposition du ministre de la défense, les
attributions des inspecteurs du travail dans les cinq départements de la région Aquitaine.

Article 2 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture
des départements concernés.

Article 3 : La présente décision annule et remplace la décision du 07 février 2011.

Pour le ministre et par délégation
Le Directeur Régional de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de la région Aquitaine,


Patrice RUSSAC

ANNEXE à la décision du 16 janvier 2012

portant habilitation au titre de l'article R 8111-2 du code du travail des agents de la DREAL Aquitaine chargés de l'inspection du travail dans les mines et carrières pour les cinq départements de la région Aquitaine

M. ANDRZEJEWSKI Eric	<i>Technicien Supérieur Principal de l'Industrie et des Mines</i>
M. BARANGER Xavier	<i>Technicien Supérieur de l'Industrie et des Mines</i>
M. BERNIER Claude	<i>Technicien Supérieur en Chef de l'Industrie et des Mines</i>
M. BOULAIGUE Yves	<i>Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines - Chef de l'Unité territoriale des Pyrénées-Atlantiques</i>
M. CAMELOT Matthieu	<i>Chargé de la Mission Juridique et Défense</i>
M. CHAMARD Olivier	<i>Technicien Supérieur Principal de l'Industrie et des Mines</i>
M. DEJONGHE Emmanuel	<i>Technicien Supérieur Principal de l'Industrie et des Mines</i>
M. DERVEAUX Georges	<i>Ingénieur de l'Industrie et des Mines</i>
M. DUBERN Jean-Claude	<i>Technicien Supérieur Principal de l'Industrie et des Mines</i>
M. DUBERT Frédéric	<i>Ingénieur de l'Industrie et des Mines</i>
M. FAOUCHER Yoann	<i>Ingénieur de l'Industrie et des Mines</i>
Mlle FLOUR Valérie	<i>Technicien ne en Chef de l'Industrie et des Mines</i>
M. GATINEL Didier	<i>Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines - Chef de l'Unité territoriale de la Gironde</i>
M. JEAMMET Eric	<i>Technicien Supérieur de l'Equipeement</i>
Mme JOLLIVET Muriel	<i>Ingénieur de l'Industrie et des Mines</i>
M. LABELLE Hervé	<i>Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines - Chef de l'Unité territoriale des Landes</i>
M. LANDREVIE Jean-Claude:	<i>Technicien Supérieur Principal de l'Industrie et des Mines</i>
M. LE GOREC Bernard	<i>Ingénieur de l'Industrie et des Mines</i>
M. LE MEUR Didier	<i>Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines - Chef de la Division Risques Naturels et Ouvrages Hydrauliques</i>
M. RATEL Frédéric	<i>Technicien Supérieur Principal de l'Industrie et des Mines</i>
M. RIVIERE Daniel	<i>Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines - Chef de l'Unité territoriale du Lot et Garonne</i>
M. VAN de GINSTE Dominique	<i>Technicien Supérieur de l'Industrie et des Mines</i>
M. VIELFAURE Vincent	<i>Ingénieur de l'Industrie et des Mines - Chef de l'Unité territoriale de la</i>

PREFECTURE DE LA REGION AQUITAINE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

CABINET DU PREFET DELEGUE
POUR LA DEFENSE ET LA SECURITE

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE SUD-OUEST
PREFET DE LA GIRONDE

Vu les articles L 221-1 et L 221-2 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile (CESEDA) relatifs à la zone d'attente des ports et des aéroports,

Vu le décret n° 99-58 du 29 janvier 1999 relatif à l'organisation de la Direction Centrale de la Police Aux Frontières en sous-directions et portant création de services à compétence nationale,

Vu l'arrêté du 11 février 2004 relatif à la police sur l'aéroport de Bordeaux-Mérignac,

Vu l'arrêté du 17 novembre 2006 portant délimitation de zones d'attente sur l'emprise de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac et du Port Autonome de Bordeaux modifié par l'arrêté du 27 mai 2009,

Vu le courrier en date du 10 août dernier de M. Yvon HERVÉ, directeur de l'hôtel Best Western Aéroport, sis 3 avenue Roland Garros 33700 Mérignac,

CONSIDERANT le souhait de la direction de l'hôtel TRAVEL INN, sis 91 avenue J. F. Kennedy 33700 Mérignac, de ne plus accueillir dans son établissement de personnes non admises sur le territoire national et placées en zone d'attente,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

ARRETE

ARTICLE 1er : L'établissement hôtelier TRAVEL INN, sis 91 avenue J. F. Kennedy 33700 Mérignac, est retiré de la zone d'attente créée sur l'emprise de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac par l'arrêté du 17 novembre 2006 modifié par l'arrêté du 27 mai 2009.

ARTICLE 2 : La zone d'attente créée sur l'emprise de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac comprend :

La zone de l'aérogare qui s'étend des points d'embarquement ou de débarquement à ceux où sont effectués les contrôles de personnes.

L'établissement hôtelier Best Western Bordeaux Aéroport, sis 3 avenue Roland Garros 33700 Mérignac

Le local référencé OC471 situé en zone internationale au rez-de-chaussée de l'aérogare A.

ARTICLE 3 : l'article 2 de l'arrêté du 27 mai 2009 est abrogé.

ARTICLE 4 : M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde et M. le Directeur Zonal de la Police Aux Frontières Sud-Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux le 23 décembre 2011

Le Préfet

Patrick STEFANINI



PRÉFET DE LA GIRONDE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

ET DES LIBERTES PUBLIQUES

**Bureau des Élections, des Consultations
et Enquêtes d'Utilité Publique**

Bordeaux, le

2 JAN. 2012

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE**

- A R R E T E -

**portant renouvellement de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude
aux fonctions de commissaire enquêteur**

-:-:-:-

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

-:-:-:-

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le Code de l'Environnement notamment les articles R 123-34 et suivants relatifs à la Commission Départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur,

VU le décret n° 2011-1236 du 4 octobre 2011 modifiant les dispositions de la partie réglementaire du code de l'environnement relatives à l'établissement des listes d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur ;

VU les arrêtés préfectoraux des 2 octobre 2007 et 10 novembre 2008 relatifs à la composition de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur ;

VU les arrêtés préfectoraux modificatifs des 10 novembre 2009 et 6 septembre 2010 ;

VU les propositions de M. le Président du Conseil Général de la Gironde et de M. le Président de l'Association Départementale des Maires de la Gironde ;

VU l'avis de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er : Dans le département de la Gironde, la commission chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur prévues à l'article 2 de la loi du 12 juillet 1983 modifiée est composée comme suit :

Président de la commission : Monsieur le Président du Tribunal Administratif ou un magistrat délégué,

▪ Services de l'Etat

- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant ;
- le Direction Départemental des Territoires et de la Mer ou son représentant ;
- le Préfet du département de la Gironde ou son représentant ;
- le Directeur de la Délégation territoriale pour la Gironde de l'Agence Régionale de Santé ou son représentant.

▪ Membres désignés par l'Association Départementale des Maires :

- Monsieur Bernard-Philippe LACOSTE, Maire de Saint-Magne, en qualité de titulaire,
- Monsieur Christian TAMARELLE, Maire de Saint-Médard d'Eyrans, en qualité de suppléant.

▪ Membres désignés par le Conseil Général :

- Monsieur Alain RENARD, Conseiller Général du Canton de Saint-Savin, Vice-Président du Conseil Général en qualité de titulaire,
- Monsieur Jacques RESPAUD, Conseiller Général du Canton de Bordeaux VI, Vice-Président du Conseil Général, en qualité de suppléant.

▪ Personnalités qualifiées en matière de protection de l'environnement désignées par le Préfet :

- Monsieur Jean DOS SANTOS, retraité de l'université, ancien professeur de l'université de Bordeaux I,
- Monsieur Daniel DELESTRE, Président de la Fédération SEPANSO Gironde.

ARTICLE 2 : Monsieur Christian VIGNACQ est désigné, en sa qualité de personne inscrite sur une liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur, pour assister, avec voix consultative, aux délibérations de la commission conformément aux dispositions de l'article R 123-34 alinea dernier du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Les membres de la Commission Départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur, autres que les représentants des administrations publiques, sont désignés pour une durée de trois ans renouvelable.


ARTICLE 4 : Le Secrétariat de la Commission Départementale est assuré par les Services de la Préfecture de la Gironde.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde. Il pourra être consulté à la Préfecture – D.A.J.L.P. – Bureau des élections, des consultations et enquêtes d'utilité publique, ainsi qu'au Greffe du Tribunal Administratif de Bordeaux.

ARTICLE 6 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux
et les membres de la Commission sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le **2 JAN. 2012**

~~Le Préfet,~~
La Secrétaire Générale


Isabelle DILHAC

ARRETE DU 21 décembre 2011

Arrêté fixant la liste des journées nationales d'appels à la générosité publique pour l'année 2012

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU les articles L. 2212-2 et L. 2215-1 du Code Général des Collectivités Territoriales modifiés ;

VU la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ;

VU la loi n° 91-772 du 7 août 1991 modifiée relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

VU le décret n° 92-1011 du 17 septembre 1992 modifié relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 juillet 1957 portant interdiction des quêtes sur tout le territoire du département de la Gironde ;

VU l'avis n° IOC/D/11/30092/V du Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités Territoriales et de l'Immigration en date du 21 décembre 2011 relatif au calendrier fixant la liste des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2012,

ARRETE

Article 1er -Le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2012 est fixé ainsi qu'il suit :

- du mercredi 18 janvier au dimanche 12 février : Campagne de solidarité et de citoyenneté **avec quête le 5 février** – La Jeunesse au plein air
- du vendredi 27 au dimanche 29 janvier : Journées mondiales pour les lépreux **avec quête tous les jours** – Fondation Raoul FOLLEREAU – Association St Lazare
- le samedi 28 et dimanche 29 janvier : Journées mondiales pour les lépreux **avec quête les 28 et 29 janvier** – Oeuvres hospitalières de l'Ordre de Malte
- le samedi 4 février : Journée mondiale de lutte contre le cancer – **pas de quête** («l'Arc vous connecte aux chercheurs») - ARC
- du samedi 11 février au dimanche 19 février : Campagne nationale «Enfants et Santé» - **pas de quête** – Association Enfants et Santé
- du lundi 5 mars au samedi 10 mars : Campagne du Neurodon – **pas de quête** – Fédération pour la recherche sur le cerveau

- du lundi 12 mars au dimanche 18 mars : Semaine nationale des personnes handicapées physiques **avec quête les 17 et 18 mars** – Collectif Action Handicap
- du lundi 12 mars au dimanche 18 mars : Semaine nationale des personnes handicapées physiques **avec quête les 17 et 18 mars** – Oeuvres Hospitalières de l'Ordre de Malte
- du lundi 19 mars au dimanche 25 mars : Campagne nationale de lutte contre le cancer **avec quête les 24 et 25 mars** – Ligue contre le cancer
- du lundi 26 mars au samedi 7 avril : Animations régionales dans le cadre des journées SIDACTION **avec quête tous les jours** - Sidaction
- du vendredi 30 mars au dimanche 1^{er} avril : Journées SIDACTION **avec quête tous les jours** - Sidaction
- du mercredi 2 mai au mardi 8 mai : Campagne de l'Oeuvre Nationale du Bleuët de France **avec quête tous les jours** – Oeuvre Nationale du Bleuët de France
- du lundi 14 mai au dimanche 27 mai : Quinzaine de l'Ecole Publique – Campagne «Pas d'école, pas d'avenir» **avec quête le 20 mai** – Ligue de l'enseignement
- du lundi 21 mai au dimanche 3 juin : Aide au départ en vacances des enfants et des jeunes **avec quête les 2 et 3 juin** – Union française des Centres de Vacances et de Loisirs (UFCV)
- du lundi 28 mai au dimanche 3 juin : Semaine nationale de la famille **avec quête les 2 et 3 juin** – Union Nationale des Associations Familiales (UNAF)
- du samedi 2 juin au samedi 9 juin : Campagne nationale de la Croix-Rouge Française **avec quête tous les jours** – La Croix-Rouge Française
- les vendredi 13 et samedi 14 juillet : Fondation Maréchal De Lattre **avec quête les 13 et 14 juillet** – Fondation Maréchal de Lattre
- du mercredi 19 au mercredi 26 septembre : Sensibilisation du public à la maladie d'Alzheimer **avec quête tous les jours** – France Alzheimer
- du dimanche 30 septembre au dimanche 7 octobre : Journées nationales des associations des personnes aveugles et malvoyantes **avec quête les 6 et 7 octobre** – Confédération française pour la promotion sociale des aveugles et amblyopes (CFPSAA)
- du lundi 1er octobre au dimanche 7 octobre : Journées de la Fondation pour la recherche médicale **avec quête tous les jours** – Fondation pour la recherche médicale
- du lundi 8 au dimanche 14 octobre : Journées de solidarité des associations de l'U.N.A.P.E.I. «Opération brioches» **avec quête tous les jours** – Union Nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et leurs amis
- du lundi 15 au dimanche 21 octobre : Semaine nationale des retraités et personnes âgées «Semaine bleue» – **pas de quête** - Comité national d'entente de la semaine bleue
- du lundi 29 octobre au dimanche 4 novembre : Semaine nationale du coeur **avec quête les 3 et 4 novembre** – Fédération française de cardiologie
- du jeudi 1er novembre au dimanche 4 novembre : Journées nationales des sépultures des «Morts pour la France» **avec quête tous les jours** – Le Souvenir Français
- du vendredi 2 novembre au dimanche 11 novembre : Campagne de l'Oeuvre nationale du Bleuët de France **avec quête du 5 au 11 novembre** – Oeuvre nationale du Bleuët de France
- du lundi 12 novembre au dimanche 25 novembre : Campagne nationale contre les maladies respiratoires (campagne nationale du timbre) **avec quête les 18 et 25 novembre** – Comité national contre les maladies respiratoires
- les samedi 17 et dimanche 18 novembre : Journées nationales du Secours Catholique **avec quête** – Le Secours Catholique

- du samedi 24 novembre au jeudi 6 décembre : Actions liées à la Journée mondiale de lutte contre le SIDA **avec quête tous les jours** - Sidaction
- le samedi 1^{er} décembre : Journée mondiale de lutte contre le SIDA **avec quête** - AIDES
- du vendredi 7 décembre au dimanche 16 décembre : Téléthon **avec quête tous les jours** – Association française contre les myopathies
- du vendredi 7 décembre au lundi 24 décembre : Collecte nationale des «Marmites» de l'Armée du Salut **avec quête tous les jours** – Armée du Salut

Article 2 -Seuls les oeuvres et organismes désignés par les départements ministériels qui exercent sur eux un pouvoir de tutelle, peuvent être autorisés à participer aux opérations de collectes, dans le cadre des journées nationales qui leur sont dévolues. Les quêtes ne peuvent avoir lieu qu'aux dates prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 3- Sont toutefois autorisées les quêtes effectuées la veille du jour fixé à cet effet par le calendrier déterminé à l'article 1^{er} ci-dessus, lorsque ce jour est un dimanche.

Article 4- Les personnes habilitées à quêter doivent porter, d'une façon ostensible, une carte indiquant l'oeuvre au profit de laquelle elles collectent des fonds et la date de la quête. Cette carte n'est valable que pour la durée de la quête autorisée ; elle doit être visée par le Préfet.

Article 5- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, Mmes et MM. les Sous-Préfets, Mmes et MM. les Maires, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Gironde, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 21 décembre 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Directeur des Affaires Juridiques
et des Libertés Publiques,
Signé : Christian VERGES

Direction de l'offre de soins

**ARRÊTE ANNULANT LA LICENCE
D'UNE OFFICINE DE PHARMACIE**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la santé publique, notamment l'article L.5125-7, dernier alinéa,
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1943 ayant octroyé, sous le numéro 33#000358, une licence de pharmacie d'officine à un emplacement sis 361 cours de la Somme, 33800, BORDEAUX.
- VU** l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2008 ayant enregistré sous le numéro 2640 la déclaration d'exploitation de Monsieur Nicolas NARBEY pour ladite officine,
- VU** la demande présentée le 1^{er} décembre 2011 par Monsieur Nicolas NARBEY en vue d'obtenir l'annulation de la licence de la pharmacie au 23 décembre 2011.

ARRÊTE

Art. 1^{er}. – L'arrêté préfectoral du 10 décembre 1943 accordant la licence de pharmacie n°33#000358 à l'emplacement sis 361 cours de la Somme, 33800, BORDEAUX est abrogé à compter du 23 décembre 2011 à minuit.

Art. 2. – Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif.

Art. 3. – La Directrice générale adjointe de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 15 décembre 2011
La Directrice Générale de l'Agence régionale de santé
d'Aquitaine

Nicole KLEIN

**ARRÊTE PROLONGEANT LA VALIDITE
DE LA LICENCE D'UNE OFFICINE DE PHARMACIE**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la santé publique, notamment l'article L.5125-7,
- VU** la décision de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine en date du 16 décembre 2010 ayant autorisé, sous le numéro de licence 33#001032, le regroupement de l'officine de pharmacie de Madame Sylvie BROCHET, 50 rue Ernest Renan, 33000, BORDEAUX et de l'officine de pharmacie de Monsieur Hubert GALLAND, 108 rue de la Croix Blanche, 33000, BORDEAUX, au 11-21 cours Marc Nouaux, 33000, BORDEAUX.
- VU** la demande présentée par Madame Sylvie BROCHET et Monsieur Hubert GALLAND, en vue d'obtenir la prolongation de la validité de la licence de leur officine selon les modalités de l'article L.5125-7 du code de la santé publique.

Considérant qu'aux termes de l'article L.5125-7 du code de la santé publique, une officine dont le transfert a été autorisé doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, sauf prolongation en cas de force majeure.

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier présenté par Madame Sylvie BROCHET et Monsieur Hubert GALLAND en appui de la demande de prolongation de validité de la licence, que les caractères constitutifs de la force majeure sont réunies et qu'il y a donc lieu de faire application des dispositions de l'article L.5125-7 du code de la santé publique.

ARRETE

Art. 1^{er}. – La validité de la licence de regroupement des officines de pharmacie, accordée sous le numéro 33#001032, par décision du 16 décembre 2010 de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé, est prolongée d'une durée de six mois, soit jusqu'au 16 juin 2012.

Art. 2. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 3. – La Directrice générale adjointe de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 16 décembre 2011
P/ La Directrice générale de l'Agence régionale de
santé d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice générale adjointe
Anne BARON

Direction des Affaires
Juridiques
et des Libertés Publiques

Bureau de la Police
Administrative
et des Activités Réglementées

**ARRETE N° 33 11 049 - Autorisation administrative de fonctionnement de
l'établissement secondaire ISOPRO**
LE PREFET de la REGION AQUITAINE
PREFET de la GIRONDE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, notamment ses articles 1 et 6 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juin 2011 autorisant la Société **ISOPRO SECURITE PRIVEE** à exercer ses activités de surveillance et gardiennage

VU la demande présentée par Mr Joseph Matthieu Bernard en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement pour l'établissement secondaire :

- Dénomination : ISOPRO
- adresse : 2 Cours du XIII juillet 33064 Bordeaux cedex
- nature des activités : surveillance et gardiennage

CONSIDERANT que le dossier est constitué conformément à la législation en vigueur et que le dirigeant a été agréé par le Préfet du département du Val d'Oise pour l'établissement principal,

SUR PROPOSITION de Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la GIRONDE ;

A R R Ê T E

ARTICLE PREMIER – L'établissement secondaire **ISOPRO**, sis, **2 Cours du XIII juillet 33064 Bordeaux cedex** est autorisé à exercer ses activités de surveillance, gardiennage , à compter de la date du présent arrêté, sous la direction de **Mr Joseph Matthieu Bernard**.

ARTICLE 2 - Nul ne peut se prévaloir du présent arrêté pour exercer une activité autre que celle ci-dessus indiquée.

ARTICLE 3 - Le responsable devra déclarer en Préfecture (bureau de la police administrative et des activités réglementées) toute modification dans les statuts, adresse, activités de l'établissement.

ARTICLE 4 – La cessation d'activité de l'établissement devra également y être déclarée.

ARTICLE 5 – L’agrément peut être retiré lorsque le titulaire cesse de remplir l’une des conditions prévues à l’article 5 de la loi. Il peut être suspendu immédiatement en cas d’urgence ou de nécessité tenant à l’ordre public.

ARTICLE 7– Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/12/2011

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Directeur

Christian Verges

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

Direction régionale de la jeunesse, des sports
et de la cohésion sociale d'Aquitaine

Commission consultative régionale
des aides financières

ARRETE

modifiant l'arrêté du 22 mars 2010

instituant une régie d'avances auprès de la Direction
Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine

**Le Préfet de Région,
Préfet de la Gironde,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite**

VU l'arrêté du 22 mars 2010, instituant une régie d'avances auprès de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine,

VU l'avis conforme du Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde

ARRETE

L'arrêté du 22 mars 2010 susvisé est modifié comme suit :

Article 1^{er} : Il est institué, auprès de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Aquitaine, une régie d'avances devant permettre le fonctionnement de la Commission Régionale Consultative d'Attribution des Aides financières aux agents de la Direction Régionale de la Jeunesse des Sports et de la Cohésion Sociale et des Directions Départementales de la Cohésion Sociale de la région Aquitaine, ainsi qu'aux agents retraités visés dans la note de service DRH/DRH2C/2011/284 du 13 juillet 2011 relative à l'organisation de l'action sociale en faveur des agents.

Article 2 : Le régisseur est autorisé à disposer d'une avance qui sera portée à 5 000 euros.

Article 3 : Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde et Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 22 DEC. 2011

Le Préfet de Région

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales

Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA GIRONDE

Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire
et de l'environnement

ARRÊTÉ DU 13.12.2011

Service de la protection des animaux, des végétaux
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
BP 600
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102860

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

MODIFIANT LA LISTE DÉPARTEMENTALE DES VÉTÉRINAIRES SUSCEPTIBLES DE RÉALISER DES ÉVALUATIONS COMPORTEMENTALES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L211-14-1 DU CODE RURAL

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le code rural et notamment ses articles L211-11, L211-14-1 et D211-3-1 ;
- VU** l'arrêté du 28 août 2009 relatif aux modalités d'inscription des vétérinaires sur une liste départementale en vue de réaliser des évaluations comportementales en application de l'article L211-14-1 du Code Rural ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2011 établissant la liste départementale des vétérinaires susceptibles de réaliser des évaluations comportementales en application de l'article L211-14-1 du Code Rural ;
- VU** la demande présentée, conformément aux dispositions de l'arrêté du 28 août 2009 précité, par le Docteur Vétérinaire LELEU Anne en vue de son inscription sur la liste départementale des vétérinaires susceptibles de réaliser des évaluations comportementales ;
- SUR PROPOSITION** de Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER :

La liste départementale des vétérinaires susceptibles de réaliser des évaluations comportementales en application de l'article L211-14-1 du Code Rural est modifiée comme suit :

Code national vétérinaire	Nom	Adresse professionnelle	Code postal	Commune	Date d'obtention du diplôme vétérinaire	Téléphone
18813	JULLIAN Renaud	46 avenue des Champs	33510	ANDERNOS	2003	0556820725
12836	POZY Pablo	46 avenue des Champs	33510	ANDERNOS	1995	0556820725
18820	LE COZ BUNEL Emilie	8 place du Parc	33370	ARTIGUES PRES BORDEAUX	2006	0556409712
2638	PEIX Didier	4 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny	33430	BAZAS	1987	0556251636
17787	MELOT Céline	1 rue Montet	33640	BEAUTIRAN	2004	0556672380
9265	ROCH François-Xavier	1 rue Montet	33640	BEAUTIRAN	1987	0556672380
2592	GELLE Rémi	116 rue de l'Hôpital	33390	BLAYE	1980	0557420005
10185	RAMETTE Olivier	116 rue de l'Hôpital	33390	BLAYE	1986	0557420005
10843	BROCHET Jérôme	162 avenue Charles de Gaulle	33200	BORDEAUX	1988	0556084648
22184	LEBE Nathalie	98 rue du Grand Maurian	33000	BORDEAUX	2008	0556991475
18180	CLEMENT Céline	16 allée du bois de Gassies	33650	CABANAC ET VILLAGRAINS	2002	0679691634
18792	FAGET Laurent	181 ter, Avenue de Paris	33620	CAVIGNAC	2003	0557681129
2594	GIRARDEAU Jacques	181 ter, Avenue de Paris	33620	CAVIGNAC	1977	0557681129
10737	GAUDRAY Christian	10 Avenue du Baron Haussmann	33610	CESTAS	1990	0556782619
16894	LOBO Alexandre	10 avenue du Baron Haussmann	33610	CESTAS	2001	0556782619
16284	BOUA Hilaire	Route de Sainte Foy la Grande	47120	DURAS	1992	0553837118
2535	BRENAC Olivier	7 avenue du Médoc	33320	EYSINES	1977	0556286141
18765	BUNEL Bertrand	2 place de la République	33270	FLOIRAC	2006	0556324702
2537	CAZIN-BRUGNE Véronique	1 avenue Hubert Dubedout	33270	FLOIRAC	1985	0556409797
19278	DOBRAJE Romain	1 avenue Hubert Dubedout	33270	FLOIRAC	2004	0556409797
1176	LELEU Anne	14 allée des Pins	33170	GRADIGNAN	1986	0556849026
2560	CORNELIS-DEDEOOG Liliane	20 route des Landes	33690	GRIGNOLS	1983	0556255238
11172	HOLLO Véronique	200B, boulevard Pierre Dignac	33470	GUJAN MESTRAS	1990	06 17 35 02 89
13689	THONG Ponghak-Raingsei	36 rue de la Côte d'Argent	33990	HOURTIN	1995	0556736069
12176	DUPRAT Céline	Consultante itinérante 13 Clos de l'Ayguelongue	33450	IZON	1995	0662008196
22703	SAGEOT Anne-Sophie	44 rue des Ecoles	33450	IZON	2009	0627491858
2564	DEROME Pierre	34 avenue de l'Esprit des Lois	33650	LA BREDE	1971	0556202162
2604	IZARD Catherine	80 2A L'Ilot	33240	LA LANDE DE FRONSAC	1982	0557582002
17919	RIEUX Clément	2 bis, Chemin des Grignons	33190	LA REOLE	2004	0556610120
2609	LALOU Denis	4 route de Baudin	33670	LA SAUVE	1980	0556233007
18360	DEMONCEAU Arnaud	3 chemin Garenne	33210	LANGON	2003	0556623867

Code national vétérinaire	Nom	Adresse professionnelle	Code postal	Commune	Date d'obtention du diplôme vétérinaire	Téléphone
12117	EON Charles Henri	3 chemin Garenne	33210	LANGON	1990	0556623867
17475	JANNOT Laetitia	Z.I DUMES - Avenue Galderon	33210	LANGON	2003	0556630065
344	DEBUF Jean Michel	321 avenue de la Libération	33110	LE BOUSCAT	1985	0556087802
10572	DESPERIEZ Franck	77 rue de la Morandière	33185	LE HAILLAN	1987	0556559864
9145	THIENPONT Benoît	7 rue de Moulis	33320	LE TAILLAN MEDOC	1986	0556957532
11486	GALLARDO Anne Marie	13 avenue de la Côte d'Argent	33470	LE TEICH	1993	0556228206
2546	CASSOU RIBEHART Bernard	18 avenue de la Mairie	33950	LEGE	1973	0556600214
14889	ARVY Christophe	130 bis, Avenue Georges Pompidou	33500	LIBOURNE	1995	0557514444
13999	HEINZ Karin	130 bis, Avenue Georges Pompidou	33500	LIBOURNE	1998	0557514444
24033	DROUIN Sébastien	130 bis, Avenue Georges Pompidou	33500	LIBOURNE	2010	0557514444
2547	CAVERNES Marie France	10 avenue d'Aquitaine	33380	MARCHEPRIME	1986	0557718133
19416	PUYALTO-MOUSSU Claire	36 avenue des Sapinettes	33127	MARTIGNAS SUR JALLES	1995	0556785494
9108	PALACIOS Muriel	127 rue Landegrand	33290	PAREMPUYRE	1987	0557931030
2624	MARCHIONINI Gilles	19 avenue des Erables	33600	PESSAC	1970	0556462373
2551	CHEVRIER Lionel	27 avenue du maréchal leclerc	33220	PINEUILH	1974	0557463530
12207	LAMBOLEZ Eric	27 avenue du Maréchal Leclerc	33220	PINEUILH	1992	0557463530
13537	PAUQUET Pascal	30 bis, Cours du Maréchal Foch	33720	PODENSAC	1997	0556271112
9766	VIGIER Jean François	29 lot. Les Serres de Cadouin	33370	POMPIGNAC	1990	0557340151
13823	SOURBET Vincent	17 Le Bourg	33710	PUGNAC	1994	0557688282
15214	CHENAIS ARMAND Stéphanie	25 rue de l'Hôpital	33420	RAUZAN	2002	0557840974
2523	AUDRY Alain	2C route de Grayan	33780	SOULAC SUR MER	1980	0556097736
2534	BOULET Marc	Le Bourg	33820	ST AUBIN DE BLAYE	1978	0557326234
15509	PRADIES Félix Guillaume	Le Bourg	33820	ST AUBIN DE BLAYE	2001	0557326234
13999	HEINZ Karin	23 route de Coutras	33910	ST DENIS DE PILE	1998	0557742222
2629	MONIOT Jean françois	23 route de Coutras	33910	ST DENIS DE PILE	1981	0557742222
20459	BLARD Claire-Elise	3 Balestard	33330	ST EMILION	2005	0557746297
9223	VAN LEEUWEN Linda	3 Balestard	33330	ST EMILION	1988	0557746297
2599	GUENOT Laurence	555 avenue du Las	33127	ST JEAN D'ILLAC	1986	0556218791
11133	GREGOIRE Philippe	Route de Montendre	17270	ST MARTIN D'ARY	1988	0546041803
11102	ROBERT Christophe	48 rue Pierre Ramond	33160	ST MEDARD EN JALLES	1992	0556057474
1774	ASTIER Daniel	Route de Bordeaux	33660	ST SEURIN SUR ISLE	1976	0557496450

Code national vétérinaire	Nom	Adresse professionnelle	Code postal	Commune	Date d'obtention du diplôme vétérinaire	Téléphone
19892	HOUDEE Charles Henri	Route de Bordeaux	33660	ST SEURIN SUR L'ISLE	2004	0557496450
12498	POSTEL Thierry	Route de Bordeaux	33660	ST SEURIN SUR L'ISLE	1992	0557496450
1853	WILLIAMS Anthony	Route de Bordeaux	33660	ST SEURIN SUR L'ISLE	1970	0557496450
17273	PETIT-ETIENNE Germinal	9 place Maucaillou	33450	ST SULPICE ET CAMEYRAC	1999	0556308791
22184	LEBE Nathalie	457 route de Toulouse	33140	VILLENAVE D'ORNON	2008	0556041104

ARTICLE 2 :

L'arrêté préfectoral du 05 décembre 2011 établissant la liste départementale des vétérinaires susceptibles de réaliser des évaluations comportementales en application de l'article L211-14-1 du Code Rural est abrogé.

ARTICLE 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet, 33000 Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le treize décembre deux mille onze

Pour le Préfet
Pour le Directeur Départemental
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre.  Mikaël MOUSSU



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA GIRONDE

**Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire
et de l'environnement**

ARRÊTÉ DU 16.12.2011

Service de la protection des animaux, des végétaux
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
BP 600
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102896

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ABROGATION DU MANDAT SANITAIRE ATTRIBUÉ AU DOCTEUR VÉTÉRINAIRE CALMETTES FRANÇOIS

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 1985 accordant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire CALMETTES François ;
- VU la cessation d'activité professionnelle dans le département de la Gironde du docteur vétérinaire CALMETTES François en date du 25 juin 2011 ;
- SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

A R R Ê T E :

- Article 1 : L'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 1985 octroyant le mandat sanitaire dans le département de la Gironde au **docteur vétérinaire CALMETTES François**, numéro d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires **3797**, est abrogé.
- Article 2 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le seize décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation
Pour le Directeur Départemental
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU

Arrêté portant dénomination de la commune de
Vendays-Montalivet en commune touristique

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** la loi n°2006-437 du 14 avril 2006 portant diverses dispositions relatives au tourisme ;
- VU** le décret n° 2008-884 du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées de tourisme ;
- VU** l'arrêté du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées de tourisme ;
- VU** la circulaire du 3 décembre 2009 relative aux communes touristiques et aux stations classées mentionnées dans le code du tourisme ;
- VU** le code du tourisme ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le code général des impôts ;
- VU** la délibération du conseil municipal de Vendays-Montalivet en date du 18 novembre 2009 demandant le classement en commune touristique ;
- VU** l'avis favorable de Mme la sous préfète de Lesparre-Médoc ;

CONSIDERANT l'existence, par arrêté préfectoral du 25 juillet 2007, d'un office de tourisme communal classé « 2 étoiles » compétent sur le territoire de la commune de Vendays-Montalivet;

CONSIDERANT, au vu du dossier fourni, que la commune de Vendays-Montalivet répond aux critères définis à l'article R 133-32 du code du tourisme pour être dénommée commune touristique au bénéfice d'une procédure allégée ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Est dénommée «commune touristique» pour une durée de cinq ans, la commune de **Vendays-Montalivet** ;

ARTICLE 2 : La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire. Dans le même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision.

Le silence pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet implicite de cette demande. Dans ce cas ou à réception d'un rejet explicite intervenu dans le délai de deux mois suivant le recours gracieux, un recours contentieux peut être formé dans le délai de deux mois.

ARTICLE 3 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, Madame la Sous-Préfète de Lesparre-Médoc, Monsieur le Maire de **Vendays-Montalivet** , Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde et dont copie sera adressée à Mme la directrice des relations avec les collectivités territoriales.

Fait à Bordeaux, le 12 12 2011

Le Préfet,
Pour le préfet
La Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC

Arrêté du 25 novembre 2011

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande d'avis du président du conseil général de la Gironde datée du 26 juillet 2011
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 27 juin 2011 par la SARL AG+ SERVICES 63 rue de la Médoquine 33400 TALENCE à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré à la SARL AG+ SERVICES, au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n° **R011011F033Q180**.

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Assistance administrative à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

...

ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

Arrêté du 25 novembre 2011

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande d'avis du président du conseil général de la Gironde datée du 30 août 2011
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 30 août 2011 par la SAS Graves Services Assurances Organisation (GSAO) ZA « la rivière » -10 rue Denis Papin-33850 LEOGNAN à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

ARRETE

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré à la SAS G.S.A.O., au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} décembre 2011 et jusqu'au 30 novembre 2016 sous le n° **SAP493490015**.

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

les activités en **mode prestataire** :

- petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage
- prestations de petits bricolages dites « homme toutes mains »
- livraison des repas à domicile
- collecte et livraison du linge repassé

- prestation de conduite du véhicule des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives.
- accompagnements des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante)
- livraison de courses à domicile
- soins et promenades d'animaux domestiques, pour les personnes dépendantes
- maintenance, entretien et vigilance temporaire, à domicile, de la résidence principale et secondaire.

ARTICLE 3 :

activités suivantes mode **mandataire** et **prestataire** :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- garde d'enfants à domicile
- soutien scolaire et cours à domicile à domicile

ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 5:

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 6

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 29 juillet 2011 par l'EURL « MENAGE et VOUS » résidence Clos des Alisiers -8 rue Cartier Bresson Appt 102 Bât E-33320 EYSINES, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément simple est délivré à l'EURL « MENAGE et VOUS », au titre des activités de services à la personne à compter du 26 août 2011 et jusqu'au 25 août 2016 sous le n°N260811F033S182.

ARTICLE 2 :

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

ARTICLE 4 :

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 5 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 27 juillet 2009
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 11 août 2011 par le CCAS 33127 MARTIGNAS sur JALLES à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré au CCAS de MARTIGNAS sur JALLES, au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} décembre 2011 et jusqu'au 30 novembre 2016 sous le n°**SAP263302697**.

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Assistance administrative à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire
- mandataire

ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 2 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 12 mai 2011 par à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde
- VU** l'autorisation accordée par le Conseil Général de la Gironde au «GCSMS des Deux Rives » 3 route du Château 33350 PUJOLS dont le CCAS est membre,

ARRETE

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré au CCAS de CASTILLON la BATAILLE, au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2016 sous le n°**SAP263301079**.

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 2 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

ARRETE D'AGREMENT SIMPLE

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 8 juillet 2011 par Madame Sonia FRIAS, auto entrepreneur, 43 A chemin de Veillance 33160 St MEDARD en JALLES, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément simple est délivré à Madame Sonia FRIAS, au titre des activités de services à la personne à compter du 5 décembre 2011 et jusqu'au 4 décembre 2016 sous le n°SAP532386612.

ARTICLE 2 :

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

ARTICLE 4 :

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 5 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 5 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 17 novembre 2011 par le CCAS Espace Charles de Gaulle 33660 St SEURIN sur ISLE à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde
- VU** l'autorisation accordée par le Conseil Général de la Gironde le 27 juillet 2009 à l'« UDCCAS – 22, boulevard Saint Martin – 33600 PESSAC » dont le CCAS de St SEURIN sur ISLE est membre,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré au CCAS de St SEURIN sur l'ISLE au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2017 sous le n° SAP263304677.

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;

- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Assistance administrative à domicile ;

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 5 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 27 juillet 2009,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 14 septembre 2011 par la Communauté de Communes du Canton de Villandraut Hôtel de Ville 33730 VILLANDRAUT à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde,

AR R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré à la Communauté de Commune du Canton de Villandraut, au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2017 sous le n° **SAP243301280**.

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 5 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande d'avis du président du conseil général de la Gironde datée du 30 août 2011
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 30 août 2011 par l'association OLIGAD 13 rue Clément Thomas 33500 LIBOURNE à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré à l'association OLIGAD au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} décembre 2011 et jusqu'au 30 novembre 2016 sous le n ° SAP348686130.

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfant à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire
- mandataire

ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 5 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises de la concurrence
de la consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine

Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55

Télécopie : 05 56 00 08 25

Renseignements droit du
travail :

05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP/N° 534532502 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code
du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 6 décembre 2011 par Madame Charlotte PALMER, gérante de la SARL CPH-NETWORK, sise au 251 avenue de la République 33200 BORDEAUX.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de SARL CPH-NETWORK, sous le n° SAP534532502,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : **prestataire**

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

Assistance administrative

Maintenance, entretien et vigilance de la résidence secondaire et principale

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 décembre 2011

P/Le Préfet de région et par délégation.
P/Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi,
P/Le Directeur Régional Adjoint
Responsable de l'unité territoriale de la Gironde
La Directrice Adjointe du Travail

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises de la concurrence,
de la consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine

Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55

Télécopie : 05 56 00 08 25

Renseignements droit du travail

05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP/N°533354866 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du
travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 6 décembre 2011 par Madame Françoise SERY, auto entrepreneur, sise à 2 LABAT 33410 Sainte CROIX du MONT,

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de **SERY Françoise**, sous le n° **SAP533354866**,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : **prestataire**

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- **Entretien de la maison et travaux ménagers ;**
- **Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;**
- **Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;**
- **Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile ;**
- **Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;**
- **Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;**
- **Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;**
- **Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;**

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 décembre 2011

P/Le Préfet de région et par délégation.
P/Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi,
P/Le Directeur Régional Adjoint
Responsable de l'unité territoriale de la Gironde
La Directrice Adjointe du Travail

Catherine FOURMY

ARRETE D'AGREMENT SIMPLE

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 30 juin 2011 par Madame Jeanne CAPDEPUY, Présidente de l'Association Intermédiaire ASPE -2 rue Serge Mallet- 33320 EYSINES , à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément simple est délivré à l'Association Intermédiaire ASPE, au titre des activités de services à la personne à compter du 9 décembre 2011 et jusqu'au 30 novembre 2016 sous le n°SAP334911971.

ARTICLE 2 :

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prêt de main d'oeuvre

ARTICLE 4 :

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 5 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

*ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 1^{er} avril 2009
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 27 octobre 2011 par l'Association d'Aide à Domicile du Haut Médoc (ADHM) à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré à l'Association d'Aide à Domicile du Haut Médoc, au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2017 sous le n°**SAP349113902**

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes qui seront effectuées selon les modalités suivantes :

prestataire

mandataire

:

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfants à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;

- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Assistance administrative à domicile ;

L'activité suivante sera effectuée selon en mode **prestataire** :

- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

ARTICLE 3 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 4 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 5 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 5 octobre 2011 par le CCAS Mairie 33651 LA BREDE , à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément simple est délivré au CCAS de LA BREDE, au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2017 sous le n°SAP263302119.

ARTICLE 2 :

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

ARTICLE 4 :

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 5 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 1^{er} janvier 2010
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 28 avril 2011 par l'association LE TEMPS DE VIVRE, 69 chemin des Cavernes 33450 SAINT LOUBES à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE Gironde

AR R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré à l'association LE TEMPS DE VIVRE, au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} décembre 2011 et jusqu'au 30 novembre 2016 sous le n°**SAP408025542**.

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé en mode **prestataire**, uniquement pour les activités suivantes :

- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

L'agrément qualité est accordé en mode **mandataire** , uniquement pour les activités suivantes

- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,

Les activités suivantes seront effectuées selon les modalités suivantes :

■ **prestataire**

■ **mandataire**

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfants à domicile ;
- Soutien scolaire
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;

ARTICLE 3 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 4 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 5 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

ARRÊTÉ D'EXTENSION D'AGRÈMENT SIMPLE

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'extension d'activités présentée le 21 septembre 2011 par Monsieur Laurent COMBARIEU , gérant de la SARL CLAIR ET NET CHEZ VOUS , 1 avenue de Courbey -Cassy 33138 LANTON à la l'Unité Territoriale Gironde

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément simple n°N250608F033S049 délivré la SARL CLAIR ET NET CHEZ VOUS au titre des activités de services à la personne en date du 25 juin 2008 est étendu à de nouvelles activités de services à la personne.

ARTICLE 2 :

L'extension de l'agrément simple porte sur les activités suivantes :

- soutien scolaire et cours à domicile
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

ARTICLE 4:

Inchangé.

ARTICLE 5:

Inchangé.

ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP/N°534758271 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 29 novembre 2011 par Monsieur Abdallah ZERFAOUI – auto-entrepreneur, sis 25, rue des ayres à Bordeaux 33000.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Abdallah ZERFAOUI – auto-entrepreneur, sis 25, rue des ayres à Bordeaux 33000, sous le n° **SAP534758271**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

- prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Soutien scolaire et cours à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

P/Le Préfet de région et par délégation.
P/Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi,
P/Le Directeur Régional Adjoint
Responsable de l'unité territoriale de la Gironde
La Directrice Adjointe du Travail

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP/N°537889479 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 2 décembre 2011 par Monsieur Redouane BOUAJAJ – auto-entrepreneur, sis 3, rue Elisée Reclus à Lormont 33310.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Redouane BOUAJAJ – auto-entrepreneur, sis 3, rue Elisée Reclus à Lormont 33310, sous le n° **SAP537889479**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

- prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

P/Le Préfet de région et par délégation.
P/Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi,
P/Le Directeur Régional Adjoint
Responsable de l'unité territoriale de la Gironde
La Directrice Adjointe du Travail

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP/N°535224661 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 24 novembre 2011 par Madame Marie Véronique COETTE – gérante de l'EURL « AID'A-MEDOC, sise 1, chemin de boulibranne à CANTENAC 33460.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EURL « AID'A-MEDOC – sise 1, chemin de boulibranne à CANTENAC 33460, sous le n° **SAP535224661**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

- prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde **d'enfant de plus de trois ans** à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des **enfants de plus de trois ans** dans leurs déplacements, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

P/Le Préfet de région et par délégation.
P/Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi,
P/Le Directeur Régional Adjoint
Responsable de l'unité territoriale de la Gironde
La Directrice Adjointe du Travail

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP/N°535077622 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 2 décembre 2011 par Monsieur Fabrice FORTIN – auto-entrepreneur, sis 2, rue Gambetta – Bât C – Apt 18 à Bordeaux 33200.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Fabrice FORTIN – auto-entrepreneur, sis 2, rue Gambetta – Bât C – Apt 18 à Bordeaux 33200, sous le n° **SAP535077622**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

- prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- cours à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

P/Le Préfet de région et par délégation.
P/Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi,
P/Le Directeur Régional Adjoint
Responsable de l'unité territoriale de la Gironde
La Directrice Adjointe du Travail

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP/N°483527347 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 29 novembre 2011 par Monsieur Yann LE CUFF – auto-entrepreneur, sis 38 bis, rue Jean Jaurès à Saint Médard en Jalles 33160.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Yann LE CUFF », sis 38 bis, rue Jean Jaurès à Saint Médard en Jalles 33160, sous le n° **SAP483527347**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

- prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Soutien scolaire et cours à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

P/Le Préfet de région et par délégation.
P/Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi,
P/Le Directeur Régional Adjoint
Responsable de l'unité territoriale de la Gironde
La Directrice Adjointe du Travail

Catherine FOURMY

118, cours du Maréchal Juin – 33075 Bordeaux cedex
Standard 05 56 00 07 77 Allô service public 39 39 (0,06 € /mn)
www.service-public.fr - www.aquitaine.travail.gouv.fr - www.travail-solidarite.gouv.fr - www.economie.gouv.fr - www.emploi.gouv.fr
www.aquitaine.pref.gouv.fr

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP/N° 535358444 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 28 novembre 2011 par Monsieur Fabrice VALETUDIE – Gérant de la SARL « VALETUDINAIRE », sise 23, rue Edouard Branly à Bordeaux 33100.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de **SARL « VALETUDINAIRE »**, sise 23, rue Edouard Branly à Bordeaux 33100, sous le n° **SAP535358444**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

- prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins d'esthétiques à domicile pour les **personnes dépendantes** ;
- Assistance administrative à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

P/Le Préfet de région et par délégation.
P/Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi,
P/Le Directeur Régional Adjoint
Responsable de l'unité territoriale de la Gironde
La Directrice Adjointe du Travail

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP/N°511004277 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 01 décembre 2011 par Monsieur Nicolas DOMENGER – auto-entrepreneur, sis 215 rue Frédéric Sevene, résidence St Michel Bât C appt 220 à TALENCE 33400.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Nicolas DOMENGER – auto-entrepreneur, sis 215 rue Frédéric Sevene, résidence St Michel Bât C appt 220 à TALENCE 33400, sous le n° **SAP511004277**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

- prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Cours à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12 décembre 2011

P/Le Préfet de région et par délégation.
P/Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi,
P/Le Directeur Régional Adjoint
Responsable de l'unité territoriale de la Gironde
La Directrice Adjointe du Travail

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP/N°538231457 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 7 décembre 2011 par Madame Nathalie BOISSIERAS – Auto-entrepreneur, sise 47, avenue du merlot à CAP FERRET 33970.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Madame Nathalie BOISSIERAS – sise 47, avenue du merlot à CAP FERRET 33970, sous le n° **SAP538231457**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

- prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 13 décembre 2011

P/Le Préfet de région et par délégation.
P/Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi,
P/Le Directeur Régional Adjoint
Responsable de l'unité territoriale de la Gironde
La Directrice Adjointe du Travail

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP/N°533803623 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 25 novembre 2011 par Madame Sandra HENRIQUES – Gérante de la SARL « PROXY AIDES », sise 118, avenue Jean Jaurès à PESSAC 33600.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL « PROXY AIDES » – sise 118, avenue Jean Jaurès à PESSAC 33600, sous le n° **SA533803623**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

- prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfant **de plus de trois ans** à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement **des enfants de plus de trois ans** dans leurs déplacements, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 13 décembre 2011

P/Le Préfet de région et par délégation.
P/Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi,
P/Le Directeur Régional Adjoint
Responsable de l'unité territoriale de la Gironde
La Directrice Adjointe du Travail

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP/N°533262218 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 28 novembre 2011 par Monsieur Gianluca LAMANNA – Gérant de la SARL « LAMANNA Multiservice », sise 33, allée Serr- Résidence Atria- Bât C1- Apt 507 à Bordeaux 33100.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL « LAMANNA Multiservice » – sise 33, allée Serr – Résidence Atria – Bât C1 – Apt 507 à Bordeaux 33100, sous le n° **SAP533262218**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

- prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 13 décembre 2011

P/Le Préfet de région et par délégation.
P/Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi,
P/Le Directeur Régional Adjoint
Responsable de l'unité territoriale de la Gironde
La Directrice Adjointe du Travail

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP/N°514898659 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 28 novembre 2011 par Monsieur Sylvain LE FRANCOIS – auto-entrepreneur, sis 96, rue chevalier à Bordeaux 33000.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Sylvain LE FRANCOIS – auto-entrepreneur, sis 96, rue chevalier à Bordeaux 33000, sous le n° **SAP514898659**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

- prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Assistance informatique et internet à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 13 décembre 2011

P/Le Préfet de région et par délégation.
P/Le Directeur Régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi,
P/Le Directeur Régional Adjoint
Responsable de l'unité territoriale de la Gironde
La Directrice Adjointe du Travail

Catherine FOURMY

ARRÊTÉ D'EXTENSION D'AGRÈMENT SIMPLE

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'extension d'activités présentée le 6 septembre 2011 par Monsieur Sébastien JUGE, gérant de la SARL « JPSAD » 16-18 rue Emile Gély 33200 BORDEAUX à l'Unité Territoriale Gironde,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément simple n°2007-1.33.43 délivré à la SARL « JPSAD » au titre des activités de services à la personne en date du 18 juin 2007 est étendu à de nouvelles activités de services à la personne.

ARTICLE 2 :

L'extension de l'agrément simple porte sur les activités suivantes :

- entretien de la maison et travaux ménagers
- prestations de petits bricolage dites « homme toutes mains »
- garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile
- préparation des repas à domicile
- Livraison de repas à domicile
- collecte et livraison à domicile de linge repassé
- livraison de courses à domicile
- assistance informatique et Internet à domicile
- maintenance entretien et vigilance temporaire, à domicile, de la résidence principale et secondaire
- activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services à la personne.

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

■prestataire

ARTICLE 4:

Inchangé.

ARTICLE 5:

Inchangé.

ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 16 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 29 juillet 2011 par l'Association d'Entraide aux Personnes Agées (AIEPA) 3 route du Château 33350 PUJOLS à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde
- VU** l'autorisation accordée par le Conseil Général de la Gironde au GCSMS « DES DEUX RIVES » dont l'association AIEPA est membre,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré à l'AIEPA au titre des activités de services à la personne à compter du 1er novembre 2011 et jusqu'au 31 octobre 2016 sous le n° N/011111/A/033/Q/183.

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;

- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

Arrêté du 19 décembre 2011

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 14 mai 2009,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 19 juillet 2011 par l'association APAJH « LA CLE DES AGES » 272 boulevard Wilson 33000 BORDEAUX à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

ARRETE

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré à l'APAJH au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} novembre 2011 et jusqu'au 31 octobre 2016 sous le n° N011111A033Q184.

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfant à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- mandataire

ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

**ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 13 septembre 2011 par la SARL AQUITAINE REPAS ASSISTANCE (ARA) à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde
- VU** le certificat n° 5264 délivré par la SAS QUALICERT 29 ave Aristide Briand 94111 ARCUEIL CEDEX en date du 23 janvier 2011 à la SARL AQUITAINE REPAS ASSISTANCE (ARA) 3 Allée Marengo 33470 GUJAN MESTRAS

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré à la SARL AQUITAINE REPAS ASSISTANCE (ARA) au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 30 décembre 2016 sous le n° **SAP453252645**.

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes qui seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire
- mandataire

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Soins d'esthétiques à domicile pour les **personnes dépendantes** ;

ARTICLE 3 :

Les activités suivantes seront effectuées en mode **prestataire**

- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 19 juillet 2011 par le CCAS 20 ave du Gal de Gaulle 33640 AYGUEMORTE LES GRAVES, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément simple est délivré au CCAS d'AYGUEMORTE les GRAVES, au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} décembre 2011 et jusqu'au 30 novembre 2016 sous le n°sap263300238.

ARTICLE 2 :

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

ARTICLE 4 :

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 5 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

Arrêté du 19 décembre 2011

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande d'avis du président du conseil général de la Gironde datée du 5 octobre 2011
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 5 octobre 2011 par l'Association Départementale « la Girondine » (Fédération Départementale des Familles Rurales, ave Gay Lussac –Parc Descartes »Bât B Porte 3 -33370 ARTIGUES- à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré à l'association « La Girondine », au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2016 sous le n° SAP**493903272**.

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;

.../...

- Garde d'enfant à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Soins d'esthétiques à domicile pour les **personnes dépendantes** ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire
- mandataire

.../...

ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ
SERVICES À LA PERSONNE*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 27 juillet 2009,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 19 septembre 2011 par le CCASMAIRIE 33550 LE TOURNE à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

L'agrément qualité est délivré au CCAS LE TOURNE au titre des activités de services à la personne à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2016 sous le n° **SAP263305229**.

ARTICLE 2 :

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;

ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le ...19 décembre 2011.

P/LE PREFET et par délégation,
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

D.I.R.E.C.C.T.E. AQUITAINE

Service A.R.E.
Immeuble "Le Prisme"
19, Rue Marguerite Crauste
33074 BORDEAUX CEDEX
Téléphone : 05 56 99 95 08
Fax : 05 56 99 96 69

**Décision de rémunération Centre
de Rééducation Professionnelle
DE CLAIRVIVRE – 24160 SALAGNAC**

Codification N° 72 520 12 0001

- VU les troisième et sixième parties du Code du Travail ;
VU l'ordonnance du 26 mars 1982 ;
VU le décret 82.812 du 23 septembre 1982 concernant la rémunération des stagiaires ;
VU le décret n° 85.1341 du 18 décembre 1985 relatif au reclassement professionnel des personnes handicapées ;
VU le décret n° 95.571 du 6 mai 1995 relatif aux centres de rééducation professionnelle ;
VU les circulaires DSS/DAS/DE/DFP n° 96.53 du 30 janvier 1996 et DGEFP n° 97.17 du 10 juillet 1997 ;
VU les décrets n°88.367. et n° 88.368 du 15 avril 1988 et 2002-1551 du 23 décembre 2002 relatifs à la rémunération et à la protection sociale des stagiaires de la formation professionnelle
VU le décret n°93.994 du 4 août 1993 modifiant le décret n° 88.368 fixant les taux et les montants de la rémunération versée aux stagiaires de la formation professionnelle et la circulaire DGEFP du 26 janvier 2011 relative aux agréments de rémunération des CRP
VU la convention DE 72 12 H 001A
VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2011 portant délégation de signature ;

ARRETE

ARTICLE 1- Les actions de formation dispensées par le centre de rééducation professionnelle CLAIRVIVRE – 24160 SALAGNAC sont, en application de la convention DE 72 11 H 001 A conclue avec ce même organisme, agréées au sens des articles L 6341-4 et R.6341-1 du Code du Travail, pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012. Ces actions sont agréées dans le cadre d'une enveloppe globale de 400 724 heures de formation, à raison de 35 heures hebdomadaires pour un maximum de 700 stagiaires. Les rémunérations versées aux stagiaires par l'ASP sont plafonnées pour la période de référence à hauteur de 2 270 mois/stagiaires.

ARTICLE 2 - le D.I.R.E.C.C.T.E. Aquitaine, L'Agence de Services et de Paiement (A.S.P.) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 26 décembre 2011

Pour le Préfet par délégation,
Le Directeur Régional des Entreprises
De la concurrence, de la consommation,
Du travail et de l'Emploi



Serge LOPEZ



LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction
régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du
travail et de l'emploi
SERVICE A.R.E.

Immeuble "Le Prisme"
19, Rue Marguerite Crauste
33074 BORDEAUX CEDEX

☎ 05.56.99.95.08
☎ 05.56.99.96.69

Email :
cyril.bermede@direccte.gouv.fr

n° de la convention
DE 72 12 H 001A
Code C.N.A.S.E.A. de la décision de rémunération
E 72 520 12 0001

CONVENTION DE FORMATION PROFESSIONNELLE PREVOYANT UNE AIDE FINANCIERE DE L'ETAT

VU la sixième partie du Code du Travail ;

Entre

L'Etat représenté par le Préfet de région, d'une part,

Et

Le Centre de Rééducation Professionnelle de Clairvivre
24160 SALAGNAC, d'autre part

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Le titulaire s'engage, les stagiaires étant rémunérés par l'Etat, à réaliser l'opération détaillée dans les annexes techniques jointes à la présente convention et relatives aux prévisions d'actions de formation par cycles et à l'étalement des actions de formation par cycles.

ARTICLE 2 : Durée de l'opération

L'opération se déroule sur l'année civile 2012.

Toutefois la présente convention pourra être prorogée par avenant à la demande du bénéficiaire si des difficultés de caractère exceptionnel justifient une plus longue période d'exécution.

ARTICLE 3 : Financement de l'opération

L'Etat n'apporte pas son aide financière au fonctionnement du cycle mais assure la rémunération d'un maximum de **700 stagiaires**.

Les actions de formation prévues par la présente convention et ouvrant droit à la rémunération des stagiaires font l'objet d'un agrément dans les conditions fixées par l'article R.6341-1 du Code du Travail.

L'organisme de formation s'engage :
Recueil des Actes Administratifs **Mensuel** N° 12 - Décembre 2011/Janvier 2012

pef thematic formation / crp / remun fthconv.doc

- à accorder au bénéficiaire du service finançant le stage, un droit d'accès et de contrôle dans les locaux où se déroule la formation faisant l'objet de la présente convention.
- à transmettre à ce service un état récapitulatif des entrées en stage et, à chaque échéance trimestrielle, un compte rendu périodique des présences en stage,
- à certifier tous les documents qu'il doit établir à l'intention des organismes gestionnaires de la rémunération des stagiaires,
- à certifier que chaque demande transmise à un organisme gestionnaire de la rémunération des stagiaires est comprise dans les limites du quota agréé au titre de la rémunération.

En cas de non respect par l'organisme de formation de ces obligations, la présente convention pourra être dénoncée, à tout moment, par le service prescripteur du stage. Dans le cas où l'action de formation bénéficie d'un agrément au titre de la rémunération des stagiaires, l'agrément pourra être retiré dans les conditions prévues par les articles R.6341-2 à R.6341-10 du Code du Travail.

ARTICLE 4 : Résiliation

Si pour une raison quelconque, le cocontractant se trouvait empêché d'exécuter la mission qui lui est confiée, cette convention serait résiliée, de plein droit, quinze jours après l'envoi à l'administration d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Par ailleurs, l'administration se réserve le droit de résilier la présente convention si elle estime que le cocontractant ne remplit pas sa mission avec la compétence et la diligence requises et, notamment, si le délai prévu à l'article 2 se trouve dépassé.

ARTICLE 5 : Contrôle de l'exécution de la convention

Le contrôle technique et financier, sans préjudice des autres contrôles que l'Etat peut exercer par l'intermédiaire de ses services compétents sera exercé par la D.I.R.E.C.C.T.E. de la région Aquitaine.

ARTICLE 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 01/01/2012.
Son terme est fixé au 31/12/2012.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

L'Organisme cosignataire
nom, cachet de l'organisme

MOREL C



P/ Le Préfet de Région et par délégation,
Le Directeur régional des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi,

Serge LOPEZ



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine

Directe Aquitaine

Direction

Téléphone : 05 56 00 08 97

Télécopie : 05 56 00 08 88

**DECISION RELATIVE A L'ORGANISATION DES SECTIONS
D'INSPECTION DU TRAVAIL DE L'UNITE TERRITORIALE DE
LA GIRONDE DE LA DIRECCTE D'AQUITAINE,
AFFECTATION DES INSPECTEURS DU TRAVAIL
DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE ET ORGANISATION DE
L'INTERIM DES INSPECTEURS DU TRAVAIL**

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine, soussigné,

VU le code du travail notamment le articles R.8122-8 et R.8122-9;

VU la loi n° 50-927 du 10 août 1950 portant ratification de la convention n° 81 concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa trentième session tenue à Genève du 19 juin au 11 juillet 1947 ;

VU le décret n° 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, notamment ses articles 6, 7 et 8 ;

VU le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 portant statut particulier de l'inspection du travail ;

VU le décret n° 2008-1503 du 30 décembre 2008 relatif à la fusion des services d'inspection du travail ;

VU le décret n°2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU l'arrêté du 23 juillet 2009 portant création et répartition de sections d'inspection du travail ;

VU la décision de délimitation des sections d'inspection du département de la Gironde, du directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la région AQUITAINE, en date du 23 mars 2011, publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

VU la décision d'affectation des inspecteurs du travail dans les sections géographiques du département de la Gironde, telle que délimitées par la décision en date du 22 avril 2011 susvisée, de M. directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine en date du 17 octobre 2011, publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

DECIDE

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement d'un ou plusieurs des directeurs adjoints du travail chargés d'une section d'inspection et inspecteurs du travail tels que désignés dans la décision d'affectation du 14 juin 2011 susvisée, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après.

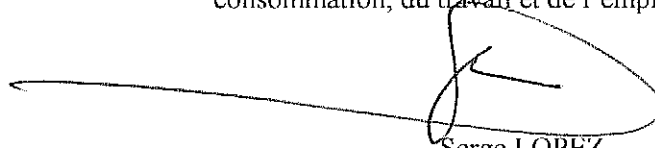
- L'intérim du directeur adjoint chargé de la section 337, territoire 3371, est assuré par l'inspecteur du travail de la section 337, territoire 3372, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 335, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 336, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 3310, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 334, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 333.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 337, territoire 3372, est assuré par l'inspecteur du travail de la section 333, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 3310, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 334, ou, en cas d'absence, par le directeur adjoint chargé de la section 337, territoire 3371, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 336, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 335.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 3310 est assuré par l'inspecteur du travail de la section 334, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section de la section 336, ou, en cas d'absence par l'inspecteur de la section 337, territoire 3372, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 333, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 335, ou, en cas d'absence, par le directeur adjoint chargé de la section 337, territoire 3371.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 336 est assuré par l'inspecteur du travail de la section 335, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section de la section 333, ou, en cas d'absence, par le directeur adjoint chargé de la section 337, territoire 3371, ou, en cas d'absence par l'inspecteur de la section 337, territoire 3372, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 334, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 3310.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 335 est assuré par l'inspecteur du travail de la section 336, ou, en cas d'absence, par le directeur adjoint chargé de la section 337, territoire 3371, ou, en cas d'absence, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 337, territoire 3372, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 333, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 3310, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 334.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 334 est assuré par l'inspecteur du travail de la section 3310, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 337, territoire 3372, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 333, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 335, ou, en cas d'absence, par le directeur adjoint chargé de la section 337, territoire 3371, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 336.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 333 est assuré par le directeur adjoint chargé de la section 337, territoire 3371, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 334, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 3310, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 335, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 336, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 337, territoire 3372.
- L'intérim du directeur adjoint chargé de la section 33A2, territoire 33A21, est assuré par l'inspecteur du travail de la section 33A2, territoire 33A22, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 33A1, ou en cas d'absence par l'inspecteur de la section 3312, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 338, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 339.

- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 33A2, territoire 33A2 est assuré par l'inspecteur de la section 33A1, ou, en cas d'absence, par le directeur adjoint chargé de la section 33A2, territoire 33A21 ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 339, ou en cas d'absence par l'inspecteur de la section 3312, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 338,.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 33A1 est assuré par le directeur adjoint chargé de la section 33A2, territoire 33A21, par l'inspecteur de la section 33A2, territoire 33A22, par l'inspecteur de la section 338, ou, en cas d'absence, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 339, ou en cas d'absence ou, par l'inspecteur de la section 3312.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 338 est assuré par l'inspecteur de la section 3312, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 339, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 33A2, territoire 33A22, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 33A1, ou en cas d'absence par le directeur adjoint chargé de la section 33A2, territoire 33A21.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 339 est assuré par l'inspecteur de la section 338, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 3312, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 33A1, ou en cas d'absence par le directeur adjoint chargé de la section 33A2, territoire 33A21, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 33A2, territoire 33A22.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 3312 est assuré par l'inspecteur de la section 338, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 339, ou, en cas d'absence, par le directeur adjoint chargé de la section 33A2, territoire 33A21, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 33A2, territoire 33A22, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur de la section 33A1.
- L'intérim du directeur adjoint chargé de la section 3314, territoire 33141 est assuré par l'inspecteur de la section 3314, territoire 33142, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la section 3316, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la section 3315, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la section 3311, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la section 3313.
- L'intérim de l'inspecteur de la section 3314, territoire 33142 est assuré, par le directeur adjoint chargé de la section 3314, territoire 33141, ou, en cas d'absence Par l'inspecteur du travail de la 3316, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la section 3315, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la section 3311, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la section 3313.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 3316 est assuré par l'inspecteur du travail de la 3313314, territoire 33142, ou, en cas d'absence, par le directeur adjoint chargé de la section 3314, territoire 33141, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la 3315, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la 3311, ou, en cas d'absence par l'inspecteur de la section 3313.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 3311 est assuré par l'inspecteur du travail de la 3313, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la 3315, ou, en cas d'absence, par le directeur adjoint chargé de la section 3314, territoire 33141 ou, en cas d'absence par l'inspecteur de la section 3314, territoire 33142, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la 3316.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 3313 est assuré par l'inspecteur du travail de la 3311, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la 3315, ou, en cas d'absence par l'inspecteur de la section 3314, territoire 33142, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la 3316, ou, en cas d'absence, par le directeur adjoint chargé de la section 3314, territoire 33141.
- L'intérim de l'inspecteur du travail de la section 3315 est assuré par l'inspecteur du travail de la 3311, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la 3313, ou, en cas d'absence, par l'inspecteur du travail de la 3316, ou, en cas d'absence, par le directeur adjoint chargé de la section 3314, territoire 33141, ou, en cas d'absence par l'inspecteur de la section 3314, territoire 33142.

Article 2 : Le directeur de l'Unité territoriale de Gironde de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde, le 1^{er} janvier 2012 et applicable jusqu'au 30 juin 2012.

Fait à Bordeaux le 27 décembre 2011

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine,



Serge LOPEZ



Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé

Direction régionale des
entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine

DIRECCTE Aquitaine

Direction
19, rue Marguerite CRAUSTE
33000 BORDEAUX

Téléphone : 0556999600
Télécopie : 0556999699

DECISION RELATIVE A LA DELIMITATION DES SECTIONS D'INSPECTION DU TRAVAIL DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

NOTE ADDITIVE N°1

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région AQUITAINE,

VU le code du travail notamment ses articles R.8122-8 et R.8122-9;

VU l'arrêté interministériel du 23 juillet 2009 portant création et répartition de sections d'inspection du travail ;

VU la décision du 27 décembre 2011, portant sur la délimitation des sections d'inspection du travail du département de la Gironde.

CONSIDERANT

Il y a lieu d'adapter la décision visée ci-dessus pendant la durée de construction de la ligne LGV – Tours-Bordeaux.

DECIDE

Article 1 :

La décision du 22 avril 2011 est complétée, par le tableau annexé à la présente décision, à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 2 :

Le directeur de l'Unité Territoriale de la Gironde de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi est chargé de l'application de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 27 décembre 2011.

Le Directeur régional des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi Aquitaine

Serge LOPEZ

Délimitation des sections du département de la GIRONDE Pour l'emprise du chantier LGV (ligne à grande vitesse)

SECTION 3315 :

La section est compétente sur l'emprise du chantier LGV :

Canton de Libourne uniquement la commune de Lapouyade.

Canton de Saint André de Cubzac uniquement la commune de Gauriaguet

Canton de Saint Savin de Blaye uniquement les communes de Cavignac, Cézac, Laruscade, Marsas.

Commune de Aubie et Espessas : Au nord par la limite de la communale. Au sud par la route D133 côtés pair et impair.

SECTION 3316 :

La section est compétente sur l'emprise du chantier LGV :

Canton de Carbon Blanc uniquement les communes d'Ambarès et Lagrave, Saint Loubés, Saint Vincent de Paul.

Canton de Fronsac uniquement la commune de Saint Romain la Virvée.

Canton de Saint André de Cubzac uniquement les communes Saint André de Cubzac et Cubzac les Ponts.

Commune de Aubie et Espessas : Au nord par la route D133 relevant de la 3315. Au sud par la limite communale.

PREFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction régionale des
entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du
travail et de l'emploi

CONTRAT UNIQUE D'INSERTION
ARRETE PORTANT MONTANT DES AIDES

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la loi 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,

VU les articles L. 5134-19-1, L. 5134-20 et L. 5134-65 du code du travail,

VU le décret 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion,

VU le décret n°2010-575 du 31 mai 2010 instituant des mesures exceptionnelles pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à l'allocation d'assurance chômage,

VU la circulaire DGEFP n° 2011-28 du 19 décembre 2011 relative à la programmation des contrats aidés en 2012,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale aux affaires régionales , de M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi et de Mme la directrice régionale de Pôle Emploi ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le montant des aides de l'Etat définies aux articles L 5134-30 et L 5134-31 du code du travail pour les contrats d'accompagnement dans l'emploi est de:

1 : 70% du taux horaire brut du SMIC :

- Public rencontrant des difficultés d'insertion

2 : 85% du taux horaire brut du SMIC pour :

- Les bénéficiaires du RSA tels que visés dans les conventions annuelles d'objectifs et de moyens (CAOM) signées avec les Conseils généraux,
- Les jeunes pour lesquels sont prévues des périodes d'immersion formalisées (contrats de 26h/hebdomadaire sur 12 mois),
- Les seniors (50 ans et plus) inscrits à Pôle Emploi (catégorie A),
- Les demandeurs d'emploi résidant dans les zones urbaines sensibles,
- Les travailleurs handicapés (bénéficiant de l'obligation d'emploi) inscrits à Pôle Emploi (catégorie A),
- Les personnes rencontrant des difficultés d'insertion et recrutées pour un CAE conclu par les organismes chargés de l'accueil, l'orientation, l'hébergement et l'accompagnement vers et dans le logement des personnes les plus démunies,
- Les personnes rencontrant des difficultés d'insertion et recrutées pour un CAE dans les secteurs de la santé et du médico-social.

3 : 105% du taux horaire brut du SMIC pour :

- Les recrutements effectués par les ateliers et chantiers d'insertion,

4 : pour les contrats spécifiques :

- 70% du taux horaire brut du SMIC pour les CAE « adjoints de sécurité », d'une durée de 24 mois, 35h/hebdomadaire,
- 85% du taux horaire brut du SMIC pour les CAE « politique de la ville » d'une durée de 12 mois, 35h/hebdomadaire.

Article 2 :

La durée de prise en charge des CAE sera de 6 mois. Cette condition de durée ne s'applique pas aux contrats conclus dans les structures de l'insertion par l'activité économique, aux contrats ayant pour bénéficiaires des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ou des travailleurs handicapés (bénéficiant de l'obligation d'emploi).

Des dérogations à la durée de 6 mois pourront être accordées par les SPEL.

La durée hebdomadaire sera de 20h sauf pour les contrats spécifiques cités au point 4 de l'article 1, les CAE avec immersion, les ACI ou dans le cadre d'accords régionaux spécifiques pour lesquels des actions particulières d'accompagnement seront prévues, cas pour lesquels la durée pourra être portée à 26h.

Article 3 :

Le montant de l'aide de l'Etat définie aux articles L 5134-72 du code du travail pour les contrats initiative emploi (CIE) est déterminé comme suit :

- 30% du taux horaire brut du SMIC pour les personnes rencontrant des difficultés d'insertion,
- 35% du taux horaire brut du SMIC, pour les seniors (50 ans et plus) inscrits à Pôle Emploi (catégorie A), les demandeurs d'emploi résidant dans les zones urbaines sensibles et les travailleurs handicapés (bénéficiant de l'obligation d'emploi) inscrits à Pôle Emploi (catégorie A).
- 40% du taux horaire brut du SMIC pour les bénéficiaires du RSA tels que visés dans les conventions annuelles d'objectifs et de moyens (CAOM) signées avec les Conseils généraux.

Article 4 :

La durée de prise en charge des CIE sera de 6 mois sauf dérogation expresse liée à des engagements formalisés d'actions qualitatives favorisant le retour à l'emploi ou dans le cadre de contrats à durée indéterminée. En tout état de cause, elle ne pourra dépasser une durée maximale de 12 mois.

Article 5 :

L'ensemble de ces dispositions s'appliquent, à compter du 1^{er} janvier 2012, aux nouvelles conventions ainsi qu'aux renouvellements sauf dérogation expresse du Préfet de région.

Article 6 :

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, la directrice régionale de Pôle Emploi, le délégué régional de l'agence de services et de paiement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des départements de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 28/12/2011

Le Préfet de région,

Patrick STEFANINI

Direction des Relations
avec les Collectivités Territoriales

PRÉFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

A R R E T E

ARTICLE 1 : les barèmes applicables en 2011 pour l'attribution des fonds du concours particulier créé au sein de la Dotation Générale de Décentralisation au titre de l'établissement et de la mise en oeuvre des documents d'urbanisme sont les suivants :

1 – P.L.U.

Etablissement et mise en oeuvre des documents d'urbanisme		Elaboration	Révision
PLU INTERCOMMUNAL	A - Frais matériels	550 € par commune	550 € par commune
	B - Etudes P.L.U.		
	a) Intervention du bureau d'études - diagnostic territorial - dotation par commune	Forfait de 25 000 € 10 000 €	Forfait de 15 000 € 8 000 €
	b) Etudes thématiques	2 000 € par commune (2 études)	2 000 € par commune (1 étude)
PLU COMMUNAL	A - Frais matériels	2 500 € par commune	2 500 € par commune
	B - Etudes P.L.U.		
	a) Intervention du bureau d'études • si étude pour diagnostic et orientations du P.A.D.D. réalisée sur l'ensemble de l'intercommunalité (CDC) • dotation par commune	Forfait de 10 000 € 7 000 €	Forfait 6 000 € 4 000 €
	b) Etudes thématiques • dotation par commune	1 500 € (1 étude)	

Le versement de la dotation s'effectue :

→ en fonction de l'avancée de la démarche (**date butoir : 31 mars de l'année en cours**)

→ en trois temps :

- une part, l'année du choix du bureau d'études
- une part, l'année de l'arrêt du P.L.U.
- le solde, l'année de la délibération approuvant le P.L.U.

→ la dotation forfaitaire prévue dans le cadre d'une intercommunalité sera versée en deux temps :

- une part l'année du choix du bureau d'études
- une part, l'année de l'arrêt du P.L.U.

N. B. Le solde sera réglé en fonction des prestations réellement menées, notamment de la production du (ou des exemplaires) d'études thématiques ayant fait l'objet d'un financement spécifique.

Conditions particulières :

L'obtention de la Dotation Générale de Décentralisation lors de la prescription de révision du PLU intervenant moins de 4 ans après approbation du document précédent sera soumise à l'appréciation de la commission de conciliation. Celle-ci se prononcera au vu de la présentation d'un rapport motivé.

Les procédures de modification et de révision simplifiée ne donnent pas lieu à une Dotation Générale de Décentralisation.

Seules les communes >700 habitants sont éligibles pour une dotation P.L.U..

Les communes < à 700 habitants qui souhaitent élaborer un P.L.U. recevront une dotation équivalente à une carte communale. Cependant, une dotation adaptée pourra être accordée sur présentation d'un rapport motivé à soumettre à la commission de conciliation.

Pour la mise en oeuvre d'un P.L.U. intercommunal couvrant l'ensemble des communes de la Communauté de Communes, chaque commune, quel que soit le nombre de ses habitants sera éligible à la dotation P.L.U.

2 – LES CARTES COMMUNALES

Etablissements et mise en oeuvre des documents d'urbanisme		
ELABORATION	A - Frais matériels	2 000 €
	B - Etudes	
	a) Intervention du bureau d'études	3 000 €
	b) Etudes thématiques	2 000 € (1 seule étude)
REVISION	- Frais matériels	2 000 €

Conditions particulières :

L'obtention de la Dotation Générale de Décentralisation lors de la prescription de révision de la carte communale intervenant moins de 2 ans après approbation du document précédent sera soumise à l'appréciation de la commission de conciliation. Celle-ci se prononcera au vu de la présentation d'un rapport motivé.

ARTICLE 2 : la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Bordeaux, le **25 NOV. 2011**

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC

PREFET DE LA GIRONDE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

Bureau de la Police Administrative et des
Activités Règlementées

**ARRETÉ PORTANT RECAPITULATIF DES DECISIONS
RELATIVES AUX INSTALLATION DE SYSTÈMES DE
VIDÉOPROTECTION POUR LES DOSSIERS EXAMINÉS EN
COMMISSION DU 14 DÉCEMBRE 2011**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU l'article 10 de la loi n° 95.73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

VU les articles 1 et 2 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers ;

VU le décret n° 96.926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 21 janvier 1995 ;

VU le décret n° 2006-929 du 28 juillet 2006 relatif à la vidéosurveillance et modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 ;

VU l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

VU l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéoprotection constituée par arrêté préfectoral du 25 mai 2009, en date du 7 octobre 2011 ;

CONSIDÉRANT la finalité du système : prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol ;

CONSIDÉRANT que l'information du public est satisfaisante ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur des Affaires Juridiques et des Libertés Publiques de la Préfecture de la Gironde ;

A R R Ê T E

ARTICLE PREMIER - Les établissements listés en annexe ont fait l'objet d'une décision concernant l'autorisation à exploiter un système de vidéoprotection. Pour chacun d'entre eux, a été établi un arrêté individuel par lequel leurs obligations leur sont prescrites conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2 - La durée de validité de ces autorisations est de **5 ans** à compter de la date de chaque arrêté individuel ou récapitulatif et devra faire l'objet d'une demande de renouvellement 4 mois avant son délai d'expiration

ARTICLE 3 - Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 30 décembre 2011

LE PRÉFET,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC

Liste des établissements examinés en commission de vidéoprotection du 14 décembre 2011
Arrêtés du 30 décembre 2011

Etablissements	n° de l'arrêté <i>n° dossier</i>	Décisions - Exercice du droit d'accès aux images
Direction des Transports Maritimes Départementaux LE VERDON SUR MER	33 11 224 <i>2011/0493</i>	Autorisation de 12 caméras dont 1 extérieure Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Direction du transport maritime du Conseil Général
Immeuble du Conseil Général de la Gironde 83, cours Maréchal Juin BORDEAUX	33 11 225 <i>2011/0457</i>	Autorisation pour 15 caméras dont 4 intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 30 j DGAF - DSI - SRSSI du Conseil Général
Mairie de LEGE CAP FERRET 3 Périmètres vidéoprotégés	33 10 052 B <i>2011/0403</i>	Autorisation d'extension du système initialement autorisé (5 caméras) et passage en 3 périmètres vidéoprotégés portant la nombre total de caméras à 11 Conservation des images 21 j Service de la police municipale
Aéroport de BORDEAUX MERIGNAC Périmètre vidéoprotégé	33.06 84 B <i>2011/0236</i>	Autorisation de modification du système autorisé pour 90 caméras et passage en périmètre Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Pôle service aux clients
Mairie de BASSENS Périmètre vidéoprotégé voie publique	33.11 226 <i>2011/0603</i>	Autorisation de 14 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Service de la police municipale
International Currency Exchange I.C.E. - Aéroport de Bordeaux-Mérignac - Aile de liaison MERIGNAC	33.11 227 <i>2010/0433</i>	Autorisation de 6 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Directeur des opérations
International Currency Exchange I.C.E. - Aéroport de Bordeaux-Mérignac - Aérogare Billi MERIGNAC	33.11 228 <i>2010/0434</i>	Autorisation de 2 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Directeur des opérations
Magasin de Chaussures OUTLET U DO IT 5 quai de Bacalan H16 BORDEAUX	33 11 229 <i>2011/0152</i>	Autorisation pour 4 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Gérant
SPORT 2000 » 3 rue des Remouleurs LESPARRE MEDOC	33 11 230 <i>2011/0247</i>	Autorisation partielle pour 6 caméras extérieures Sur 7 (1 hors champ dans bureau/réserve) Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
ORCHESTRA 3 rue des Rémouleurs LESPARRE MEDOC	33 11 231 <i>2011/0248</i>	Autorisation partielle pour 3 caméras intérieures sur 4 (1 hors champ dans bureau/réserve) Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant

Pharmacie THILLIER 1 rue Jean Jaurès BRUGES	33 11 232 <i>2011/0267</i>	Autorisation pour 8 caméras dont 2 extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Pharmacien
Boulangerie « La Grange aux Pains » 2 rue Caupos LACANAU	33 11 233 <i>2011/0350</i>	Autorisation pour 2 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 10 j gérant
Boutique Tintin Company 2A Voie Nouvelle Commerce 9 ARCACHON	33 11 234 <i>2011/0353</i>	Avis favorable pour 2 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
Parfumerie BEAUTY SUCCESS Centre Commercial Géant Casino VILLENAVE D'ORNON	33 06 041 B <i>2011/0391</i>	Avis favorable pour 7 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Directeur Général de la SAS
Parfumerie BEAUTY SUCCESS 71 rue des Fonderies BIGANOS	33 06 083 B <i>2011/0395</i>	Avis favorable pour 7 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Directeur Général de la SAS
CARREFOUR Contact Avenue Jean Paul Glanet MONSEGUR	33 11 235 <i>2011/0413</i>	Autorisation partielle pour 11 caméras intérieures sur 12 (1 extérieure hors champ) Enregistrement numérique Conservation des images 10 j Gérant
Leader Centre Auto 9 avenue de Guyenne Fedeau ARTIGUES près BORDEAUX	33 11 236 <i>2011/0414</i>	Autorisation pour 3 caméras intérieures sur 4 (1 atelier hors champ) Enregistrement numérique Conservation des images 10 j Responsable de direction
Gold Karat 62 cours de l'Yser BORDEAUX	33 11 237 <i>2011/0415</i>	Autorisation pour 4 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
Chaussures Via Donna 3 rue Roger Expert ARCACHON	33 11 238 <i>2011/0416</i>	Autorisation pour 3 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
Camping de Samba 2 route de Samba MIOS	33 11 239 <i>2011/0417</i>	Autorisation pour 2 caméras extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15j Gérant
Leclerc Drive Avenue de l'Aquitaine SAINTE EULALIE	33 11 240 <i>2011/0418</i>	Autorisation partielle de 1 caméra dôme (entrée) sur 4 (3 en entrepôts hors champ) Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable de l'établissement
RELAY France snc Place Amélie Raba Léon BORDEAUX	33 04 055 B <i>2011/0419</i>	Autorisation pour 2 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 20j Gérant
Epicerie Tabac 188 avenue de la Gironde MOULIS EN MEDOC	33 11 241 <i>2011/0422</i>	Autorisation de 4 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant

Pharmacie AUDOY R.N. 113 TOULENNE	33 11 242 <i>2011/0424</i>	Autorisation de 4 caméras intérieures sur 5 (1 en réserve hors champ) Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Pharmacien
SARL CLABE 31 bis route de Bordeaux NAUJAN ET POSTIAC	33 11 243 <i>2011/0425</i>	Autorisation de 4 caméras dont 3 extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 7 j Gérant
Leclerc Espace Culturel 2 cours Victor Hugo LESPARRE	33 11 244 <i>2011/0431</i>	Autorisation pour 10 caméras sur 12 (2 extérieures hors champ) Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Directrice
Tabac Presse Brûlerie de l'Avenue 129 Avenue René Cassagne CENON	33 05 054 B <i>2011/0432</i>	Autorisation pour 8 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
Supermarché Petit Casino 29 rue Cazeau Cazalet CADILLAC	33 11 245 <i>2011/0434</i>	Autorisation pour 4 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 7 j Gérant
Bijouterie Mérign'Or Jean Delatour Rue Isaac Newton MERIGNAC	33 10 116 B <i>2011/0436</i>	Autorisation pour passage à 15 caméras dont 4 extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Directeur
Casino du Lac de la Magdeleine Périmètre vidéoprotégé GUJAN MESTRAS	33 06 023 B <i>2011/0439</i>	Autorisation pour un périmètre vidéoprotégé Enregistrement numérique Conservation des images 28 j Directeur Responsable
Tabac des Quinconces 2 cours de Gourgue BORDEAUX	33 11 246 <i>2011/0441</i>	Autorisation pour 3 caméras Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérants
Appart City Cap Affaires Dom Ville Services 36 rue du Général Larminat BORDEAUX	33 11 247 <i>2011/0442</i>	Autorisation pour 4 caméras dont 1 extérieure Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Service informatique à Nantes
URSSAF 3 rue Théodore Blanc BRUGES	33 98 005 B <i>2011/0445</i>	Autorisation pour un périmètre vidéoprotégé 1 caméra intérieure et 7 extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 18 j Directeur
RELAY France Avenue de Magellan PESSAC	33 11 248 <i>2011/0446</i>	Autorisation pour 1 caméra intérieure Enregistrement numérique Conservation des images 20 j Gérante/salariée
SA GO SPORT 50 rue Sainte Catherine BORDEAUX	33 03 114 B <i>2011/0447</i>	Autorisation pour 8 caméras dont 1 extérieure Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Conducteur des travaux de la SAS

Boutique MASSIMO DUTTI 18 cours de l'Intendance BORDEAUX	33 11 249 <i>2011/0450</i>	Autorisation pour 7 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Directeur sécurité
Boutique BERSHKA 23, avenue du Médoc EYSINES	33 11 250 <i>2011/0451</i>	Autorisation pour 5 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Directeur de sécurité
Boutique ZARA Centre commercial Rives d'Arcins BEGLES	33 11 251 <i>2011/0452</i>	Autorisation pour 8 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Directeur de sécurité
Supermarché MARCHE U Rue Edouard Herriot AMBARES ET LAGRAVE	33 04 085 B <i>2011/0453</i>	Autorisation pour 21 caméras dont 6 extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Président Directeur Général
Caisse de Crédit Municipal 29 rue du Mirail BORDEAUX	33 98 016 D <i>2011/0454</i>	Autorisation pour 8 caméras dont 2 extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Directeur Général
SNC Le New York 157 rue Achard BORDEAUX	33 11 252 <i>2011/0458</i>	Autorisation pour 2 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j gérant
EPLC « Le Rocher de Palmer » 1 rue Aristide Briand CENON	33 11 253 <i>2011/0468</i>	Autorisation pour 5 caméras dont 4 extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Directeur de l'EPLC
ZARA Home Avenue des Quarante Journaux BORDEAUX	33 11 254 <i>2011/0469</i>	Autorisation pour 4 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Directeur sécurité
SNC Hamelin 4 cours Balguerie Stuttenberg BORDEAUX	33 11 255 <i>2011/0471</i>	Autorisation pour 2 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Gérant
Supermarché CARREFOUR Périmètre vidéoprotégé LORMONT	33 97 018 B <i>2011/0474</i>	Passage en périmètre protégé (90 caméras) Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable établissement
Tabac Presse Le Marigny 45 boulevard du Général Leclerc ARCACHON	33 11 256 <i>2011/0482</i>	Autorisation pour 5 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 20 j Gérant
Parfumerie SEPHORA 2 rue Gambetta LIBOURNE	33 11 257 <i>2011/0483</i>	Autorisation pour 7 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Direction sécurité

Parfumerie MARIONNAUD LAFAYETTE Centre Commercial « La Ville d'Été » ARCACHON	33 11 258 <i>2011/0484</i>	Autorisation pour 5 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Direction sécurité
Supermarché NETTO 49 route de Lesparre GAILLAN en MEDOC	33 07 091 B <i>2011/0486</i>	Autorisation pour 11 caméras sur 14 (n° 8, 9 et 10 en réserves et coffre hors champ) Enregistrement numérique Conservation des images 10 j Président Directeur Général
Location voitures U 1 rue de Nay Centre Commercial du Grand Large - Avenue de Césarée GUJAN MESTRAS	33 11 259 <i>2011/0487</i>	Autorisation pour 4 caméras dont 3 extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 14 j Président Directeur Général
Parfumerie SEPHORA Centre Commercial Carrefour LORMONT	33 11 260 <i>2011/0488</i>	Autorisation pour 5 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Direction sécurité
Parfumerie MARIONNAUD LAFAYETTE Centre Commercial St Christoly BORDEAUX	33 11 261 <i>2011/0491</i>	Autorisation pour 4 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Direction sécurité
Tabac Presse de la Mairie 36 avenue Jean Jaurès BASSENS	33 11 262 <i>2011/0492</i>	Autorisation pour 3 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
Supermarché CARREFOUR Market Route de Sauveterre CREON	33 05 083 B <i>2011/0496</i>	Autorisation pour 23 caméras dont 1 extérieure Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Président Directeur Général
SMICVAL du Libournais 8 route de la Pinière ST DENIS DE PILE	33 11 263 <i>2011/0518</i>	Autorisation pour 2 caméras extérieures sur 5 Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Directeur Général des services
SMICVAL du Libournais 2 bis Tessonneau ST MARIENS	33 11 264 <i>2011/0519</i>	Autorisation pour 2 caméras extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Directeur Général des services
LAFARGE Granulats Sud Port de Branne ST SULPICE DE FALEYRENS	33 11 265 <i>2011/0520</i>	Autorisation pour 1 caméra extérieure Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable commercial
LAFARGE Granulats Sud Lieu dit l'Espasot FONTET	33 11 266 <i>2011/0521</i>	Autorisation pour 2 caméras extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable commercial
LAFARGE Granulats Sud 4 chemin des Gravières ST DENIS DE PILE	33 11 267 <i>2011/0522</i>	Autorisation pour 1 caméra extérieure Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable commercial

LAFARGE Granulats Sud Lieu dit La Tuilerie CABANAC ET VILLAGRAINS	33 11 268 <i>2011/0524</i>	Autorisation pour 2 caméras extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable commercial
Assurance MAIF 41 place Gambetta BORDEAUX	33 11 269 <i>2011/0527</i>	Autorisation pour 1 caméra intérieure Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Responsable du service sécurité
SNC Musée National des Douanes 1, place de la Bourse BORDEAUX	33 11 270 <i>2011/0528</i>	Autorisation pour 3 caméras intérieures Pas d'enregistrement Recommandation d'enregistrer les images afin d'optimiser la protection des objets de valeurs envisagée
RELAY France Aéroport de Mérignac Hall A MERIGNAC	33 04 055 D2 <i>2011/0573</i>	Autorisation pour 2 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 20 j Gérant/salarié
Restaurant MAC DONALD'S 21 rue Sainte Catherine BORDEAUX	33 11 271 <i>2011/0577</i>	Autorisation pour 6 caméras intérieures sur 11 Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Directrice
Station Service AGIP - SARL BRUAT - A 630 6 Aire de Thouars TALENCE	33 11 272 <i>2011/0598</i>	Autorisation pour 7 caméras intérieures sur 8 Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Gérant
Chaussures VIA DONNA - SARL Vocal 7 rue Maréchal de Tassigny ARCACHON	33 11 273 <i>2011/0599</i>	Autorisation pour 4 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
Boutique ZARA 17 avenue de la Somme MERIGNAC	33 11 274 <i>2011/0615</i>	Autorisation pour 12 caméras intérieures sur 13 Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Directeur sécurité
Tabac Loto de La Victoire 2 place de la Victoire BORDEAUX	33 11 275 <i>2011/0619</i>	Autorisation pour 4 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
Boulangerie L'EPI GAULOIS 51 Ter Avenue St Exupéry LA TESTE DE BUCH	33 11 276 <i>2011/0624</i>	Autorisation pour 2 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
Boulangerie L'EPI GAULOIS 4 boulevard Curepipe LA TESTE DE BUCH	33 11 277 <i>2011/0625</i>	Autorisation pour 3 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
Tabac Presse EL ESTANCO 110 cours Aristide Briand BORDEAUX	33 11 278 <i>2011/0628</i>	Autorisation pour 1 caméra intérieure Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant

Boy Pare Brise 5 rue Charles Tellier BEGLES	33 11 279 2011/0639	Autorisation pour 4 caméras dont 2 extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Gérant
Boutique KARYTA 7, rue Léon Morin PESSAC	33 11 280 2011/0646	Autorisation pour 4 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Gérant
Négociant en bois 11 bis avenue du Meilleur Ouvrier de France MERIGNAC	33 11 281 2011/0647	Autorisation pour 2 caméras extérieures Enregistrement numérique Conservation des images 25 j Gérant
LA POSTE - Site Courrier 11 rue Emile Zola LE BOUSCAT	33 11 282 2011/0754	Autorisation pour 3 caméras sur 5 Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Responsable du site
LA POSTE - Site Courrier 5 avenue de l'Yser MERIGNAC	33 11 283 2011/0755	Autorisation pour 1 caméra sur 4 Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Responsable du site
LA POSTE - Site Courrier 115 avenue Lucien Lerousseau BEGLES	33 11 284 2011/0756	Autorisation pour 1 caméra sur 4 Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Responsable du site
Magasin LEROY MERLIN Périmètre vidéoprotégé GRADIGNAN	33 11 285 2011/0764	Autorisation pour 11 caméras sur 12 dans un périmètre vidéoprotégé Enregistrement numérique Conservation des images 15 j Directeur du magasin
Tabac Presse SAILLAN 1 place de la Concorde PESSAC sur DORDOGNE	33 11 286 2011/0769	Autorisation pour 4 caméras intérieures Enregistrement numérique Conservation des images 21 j Gérant
<u>Etablissements bancaires</u>		
BNP Paribas - 5 agences : - 18, allée de Serre BORDEAUX - 170 cours du Médoc BORDEAUX - Centre commercial BORDEAUX Lac - Centre Commercial Emeraude CENON - 149 avenue Louis Barthou BORDEAUX	33 98 038 2011/0580 2011/0581 2011/0582 2011/0583 2011/0584	Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable point de vente 5 caméras dont 1 extérieure DAB 4 caméras dont 1 extérieure DAB 5 caméras dont 1 extérieure DAB 5 caméras dont 1 extérieure DAB 5 caméras dont 1 extérieure DAB

CIC Sud Ouest: 2 agences	33 99 0132	Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable sécurité
- 18 quai des Chartrons BORDEAUX	2011/0324	Autorisation pour 6 caméras intérieures (délocalisation de l'agence du n° 20 rue des Chartrons)
- 1 rue de Cursol BORDEAUX	2011/0511	Autorisation pour 5 caméras dont 1 extérieure
CREDIT AGRICOLE AQUITAINE : 33 agences	33 98 010	Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable sécurité
- cours Balguerie Stuttenberg BORDEAUX	2011/0500	3 caméras intérieures
- 19 avenue de Bordeaux ANDERNOS	2011/0502	3 caméras intérieures
- 54 avenue de la Libération LE BOUSCAT	2011/0503	3 caméras intérieures
- 135 cours Victor Hugo BORDEAUX	2011/0504	3 caméras intérieures
- 71 Bd du Président Wilson BORDEAUX	2011/0505	3 caméras intérieures
- 15 place de l'Eglise St Augustin BORDEAUX	2011/0506	3 caméras intérieures
- 6 allée d'Aquitaine BRUGES	2011/0507	3 caméras intérieures
- 15 place Aristide Briand CASTELNAU MEDOC	2011/0508	3 caméras intérieures
- 304 Bd du Président Wilson BORDEAUX	2011/0509	6 caméras intérieures
- 19 avenue de la Libération LATRESNE	2011/0510	3 caméras intérieures
- 13-15 rue Jules Guesde FLOIRAC	2011/0651	3 caméras intérieures
- 11 cours de Verdun BORDEAUX	2011/0655	3 caméras intérieures
- 56 cours d'Albret BORDEAUX	2011/0656	3 caméras intérieures
- 188 avenue Pasteur LE HAILLAN	2011/0658	3 caméras intérieures
- 150 avenue Louis Barthou BORDEAUX	2011/0659	3 caméras intérieures
- 30 cours Victor Hugo BEGLES	2011/0665	3 caméras intérieures
- 9 rue Condillac BORDEAUX	2011/0668	3 caméras intérieures
- 139 cours du Général de Gaulle GRADIGNAN	2011/0671	3 caméras intérieures
- 5 rue Henri Dunant BASSENS	2011/0674	3 caméras intérieures
- 2 rue Saint Genès BORDEAUX	2011/0684	3 caméras intérieures
<i>Recueil des Actes Administratifs</i>		<i>Mensuel N° 12 - Décembre 2011/Janvier 2012</i>

- 252 boulevard de la Plage ARCACHON	2011/0685	3 caméras intérieures
- 82 avenue de la Libération MERIGNAC	2011/0690	3 caméras intérieures
- 56 avenue de l'Yser MERIGNAC	2011/0692	4 caméras intérieures
- 277 boulevard Godard LE BOUSCAT	2011/0693	3 caméras intérieures
- 26 avenue René Cassagne CENON	2011/0696	3 caméras intérieures
- Place Jean Hameau LA TESTE DE BUCH	2011/0701	3 caméras intérieures
- 259 cours de la Somme BORDEAUX	2011/0702	3 caméras intérieures
- 23-25 avenue Pasteur PESSAC	2011/0703	4 caméras intérieures
- 30 bis avenue du Général Leclerc PESSAC	2011/0706	3 caméras intérieures
- 61 route de Léognan VILLENAVE D'ORNON	2011/0713	3 caméras intérieures
- 556 route de Toulouse VILLENAVE D'ORNON	2011/0715	4 caméras intérieures
- 52 cours Gallieni TALENCE	2011/0727	3 caméras intérieures
- 229 cours Gambetta TALENCE	2011/0738	3 caméras intérieures
BANQUE POPULAIRE DU SUD OUEST : 46 agences	33 98 090	Enregistrement numérique Conservation des images 30 j Responsable sécurité
22 avenue Montesquieu SAINT MEDARD EN JALLE	2011/0513	9 caméras
- 13 place du Général de Gaule LANGON	2011/0514	4 caméras
- 4 cours de Verdun GUJAN MESTRAS	2011/0515	4 caméras
- 20 place Pey Berland BORDEAUX	2011/0516	6 caméras
- 13 avenue de la Libération MERIGNAC	2011/0517	4 caméras
- 53 rue Camille Pelletan CENON	2011/0530	4 caméras
- 1 avenue du Général de Gaulle BLANQUEFORT	2011/0531	5 caméras
- 29 place Descazes LIBOURNE	2011/0532	5 caméras
- 96 cours de la Marne BORDEAUX	2011/0533	4 caméras
- 69 rue Emile Dantagnan ST ANDRE DE CUBZAC	2011/0534	5 caméras
- 1 cours Georges Mandel LESPARRE	2011/0535	5 caméras
- 42 place Gambetta BORDEAUX	2011/0536	4 caméras
- 66 boulevard Georges V BORDEAUX	2011/0537	4 caméras

- place François Mitterrand LE HAILLAN	2011/0538	4 caméras
- 56 avenue de la République ST LOUBES	2011/0539	6 caméras
- 2 place Pierre Orus CASTILLON LA BATAILLE	2011/0540	3 caméras
- avenue Peychotte MERIGNAC	2011/0541	4 caméras
- 2 avenue de Verdun LA TESTE DE BUCH	2011/0542	5 caméras
- 63 avenue Jean Jaurès PESSAC	2011/0543	6 caméras
- 155 boulevard de la République ANDERNOS	2011/0544	4 caméras
- 180 avenue de Las ST JEAN D'ILLAC	2011/0545	5 caméras
- 1 cours du Port BLAYE	2011/0546	4 caméras
- 1 route des Cités CAMBLANES MEYNAC	2011/0547	4 caméras
- 103 avenue du Général de Gaulle LIBOURNE	2011/0548	6 caméras
- Résidence Le Centre St Hilaire FARGUES	2011/0549	4 caméras
- 247 avenue de la Marne MERIGNAC	2011/0550	4 caméras
- 67 avenue de St Médard EYSINES	2011/0551	4 caméras
- 6 place du Château COUTRAS	2011/0552	5 caméras
- 2 place Aristide Briand CASTELNAU	2011/0553	5 caméras
- 1 avenue de la Libération BIGANOS	2011/0554	6 caméras
- 31 rue Amaury de Craon CREON	2011/0555	5 caméras
- 53 avenue Austin Comte CARBON BLANC	2011/0556	4 caméras
- 1 cours du Général de Gaulle BAZAS	2011/0557	5 caméras
- 4 avenue du Général de Gaulle LA BREDE	2011/0558	5 caméras
- 12 place de la République AMBARES	2011/0559	5 caméras
- 4 Espace François Mitterrand PAREMPUYRE	2011/0560	4 caméras
- 9 place Ampère LE BOUSCAT	2011/0561	5 caméras
- 5 avenue François Mitterrand FLOIRAC	2011/0562	4 caméras
- Centre Commercial rue Pacaris TALENCE	2011/0563	8 caméras
- RN 113 Frimont Ouest LA REOLE	2011/0564	5 caméras
- 1 avenue d'Aquitaine MARCHEPRIME	2011/0565	5 caméras
- 18 ter allée Ernest de Boissière CADILLAC	2011/0567	5 caméras
- 18 ter allée Ernest de Boissière AUDENGE	2011/0568	7 caméras
- 63 avenue de Paris CAVIGNAC	2011/0569	5 caméras
- 10 quai de Queyries BORDEAUX	2011/0570	8 caméras

- Centre Commercial des 4 Pavillons LORMONT	2011/0571	4 caméras
- 10 quai de Queyries BORDEAUX	2011/0572	1 caméra sur 29 (siège social)